

EDITORIAL

Depuis le dernier T.C. les choses sont allées leur train ; nous avons eu de nouvelles guerres, une série de massacres et des wagons de prises de positions et de déclarations tous azimuts mais toujours au nom des droits de l'homme, de la paix, des libertés (des individus, des peuples, des médias), du développement, de l'esprit civique, citoyen et humanitaire. C'est-à-dire au nom du capital.

Pour le Kosovo donc (pour Timor l'évidence est telle que ça ne nécessite aucune analyse) nous pensons que le mobile immédiat principal était le contrôle des Albanais d'Albanie, du Kosovo et de Macédoine. Le paradoxe est que les Kosovars, victimes à l'aide desquelles on accourrait, étaient les plus dangereux et il fallait les mettre sous protectorat.

Il fallait poser un corset blindé sur l'Albanie où l'Etat avait tout simplement disparu au profit de pouvoirs claniques/mafieux. Il fallait sauver l'Etat Macédonien dont le tiers d'Albanais aurait explosé plaçant la Grèce en première ligne (remarquons que l'irrédentisme sur le nom hellénique de Macédoine a disparu comme par enchantement quand il s'est agi des intérêts véritables de l'Etat grec). Il fallait démanteler le cordon de camps de réfugiés tout autour du Kosovo au pouvoir de l'UCK d'où viendraient un flot de réfugiés incontrôlables vers l'Europe, en même temps que la drogue, la prostitution massive et organisée, de nouvelles mafias, voire des "terroristes". Le protectorat vise à cantonner, sur un territoire fermé, une population globalement surnuméraire, tout en préservant un avenir où sa situation au coeur de l'Europe balkanique peut en faire un réservoir d'où, par rotation, des vagues successives de main d'oeuvre peuvent être retirées dont les capitaux utilisateurs n'auraient pas à supporter la reproduction d'ensemble à long terme : sur le modèle de l'Allemagne, en général, avec l'organisation de la "clandestinité" de la main-d'oeuvre polonaise, ou plus particulièrement de la Bavière avec les ouvriers tchèques. Comme en Asie, cette structure peut se reproduire à l'infini à tous les niveaux de la hiérarchie capitaliste : les Hongrois ou les Tchèques agissant ainsi avec les Kosovars, comme le capitalisme en Grèce le fait déjà avec la main-d'oeuvre albanaise. Cette situation réduit à néant toute velléité de type fordiste (comme la crise de 97 l'a rendu évident, ailleurs, pour la classe ouvrière coréenne) dans les "pays en mutation" de la zone. Il est de notoriété publique que la classe capitaliste des pays les plus développés se préoccupe de plus en plus de ses besoins de main-d'oeuvre immigrée dans un futur proche.

"L'immigration à statut permanent ne correspond plus aux besoins actuels de la valorisation du capital (...) aujourd'hui la précarisation de la condition d'immigré est la forme la plus libre que prend la circulation des hommes en tant que marchandises" (Charles Reeves, "L'immigré et la loi de la population dans le capitalisme moderne", in "L'oiseau-tempête", automne 97).

Déjà à propos de la rébellion albanaise, des camarades grecs écrivaient dans un numéro spécial de leur revue ("Ta Pedia Tis Galarias", "Les enfants de la galerie" : TPTG, P.O. Box 76149, Nea Smirni 17110, Athens, Greece) : "Nous affirmons avoir affaire à une rébellion moderne. En premier lieu, parce que son sujet, "l'immigrant-mobile-prolétarien" constitue la figure centrale de la classe ouvrière aujourd'hui. Plus que quiconque dans les Balkans, c'est l'immigrant albanais qui représente non seulement la pauvreté mais aussi l'utilité et la disponibilité pour le capital." Voir cela comme un échec de l'extension des rapports sociaux capitalistes, c'est ne pas arriver à se défaire de ses oeillères fordistes, ou croire que le capital a pour but le bonheur de l'humanité.

Le capital intègre l'ex-Yougoslavie, ce n'est pas pour autant qu'elle deviendra une grande Suisse ou un joli petit capital autocentré, l'intégration c'est le dépeçage, c'est l'inégal développement. L'installation, par exemple, depuis 1992, d'Alcatel, Procter et Gamble, Général Motors, Salomon, Coca Cola, Continental, dans la région de Timisoara, en Roumanie, ne change pas grand chose à la croissance générale de l'économie roumaine ; au

contraire la région se verrait bien autonome lorgnant vers la Hongrie ou Belgrade (distante de 200 km) et le Danube. L'époque du capital bouclant son accumulation sur une aire nationale est révolue, et cela doublement : dans le capitalisme occidental et pour cela même, dans ce qui était le modèle paroxystique du capitalisme autocentré, les pays de l'Est. Il n'y a pas là de "régression historique" comme le soutient Dauvé dans sa brochure "Sur la guerre de l'Otan contre la Serbie" (ARHEDIS, BP 20306, 60203 Compiègne Cedex). S'il y a un domaine où le capital est sorti du fordisme c'est bien (entre autres) dans les formes de sa mondialisation et dans celles de la gestion de la population surnuméraire. Ce n'est que dans une restructuration du capitalisme mondial initiée par le capitalisme occidental que les pays de l'Est peuvent enfin accéder à leur pleine citoyenneté capitaliste, c'est-à-dire enfin achever (terminer et supprimer) leur existence de contre-révolution qui a été la détermination originelle de la spécificité de leur développement capitaliste.

Il fallait détruire, si ce n'est immédiatement tout au moins à relativement court terme, une Serbie gênant les relations entre l'Europe et la Grèce, la Turquie et plus loin le Caucase d'où doit venir bientôt "le pétrole". Plus gravement, elle constituait un dernier ancrage russe. Russie qui ne réussit pas sa "mutation" et redevient sinon dangereuse du moins hargneuse et n'accepte justement pas d'être éliminée du Caucase. Si la classe dominante serbe gênait, c'était de ne pas parvenir à se transformer de "bureaucratie" en classe capitaliste simplement bourgeoise, par là elle restait un obstacle à l'intégration de l'Europe centrale à l'OTAN et à l'UE. Cet épisode de la canonnière est, entre autres, un moment de la mutation et de l'intégration à une accumulation mondialisée des pays jusque là dominés par un capitalisme extensif et autarcique (le mal-nommé "capitalisme d'Etat"). Sous la géopolitique, c'est directement la définition des classes sociales en présence dans le capitalisme mondialement restructuré qui est en jeu : création et gestion de la force de travail surnuméraire ; achèvement de la longue marche de la "bureaucratie" (nous n'avons pas de meilleur terme pour définir la spécificité de cette fraction de la classe capitaliste mondiale depuis 1917) vers sa transformation en classe bourgeoise non seulement "ordinaire", mais "ordinaire" d'un capitalisme périphérique ; "libération", si nécessaire par la force, de la classe ouvrière du consensus bureaucratique (le "bol de riz en fer") auquel elle se raccroche, avec toutes ses raisons, jusque et y compris dans son opposition violente aux directives du FMI et conséquemment dans le nationalisme.

Les prises de position des démocrates radicaux ont été coincées dans une tenaille difficile à desserrer. Cela les a amenés à se diviser en deux courants franchement antagoniques. D'une part, une exigence d'antifascisme-rouge (opportunément appelé rouge-brun ou national-communisme, tant se contenter de "socialisme" est gênant pour beaucoup d'ex-staliniens) impliquant de s'opposer à Milosevic, antifascisme allant de pair avec un soutien a priori à tout mouvement se définissant comme de libération nationale, imposant donc de soutenir l'UCK. D'autre part, l'opposition aux opérations guerrières de "l'impérialisme US" et d'une "résurgence de l'expansionnisme allemand dans la Mitteleuropa" coalisés dans une OTAN qu'on se plaît à présenter à la fois comme le carcan US sur l'Europe occidentale et comme le champs clos d'un antagonisme germano-américain. Si les Américains en ont "profité" pour accentuer leur tutelle sur l'Europe, il faut reconnaître que celle-ci est bien acceptée et même sollicitée. Cette prise en tenaille faisait dire en substance à Cohn-Bendit répondant aux anti-guerre : "D'accord avec vous pour dire que la guerre est une catastrophe et que les Kosovars doivent avoir le droit à l'autodétermination mais je doute qu'il suffise d'en faire la demande à Milosevic". On a donc eu séparation entre pro. et anti. OTAN avec du côté des pro, les Verts et la moitié des non-P.C. de la liste "Hue-Bouge l'Europe!", de l'autre le PC, les nationaux-républicains les archéo-gaullistes et les trotskistes tiraillés entre Arlette plus "classiste" (position restant plus fidèle au programme léniniste d'Etat ouvrier) et Alain plus "droit des peuples" (évolution ancienne vers un tiers mondisme toujours à la recherche d'un

modèle de rechange). D'où des positions que Cohn -Bendit a pu si bien renvoyer à leur irénisme. Pour se formaliser et accéder à une existence sociale reconnue, le démocratisme radical doit se débarrasser de son héritage gauchiste et "socialiste réel" : anti-impérialisme, lutte de libération nationale...

Face à cette guerre du Kosovo et à la situation actuelle, les expressions révolutionnaires ne peuvent consister à vitupérer un capitalisme intemporel, à invoquer un internationalisme prolétarien mythique, à se désoler sur "l'actuelle extrême faiblesse de nos forces" et à appeler à une prise de conscience urgente avant des catastrophes renouvelées. Le fait que cela ne serve à rien n'est pas le plus grave ; le plus grave c'est que cela gêne, voire empêche, de comprendre, d'élucider les causes actuelles de cette guerre, la structure du capital tant mondial que local, et les nécessités économiques, politiques et stratégiques qui s'imposent aux classes en luttes. Nécessités qui font échouer les luttes ouvrières construites dans l'éclatement des Etats multinationaux et provoquent la formation de fronts interclassistes nationalistes. Il n'y a pas de détournements des belles et bonnes luttes de classes en luttes ethniques, par les stratégies machiavéliques des bourgeoisies, ni en Serbie, ni ailleurs. A notre connaissance, dans les textes qui ont circulé (publiés ou non), la brochure de Dauvé, déjà citée, est la seule à poser là un problème et à ne pas se contenter du "détournement nationaliste". Cependant, l'analyse s'arrête à la simple juxtaposition de deux situations : "le non dépassement des luttes dures défensives" ; "les actions contre la "privatisation" sont alors intégrées à une perspective nationale (...) Des groupes nationalistes prennent le contrôle, voire l'initiative de cortèges ouvriers." (p 25). C'est précisément ce passage qu'il faut produire : le nationalisme est déjà constamment présent dans les "luttes défensives dures". Il faut articuler les phases entre elles, et non se contenter de passer à la seconde simplement par l'échec de la première. C'est alors toute une conception théorique fondamentale de l'implication réciproque entre prolétariat et capital et de la nature de leur contradiction qui est en jeu.

Dans une configuration sociale totalement différente, la révolte des Indiens en Equateur en janvier 2000 ayant abouti à la très éphémère prise du pouvoir que l'on sait, n'est pas non plus "détournée" par le nationalisme indien et équatorien des dirigeants de la CONAIE (Confédération des Nationalités Indigènes de l'Equateur), ni par la trahison des militaires. La révolte, qui s'enracine dans la dépossession multiséculaire des Indiens et plus immédiatement dans les lois de ces cinq dernières années introduisant la propriété privée et des régulations marchandes de l'usage de l'eau dans les communautés indiennes, prend forme comme révolte "nationale" et "culturelle". Cette culture, depuis quinze ans, est largement une recreation des "élites" issues des populations indiennes et du clergé (les habituels "entrepreneurs en nationalisme"), via la fondation de bibliothèques, d'un réseau d'écoles parallèles, le foisonnement de radios locales, la résurrection des fêtes populaires. Cette "résurrection" culturelle nationale devenant le foyer, l'ancrage, le symbole même d'une alliance nationaliste plus large contre la dollarisation, englobant les classes moyennes. L'alliance de cette "renaissance nationale" avec certains secteurs de l'armée (selon l'expression consacrée) n'est pas absolument contre nature, dans la mesure où celle-ci est bien souvent la seule force sociale organisée qui, dans le cadre de son activité de contrôle et de répression, assure un minimum d'infrastructures et de présence des services de l'Etat dans les régions les plus reculées (que l'on se souvienne de la grande alliance nationaliste de l'armée et des Indiens dans le Pérou du général Velasco Alvarado au début des années 70). La révolte paysanne ne peut, sans se détruire elle-même, voir son avenir dans les bidonvilles de Quito ou Guayaquil, le nationalisme ne la détourne pas mais la construit. Cependant, par là elle s'interdit la propre satisfaction de ses revendications : "nous ne sommes pas contre la propriété privée", nous sommes pour un "capitalisme alternatif", proclame Vargas, le leader de la CONAIE. Tant que le mode de production capitaliste se reproduit, le prolétariat est nécessairement soumis à ses formes d'existence car le capital est le sujet constamment renouvelé de la

reproduction du rapport, et la contradiction du prolétariat avec le capital trouve tout aussi nécessairement ses limites, qui peuvent aller jusqu'au nationalisme et au racisme, dans les formes de l'autoprésupposition du capital. Si nous avons vu en Yougoslavie se constituer des unions sacrées c'est à dire des front nationalistes pour et dans la guerre immédiate, nous avons aussi eu sous le nez, dans la "douce France", et en "temps réel", la formation d'une unité nationale anti-américaine allant de la CNT à Mégret. Ce front s'est constitué à la vitesse-lumière contre la "MacDomination" de la "mondialisation ultra-libérale"

José Bové saint et martyr gardez nous des droits de douane sur le roquefort et le foie gras! Certes le caractère farce porte à ricaner bêtement mais c'est tout de même vraiment une union nationale que nous avons eue. Quand la critique du rapport de production qu'est le capital devient la critique, même générale, des multinationales "qui nous dépossèdent de la maîtrise de notre vie, de notre espace, de notre économie", elle débouche sur l'union interclassiste. Elle se réalise contre "la dictature des multinationales américaines". Nos propres multinationales devenant une cinquième colonne. Cette union se fait pour la défense face à une agression extérieure : agression de forces gigantesques et fondamentalement immorales qui méprisent les peuples et les travailleurs. Les arguments peuvent se conjuguer à l'infini et peu importe la cohérence de leur coexistence : contre la mal-bouffe, contre la séduction des enfants et "l'esclavagisme" de Macdo, contre les espèces transgéniques, pour la défense des petits paysans et de l'agriculture française, la défense des terroirs, bref tout est bon : arguments conservateurs et Keynésiens, moraux et économiques, romantiques et financiers, nostalgiques (gardarem...) et modernistes, pour une agriculture bio non polluante, environnementaliste. La cerise "radicale" sur le gâteau c'est la défense des salariés hyper-flexibles et interdits de syndicat de Macdo, ils deviennent dans l'opération de pauvres victimes secourues par les rudes bergers du causse. Bien sûr, cela ne nous enverra pas sur le Chemin des dames, mais on voit comment des luttes (et mêmes des luttes ouvrières rappelons nous du "produisons français" du PC, au début des années 80, auquel le Front National avait logiquement rajouté "avec des Français") qui se construisent nécessairement dans la reproduction du capital peuvent déboucher sur l'union nationale. José Bové était l'invité-vedette de la fête de l'Huma et du meeting des anti-O.M.C (CCOMC : Coordination pour le contrôle citoyen de l'OMC) à la bourse du travail de Paris ; ATTAC, SUD, DAL, FSU, CGT-finance et maintenant bien-sûr la Confédération Paysanne forment la classique brochette à laquelle le député Vert Yves Cochet affirme " les Verts sont avec vous depuis le début", ce qui doit aller droit au coeur de la Confédération Paysanne puisque celle-ci s'apprête à avoir, dans le cadre de la réforme de la PAC, une bonne part de la cogestion des budgets agricoles jusqu'ici monopolisés par la FNSEA pour les producteurs de "pétrole vert" du quart Nord-Ouest de la France. Pour confirmer tout cela Le Monde du 17/11/99 publie une interview de Bové et Abitbol (le concepteur de la campagne de Chirac et maintenant du "souverainisme" de Pasqua) qui tombent d'accord sur la défense de l'agriculture française contre l'OMC.

Pendant quelques courtes années, on a pu se demander si le démocratisme radical n'était pas une construction franco-française, l'opposition au récent sommet de l'OMC à Seattle a été la confirmation de ce mouvement comme un mouvement mondial ayant ses bases dans les évolutions les plus récentes du capitalisme et appelé à être un acteur déterminant des luttes de classes à venir. Une organisation aussi traditionnelle que l'AFL-CIO ne s'y est pas trompée en fournissant l'énorme couverture logistique, tant matérielle que sur l'internet, nécessaire à un tel rassemblement. Les thèmes que jusqu'ici on ne pouvait relever que dans des mouvements "marginaux" (mais socialement déterminants) et des publications plus ou moins restreintes ont acquis une résonance mondiale. Le démocratisme radical est devenu l'opposition interne au capital restructuré et ses thèmes sont reconnus comme ceux dans lesquels doit maintenant s'exprimer la "critique" du capitalisme. A propos de "l'échec de la conférence de Seattle", le très officiel "Bilan du Monde, année 2000" écrit : "Parions qu'à moyen terme ces "nouveaux

acteurs" d'un jeu économique global ne seront plus cantonnés à l'extérieur des grandes enceintes internationales, mais finiront par obtenir voix consultative et être intégrés dans un processus de préparation plus long et plus large." (p 12). Le "moyen terme" étant de plus en plus court, José Bové a déjà reçu sa carte d'accréditation pour le sommet des "décideurs globaux" de Davos. Invitation refusée aux motifs qu'il s'agit d'un "piège", qu'il faut "refuser toute collusion avec cette façon d'organiser le débat" ("Libération 29 / 1 / 00). Les "multinationales ne comprennent que les rapports de forces". Il faut imposer un "contrôle citoyen" aux puissances économiques qui prétendent tout régenter, et lutter pour changer l'action des Etats qui "ne sont plus que des cautions du système". Ainsi, à propos de la lutte contre l'OMC ("construction politique créée par des gouvernements, a priori légitime, qui devient autonome et ne fonctionne plus que pour et sur elle-même"), Bové et ses camarades, exprimant les aspirations de la majorité du démocratisme radical mondial, se montrent être des opposants constructifs. Ils proposent d' "instituer une Cour internationale du commerce, avec des juges indépendants" : "Le droit comme rempart du marché avec un contre-pouvoir juridique". ("Télérama", 9 / 2 / 00, pour toutes les citations).

La mobilisation autour (contre) la 10^e session de la CNUCED (fevrier 2000), à Bangkok, a confirmé elle aussi l'existence mondiale du démocratisme radical. Beaucoup des ONG (appellation maintenant donnée à toute association non politique ou syndicale ayant des objectifs d'intervention sociale) mobilisées pour une meilleure prise en compte et un autre développement, humain et durable, des pays "en voie de développement" ont exprimé des critiques et des revendications participant largement de la mouvance, la plus modérée, démocrate radicale. Cette mobilisation a aussi montré, mieux qu'à Seattle, l'importance du démocratisme radical dans le "Tiers-monde" et son travail de formalisation des limites des luttes de classes en luttes sociales "locales confrontées à la mondialisation", ainsi que son articulation avec celui des "pays développés" (ex : Via Campesina, 250 000 membres dans 60 pays - dont la Confédération paysanne en France - née dans le sillage du mouvement brésilien des "Sans Terre"). Comme partout ailleurs, ce démocratisme radical exprime les limites des luttes et l'impossibilité actuelle à formaliser à partir d'elles un dépassement du capitalisme qui ne soit pas l'aménagement du capitalisme. Plus aucune classe ne peut produire à partir de ce qu'elle est immédiatement dans le mode de production capitaliste un dépassement du capitalisme. En l'occurrence, ces luttes deviennent alors, dans leur mise en forme par le démocratisme radical, des luttes nationales : " "Notre position sur la réforme agraire, le gouvernement la connaît depuis longtemps. Aujourd'hui, il nous incombe, ne serait-ce que pour préserver le gagne-pain de nos agriculteurs, d'élaborer dans l'urgence un projet économique alternatif pour combattre la subordination du pays aux intérêts du capital international", martèle Joao Pedro Stedile, l'un des leaders nationaux du MST (Mouvement des Sans Terre), dans ses dernières déclarations à la presse." ("Le Monde", 9 / 10 / 99). Dans un ouvrage récent (Jacky Picard, "Amazonie brésilienne : les marchands de rêves. / Occupations de terres, rapports sociaux et développement", Ed L'Harmattan, 1999), c'est la relation sociale même entre les représentants des ONG et les paysans qui, d'après le compte rendu qui en est fait dans "Le Monde Diplomatique" de décembre 99, paraît devenir conflictuelle : "La question agraire constitue toujours l'un des principaux défis de l'Amérique latine et les occupations collectives de terres au Brésil suscitent, à juste titre, un immense espoir. Pourtant, loin de coïncider avec les "discours apologétiques" des forces progressistes brésiliennes ou avec les propos des occupants, l'étude sur le terrain relève la formation d'une domination qui "reproduit les modèles anciens" dans ses grandes lignes. Menée de 1991 à 1994 dans la région de Maraba (Etat du Para), cette enquête pointe l'apparition de "nouveaux patrons" dont le statut reste singulièrement précaire. Qu'il s'agisse de leaders d'occupation, des petits commerçants et parfois même de syndicalistes - figures dont le rôle est par ailleurs indéniable du fait de l'isolement géographique, de l'analphabétisme et de la pauvreté des

nouveaux arrivants -, ces intermédiaires cherchent tous à s'assurer une situation de monopole dans un marché devenu captif. Mais, s'il s'agit bien là d'un processus économique, celui-ci repose à son tour sur des mécanismes symboliques qui font du petit producteur un "obligé". Rendu nécessaire face à ce "no man's land sociologique", un réexamen des formes habituelles de domination découvre que, ni capitalistes ni même clintélistes, c'est finalement au "paternalisme" que s'apparentent ces pratiques". Il va sans dire que le commentateur du "Monde Diplomatique" conteste une vision aussi "pessimiste" au nom d'un "horizon de dépassement de la modernité capitaliste" fondé sur "la notion de communauté" si profondément ancrée dans l'imaginaire de ce continent...

Dopés par la lutte contre l'OMC, ces "nouveaux contestataires", "émergence d'une internationale civile" qu'on disait "égarés sur les vestiges du tiers-mondisme politique" (souligné par nous) se veulent "basistes et populaires (...), s'affranchissent des structures traditionnelles (...), s'affichent moins idéologiques et plus pragmatiques." ("Libération", 19 et 20 / 2 / 00 : à propos de la réunion de la CNUCED). Cette mobilisation a montré, là encore, la lutte de cette opposition interne au capital restructuré pour être intégrée, avec son expertise, ses contre-propositions, ses projets alternatifs, comme partenaires conflictuels des Etats, des multinationales et des organisations internationales (CNUCED, OMC, FMI, etc.). Pour le moment (?), chez ces dernières, la tendance est à la consultation, sans faire encore des moins radicaux des partenaires responsables (cf. la position de Supachai Panitchpakdi, président de la 10^e CNUCED et prochain directeur de l'OMC, pour qui "il est exclu que les ONG prennent part aux décisions" car leur rôle doit se limiter "à émettre des propositions" - "Marianne", 21 / 2 / 00 -).

En France, le dit "mouvement social" sur lequel le P.C. avait lancé l'O.P.A. "Bouge l'Europe" a fait faux bond électoral. La déconfiture a pour cause que le démocratisme radical qui se fait porter par les luttes, et les nomme benoîtement "mouvement social" n'a pas et ne peut pas avoir de concrétisation politique. Krivine aussi rame pour "lui offrir un débouché politique" et avec son alliée ils n'ont pas atteint le résultat que la candidate "des travailleuses et des travailleurs" avait obtenu en 95 toute seule avec un discours strictement syndicaliste.

Le mouvement ouvrier et le programmatisme ne seront pas remplacés, l'alternative restera une mouvance éclatée, sans cesse bouleversée, toujours naissante et renaissante et se constituant sans lendemain sur les limites des luttes de classe. Pour une exemplification de cette impossibilité on peut se reporter au livre : Contre l'Etat, la politique (édit. La dispute) où Alain Bertho du P.C. se questionne longuement sur l'impossibilité de son parti à être le cadre politique d'un mouvement social qui s'entête selon lui à rester "anarchosyndicaliste", c'est-à-dire à ne pas exister au niveau de l'Etat, même pour être contre, ce qui n'empêche pas l'auteur de promouvoir une Révolution démocratique permanente. Qualifier cette révolution de permanente permet d'écrire tout de même "révolution" quand on sait pertinemment que son contenu n'est même plus le réformisme le plus banal et que la "révolution" est renvoyée aux calandes grecques. Les partis communistes n'ont jamais été révolutionnaire (même dans la structure et le contenu de l'ancien cycle de luttes), là n'est pas la question, ce qui est maintenant à voir c'est que, dans la formalisation des limites actuelles de ce cycle, toute idée et tactique de "rupture" disparaissant, quelque soit le nom de baptême de cette "rupture".

Comme nous le montre par exemple, le rapport des deux députés mandatés par le groupe PC de l'Assemblée Nationale pour étudier la question de "l'épargne salariale". Ils proposent de l'instaurer car elle serait un "nouveau droit" permettant aux salariés et aux syndicats d'intervenir "dans la gestion directe et dans le choix stratégique des entreprises", ce qui permettrait "un peu plus, un peu mieux au monde du travail de remplir sa vocation critique et citoyenne au sein de la société" et "d'étendre le champ de vision et de créativité de l'entreprise, pour mieux garantir son développement et son futur". ("Le Monde", 18 / 2 / 00). Avec le 30^{ème} congrès du PC (Martigues), on assiste à la formation d'une organisation

regroupant deux branches, d'une part, une association de défense des élus locaux afin de préserver une base électorale nécessaire à toute participation gouvernementale et, d'autre part, une constellation de structures ouvertes tentant de réaliser le fameux débouché politique à cet "anarcho" de "mouvement social".

Quand Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT issu des grèves de novembre 95, dans un article-manifeste intitulé "Pour une conception neuve de la représentation syndicale" ("Le Monde", 10 septembre 1999), trace la ligne générale pour la période post-chute-du-mur/restructuration, celle du "mouvement social" et de la gauche plurielle, il écarte toute allusion à une exploitation qui servait naguère à fonder le programme d'étatisation de l'économie, au profit de la "domination" et de "l'iniquité". L'action de la CGT se situent dans : "le cadre d'un rapport social fondamentalement inégalitaire totalement décalé par rapport à ce que chacun dehors place communément sous le concept de démocratie." Vis-à-vis de cette situation il pose logiquement : "être syndiqué c'est aussi et d'abord être citoyen.". Il dénonce le licenciement de 13 521 représentants du personnel en 1997 pour montrer que l'entreprise est hors de la démocratie : "lorsqu'on passe la porte du bureau ou de l'atelier on s'en remet à des institutions où on se soumet à des forces sur lesquelles on n'a pas de véritable prise.", et les stratégies mondiales du capital sont bien sûr au premier plan. Les salariés n'ont toujours pas des droits et des moyens pour que l'orientation des politiques économiques prenne véritablement en compte leurs intérêts. ". B. Thibault exprime donc très clairement une revendication d'entreprise citoyenne, petite république dans laquelle les salariés seraient des citoyens pesant sur les conditions de travail et les orientations économiques. Toutefois il ne se hasarde pas sur le terrain de l'autogestion, vieille lune post 68, car son but est en fait un repositionnement proprement syndical, l'avènement d'un syndicalisme citoyen.

Une contre-révolution chasse l'autre, l'identité ouvrière nationale cède la place au citoyen. Après avoir abandonné la référence à l'autonomie de la classe ouvrière (congrès de 95) pour la condamnation des "maîtres du monde", il s'agit de se doter d'un nouveau corps de doctrines face aux "enclumes" archéo stalinienne qui forment une bonne part des cadres intermédiaires de l'organisation : " la rafale d'opérations de concentrations industrielles et financières à laquelle nous assistons vient une fois de plus témoigner de cette réalité avec un cynisme éclatant.". La survie de la CGT passe par là et elle l'amène à se présenter comme une sorte de parti syndical dans l'entreprise - république. Cette orientation est aussi la concrétisation d'objectifs encore plus terre à terre que celle de la marginalisation des cadres dépassés, il s'agit du partage du gâteau de la représentativité avec la CFDT mettant à l'écart FO et la CGC et trouvant des accommodements locaux avec SUD et l'UNSA. "Tout le monde s'est mis à croire que l'efficacité syndicale pouvait s'alimenter au mythe de l'avant-garde éclairée", la CGT se met ainsi volontairement au premier rang des fautifs pour mieux enfoncer le clou : " Il n'est pas impossible que certaines attitudes de la CGT aient contribué à son corps défendant à renforcer ce que nous voulions éviter : la délégation de pouvoir a favorisé des pratiques manoeuvrières au sommet.". Pour parvenir à ce but (reformuler la notion de représentativité et parvenir à un syndicalisme de concertation) la démocratie trouve là son utilité, elle en est le meilleur moyen et la CGT n'en a pas peur, il faut que "La mise en débat permette à chacun de se forger une opinion et de la faire connaître et que ce soient les organisations syndicales et elles seules qui en aient les responsabilités et les moyens (...) cela fonde sans ambiguïté la place que doit tenir chaque organisation syndicale, cela fournit une base à la légitimité."

L'abandon de toute référence à un changement de l'organisation du capital vers un "capitalisme d'Etat" entraîne la nécessité d'éterniser ouvertement le capital, puisque l'autre version était censée en être l'abolition, abandon qui implique de s'orienter vers la dénonciation de ses excès, le libéralisme et la domination non démocratique. C'est le discours justificateur de l'établissement d'un condominium de longue durée sur la représentation salariale prenant la relève de la tripartition des Trente glorieuses et de la phase de crise, fondée sur une

reconnaissance "idéologique" des traditions ouvrières, communiste, socialiste et chrétienne. Ce qui est entériné par là, c'est la disparition de l'identité ouvrière ; disparition reconnue en tant que telle dans un remarquable article, "Des ouvriers sans classe" ("Le Monde Diplomatique" janvier 2000), par Stéphane Beaud et Michel Pialoux, auteurs de "Retour sur la condition ouvrière, Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard" (Fayard, 1999). Ce condominium permettra de fructueuses négociations sans surenchères en même temps qu'une ouverture aux militants du démocratisme radical grâce à la reprise de ses thèmes les plus digestes. Ces thèmes sont la déclinaison de la démocratie, l'indépendance des luttes d'avec la "politique politicienne" mais pas "du politique", le débat permanent, la délégation sous contrôle, le devenir social des luttes sectorielles comme "révolution permanente", c'est-à-dire procès d'humanisation du capital.

Le refus de la CGT d'appeler à la manifestation du PCF du 16 octobre 1999 est dans cette logique, en laissant ses syndiqués (à commencer par B.Thibault) se déterminer "en tant que citoyens". Tout est très cohérent, elle doit apparaître aux salariés-citoyens comme la plus représentative (elle est prête à le prouver dans les urnes, regrettant que les seules élections sous contrôle public soient celles pour les prud'hommes) et comme indépendante du gouvernement et de tout parti de gouvernement pour pouvoir être partenaire à part entière de ce même gouvernement.

La CGT tente de tenir les deux bouts de l'omelette : la critique démocratique-radical de l'hégémonie sur la représentation et le partage tranquille de cette hégémonie grâce à sa mise au vote sous son contrôle. Les pauvres trotskistes ont bonne mine à servir de caution de gauche au PC quand la CGT s'y refuse! En Espagne également les syndicats, y compris les Commissions Ouvrières, s'éloignent d'une alliance avec les partis de gauche, il faut exister dans de bonnes relations avec le patronat, c'est la seule existence de la classe ouvrière qui puisse être reconnue et reproduite (cf."Le Monde - supl économie -", 7/3/00).

La manifestation "pour l'emploi" organisée le 16 octobre 1999 par le PC n'a pas été l'échec que beaucoup pronostiquaient, elle a réussi, selon ses organisateurs, à réunir plus de travailleurs que celle du Médef avait réuni de patrons. Nous savons maintenant qu'il y a en France plus de salariés que de patrons. Blague à part, la réussite de cette mobilisation montre comment le démocratisme radical, sans les détourner, roule sur les limites des luttes. Une manifestation pour l'emploi c'est toujours une manifestation pour la condition ouvrière, mais elle peut de façon proclamatoire opposer celle-ci au capitalisme, ce n'est plus le cas. De son côté, la pétition "Pour l'autonomie du mouvement social" concoctée par l'anarcho-syndicalisme qui désole Bertho, la CNT, l'EE. la CGT-correcteurs, les militants d'"Alternative libertaire" de SUD, du DAL et de Droit Devant, n'a pas réussi. Mais cette manif à laquelle AC participait à moitié (mi chaussée-mi trottoir) a tellement eu pour sens d'autoriser le vote des 35 heures par le PC que la pétition (signée par Bourdieu), malgré son échec initial, a quelques possibilités d'alimenter la dénonciation d'un détournement politicien pro-gouvernemental.

Dénonciation pouvant espérer un bon accueil auprès de beaucoup de manifestants floués. La critique au sein du démocratisme radical de la frange la plus ouvertement contre-révolutionnaire par la frange qui se proclame la plus radicale a de l'avenir, même si elle ne peut pas capitaliser son écho.

Frustré par l'impossibilité pour le démocratisme radical d'avoir un débouché politique, l'un de ses chantres officiels, Ignacio Ramonet, éditorialiste du Monde Diplomatique, s'est trouvé un nouvel héros : Chavez! ("Monde Diplomatique", oct 99). Il passe ainsi du masque de Marcos (qui avait quand même plus de gueule) à la poitrine médaillée d'un caudillo populiste dans la lignée de Peron. Le petit monde du Diplo et d'ATTAC a trouvé son nouveau Lider Maximo. Il faut se souvenir que ce soldat du peuple a lu "L'horreur économique" et que son auteur, Vivianne Forrester, était à une conférence de presse de cet initiateur d'une "Révolution

démocratique" et "anti-libérale" qui veut : "rechercher le point d'équilibre entre le marché, l'Etat et la société".

La lutte que nous menons depuis 1977 est une lutte théorique (cf. Editorial du n° 14) mais, si nous nous sommes bien fait comprendre, la théorie révolutionnaire n'est pas un discours à côté de la pratique, elle est un élément réel, elle n'est pas une conscience du réel, elle est une activité dans les luttes de classe, même si elle n'est plus un programme d'affirmation de la classe ouvrière. Lorsque, par exemple, nous revenons dans cet éditorial (entre autres choses) sur le démocratisme radical, c'est parce que des événements récents permettent d'en affiner l'analyse et de lui apporter de nouvelles déterminations et parce que de façon générale, pour connaître la révolution elle-même, il est nécessaire de cerner les formes de la contre-révolution qui lui est liée. Ce qui a été essentiel dans notre production théorique a été, à partir de la critique du programmisme et plus récemment de celle de l'alternativisme démocrate-radical, l'affirmation de la restructuration du rapport entre prolétariat et capital, l'affirmation d'un nouveau cycle de luttes et, par là, la recherche de la réponse à ces deux questions fondamentales de toute théorie révolutionnaire : comment une classe agissant strictement en tant que classe peut-elle abolir les classes? et, son corollaire : la liaison entre le cours quotidiens des luttes et la révolution. Il s'agissait finalement de produire un dépassement positif dans la période actuelle des impasses du programmisme, c'est-à-dire une théorie de la révolution maintenant.

Malgré cela, nous sommes toujours situés et désignés comme ultra-gauches. Ce n'est pas une insulte, et sans-doute cela était-il inévitable bien qu'il y ait maintenant longtemps que pour nous ce qui est central est la production immédiate du communisme, et qu'il ne soit en conséquence plus question depuis longtemps d'aucune forme d'affirmation de la classe. En effet nous sommes issus de l'ultra-gauche mais il ne semble plus possible de ne rien dire pour que ce terme ne nous soit plus attribué. Au mieux (?) on nous rattache plus ou moins à l'I.S. et aux Autonomes des années 70 qui avançaient l'autonégation du prolétariat et l'abolition du travail. Ce dernier thème ayant fait retour tant du côté des défenseurs du capital (Méda et Rifkin) que de celui des révolutionnaires (Assemblée de Jussieu et certains collectifs de chômeurs) notre désignation comme étant des "anti- travail" semble être très logique. Le problème est que nous critiquons vivement ces positions, en ce qu'elles font l'impasse sur le fait que l'abolition du travail c'est l'abolition du travail salarié, et que celle-ci est la révolution communiste : le prolétariat abolissant les classes, et pas l'action d'une humanité se libérant de la condamnation d'Adam (lui donner une allure de rapport social ne change pas grand chose à cette condamnation qui doit toujours se référer à La Nature), même si cette "humanité" se trouve parmi les "exclus" ou au mieux les prolétaires.

Il existe une notion que nous utilisons et que l'on trouve dans d'autres textes de personnes issues de l'ultra-gauche ou de l'anarchisme, notion qui cherche à nommer le plus justement possible, à partir de l'analyse critique des luttes et contradictions actuelles, l'action du prolétariat dans la révolution : la communisation. Toutes les mesures révolutionnaires seront des mesures de communisation des rapports. En-deçà, comme le dit Gilles Dauvé en conclusion de sa brochure sur "La guerre de l'OTAN contre la Serbie", "il n'y a que la société actuelle".

L'expropriation de tous les moyens de production, de transport, de communication, de consommation, ne sont pas des mesures de "socialisation" ou de "collectivisation" ni même de "réappropriation", il s'agit d'emblée de communisation non pas des biens mais des rapports. En cela les biens sont uniquement expropriés, ils sont abolis comme propriété, ils ne sont plus que des éléments des rapports des individus communistes c'est-à-dire immédiatement sociaux, en dehors de toute société. Dans la révolution, la société leur fait encore face comme leur ennemi, le capital qu'ils abolissent, ils sont des communistes. L'activité critique

révolutionnaire de ces dernières années a dégagé le contenu positif de la révolution, la communisation. Elle est posée pour ce qu'elle est directement et non par l'intermédiaire de l'affirmation du prolétariat sous quelque forme que ce soit: conseils ouvriers, autogestion, ou même l'autonégation, point limite de l'autonomie ouvrière. Même si avoir une "étiquette" peut n'être utile qu'à un "positionnement politique" de notre "discours", elle peut aussi aider à l'analyse. Cette notion est critique de toute logique alternativiste, elle s'oppose frontalement au capital comme action révolutionnaire et non comme "autre" développement possible formant une fourche de divergence du virtuel et du réel. Notons au passage que l'alternativisme, s'il a abandonné nombre de thèmes du programmatisme comme la libération des forces productives et le progrès en général, conserve un élément essentiel qui est la transition, le passage progressif d'une société à l'autre, le passage d'un mode de gestion à l'autre et plus fondamentalement encore, le passage d'un mode de production à l'autre. La communisation est donc l'objectif de groupes ou d'individus qui ont dégagé positivement ce qu'est la révolution : Hic Salta, Aufheben, G. Dauvé ("Quand meurent les insurrections"), François (Catastrophe & révolution), Etcetera (mais en abandonnant de plus en plus l'idée d'une classe révolutionnaire, cf. leur brochure sur le "150ème anniversaire du Manifeste Communiste"), Echanges (parfois), "Le lundi au soleil" (au travers des limites de l'abolition du travail), et même Perspectives internationalistes ou Le Bulletin Ouvrier / Mouvement Communiste (qui traînent la période de transition comme un boulet par rapport à leur problématique générale). Si un courant théorique "communisateur" émerge, il ne peut, sous peine de se contredire, que demeurer le fait de tout petits groupes. Petits groupes qui ne se veulent pas des organisations permanentes appelées à grandir et se comprenant elles-mêmes comme une médiation de la "situation révolutionnaire". Toute organisation ne peut plus maintenant que se fonder sur les limites des luttes et ne pourra que lutter d'abord sur le plan des idées, puis autrement peut-être, contre la communisation au nom d'un réalisme que nous connaissons bien. C'est pour cela que ne peuvent être maintenant désignés comme communistes que ceux qui luttent pour la communisation. Comme éditeur des analyses pour la communisation, l'association d'édition Sénonévéro, à laquelle nous participons, devrait trouver là sa définition.

Pour nous, après la crise et une restructuration contre révolutionnaire de 25 ans, il s'agit de consacrer notre énergie à ce que dans la lutte de classe soit affirmé ce qui est la nouveauté et l'acquis de cette période : le prolétariat dans sa contradiction au capital est en contradiction avec son appartenance de classe et c'est de là que s'enclenchera la communisation. La communisation est une action révolutionnaire produisant immédiatement de nouveaux rapports comme lutte contre le capital, elle n'est en aucune façon un état social. Elle ne peut créer d'enclaves, elle ne peut que l'emporter mondialement ou disparaître totalement. Il n'y a pas de différence entre l'action révolutionnaire et son but, les mesures de communisation sont des mesures de lutte, chaque mesure ne s'effectue que comme anticipation de la mesure suivante, elles n'existent que comme dynamique, cours accéléré de la révolution se répandant. La victoire ou la défaite de la révolution sera rapide, mais des éclatements se produiront à répétition en divers points du monde jusqu'à ce qu'un éclatement ou sans doute plusieurs éclatements simultanés ne l'emportent, mais il n'y aura pas de révolution partielle, il n'y aura pas d'acquis à défendre. Ceux qui doutent d'une révolution mondiale devraient douter de l'existence de deux guerres mondiales. Les éclatements révolutionnaires sont inéluctables mais la victoire devra être remportée .

Si nous pensons qu'isoler ce concept de communisation peut aider à la clarté, il est aussi nécessaire de poser, au-delà des différences de formulation, ce qui distingue ces expressions théoriques entre elles. C'est là l'essentiel de ce numéro de Théorie Communiste. Souvent la communisation n'est produite que comme le programme disparu (l'affirmation du prolétariat devenue impossible) plus la crise ou comme une norme vers laquelle, depuis ses origines,

aurait tendu le mouvement prolétarien. La fin du programme d'affirmation du prolétariat et la restructuration (ou réorganisation) feraient place nette et feraient apparaître une opposition (ou contradiction) pure qui ne pourrait se résoudre qu'en communisme. La question de la genèse de la crise (limites de la plus-value relative pour Hic Salta ou mise en crise par le prolétariat pour Catastrophe et Révolution) devient secondaire. C'est l'originalité de la restructuration et du nouveau cycle de luttes qui n'est pas sérieusement prise en compte, ainsi que la relation entre les luttes quotidiennes et la révolution comme un dépassement de celles-ci, mais un dépassement produit sur la base de la possible production de l'appartenance de classe comme une contrainte extérieure dans la lutte même contre le capital. En cela, il nous semble impossible de parler de communisation sans parler de restructuration et de nouveau cycle de luttes.

Le procès de communisation doit être posé comme dépassement des limites actuelles dans et par la crise du rapport d'exploitation tel qu'il est maintenant redéfini. Autant nous affirmons que les luttes actuelles sont intrinsèquement limitées et que l'alternative ne peut pas se dépasser n'ayant pas de dynamique propre, qu'il ne peut y avoir transcroissance, autant nous disons que des luttes actuelles à la révolution la crise n'est pas le *deus ex machina*, car la crise est celle de ce rapport contradictoire qu'est le cycle de luttes actuel dans sa structure et son contenu : contradiction entre les classes au niveau de la reproduction ; définition par le prolétariat de son existence de classe contre le capital non pour lui-même mais dans le capital. Nous sommes embarqués dans la lutte des classes du mode de production capitaliste, celle-ci n'est pas le fait de muets ou de décérébrés, elle produit de la conscience, de la théorie, et par là-même engage cette théorie dans toutes les formes de sa production et de sa socialisation. Ce que nous faisons est un élément de cette conscience, de cette théorie. Élément engagé à la fois conflictuellement et complémentaiement avec les autres, c'est une inscription dans la lutte de classes : lutte contre le capitalisme, lutte à l'intérieur de la classe elle-même qui ne se réduit pas à une somme de moelles épinières. En cela, elle fait son chemin et définit sa propre utilité, elle est un élément réel de la lutte de classe. Parce que la théorie du communisme est constamment en production et non un corpus prédéfini, un programme, elle comporte un doute constant sur elle-même et sa production est tout aussi constamment problématique. C'est que nous soulignons en publiant également une série de critiques de "Théorie Communiste". Les divergences peuvent être productives si elles ne tournent pas (trop) à la polémique. En tout cas ce courant de la communisation existe et il peut débattre en son propre sein, cela peut signifier qu'un départ est donné, que son existence ne sera plus clandestine.

Suite 1...

Ce texte, que nous avons traduit de l'Anglais, était inclus dans une brochure contre la guerre publiée à Athènes, en juin 99, par le groupe "L'ennemi intérieur balkanique". Les auteurs peuvent être contactés à "Ta pedia tis galarias" ("Les enfants de la galerie"). P.O Box 76149, Nea Smirni 17110, Athens, Greece.

Guerre, paix et crise de la reproduction du capital humain dans l'ancienne Yougoslavie.

Si on laisse de côté les patriotes de gauche (le Parti Communiste, diverses organisations marxistes-léninistes) qui ont utilisé les manifestations contre la guerre qu'ils avaient organisées et conduites dans un but électoral, tous les protestataires anti-guerre "bien intentionnés" qui se sont entraînés aux manifestations de printemps en Grèce, ont complètement

échoué. Ils ont échoué, non pas parce qu'ils n'ont pas réussi à arrêter la guerre - c'était impossible, et de toute façon ce ne pouvait être que l'oeuvre du prolétariat serbe et albanais qui, dans le meilleur des cas, aurait reçu l'aide des prolétaires des pays d'ou venaient les mercenaires de l'Otan. Ils ont échoué, et c'est le plus important, à poser les questions fondamentales à propos de cette guerre, qui, il ne faut pas se voiler la face, dure en Yougoslavie depuis 10 ans.

Des questions comme :

- Quel est le rôle de la guerre dans la poursuite des objectifs plus étendus d'une économie globalisée?
- Quel rôle joue-t-elle dans la maintenance / restructuration du mode dominant de production et de la consommation d'idéologies?
- Dans quel sens la guerre est-elle un moyen pour la production et la reproduction de la force de travail (c'est-à-dire son organisation et son contrôle)?
- Comment pouvons-nous, en tant que classe et sans confusion, réagir de façon à créer une communauté de luttes?

Pour poser ces questions, il faut avoir ressenti à partir de ses expériences quotidiennes au travail, dans la consommation, dans "la cuisine", que la relation sociale centrale est le rapport du capital (exploitation et hiérarchie), et que l'organisation entière de cette société tourne autour de la reproduction du capital humain, c'est-à-dire la reproduction du travailleur / consommateur / parent / étudiant discipliné.

Néanmoins, combien de ceux qui ont participé, dans les années précédentes, aux luttes sociales contre les licenciements, les baisses de salaire, la "loi 2525", les expulsions des immigrés, etc., ont essayé de réfléchir sérieusement sur leurs propres activités et sur la connexion interne des différentes tactiques qui constituent la stratégie générale du pouvoir capitaliste? Combien ont pensé, ne serait-ce qu'une fois, que les licenciements, la création de nouvelles fractions de chômeurs par l'abolition du "droit d'ancienneté" des enseignants et par leurs nouvelles modalités de contrôle, ou l'échec programmé chez les étudiants à travers des examens constants sont, par exemple, des formes "douces" de "nettoyer" un surplus, une population exigeante, et que les formes "dures" de "nettoyer" que Milosevic et l'Otan ont utilisées peuvent être simplement l'autre côté sanglant de la même pièce? Combien se sont demandés si la dévaluation de la force de travail par tous les moyens "en temps de paix", répond à une dévaluation sauvage, c'est-à-dire par les bombes et le massacre ethnique, et même à la destruction du capital humain, "en temps de guerre"?

Depuis des années maintenant, les groupes politiques anti-capitalistes et anti-autoritaires "bien intentionnés" continuent à séparer les problèmes auxquels nous sommes confrontés en problèmes personnels et problèmes politiques, en questions directes et questions de solidarité, en problèmes qui les concernent et ceux qui concernent des gens qui sont "différents" d'eux : les immigrés, les réfugiés, les enseignants sans postes, les étudiants, avec lesquels ils peuvent, "de l'extérieur", dans le meilleur des cas, avoir la relation "d'un soutien actif à leur juste cause". Dans le pire des cas, ils choisissent un "sujet social" dont la souffrance va le mieux avec leur idéologie. De cette façon, des milliers de prolétaires en Europe et en Grèce sont devenus les victimes d'une idéologie anti-impérialiste (lisez anti-américaine) ou d'un anti-nationalisme sélectif, soit en se rassemblant sous les drapeaux nationaux de la gauche et en hurlant des poncifs et des slogans ennuyeux comme : "vous-les-Américains-assassins-des-peuples", soit en se livrant à une condamnation qui ne coûte rien des "Serbes fascistes" qui arrange bien l'Otan et l'humanitarisme des OGN. Les gagnants de cette histoire anti-guerre / pacifistes / humanitaire / sont les Etats-nations, c'est-à-dire la nationalisation des luttes sociales. Et tout ce qui reste pour ceux qui ont choisi leur camp dans cette guerre en trouvant des prétextes pour soutenir soit Milosevic, soit Simitis (premier ministre grec, ndt) et les pays leaders de l'Otan, soit l'UCK, c'est le goût amer de la désillusion. Chacun, suivant ses hobbies

idéologiques, a cherché à trouver la "plus grande victime" dans cette histoire et chacun était, bien sûr, antifasciste et démocratique.

Pendant ce temps, le "nettoyage" continue : hier c'était le tour des enseignants sans poste et des étudiants, aujourd'hui c'est celui des prolétaires serbes, demain ce sera celui des Albanais encore une fois, et la guerre du capital contre nous tous se porte plutôt bien.

Pour mettre les choses au clair à propos de cette guerre, tout en gardant à l'esprit les questions que nous avons posées au début et en cherchant à définir ce qu'était le problème au Kosovo du point de vue du capital, nous pouvons partir des déclarations du nationaliste modéré albanais Veton Surroi, le directeur du "Koha Ditore" à Pristina (le "Koha Ditore" - "Le Temps Quotidien" - créé en 90 comme hebdomadaire - "Koha" -, devient quotidien en 97, il est alors l'unique quotidien kosovar indépendant jusqu'à l'intervention de l'Otan, il refuse la voie pacifiste de Rugova et la voie terroriste de l'UCK, Veton Surroi encourage les grandes grèves de mineurs et les manifestations populaires de masse, il participe en tant que "personnalité indépendante" aux négociations de Rambouillet ; après l'intervention, son soutien à l'UCK décline jusqu'à la condamnation des représailles anti-serbes ; actuellement, admirateur de Clinton et de Toni Blair, aidé par la Fondation Soros, il travaille à la formation d'un parti de centre-droit, faisant de Rugova sa principale cible il maintient un soutien très équivoque et conflictuel vis-à-vis de l'UCK - note du traducteur à partir d'une double page du "Monde - 20 / 4 / 00 - consacrée à Veton Surroi). En 1990, Veton Surroi déclarait : "Ici le problème réside en ce que les campagnes kosovars sont archaïques et improductives. Parce qu'elles pratiquent une économie de subsistance, elles n'ont pas de conscience distincte de leur propre intérêt spécifique et ne sont pas porteuses d'un nouveau développement agraire. Les orientations majeures de l'émigration vers les villes et l'étranger sont également un obstacle à ce développement. Le paysan lui-même ne sait pas (sic) que faire avec sa terre et il ne peut suivre de modèle existant ailleurs en Yougoslavie (...). Le paysan kosovar ne produit pas pour le marché (...). Le Kosovo dans sa totalité est surpeuplé. La densité de population est en fait la plus grande de tout le pays et en ce moment même nous attendons de nouveau arrivants." (Branka Magas, entretien avec Veton Surroi, in La destruction de la Yougoslavie, Londres 1993, p 251).

Si nous nous référons à la façon dont le problème a été posé par les intellectuels bourgeois serbes ou par les rédacteurs du traité de Rambouillet qui exigeaient que "l'économie du Kosovo fonctionne selon les principes du marché libre", nous ne noterions pas de sérieuses différences avec les politiciens albanais qui militent pour le développement de "la société civile". Ce qui diffère c'est la façon dont chaque fraction capitaliste nationale ou internationale a essayé de résoudre le problème pour son propre bénéfice.

Le côté serbe qui a été le premier à être diabolisé par les occidentaux a essayé dans les années 80 de stabiliser le problème dans le contexte du traitement de la crise générale de la reproduction capitaliste en Yougoslavie, laquelle, à cause des luttes de classe continues, avait atteint un tournant. Pour traiter les problèmes du taux de natalité élevé des Albanais, de la résistance de la famille paysanne patriarcale, de la basse productivité dans les entreprises, le pouvoir serbe a mis en place une série de mesures (qui initialement avait l'approbation du gouvernement fédéral) :

- Il a éliminé la direction albanaise du parti "communiste" qui avait développé des liens politico-clientélistes avec la population locale, de façon à promouvoir avec plus de facilité les licenciements et la "restauration du secteur public de la santé".
- Il a dressé un plan à long terme pour installer des milliers de réfugiés serbes dans la région, de façon à remplacer la famille albanaise patriarcale par des ménages d'agriculteurs petits et mobiles dans certaines zones qui constitueraient la base d'une future modernisation de la production agricole.
- Il a aggravé la répression militaire et policière dans toute la région de façon à réduire la

population en forçant de plus en plus de gens à émigrer.

Ce plan qui apparemment n'obéit pas à la logique capitaliste "normale", a été appelé "nettoyage ethnique" par les média occidentaux et la version la plus moderne de la croisade antifasciste s'est créée en se donnant pour but d'éradiquer "ce monstre". Les bourgeoisies humanistes d'Europe et d'Amérique ont, dans leurs épopées glorieuses et sanglantes, un passé d'ethnocides et de liquidation de ces peuples inutiles et incontrôlables depuis les expéditions de Christophe Colomb jusqu'à maintenant. De nouveau, c'est le rôle même de l'idéologie antifasciste-antiraciste de masquer la réalité sanglante de l'expansion capitaliste, en rejetant la responsabilité de la souffrance que cause cette expansion sur des "hommes diaboliques". Tout ce processus qui a duré 15 ans s'est accéléré dans les années récentes à cause du blocage de la restructuration de la main d'oeuvre et des relations politico-hiérarchique en Serbie même dans les années 90. La guerre en Bosnie, les sanctions imposées par le capital international et la crainte d'une nouvelle explosion des luttes de classe (qui pouvait être contenue temporairement par l'idéologie nationaliste, les restes de l'Etat-providence et les possibilités de travailler au noir) ont transformé le gang gouvernemental de Milosevic de réformiste néo-libéral en direction politique d'une économie de "guerre" protectionniste. En ayant de plus en plus recours à la barbarie, le régime serbe a créé lui-même les termes politiques de l'échec de sa politique de restructuration du Kosovo par le "nettoyage ethnique". En effet, alliée à la famille patriarcale, la bourgeoisie albanaise qui avait masqué les conflits sociaux avec son langage nationaliste depuis le soulèvement de 1981, a pu renforcer sa résistance en promouvant son propre projet : l'internationalisation du supposé conflit ethnique et l'intervention politique et militaire du capital international de façon à lui permettre de mettre la main sur le processus d'occidentalisation de la société kosovar. De façon à accomplir la nationalisation définitive de la question sociale et à gagner le soutien des organisations internationales capitalistes, qui avaient montré depuis le tout début de la tragédie balkanique qu'elles étaient pour la création d'Etats ethniquement "purs" dans l'ancienne Yougoslavie, une fraction de la bourgeoisie albanaise a mis sur pied, avec l'UCK, un gang de libération nationale. Ces matamores ont commencé leur campagne en 96 avec des attaques à la bombe sur des camps de réfugiés serbes de Krajina, ils ont petit à petit fait monter la tension entre les deux communautés et après les opérations militaires sauvages des Serbes durant l'été 98, ils ont réussi à accomplir leur mission en rattachant au nationalisme la population albanaise apeurée et persécutée qui était maintenant forcée une fois pour toute de choisir son camp pour survivre.

Au début 98, l'Otan était toujours plus proche de la "solution" de Milosevic et traitait l'UCK d'"organisation terroriste", mais après la rencontre d'Holbrooke avec le commandement des guérillas de l'UCK à Yunik en juin 98, les choses ont graduellement commencé à changer et d'anciens hauts officiers du département d'Etat se sont retrouvés à côté des guérillas dans les camps et pendant les négociations au château de Rambouillet. Bien sûr, l'Otan n'est pas tombé amoureux du nationalisme albanais en un jour. Elle a graduellement réalisé que Milosevic était un flic inadéquat, qu'il ne pouvait pas créer les préconditions pour la restructuration capitaliste dans sa région ou résoudre la pseudo "question kosovar" et empêcher la chute de son régime en une force déstabilisante. Leur décision était d'intervenir sous le voile de l'idéologie humanitariste de façon à faire d'une pierre plusieurs coups :

- Ils ont accéléré la diminution de la population kosovar en détruisant les communautés agricoles traditionnelles et en produisant une armée de réserve de main d'oeuvre bon marché (pour ne pas mentionner la disciplinarisation des paysans et travailleurs albanais qui s'est faite par leur ralliement autour de leurs chefs nationaux).
- ils ont terrorisé le prolétariat serbe et détruit les infrastructures productives de Serbie, créant par là-même des milliers de travailleurs renvoyés du jour au lendemain et un régime hautement dépendant de l'aide financière occidentale, et donc facilitant la transition à une

économie de marché.

- Ils ont supervisé militairement la force de travail albanaise qui a fait preuve d'une très mauvaise conduite il y a deux ans.

- Ils ont créé les préconditions d'une "zone d'échanges libres" balkaniques en débloquent le processus de dérégulation.

Dans cette campagne de grande ampleur - dont le succès sera toujours remis en question puisque de nouvelles expressions d'antagonisme social réapparaîtront toujours - l'Etat grec a participé politiquement et militairement à chaque mouvement de l'Otan comme l'un des 19 cowboys dont elle est constituée. Parce qu'il espérait une plus grosse part du gâteau de la reconstruction de la Serbie et du Kosovo, il a mis de côté ses couilles pro-serbes qui ne sont plus de mise aujourd'hui. Au même moment, il a montré une grande tolérance envers les manifestations anti-américaines contrôlables des patriotes de gauche. De cette façon il a préservé, à l'intérieur de la Grèce, un profil pacifiste neutre qui recherche "seulement une solution diplomatique", comme si les guerres créées par le capital étaient supposées durer éternellement et une "solution diplomatique" n'était pas LA "solution" qui permet la continuation de l'exploitation du prolétariat par des "moyens pacifiques". La part de la Grèce dans le festin est remise en question en ce moment - juin 99 - (l'Etat grec a réussi à ce que Thessalonique soit désigné comme le centre du Service Européen de la Reconstruction du Kosovo), mais jusqu'à maintenant les négociations privilégiées des capitalistes grecs - avec la médiation de l'Etat grec - avec la nomenklatura serbe semblent être bloquées puisque cette dernière est confrontée à sa chute probable, ou, dans tous les cas, à sa transformation radicale. Depuis le début de cette guerre, notre petit groupe s'est maintenu sur la seule position qui convient à ceux qui souhaitent croire qu'ils sont contre le capital et l'Etat : nous sommes restés loin des manifestations nationalistes de la gauche, nous avons refusé de jouer le jeu de l'anti-nationalisme sélectif (qui se tourne soit contre les "serbes-fascistes", soit contre les "fantômes albanais de l'Otan"), nous avons essayé avec nos forces minimales de promouvoir la réponse prolétaire internationaliste à la guerre. Dans ce but, nous avons organisé, de concert avec un petit nombre de camarades, quelques actions autonomes et nous nous sommes d'abord adressés aux immigrés albanais, pas pour blâmer les prolétaires ou les patrons serbes particulièrement (comme l'ont fait les autonomes antifascistes), mais pour parler la langue de la solidarité prolétarienne internationaliste avec eux. C'est un fait que nous sommes isolés puisque nous ne suivons pas soit les activités scélérates (mais aussi sans avenir) de la dominante pro-serbe, soit les harassantes exhortations pro-albanaises et pro-libération nationale (toutes deux clairement établies ou dissimulées sous le manteau de la "lutte pour la dignité"). C'était de toute façon un isolement consciencieusement choisi qui, pour le moins, nous a protégé du ridicule d'avoir suivi la cruauté cynique du nationalisme pro-serbe ou pro-albanais.

Suite 2...

La "Révolution des Ponchos" en Equateur (janvier 2000).

Ceux à qui ces événements auraient échappé dans la lecture de leurs quotidiens habituels pourront pour l'historique des faits se reporter directement au dernier texte de la série qui suit cette présentation.

Les événements de janvier 2000 en Equateur mettent fin à toute lecture exotique de la lutte des classes dans les "périphéries". Du côté des classes dominantes ce sont les mêmes politiques que dans les pays du centre, politiques liées à la restructuration mondiale du mode de production capitaliste que l'on retrouve : déréglementation, privatisation, domination du

capital financier, attaque de la valeur de la force de travail, mise en valeur dans le capital de toutes les disparités régionales produites ou reproduites, élimination des politiques de compromis avec les organisations ouvrières (l'Equateur n'est pas qu'un champ de pommes de terre gelées dans la Cordillère des Andes) etc.

Du côté du prolétariat : soulèvement indigène avec blocage des axes routiers, occupations des églises et des propriétés en juin 90 ; nouveau soulèvement en 94 ; grève générale de 48 heures en février 97 ; nouvelle grève générale, manifestations et marches paralysant le pays en août 97 ; nouvelle grève générale en octobre 98, trois morts ; mars 99, nouvelle grève générale contre les mesures d'austérité, la grève reprend en juillet, le pays est paralysé pendant 15 jours, 17 blessés par balles ; durant ces dix années, kyrielle de grèves dans les villes industrielles et portuaires de la côte dont Guayaquil, la capitale économique du pays, et sur les sites pétroliers amazoniens ; 6 janvier 2000, début des manifestations, marches, blocages des routes et grèves menant à la "prise de Quito" le 21 janvier.

Cela ne nous gêne pas d'appeler mouvement du prolétariat cette série de luttes incluant celles du "mouvement indien" essentiellement paysan. Non seulement ces dernières s'inscrivent dans des luttes urbaines et industrielles récurrentes et ne prennent leur ampleur que dans ce contexte. Mais encore nous appelons prolétariat la polarisation sociale de la contradiction qu'est la baisse tendancielle du taux de profit en activités contradictoires. La contradiction qui résulte, dans le mode de production capitaliste, du rapport entre l'extraction de plus-value et la croissance de la composition organique du capital se développe comme péréquation du taux de profit sur l'ensemble des activités productives et structure comme rapport contradictoire entre des classes l'ensemble de la société. Le degré selon lequel cette contradiction fondamentale polarise l'ensemble des contradictions sociales est un critère permettant de juger le niveau d'une lutte, en ce que dans cette polarisation ce sont les catégories et les classes sociales de la société du capital qui se dissolvent contre le capital et la classe capitaliste. Si nous pouvons identifier le prolétariat à la classe ouvrière c'est que, dans la situation de celle-ci, la contradiction centrale du mode de production capitaliste devient la condition de son dépassement comme activité particulière. En cela, cette identification dépasse la classe ouvrière au moment où ce sont toutes les contradictions de la société qu'elle polarise, et où le petit paysan andin ne peut plus agir en tant que tel (ce qu'a contrario nous montre, en l'occurrence, la prégnance du démocratisme radical). Cette identité, pour la classe ouvrière elle-même, n'est pas un donné mais un mouvement. Les classes sont génétiquement données en même temps que leur contradiction, ne lui préexistent pas et c'est pour cela qu'une classe, le prolétariat, peut s'abolir en tant que classe, parce qu'il ne préexiste pas à, ni ne résulte de ce mouvement, mais en est la seule réalité concrète sans laquelle la baisse du taux de profit est une abstraction et l'abolition du mode de production capitaliste un projet déterministe. Toutes les vaches ne sont pas grises, mais le noir et le blanc ne sont pas des substances préexistant aux vaches.

Si la nuit du 21 au 22 janvier à Quito fut la nuit des dupes, c'est que si le prolétariat ne préexiste pas à sa contradiction avec le capital et donc avec la classe capitaliste (le rapport social réfléchi en lui-même), ce qui est la dynamique de sa propre remise en cause, cela signifie simultanément que dans ses luttes, dans la mesure où elles demeurent limitées, son existence entérine toutes les catégories de sa reproduction et peut même conduire à opposer ces catégories, son existence présente, au mouvement de reproduction élargie du capital. Comme le montre l'action et les textes (voir ci-dessous) de la CONAIE (Confederacion de Nacionalidades Indigenas del Ecuador), il n'y a plus de place pour les Guévara en Amérique du Sud, c'est le démocratisme radical, tel que nous le connaissons ici et à Seattle qui est devenu la forme d'opposition au capital à l'intérieur de sa reproduction et n'envisageant que celle-ci. Les formes d'opposition au capital, entérinant et formalisant les limites des luttes, se sont mondialisées et uniformisées comme démocratisme radical. C'est en cela

qu'essentiellement, comme nous le disions en ouverture de cette présentation, la lecture exotique des luttes de classes est définitivement caduque. La diversité réelle des situations, si elles demeurent indéniables, ne peut plus apparaître que comme moments de leur unité et cette diversité ne peut plus s'exprimer concrètement et être comprise qu'à partir de celle-ci. Il ne s'agit plus, dans le démocratisme radical, de stratégie de "capital autocentré" malgré le patriotisme économique. Ces stratégies, défendues par des couches intellectuelles ou militaires frustrées recherchant l'appui d'une hypothétique bourgeoisie nationale, n'ont jamais connu de mises en pratique durables, elles ne pouvaient en outre qu'apparaître à une époque antérieure à la mondialisation de la reproduction du capital, n'étant qu'une caricature du "fordisme", elles pouvaient cependant, être par là-même, dans cette période, des stratégies bourgeoises "réalistes" dans une période où le cycle mondial du capital était avant tout juxtaposition de capitaux bouclant leur accumulation sur des aires nationales. Les projets du démocratisme radical, dans les pays périphériques, sont actuellement partie prenante d'un niveau unifié des luttes de classes, ils s'enracinent dans une mondialisation réalisée, ils ne promeuvent un développement national du capital que dans la mesure où celui-ci n'a plus aucune consistance en tant que tel, c'est-à-dire en tant que projet possible d'une bourgeoisie. Ce développement n'est plus que l'expression des limites de la lutte de classe du prolétariat qui, en tant que classe de ce mode de production, trouve dans celui-ci les formes mêmes de son action dont le cadre national tel qu'il est actuellement reproduit comme moment d'un cycle global. Fini l'exotisme, fini les Samir Amin autocentré, les Guevara et les "focos" préparant le "capitalisme d'Etat", les Lénine et le développement du capital sous direction prolétarienne, les Vera Zassoulitch et le saut communautaire par dessus les horreurs capitalistes.

D'autres événements avaient déjà mis fin à la lecture exotique, mais pour la première fois, à Quito, le démocratisme radical a été un élément déterminant d'un mouvement social allant jusqu'à une éphémère prise du pouvoir dont il fut l'élément moteur. Il n'a pas été manipulé, parce que par nature il ne pouvait que l'être : la lutte contre le capital, devient la lutte contre le capital étranger et / ou financier, la lutte contre l'Etat devient la lutte pour la démocratie vraie contre la corruption etc... (cf. ses objectifs et sa stratégie dans les textes ci-dessous). Si certains secteurs de la bourgeoisie et de l'armée, sans vouloir (surtout sans pouvoir) changer de politique voulaient se débarrasser de Mahuad (dollarisation trop sauvage de l'économie ; exclusion des autres clans de la bourgeoisie ; corruption trop visible ; réduction du budget de l'armée ; volonté d'accomplir un auto-golpe à la Fujimori ; facteur d'instabilité du point de vue des Etats-Unis qui cherchent à s'appuyer sur l'armée équatorienne pour leurs interventions en Colombie...) et "utilisèrent" la "révolution des ponchos", c'étaient parce que dans leurs objectifs, dans les limites des luttes que ceux-ci exprimaient, la Conaie et les diverses organisations alliées à elle avaient elles-mêmes cherché à s'allier à ces secteurs au cours de rencontres et réunions diverses. " Les généraux Mendoza et Sandoval, au cours de plusieurs réunions préalables de travail avec le mouvement indigène et les mouvements sociaux, ont défini les stratégies pour le renversement de Mahuad et un modèle alternatif de développement. Tout a été concerté tant avec les deux généraux qu'avec les commandants intermédiaires des forces armées." (Antonio Vargas, président de la Conaie, Nuevo Herald, Miami, 24 janvier 2000, in Poker menteur en Equateur, dossier du Monde Diplomatique sur Internet).

Il ne s'agit pas de trahison, le démocratisme radical fait son travail, et pour la première fois nous l'avons vu à l'oeuvre en grandeur réelle.

Théorie Communiste

Les textes qui suivent, que nous avons traduits de l'Espagnol, se trouvent également en Anglais et en Quechua sur le site internet de la CONAIE (<http://conaie.nativeweb.org/ecu20.htm>).

Texte de présentation de la CONAIE (non daté)

La voix indigène dans le monde moderne.

La CONAIE a été constituée en 1986, comme résultat d'un processus organisatif qui a son origine dans les communautés de toutes les nationalités indigènes de l'Equateur. Elle agit comme leur représentant principal, elle est la voix et la pensée des peuples indigènes, elle lutte pour la vie des hommes et de la nature vers un futur de justice, de paix, d'égalité, de respect, de liberté et de solidarité. " Ce n'est pas un hasard si la plus grande partie des dernières ressources naturelles se trouve en territoire indigène. Après avoir détruit leur environnement, les blancs viennent prendre les derniers territoires qui nous restent, ceux que nous avons protégés." (Luis Macas, président de la Conaie - remplacé depuis par Antonio Vargas, ndt.-).

Ecologie.

Peuples indigènes, nous nous considérons comme partie de l'environnement. Notre culture nous permet de vivre en harmonie avec la nature, mais aujourd'hui, nos territoires et nos villages sont en danger.

Sur la côte, dans la montagne et en Amazonie se développent des activités minières et forestières dont les entreprises nationales et étrangères tirent pour elles seules le bénéfice économique et où elles appliquent des technologies polluantes qui contaminent et détruisent des centaines de formes de vie uniques sur la planète. L'exploitation pétrolière a déjà causé l'extinction des nations Tetete et Zaparo, et menace les autres peuples indigènes.

La Conaie a formulé des propositions alternatives de développement où notre sagesse millénaire et les connaissances occidentales se conjuguent pour la construction de l'harmonie dans la société équatorienne.

Qu'est-ce que la Conaie?

La Conaie est une organisation autonome, elle ne dépend d'aucun parti politique, ni d'institutions étatiques, étrangères ou religieuses.

La Conaie répond à la nécessité historique de lutter pour les droits des peuples indigènes à construire un Etat plurinational.

Nations indigènes, nous sommes des peuples qui avons une même origine, une histoire commune, des langues propres, et qui sommes régis par des lois spécifiques.

La Conaie appuie les luttes particulières des communautés indigènes comme celles pour obtenir l'eau potable et combat les politiques gouvernementales qui agressent les peuples indigènes. Nous sommes des milliers d'indigènes à nous être soulevés pacifiquement et avec dignité pour faire entendre notre voix.

Territoires indigènes.

La montagne est la base matérielle de la reproduction de notre peuple et de notre culture. Nous disons qu'un peuple sans montagne est un peuple sans vie. De la montagne, nous recevons la nourriture, les médicaments, les ressources pour nos cérémonies, les vêtements, les

outils et tout ce que nous fabriquons. La montagne est notre survie.

A cause de la pression démographique, de l'expansion de l'agro-industrie exportatrice dans la montagne et de la colonisation de l'Amazonie, chaque année les communautés indigènes possèdent de moins en moins de territoires où produire.

Un objectif central de la Conaie est la lutte pour la préservation du territoire de nos peuples. Cela signifie de compter sur nos propres équipes juridiques et sur des mécanismes divers pour légaliser notre occupation des territoires et l'accès à la montagne-mère.

La Conaie promeut des formes propres d'organisation collective comme les communes (le texte n'emploie pas le même mot que pour communautés : "Comunidades / Comunas", ndt) et avec elles les formes ancestrales d'usages et de vie dans la montagne comme l'agriculture organique, les terrasses, l'entraide. Ces formes sont intrinsèquement une manifestation spirituelle.

Culture et Education indigène.

La richesse de la diversité culturelle équatorienne est en train de disparaître à cause de la pression sociale exercée par l'acculturation. La Conaie promeut la survie et la résistance des cultures et langues indigènes.

En 1989, la Conaie a signé un accord avec le Ministre de l'Education, établissant un programme national d'éducation bilingue interculturel, programme établi et conduit par la Conaie et ses organisations membres.

Grâce à l'éducation bilingue et interculturelle, les nouvelles générations apprennent à être fières de leur identité et à utiliser leur propre langue.

La Conaie et ses organisations promeuvent les pratiques sacrées comme les rituels de la fête du Soleil (Inti Raymi). La Conaie valorise et promeut également le développement de la médecine indigène.

International

La Conaie est membre du Front de l'Internationale rouge indigène. La Conaie travaille au niveau international au profit des peuples indigènes. Nous sommes en liaison avec : The Lettelier-Moffit Human Rights Award, The Goldman Environmental Justice Award, The Inter-American Foundation Fellowship.

Savez-vous que?

- * 45% des Equatoriens sont indigènes, mais nous n'avons aucun député indigène.
- * 80% de la population rurale vit dans la pauvreté absolue.
- * Les paysans produisent 75% des produits de base avec seulement 35% des terres utiles de la montagne.
- * L'Equateur présente le pourcentage le plus élevé de déforestation en Amérique. Dans 40 ans, toute la forêt primaire aura disparu si la tendance actuelle se poursuit.

La CONAIE trace la perspective d'autonomie des nationalités indigènes (19 novembre 1999)

Ce vendredi 19 novembre, la Conaie termine son sixième congrès national. Bien que nous ne fixerons pas la date d'un probable soulèvement contre la situation économique et sociale du pays, nous décidons que tous les militants se tiennent en alerte.

Les nationalités indigènes ont réélu président Antonio Vargas, considéré comme le leader de la ligne modérée. Ricardo Ulcuango, considéré comme le plus intransigeant, est arrivé en

seconde position avec 279 voix contre 323 à Vargas.

Après avoir analysé son activité politique dans le pays, la Conaie a critiqué les agissements des députés du Mouvement Plurinational Pachakutik (pour tous les textes suivants nous avons respecté l'emploi parfois peu cohérent des majuscules, ndt) pour avoir été très complaisants avec le gouvernement du démocrate-chrétien Jamil Mahuad.

Les Peuples indigènes Equatoriens sont parvenus aux positions et résolutions suivantes.

- * Demander au président de la République la convocation d'une consultation populaire pour déterminer le contenu des autonomies prenant en compte les particularités des régions et des Nationalités Indigènes.

- * Adhérer à la campagne du "Jubilée 2000" afin de promouvoir l'annulation de la dette extérieure.

- * Exiger la nomination d'un Défenseur du peuple pour les nationalités et les peuples.

- * Signer une convention avec le gouvernement national sur le programme de gestion des parcs nationaux, des réserves de faunes, des sites archéologiques, des musées, entre autres, qui se trouvent en territoires indigènes, afin que ce soit les nationalités et les peuples qui les administrent et les gèrent.

- * Exiger du gouvernement national et des entreprises pétrolières la propreté absolue et la décontamination de l'environnement, des bassins hydrographiques, des déchets solides qui émanent des industries et des grandes villes du pays ; de même l'indemnisation pour les préjudices causés à l'environnement, aux Nationalités et aux Peuples.

- * Que la Conaie aide, dans les procédures occasionnées par le procès contre la compagnie Texaco, les camarades Cofanes, Secoyas, Sionas, Huaoranis, kichwas, et les paysans des zones affectées, qu'elle agisse ainsi dans toutes les actions contre les compagnies multinationales qui opèrent dans les territoires indigènes.

- * Promouvoir la fixation légale des territoires globaux et la délimitation interne des communautés indigènes;

- * Demander au niveau national et international la non-pénétration des compagnies pétrolières, forestières, pharmaceutiques, minières et agro-industrielles dans les territoires indigènes pour attenter à l'intégrité sociale, culturelle et environnementale des nationalités et des peuples.

- * Soutenir la réforme de l'article 84 de la constitution afin d'obtenir la propriété (usage et usufruit) du sous-sol de nos territoires.

- * Mettre en forme les projets de lois suivants qui seront achevés dans un délai de trente jours par des commissions.

- a) projet de loi organique des Nationalités.

- b) projet de loi organique des circonscriptions.

- c) Projet d'assemblées paroissiales.

- d) Projet de loi des eaux.

- e) Projet de lois des Communautés.

- * Exiger le respect de la disposition constitutionnelle exigeant que 30% du budget national soient destinés à l'éducation.

- * Demander les ressources et les décisions politiques nécessaires pour que soit respecté notre droit constitutionnel à avoir une éducation interculturelle bilingue de qualité.

- * Réaliser une évaluation technique, pédagogique et administrative du système d'Education Interculturel Bilingue.

- * Demander que les Forces Armées retirent leur participation à l'Education Bilingue.

- * Promouvoir des actions destinées à développer une éducation qui satisfasse l'affirmation de l'identité culturelle des Nationalités et des Peuples.

- * Assumer la direction politique du CODENPE et du PRODEPINE afin de mettre en oeuvre des politiques de renforcement des Nationalités et des Peuples.

- * Promouvoir la restructuration du CODENPE.

- * Demander la démission du secrétaire exécutif du CODENPE pour qu'il assume sa nouvelle responsabilité de président du Fond Indigène pour l'Amérique Latine et les Caraïbes.
- * Promouvoir la participation équitable de la femme à l'intérieur des Nationalités, des Peuples et de la société en général.
- * Constituer le Conseil des Nationalités et des Peuples comme instance de définition du programme, d'évaluation et de suivi du Conseil de direction de la Conaie, en conformité avec les résolutions du Congrès. Il sera constitué par un (e) délégué(e) de chaque nationalité et peuple.

CONAIE : Bulletin pour la presse internationale (Quito le 16 janvier 2000)

Le Parlement National des Peuples de l'Equateur, constitué démocratiquement avec la participation de 21 Parlements Provinciaux et d'innombrables parlements communaux, de cantons et de quartiers a assumé directement l'exercice de la souveraineté nationale pour sauver la République d'Equateur de sa disparition nationale qui avait commencé avec la décision de Jamil Mahuad de renoncer à la souveraineté monétaire en annonçant la substitution du Dollar à notre signe monétaire historique, le Sucre.

La décision de dollariser l'économie est l'ultime attaque contre l'économie du peuple et l'appareil productif du pays exécutée par Mahuad, avec la sinistre intention de protéger une bancocratie corrompue et en faillite, et de transformer l'Equateur en une enclave de la spéculation financière et du blanchiment des narcodollars.

La dollarisation implique la destruction de l'appareil productif, la faillite de l'industrie et la perte de centaines de milliers d'emplois, l'expropriation progressive des indigènes et des paysans du pays de leurs petites parcelles de terre.

Ce schéma colonial est inapplicable car les entrées de devises représente à peine 15% du PIB, en conséquence l'obsession de Mahuad signifie l'asphyxie de l'appareil productif.

Après une suite de soulèvements indigènes, de barrages de paysans et de grèves générales des travailleurs, aucune de leurs revendication légitimes n'a été entendue ni satisfaite. Au contraire, les programmes de privatisation de l'industrie pétrolière, de la sécurité sociale, du téléphone et de l'électricité ont été accélérés ainsi que la suppression des droits des indigènes, des paysans et des travailleurs. Les dépôts en banque ont été gelés et leur restitution dans 10 ans a été proposée, ce sont des milliers de millions de dollars qui étaient destinés à la piraterie financière des banquiers.

Dans cette situation, le Parlement National des Peuples d'Equateur a appelé à un rassemblement national pour la Défense de la Souveraineté, pour destituer Mahuad et les pouvoirs législatifs et judiciaires et pour installer le peuple dans son exercice souverain du pouvoir, afin de fonder un Etat Plurinational qui élimine définitivement l'oppression séculaire de la population indigène majoritaire.

Le Parlement National des Peuples de l'Equateur appellent toutes les organisations des peuples du monde, tout citoyen du monde, à se solidariser et à défendre activement le droit légitime des peuples d'Equateur à exercer directement sa souveraineté, en demandant à la force publique de l'Equateur qu'elle respecte cet exercice de la souveraineté par le peuple, qu'elle ne réprime pas les mobilisations pacifiques de millions d'Equatoriens et qu'elle se soumette à la souveraineté légitime qui vient du peuple. Nous les exhortons également à reconnaître la pleine légitimité du Parlement National des Peuples de l'Equateur et à demander aux gouvernements de leur pays sa reconnaissance immédiate.

Antonio Vargas,
Président du Parlement National des Peuples de l'Equateur

Autre information de la Conaie.

Le soulèvement populaire croît malgré la répression et les mensonges gouvernementaux.

La Conaie avertit tout le monde que le gouvernement est en train de mener une campagne de désinformation au travers des moyens de communication pour diviser et empêcher le progrès du soulèvement indigène-populaire.

Il est faux qu'Antonio Vargas a annoncé la suspension du soulèvement. Le soulèvement se poursuit inexorablement jusqu'à la satisfaction de l'objectif avancé par les peuples de l'Equateur.

Outre les actions que le peuple métis est en train de mener sur la côte équatorienne et dans la montagne, toutes les provinces, sans exception, signalent l'unité dans les actions : les marchés commencent à ne plus fonctionner, le blocage du pétrole commence ainsi que le barrage des routes sur le littoral et dans la montagne. Nous avons mené à bien les actions, comme cela était prévu, à partir du samedi à 0 h, avec d'importantes mobilisations à Canar, Azuay, Napo, Morona Santiago et Bolivar.

CONAIE : "L'Equateur, un volcan plein de cratères" (20 janvier 2000)

Le soulèvement du peuple commencé ce samedi 15 est en train de devenir un grand volcan avec de multiples cratères où brûle le mécontentement indigène et populaire.

Par les routes de cantons ou de provinces affluent des milliers d'indigènes bloquant les routes, ils suivent les traces de nos ancêtres pour renforcer la Prise de Quito. Trente cinq mille membres des forces publiques avec leur violence et leur racisme n'ont pu nous retenir.

Le Dr Mahuad qui s'est senti acculé par les grands groupes de pouvoir économique est maintenant acculé et cerné par ses propres troupes, ses propres barbelés, ses propres chars d'assaut, ses propres cordons de policiers et de soldats, et par dessus tout par des dizaines de milliers de mécontents.

Ses fonctionnaires avaient dit que nous n'avions pas de capacités de rassemblement, que nous n'avions pas l'appui de la base, que la lutte se terminerait par notre épuisement et que nous rentrerions sans rien obtenir. Ceci est l'arrogance, la suffisance et la servilité à leurs maîtres du grand capital, qui caractérisent ces tyrans qui, avec leurs politiques économiques, ont appliqué le terrorisme d'Etat le plus criminel de notre histoire.

Le Dr Mahuad, ses fonctionnaires et ses politiciens ont la bouche pleine du mot de démocratie, pourtant chaque jour leur soutien populaire se rapproche un peu plus de zéro. S'ils étaient réellement des démocrates, ils obéiraient à la voix du peuple et abandonneraient leurs projets ; mais ils ne le sont pas, ce n'est pas cette idée qu'ils défendent mais leurs affaires et celles de leurs amis qui, avec des milliers de dollars, financèrent leur campagne électorale. C'est en foule que les secteurs sociaux urbains ont participé directement à l'action. Il manquait des rues pour accueillir les imposants fleuves d'hommes, de femmes et de dignes ancêtres qui aspirent à construire un Etat et une société pluraliste, juste, équitable et souveraine.

Nous commençons à recevoir un soutien international à notre Soulèvement des Peuples, en même temps que le Dr Mahuad reçoit des avis de condamnation pour son attitude répressive et antidémocratique.

L'heure de nos Peuples est en train d'arriver pour le bien de tous les Equatoriens.

Parce que nous sommes sincères, nous sommes une seule voix et un seul discours, une seule pensée, un seul coeur et un seul poing.

* Loja : les routes à Cuenca et Zamora sont bloquées. Manifestations en ville de la part des différents secteurs de la société.

* Azuay : routes bloquées. Grandes manifestations à Cuenca.

* Canar : blocus total. Les réunions des parlements cantonaux continuent. Les marchés ne sont plus alimentés.

* Chimborazo : blocus des routes. A San Andres, l'armée réprime avec des grenades et des balles. Alausi : réunions et blocus total, avec la participation de centaines de camarades. Aucun véhicule ne circule. A la sortie de Chambo, répression brutale des militaires contre les frères indigènes. Les Eglises évangéliques rejoignent le Soulèvement en désapprouvant l'attitude des dirigeants nationaux qui se sont vendus au gouvernement. Dans la région de Riobamba, plus de 15 000 indigènes marchent vers la ville.

*Tunguragua : nous avons obtenu la restitution des véhicules réquisitionnés pour transporter les camarades vers la prise de Quito. Le gouverneur s'est engagé à ne pas réprimer les manifestations et les blocus. Le marché principal est fermé.

(suit la description d'évènements semblables dans 13 autres villes ou régions, ndt)

CONAIE : Equateur, euphorie chez les peuples indigènes, les paysans et les jeunes militaires dans la prise des pouvoirs publics. Le gouvernement de Mahuad chancelle. (21 janvier 2000)

Le gouvernement de Jamil Mahuad chancelle. Le mouvement indigène et paysan de l'Equateur, allié aux fractions urbaines organisées et avec le soutien total du commandement intermédiaire et de la troupe des trois armes des Forces armées, ont constitué (le verbe est au pluriel, ndt) un pouvoir parallèle dans ce pays.

Le fait s'est produit quand la grande masse des indigènes et des paysans rassemblés à Quito rompirent le cercle de protection autour du siège du Parlement National et s'en emparèrent. Au début, il y eut une résistance des soldats, mais soudain arrivèrent des centaines de militaires à bord de véhicules blindés venant de l'Ecole Militaire et ils appuyèrent l'occupation.

Immédiatement, s'installa à l'intérieur du parlement une Junte provisoire de gouvernement avec les dirigeants indigènes et la Coordination des Mouvements Sociaux. A 11h du matin, arriva le colonel Lucio Gutiérrez et divers officiers subalternes des unités de l'armée cantonnées autour de Quito. Le colonel annonça le soutien de plusieurs unités militaires de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air. La joie à l'intérieur du Parlement était irrésistible. Les indigènes criaient leurs slogans et demandaient la prison pour Jamil Mahuad et tout son gouvernement.

Dans les rues de Quito, les citoyens ont appuyé l'installation de la Junte Civique-Militaire de Salut National. Dans certains quartiers on procéda au pavoisement des maisons. Les travailleurs ont occupé les rues pour montrer leur joie.

Jusqu'à 13h, le Président Jamil Mahuad ne s'est pas prononcé sur ce soulèvement populaire et cette insurrection militaire. Les ministres seulement étaient sortis face à la presse et ils ignoraient la Junte de Salut National. En même temps ils disaient que le reste de l'armée soutenait Mahuad. Cela fut démenti par diverses unités de l'armée.

CONAIE : Equateur, les indigènes s'estiment trahis par les militaires. Ils poursuivent le Soulèvement National. (22 janvier 2000)

Les indigènes et les paysans équatoriens sont indignés par ce qu'on appellera la trahison du général Carlos Mendoza (membre militaire de la Junte, ndt) qui a dissout la Junte civique et militaire de Salut National et a remis le pouvoir au vice-président Gustavo Noboa Bejerano. La grande majorité des indigènes se concentrèrent, à Quito, dans le parc d'El Arbolito, à deux carrefours du Parlement National, bien qu'ils n'eurent pas abandonné la prise de ce lieu. Leur

but était de protéger leur leader Antonio Vargas et d'organiser une nouvelle tentative de prise du Palais du Gouvernement.

Romelio Gualan, dirigeant indigène et paysan, dit que le peuple indien ne craint pas la mort, car à la campagne ils sont mourrant de faim et abandonnés, ils préfèrent mourrir sur les routes, dans les rues des villes, cependant ils cherchent un changement pour tout le peuple équatorien.

On put savoir que les échelons intermédiaires des Forces Armées étaient extrêmement fâchés par ce qu'ils considéraient comme une trahison du général Carlos Mendoza. Ce mécontentement n'était pas seulement celui des colonels, des capitaines et des lieutenants insurgés, mais aussi celui de ceux qui étaient restés fidèles au haut commandement militaire.

On put savoir que les indigènes et les colonels restent en contact, car ils certifient que le changement de président n'est pas la bonne voie pour le pays, puisque le modèle initié par Jamil Mahuad continuera, ainsi que l'a assuré le président d'aujourd'hui, Gustavo Noboa. A l'instant, nous avons appris que le leader de l'insurrection des échelons intermédiaires de l'armée en faveur des peuples indigènes, le colonel Lucio Gutiérrez (premier membre militaire de la Junte qui trois heures après son installation céda sa place au général Mendoza, ndt), est détenu par des agents des "services" militaires qui l'ont transféré dans un local militaire de la ville de Quito.

Actuellement, le dirigeant indigène Antonio Vargas conduit une manifestation qui se dirige vers le Palais du Gouvernement. Vargas a dit que le soulèvement indigène et paysan se poursuit dans tout le pays jusqu'à ses ultimes conséquences.

CONAIE : Bulletin de presse (25 janvier 2000)

"Que l'on cherche les faiseurs de coup d'Etat (golpistas, ndt) parmi l'oligarchie".

Si l'on veut trouver les "golpistas" qu'on les cherche dans les oligarchies, à l'intérieur du parlement, des cours de justice et chez les banquiers corrompus qui avec leurs politiques et leurs pillages ont accru la misère, la faim, le chômage et l'exode rural. Ce sont eux qui ont plusieurs fois fait appel à la protection des militaires pour consolider leur pouvoir et s'emparer des biens qui étaient restés en possession de l'Etat. Encore une fois se répètent les injustices de l'histoire. Durant ces cinq cent ans de honte, nos peuples se soulevèrent réclamant la justice et le respect de leurs droits qui étaient cruellement violés. Mais quand nous les avons mis en oeuvre, des chefs comme Ruminahui, Tupac Amaru, Jumandi, Daquilema, et beaucoup d'autres furent faits prisonniers, torturés et assassinés. Mais maintenant nous sommes de retour et nous sommes des millions, comme prophétiquement nous l'avions dit. Millions d'indigènes et de non-indigènes, nous nous soulevons contre les institutions et les hommes corrompus, antidémocratiques et antipatriotes, cela a été reconnu comme une juste cause par l'oligarchie et les politiciens démagogues eux-mêmes qui maintenant répriment les chefs sincères qui assument le mandat du peuple de changer ces relations sociales injustes.

Quelle autorité morale et quelle représentativité possède ce Congrès, cette cour de justice et ce ministère des finances, vis-à-vis de notre peuple? Elles sont presque nulles disent les sondages ; et ce sont eux qui répriment les hommes honnêtes, sincères et patriotes. Ils suppriment tous ceux qui leur sont opposés pour protéger leurs prébendes, leurs membres et leurs activités corrompus.

S'ils ont appelé à une trêve politique, nous demandons à ces politiciens, à ces institutions de l'Etat que cette trêve se traduise en actes de justice, en politiques équitables. Nous demandons qu'ils ne cherchent pas à faire de nos leaders et des militaires patriotes des coupables d'atteinte à une démocratie et à une constitution détruites et violées par l'oligarchie, la vieille classe politique et la direction militaire. S'ils veulent nous juger, nous emprisonner, qu'ils

construisent des prisons gigantesques car nous sommes des millions, tant aux champs qu'à la ville. Mais ils doivent comprendre qu'il n'y aura ni murs, ni barreaux pour emprisonner nos idées et notre lutte car, comme nos volcans sacrés, avec la colère et la sagesse des siècles, nous allons construire un Equateur Plurinational, juste, égalitaire et fondamentalement participatif.

Antonio Vargas.

CONAIE : "Les Quechuas d'Equateur, un nouveau pouvoir entre en scène" (1 février 2000)

Le mouvement quechua en Equateur qui récemment a contribué à la chute du gouvernement de Jamil Mahuad, tire sa force de personnes comme Carmen Yamberla, une des leaders du système communautaire de gouvernement andin multiséculaire.

Yamberla, âgée de 35 ans, a été élue dans des assemblées locales comme représentante d'une des 180 communautés indiennes (environ 60 000 âmes) de la province de Imbabura, au nord de Quito. Comme chef d'un gouvernement indien quasi parallèle, ses fonctions vont de rendre la justice à être l'interlocuteur face aux autorités nationales. Souvent, Yamberla assume des fonctions concrètes plus importantes que celles d'un maire et d'un gouverneur de province réunis. Cette petite femme sourit quand elle raconte les événements du 21 janvier, durant lesquels quelques dizaines de milliers d'indiens venant de tout l'Equateur prirent pacifiquement le Congrès, le Tribunal Suprême et même le palais présidentiel. Situation qui provoqua la chute de Mahuad. "Nous avons pris le pouvoir. Et sans un seul fusil !" déclare-t-elle encore surprise par ce succès. "C'était comme rêver éveillés".

Une fraction des officiers intermédiaires et subalternes de l'armée a appuyé l'occupation des bâtiments officiels au côté des Indiens qui réclamaient la destitution de Mahuad et un changement dans la politique économique du pays. Il apparaît comme vraisemblable que les indiens et peut-être les officiers ont été instrumentalisés par les hauts dirigeants des Forces Armées pour se débarrasser de Mahuad (après avoir tout fait pour, il serait temps de s'en apercevoir, ndt).

Bien que les indiens ont été trahis quand les généraux ont dissout l'éphémère "Gouvernement de Salut National" qui s'était formé à l'origine, le Mouvement a gagné un statut international et a gagné des positions par rapport aux temps où sa voix étaient tout simplement ignorée. Le jour du soulèvement, Yamberla était de permanence dans sa base d'opérations d'Otavallo, 60 km au nord de Quito, elle coordonnait les piquets qui barraient les routes terrestres et réunissait les provisions destinées aux groupes présents dans le soulèvement.

Dans les jours qui suivirent le soulèvement, elle recevait déjà des appels téléphoniques de hauts responsables de la nouvelle administration de Gustavo Noboa et elle se réunissait avec des journalistes étrangers pour annoncer au monde que les indiens d'Equateur étaient en état de grande révolte et étaient prêts à se soulever pour défendre leurs droits.

Le succès sans précédent des indiens d'Equateur est un point de référence dans l'histoire du mouvement indien sur le continent sud-américain : depuis que les explorateurs européens sont arrivés en Amérique au XVI^es, les indiens, aux yeux des blancs, ont été une race méprisée et inférieure.

Au travers des siècles, le niveau d'acculturation de l'indien au modèle européen a été inégal. Les Mayas de la forêt du Chiapas, par exemple, demeurèrent relativement isolés et oubliés, tandis que les communautés de la côte du Pérou furent totalement assimilées et disparurent. Les populations indiennes d'Amérique du Nord et d'Argentine, de plus faible importance, furent en majorité exterminées dans une série de guerres. En Equateur, où 30% de la population est indienne, la communauté a souffert d'une grande misère, de forts taux d'analphabétisme et de mortalité due à des maladies facilement guérissables. Cependant, ces

populations sont parfaitement organisées. A la différence des indiens du Chiapas qui prirent les armes en janvier 1994 pour demander la démission du président du Mexique, les indiens d'Equateur ont montré leur mécontentement de façon pacifique dans les rues.

La principale raison pour laquelle les indiens équatoriens ont organisé ainsi leurs protestations vient de ce qu'ils ont été exclus du gouvernement depuis trop de temps, a déclaré Yamberla, et maintenus exclus du système électoral par des barrières semblables à celles opposées aux noirs nord-américains dans les Etats du sud jusqu'à la décennie 60.

La protestation massive de janvier réclamait le départ de Mahuad, mais ce que les indiens attendaient réellement était de pouvoir négocier directement avec lui la réforme et les changements de politiques comme ils l'avaient déjà obtenu avec succès grâce à une campagne de manifestations en juillet 99.

"Il était évident que nous ne posons pas la question quoi faire du pouvoir", dit Yamberla en riant. "Prendre le pouvoir national après sept jours de manifestations est absurde".

Les indiens équatoriens possèdent un grand privilège organisatif face aux autres amérindiens parce que tous furent obligés de parler quechua quand les incas péruviens annexèrent la région dans leur vaste empire andin en 1460. D'autres groupes natifs du continent, inclus dans un même pays, se sont retrouvés divisés par la diversité de leurs idiomes (éloge de la vertu au vice, ndt).

CONAIE : "Equateur, avec la dollarisation c'est la démocratie que l'on perd". (17 février 2000)

La dollarisation, on l'impose, on ne la discute pas. On la présente masquée, comme quelque chose de technique pour l'abstraire du domaine de la politique. Et ses conséquences, avant tout les privatisations et les déréglementations, après avoir produit le vide politique, sont présentées et assumées comme inévitables.

C'est là sa "force", soutenue en outre par un terrorisme économique massif qui justifie la démarche engagée et freine toute alternative : pour cela se développe le fantasme de l'hyperinflation qui n'était apparue nulle part, et n'apparaît toujours pas. Fondamentalement, dans son essence, la dollarisation est un "coup d'Etat par le marché" ("golpe de mercado", ndt), comparable dès ses origines économiques à un coup d'Etat. Il est évident qu'une telle pratique du coup d'Etat ne provoque ni angoisse, ni refus dans les oligarchies

"constitutionalistes" ou chez les sociologues "institutionalistes", comme le fit, à l'inverse, la rébellion populaire du 21 janvier. Ils l'ont appuyée (la dollarisation, ndt), ils n'ont pas vu dans la dollarisation une action antidémocratique. Nous demandons : qu'arrivera-t-il à notre démocratie quand des décisions propres à l'Etat national, aussi importantes que la politique monétaire et de change émigrent totalement vers des lieux où nous n'avons aucun contrôle national?

"Il n'y a aucune trace de démocratie digne de ce nom hors de l'Etat national" a reconnu, il y a peu, Ralf Dahrendorf, ex-directeur de la London School of Economics et membre de la chambre des Lords.

La dollarisation, en réalité, ne mérite même pas d'être considérée comme une décision libérale, elle est en fait une décision artificielle et arbitraire, elle réduit la capacité de manoeuvre du marché national. Avec elle, on a éliminé un outil économique de base pour déterminer la valeur de la monnaie nationale en rapport avec les autres monnaies voisines et même avec la devise maîtresse, le dollar. Cette valeur déterminante ne se fixe plus à travers le marché comme le recommande la théorie néolibérale elle-même. On renonce, en fait, au contrôle de la monnaie et du change, et cela de la part d'un Etat sous-développé pour se subordonner au contrôle d'un Etat plus puissant.

Serait-ce que nos néolibéraux ne sont pas si libéraux et que en faisant prévaloir uniquement

leur état d'esprit autoritaire, ils se réfugient dans la dollarisation pour mener à bout leurs réformes structurelles oppressives alors que selon la pensée d'un neolibéral de réelle importance comme Friedrich von Hayek, ils devraient plutôt appuyer "le mouvement libre de la monnaie".

En définitive, nous ne serons pas libres avec cette mesure dictatoriale. Nous savons que la souveraineté est relative. Nous savons en outre que les pays pauvres choisissent leur conduite économique sous des contraintes toujours plus importantes. Cependant, par une dollarisation officielle, en renonçant à la monnaie nationale pour une soumission, nous cédon dans une très large mesure un élément fondamental de la politique et, en conséquence, nous sommes moins un Etat. A cause de la subordination économique et culturelle de nos élites au modèle neoliberal, nous perdons un lien entre les membres de la société, un référent de l'identité nationale. Si d'un côté, cette décision limite encore plus notre souveraineté, d'un autre, en n'étant pas même discuté et encore moins approuvé par une consultation électorale comme le firent les Européens pour soutenir la constitution de l'Euro, elle amoindrit notre démocratie. En conclusion, aux arguments contre la dollarisation, il faut ajouter l'action politique telle que la Conaie la définit par la consultation populaire, action qui a fait sienne "le principe le plus général de la démocratie", comme le dit le même Dahrendorf, "la possibilité de destituer sans violence ceux qui sont au pouvoir quand la volonté et les choix de la population ont changé".

CONAIE : "Equateur, la révolution des ponchos" (21 février 2000)

Durant les dix dernières années, les peuples indiens de l'Equateur ont obtenu de dépoussiérer et de mettre en lumière l'histoire officielle qui depuis longtemps essayait de cacher une réalité : l'existence d'une grande partie de la population du pays qui était soumise et exploitée par les groupe dominants ; la diversité et la particularité des différents peuples, le racisme institutionnalisé.

Le soulèvement national de 1990 fut l'origine de nombreux changements, entre autre l'introduction du Mouvement Indien sur la scène nationale, il a contribué à donner à la politique un nouveau visage qui, en soi, est considéré comme une expression légitime du peuple. Les acquis du soulèvement sont nombreux, le thème de l'identité, le métissage, la reconnaissance et l'invention de concepts comme la nationalité, la plurinationalité, l'interculturalité, la renaissance et la vitalité des symboles culturels des Peuples Indiens par exemple, sont des thèmes qui commencent à être analysés et approfondis. La société équatorienne qui jusque là s'autodéfinissait comme blanche tente de récupérer son identité, de comprendre son être comme le fruit d'un procès historique dont il n'y a aucune raison d'avoir honte.

Un autre apport important du soulèvement est la proposition de convoquer une Assemblée Nationale Constituante, comme nécessaire pour refonder le pays. Finalement on doit reconnaître que le principal acquis du soulèvement de 90 est son existence, son rôle et sa participation sur la scène nationale et internationale.

Si l'on considère ainsi le mouvement, ses actions postérieures se sont centrées sur des revendications relatives à des thèmes spécifiques, ainsi en 92, la marche de l'Organisation des Peuples Indiens du Pastaza a obtenu la reconnaissance de milliers d'hectares en faveur du peuple kichwa et Shiwiar. En 94, la promulgation de la loi Agraire. En 97, la destitution de l'avocat Abdala Bucaram et en conséquence l'accord pour la convocation d'une Assemblée nationale Constituante. Ce dernier fait inaugure une nouvelle étape, à cette occasion apparut que toute la population équatorienne se sentit indignée par les actes de corruption, la vulgarité de l'ancien président de la république Abdala Bucaram, dans ces circonstances, les peuples indiens établirent des alliances avec les mouvements sociaux urbains, les paysans et les partis

politiques traditionnels.

A l'intérieur du mouvement indien, les alliances sont vues de différentes façons, pour certaines elles permettent d'unir des forces diverses qui pourraient contribuer à exiger avec plus de force les revendications de chaque secteur, pour d'autres comme les militants du mouvement Pachakutik, elles permettraient de garantir plus de sympathisants et par là accroître son nombre de voix, pour d'autres les alliances sont importantes seulement quand elles sont réalisées avec des organisations qui comptent une base sociale solide et non avec des dirigeants qui prétendent représenter des secteurs organisés.

Dans cette dynamique, la mobilisation du mois de juillet 99, qui fut dirigée, chose nouvelle, par la Conaie parvint à obtenir l'alliance de nouveaux secteurs comme les taxis, obligeant le Gouvernement National d'accepter de geler le prix des carburants, en outre il fut décidé de constituer une commission de dialogue ayant pour objet de définir des propositions en faveur du peuple en général et des peuples indiens en particulier.

Le dialogue était considéré par certains secteurs du mouvement indien comme un leurre qu'utilisait le gouvernement pour gagner du temps, sa stratégie consistait à étendre au maximum les délais et à mettre en marche son projet qui fondamentalement consistait à couvrir les déficits provoqués par les banquiers et les entrepreneurs corrompus ; couvrir et protéger les auteurs de la déstabilisation économique ; réquisitionner les dépôts et l'épargne du peuple pour sauvegarder le secteur bancaire, céder la base de la Couverture monétaire au Gouvernement Nord-américain dans des conditions défavorables au pays, délégitimer, minorer et ignorer la Conaie de façon permanente, comme une organisation peu représentative et finalement prendre la décision de la dollarisation.

Cette façon de gouverner fut perpétuellement contestée par les différents secteurs du pays, la droite inclus, qui demandaient des transformations immédiates et finalement la démission du président, cette dernière revendication surtout fit l'objet d'une grande pression durant les mois de novembre, décembre et janvier, pressions qui furent conduites par des personnes comme : le président du Congrès national Juan José Pons, qui, disait la presse, tenait prêt jusqu'à la composition de son cabinet, les ex-présidents de la république Leon Febres Cordero, Rodrigo Borja, Oswaldo Hurtado Larrea, les entrepreneurs de la côte, la Conaie, les mouvements sociaux, etc.

Dans ces circonstances, la Conaie entreprit de promouvoir, durant le mois de décembre 99, la constitution des Parlements des Peuples Indiens, initiative qui sous la pression des autres secteurs change de dénomination et s'appelle "Le Parlement Populaire des Peuples". La proposition des parlements est acceptée par tous les secteurs et dans toutes les provinces ont entrepris leur constitution, l'objectif est d'obtenir la participation du peuple pour que soient définis les projets. Les réclamations de chaque secteur sont transmises ensuite au Parlement national des Peuples. Les initiatives sont multiples et le Parlement de Tungurahua, dans la première semaine de janvier, lance la proposition de "de destituer les fonctionnaires des trois pouvoirs : exécutif, législatif et judiciaire", la proposition est acceptée par tous les Parlements Populaires et l'ordre de mobilisation se focalise sur la destitution des trois pouvoirs, punir la corruption, le refus de la dollarisation. La proposition inquiète les secteurs de la droite, les politiciens du Congrès National, l'église et les Forces Armées qui à l'origine envisageaient la destitution de Jamil Mahuad ou à défaut la rectification de sa politique, ils battirent en retraite, dépassèrent leurs contradictions et formèrent un seul front pour combattre la volonté d'obtenir la dissolution des trois pouvoirs.

Renforcé face à la droite, le gouvernement défendu par ses vieux rivaux, commence une campagne de dénigrement de la Conaie dans les différents moyens de communication, la campagne se concentre sur : délégitimer la représentativité de la Conaie et vendre l'idée de sa division, accuser l'organisation d'avoir rejeté la signature d'accords favorables aux communautés, déformer les actions de l'organisation et réactiver les préjugés raciaux de la

population équatorienne. Acheter le silence d'organisations nationales indigènes comme la FEINE, FENOCIN, contre des postes, la revendication de ces postes était inspirée par ces organisations alliées au gouvernement.

La presse parvint à amoindrir la réaction et la solidarité de la population métisse. Malgré cette campagne raciste, la militarisation du pays et le décret de l'état d'urgence, le 14 janvier le Parlement National des Peuples s'est installé à Quito, dans cette assemblée les parlementaires résolurent d'abroger l'état d'urgence, décrétèrent la destitution du Président de la République, la déchéance du congrès national et des magistrats de la Cour Suprême de Justice et se proclamèrent en session permanente. Le mardi 18, les communautés se moquant du contrôle militaire arrivent à Quito et concrétisent la prise de Quito; dans la nuit du 20, les communautés conquièrent le contrôle du Congrès national et de la Cour Suprême de Justice, la wipala (drapeau des nationalités indiennes, ndt) flotte sur le Congrès National. Le 21 janvier, les parlementaires du Peuple siègent au Congrès National et les communautés, les mouvements sociaux, les organisations des quartiers populaires marchent sur le palais du Gouvernement. Dans l'après-midi, Jamil Mahuad abandonne le Palais du Gouvernement caché dans une ambulance de la Croix Rouge. Dans l'après-midi et la nuit de ce jour, les dirigeants des militaires, les mouvements sociaux, le mouvement indigène, pressés par la foule se mettent d'accord et décident de constituer la Junte de Salut National, constituée par le général Carlos Mendoza (en réalité, le premier représentant militaire est le jeune colonel Gutierrez, celui là même qui, dans l'après-midi, avait ordonné aux forces de l'ordre d'abandonner le Congrès National; après l'annonce de la constitution de la Junte, il appelle, à la télévision, la population à se joindre à la rébellion dont il affirme qu'elle jouit du soutien de l'armée, trois heures plus tard, après des négociations à huis-clos avec les autres membres de la Junte, il est remplacé par le général Carlos Mendoza qui organisera l'accession à la présidence du vice-président de Mahuad, Gustavo Noboa, ndt), Antonio Vargas et Carlos Solorzano (ancien président de la Cour suprême, ndt).

Le 22, à trois heures du matin, le général Mendoza, reniant sa parole, son serment et l'accord passé, renonce à faire partie de la Junte de Salut National, et à sept heures et demi du matin, avec la garantie des Forces Armées, le Dr Gustavo Noboa assume la présidence de la République. Le matin du même jour, les communautés retournent dans leur province. Les représentants de la droite se remettent de leur "choc" et retrouvent leur arrogance et leur suprématie. Leur réaction enhardie par la récupération et le contrôle du pouvoir laisse voir leur mépris et leur racisme envers les peuples indiens et les secteurs de la population qui fugitivement tinrent en leurs mains le pouvoir politique dans le pays et ils réclament des sanctions immédiates contre les "golpistas".

De la Prise de Quito nous pouvons tirer des leçons diverses et beaucoup d'interrogations : la démocratie est-elle la démocratie quand elle est contrôlée par la droite? La protection des Forces Armées sert-elle à garantir la démocratie ou à préserver les privilèges, les actes de corruption des groupes dominants qui contrôlent le pays? Qui violent en permanence la Constitution et pourquoi ne sont-ils pas sanctionnés? La prise du pouvoir est-elle l'objectif des Peuples indiens?

La Prise de Quito laisse une droite renforcée, un mouvement indigène uni, une population métisse infestée de racisme, des Forces Armées qui traitent leurs subalternes comme le gouvernement traite le peuple, une aversion entière contre la corruption. Elle laisse des inquiétudes à l'intérieur du Mouvement indigène sur la définition plus précise du projet Politique des Peuples Indiens, un projet qui, s'il ne doit pas craindre les thèmes nationaux, doit se concentrer sur des propositions concrètes qui garantissent des aspects juridiques, éducatifs, culturels et surtout économiques. Cette perspective permet de garantir des alliances larges avec tous les secteurs du pays, elle évite surtout de tomber dans l'extémisme qui exclut ou prétend dominer une catégorie quelconque.

PREMIERE PARTIE : Théorie Communiste critique...

Sur la restructuration et le nouveau cycle de luttes

Critiques et développements à partir de la brochure d' Echanges et Mouvement : " Les mythes du fordisme dispersé"

Cette brochure rassemble un échange de textes et de lettres entre divers intervenants réguliers du "réseau" d'Echanges (BP 241, 75866 Paris cedex 18) et les rédacteurs de la revue espagnole Etcétera (Apartado 1363, 08080 Barcelone). Le point de départ du débat est une constatation que l'introduction de la brochure présente ainsi : "fondamentalement, des transformations majeures ont en fait pris place dans les relations antagonistes entre capitalistes et classe ouvrière.". Cette introduction pointe ici un problème essentiel pour la théorie de la révolution, celui de la caractérisation de la période actuelle de la lutte de classes. Cependant, l'introduction générale rédigée par Echanges rend immédiatement cette question "inoffensive". Les transformations, qualifiées de "majeures", n'auraient rien transformé du tout. En effet, l'essentiel est "d'insister sur les éléments de continuité dans la lutte de classe (ouvrière) et dans la structure de cette classe.". Qu'il n'y ait pas de nouvelle contradiction, c'est une chose, que celle-ci ne se transforme pas, n'ait pas une histoire, c'est autre chose. Parler de "transformations majeures" dans le rapport entre prolétariat et capital, ce n'est pas s'enfermer dans l'alternative : continuité de la contradiction ou disparition de la contradiction. La contradiction entre le prolétariat et le capital a une histoire et ni sa réalité, ni le moment de cette réalité qu'est sa compréhension, n'ont atteint leur forme "définitive" avec le "Manifeste Communiste" de 1848, ou avec les Gauches dans les années 20. Dans cette introduction, on admet des transformations, et si on les qualifie de "majeures" c'est, après une révérence, pour mieux s'en débarrasser. Rien, en fait, n'aurait changé : "Une nouvelle société pourrait surgir de la dynamique de la société d'aujourd'hui, presque sans que les participants en aient vraiment conscience (souligné par nous), comme la résultante d'une myriade de conflits mineurs qui, pris individuellement, peuvent paraître inoffensifs, mais qui s'accumulent en une contradiction majeure : la contradiction traditionnelle (d°) entre capitalistes et travailleurs." Cette introduction révèle dans quel abîme d'indécisions les transformations de la contradiction entre le prolétariat et le capital, qui ont eu lieu, plongent toute réflexion sur la révolution communiste maintenant, quand cette réflexion veut tenir compte et parler de ces transformations, tout en demeurant sur la base de ses anciennes conceptions liées à un cycle de luttes antérieur.

En effet que signifie pour Echanges : "contradiction traditionnelle" ? Deux sens sont possibles. D'une part, un sens large : la contradiction entre capitalistes et travailleurs s'oppose à toute autre contradiction que l'on voudrait voir à l'oeuvre dans la société sur la base de la révolte de la vie, de la conquête de son espace et de son temps, de la démocratie, des désirs et du refoulement, etc. A ce niveau on ne peut qu'être d'accord, même si le terme de "travailleurs" est d'une imprécision gênante pour désigner un terme de la contradiction fondamentale et sa dynamique dans le mode de production capitaliste (nous allons revenir sur cette "imprécision"). D'autre part, un sens étroit, "traditionnelle" signifiant alors : telle que nous l'avons toujours connue jusqu'à maintenant. Nous supposons donc qu'elle n'a pas varié depuis le début du XIX^es. Non seulement, à ce moment là, les "transformations majeures", qui sont le prétexte de cette brochure, disparaissent, mais encore, du fait de son invariance, on

ne peut que conclure que cette "contradiction traditionnelle" est alors celle qui pousse les travailleurs à se rendre maîtres de la production, à s'emparer du capital (réduit aux moyens de production), cela sur la base de la dynamique même de celui-ci qui offre "le surgissement d'une autre société".

En fait pour Echanges, les deux sens n'en font qu'un : il n'y a pas d'autre contradiction que celle entre capitalistes et travailleurs et elle ne peut être, et avoir de dynamique, que dans la mesure où elle amène les travailleurs à s'emparer du capital, au sens de devenir maîtres de la production. Que les deux sens n'en font qu'un pour Echanges, c'est l'emploi des termes de capitalistes et de travailleurs qui nous le confirme. Bien sûr, il n'y a pas de capital sans classe capitaliste, mais ce n'est pas cela que développe Echanges, car développer que le capital est forcément classe capitaliste amène inversement à poser que le prolétariat est une classe du mode de production capitaliste et que l'abolition de celui-ci est alors nécessairement abolition du prolétariat. En effet pour produire que le capital est nécessairement classe capitaliste, il faut partir de l'exploitation comme contradiction et implication réciproque entre capital et prolétariat. Sinon, la classe capitaliste n'est pas saisie comme l'activité réflexive du capital, mais comme des gens qui s'approprient les moyens de production, des techniques, des richesses, du profit, tout cela posé finalement comme richesse, techniques, etc. de façon neutre. Pour Echanges, la contradiction consiste à opposer capitalistes et travailleurs dans le contrôle et l'appropriation de cette richesse, de ces techniques, de ce profit, résultant comme de façon naturelle du travail. Là, le terme de travailleurs n'est plus du tout imprécis, il oppose les "actifs" aux profiteurs. Echanges ne critique jamais cette problématique. Si l'on considère par exemple le dernier chapitre sur les crises monétaires, dans le n° 81, l'auteur critique comme "réformiste" la distinction entre oisifs et productifs : "chaque fois que le capital entre en crise, nous voyons réapparaître cette tentative d'opposer le travail au capital, non pas sous l'angle de la lutte des classes, mais sous l'angle de la lutte des productifs contre les oisifs (usuriers et spéculateurs)". Mais l'ensemble de ce même texte nous fait comprendre que l'opposition entre travail et capital, en tant qu'opposition entre productifs et oisifs, n'est fautive, n'est une mystification, qu'en ce qu'elle englobe le capital industriel dans les productifs, que dans la mesure où elle reprend les paraboles de Saint Simon. Vu sous l'angle de la lutte des classes, c'est la même chose, mais les productifs ne comprennent plus que les travailleurs. La "contradiction traditionnelle" c'est donc non seulement la contradiction entre capitalistes et ouvriers et non une autre qui viendrait se substituer à elle, mais encore telle qu'elle a toujours été et telle qu'elle sera toujours. Les transformations "majeures" ne transformeraient rien. Ce qui compte, ce sont les "éléments de continuité" de la lutte de classe. La révolution et le communisme, posés comme affirmation de la classe, profitant d'une dynamique de mutation du capitalisme, ne peuvent être référés qu'à un être immuable de la classe donné comme défini dans le mode de production capitaliste, mais toujours simultanément l'excédant, le dépassant, en ce qu'il serait et porterait une autre façon de gérer la société qui le définit. . Poser ainsi le processus de la révolution ne peut dépasser la société existante, il ne fait que la mettre à l'envers. Cette problématique est incapable de penser l'histoire de la lutte de classes comme histoire du mode de production capitaliste. Tout au plus, face à cet être immuable de la classe, la révolution peut provenir de conditions objectives plus ou moins favorables offertes par le développement objectif du mode de production capitaliste.

Echanges veut parler des transformations actuelles du mode de production capitaliste, mais simultanément ne peut le faire, car toute sa problématique "révolutionnaire" appartient à un cycle de luttes révolu.

"Une nouvelle société surgit de la dynamique de la société d'aujourd'hui". Quelle est cette dynamique? Celle de la socialisation de la reproduction de la classe ouvrière comme nous la décrit Pierre Rolle ("Echanges..." n° 81, p. 44) ; celle des techniques de communications et de production en ligne, comme nous le dit H.S. ; celle d'une autre redistribution de la plus-value

("Echanges...", n° 80, p. 7). Il semble dans cette formulation et dans les quelques bribes de réponses que l'on peut repérer dans Echanges. que cette dynamique nous renvoie à une mutation quasi continue du capitalisme en une "nouvelle société" (le communisme, le socialisme?). Vision que confirme le verbe "survenir" qui ne désigne personne pour faire survenir. Cette dynamique comme mutation d'un système dans un autre paraît confirmée par la suite de la phrase : "presque sans que les participants en aient vraiment conscience". Voilà une façon étrange de faire la révolution (mais y a-t-il encore une révolution?), et de produire le communisme (mais s'agit-il encore de communisme?). Une façon étrange d'entrer dans l'histoire consciente. Nous savons que dès qu'Echanges entend parler de conscience, il sort la "situation". Pour Echanges, conscience égale discours préalable, élaboré par des "gens" extérieurs aux luttes de la classe et destiné à l'orienter (détourner). En un mot, conscience égale "bolchévisme". C'est-à-dire qu'Echanges accepte tout bonnement la conception bolchéviste de la conscience de classe. La conscience n'est rien d'autre que l'être conscient et naît spontanément du sol de la lutte de classe, elle est également, en tant que médiatisée par l'opposition au capital, conscience théorique et théorie. Ce n'est pas de façon mystique, automatique, que la classe sait ce qu'elle est et ce qu'elle fait, cela passe par le fait que ce qu'elle est et ce qu'elle fait est constamment médiatisé par ce qu'est le capital face à elle et l'action de celui-ci. La conscience de ce que l'on fait n'est pas une introspection, ni une illumination, mais un processus objectif car une relation à un autre nécessaire, processus dans lequel actions, objectifs, mots d'ordre, etc., sont nécessairement passés au crible de l'activité adverse du capital. La proposition d'Echanges nous dit que non seulement la classe ouvrière fait la révolution sans s'en apercevoir mais encore que le capitalisme est renversé sans qu'il s'en soit aperçu. L'agent de la dynamique inconsciente de la mutation c'est une myriade de "conflits mineurs (...) qui s'accumulent en une contradiction majeure." Quelle est la nature de cette accumulation? Quel est le rapport entre le "mineur" et le "majeur"? Les "conflits mineurs" ne sont pas la "contradiction majeure", c'est-à-dire la contradiction entre les capitalistes et les travailleurs (laissons, pour l'instant, de côté l'adjectif qualifiant la contradiction de "traditionnelle")? Ces conflits mineurs ont-ils une autre base, une autre réalité, que la contradiction entre capitalistes et travailleurs, de quel genre de conflits s'agit-il? Admettons que ces "conflits mineurs" aient déjà pour contenu la contradiction entre capitalistes et travailleurs, la question du comment passe-t-on du mode mineur au mode majeur de la contradiction subsiste.

Deux possibilités :

- a) L'accumulation toute simple : à un moment trop c'est trop.
- b) Le saut qualitatif. Celui-ci fait problème car si dans la perspective du saut qualitatif, la contradiction majeure est la contradiction entre capitalistes et travailleurs, les "conflits mineurs", pris un à un dans le mouvement de leur accumulation, ne peuvent donc pas encore l'être, cela nous renvoie au problème précédent : quelle est alors la nature de ces "conflits mineurs"?

Inversement, si les "conflits mineurs" sont déjà la contradiction, alors adieu le saut qualitatif, la "contradiction majeure" résulte d'une simple accumulation. Nous avons affaire à un lent grignotage du capital et de son pouvoir sur la production, ce qui serait bien dans la ligne des textes que nous évoquions précédemment, et du fait que la classe fait la révolution, produit une nouvelle société (il est vrai que dans le texte celle-ci "survient") sans en avoir la conscience (le "vraiment" fait partie du discours ornemental).

A l'inverse, malgré toutes les divergences que nous avons avec leurs analyses, et que nous exposerons ici, Etcétera ne tourne pas autour du pot. Dans ce débat, ils ont parfaitement compris que l'on ne peut plus parler de révolution que sur la base de la reconnaissance de la restructuration et d'un nouveau cycle de luttes.

- Texte de "Etcétera", n° 18, juin 91, et lettre de Carlos, 12 / 7 / 91.

Ce texte fournit une description pertinente de la restructuration, même s'il ne propose pas de vue synthétique de celle-ci : "A la fin des années 70, la crise du profit avait atteint un point où une complète réorganisation de la gestion de la force de travail et une intensification de son exploitation devenaient inévitables, dans le but d'entraîner un nouvel accroissement du taux d'accumulation du capital (...) ce nouveau paysage industriel manifestement requiert de nouveaux concepts des techniques d'organisation du travail et de la gestion de la production." (p. 11). Cela aboutissant à la "démolition des traditions de classe associées avec les luttes de l'ouvrier masse." (p. 13).

Cependant la suite du texte demeure dans une perspective que l'on pourrait qualifier d'opéraïste (cette qualification n'est pas en soi une critique, loin de là, mais la tentative de cerner une position). Le capitalisme aurait troqué une vulnérabilité subjective (l'agglomération de l'ouvrier masse) contre une vulnérabilité objective (la rupture de la chaîne productive dispersée). "Vulnérabilité" qui ne repose plus que sur l'opposition entre une "domination" et le refus de la "tragédie individuelle" consistant à se vendre soi-même comme un élément du capital.

"Notre tragédie individuelle consiste à être de la force de travail, précisément parce que nous nous reconnaissons comme un élément constitutif du capital - c'est-à-dire du système de relations sociales requérant la réalisation de la valeur d'échange de notre force de travail." (p. 13). Le texte introduit là une disjonction interne au prolétariat : d'une part, il vend sa force de travail, il se reconnaît comme un élément constitutif du capital ; d'autre part, le prolétariat est ce "nous", qui, chaque prolétaire pris à part, vit cela comme une tragédie individuelle, qui est donc quelqu'un ou quelque chose qui se différencie de cette vente, qui se différencie d'être "un élément constitutif du capital". Dans un premier temps, cela paraît une évidence (bonne à dire et répéter), ce n'est pas un hasard si aller au boulot, c'est "aller au chagrin". Mais dans un deuxième temps, la question consiste à savoir quels sont les éléments qui se différencient et surtout quelle est la totalité qui se différencie. C'est une totalité qui se différencie et non deux éléments s'opposant sans s'impliquer : "ce que je suis" d'un côté, et de l'autre "l'élément du capital". La totalité qui se différencie c'est le prolétaire dans sa situation sociale de prolétaire face au capital. C'est en tant que prolétaire que s'effectue la différenciation entre l'individu porteur d'une marchandise qui, en ce qui concerne sa valeur d'usage, se confond avec son activité, et cette activité qui devient propriété d'autrui et mouvement étranger dans la mise en valeur du capital, c'est-à-dire que cette "différenciation" est une situation de classe et non une "tragédie individuelle". Cette différenciation n'oppose pas d'un côté le fait de vendre sa force de travail qui définirait l'aspect "prolétaire", et de l'autre la personne et son refus ou sa résistance à cette situation qui définirait l'aspect "existence humaine" (p. 14) de cette même personne, c'est une différenciation qui se déroule à l'intérieur même de la situation de prolétaire. La vente d'une marchandise différencie forcément le vendeur d'avec la marchandise, la grande originalité du prolétaire comme "vendeur" d'une marchandise, c'est que cette marchandise, la force de travail, est inséparable de sa personne. Ce n'est pas là une "tragédie" qui met en scène l'individu dans son existence humaine d'un côté et l'individu comme prolétaire de l'autre, mais une distinction qui s'effectue à l'intérieur même du prolétaire, et du prolétariat en général, comme force de travail, valeur d'usage face au capital. C'est tout simplement la lutte de classe du prolétariat en tant qu' "élément constitutif du capital" et parce qu'il est cet élément constitutif. C'est en tant que prolétaire, parce qu'il est prolétaire, que le prolétaire "ne veut pas rester ce qu'il est ", comme dit Marx dans "l'Idéologie Allemande".

Symétriquement (c'est-à-dire du côté du capital), le texte poursuit : "La tragédie des formes de domination sociale du capital à la base de la production capitaliste naît du fait qu'elles ont à

détruire (par la répression du travail vivant) la source réelle de la production de la valeur, c'est-à-dire le travail vivant qui seul peut faire produire de la valeur à la technologie." (p. 13-14). Beaucoup de choses dans cette phrase.

Une distinction est faite entre "les formes de domination sociale" et la "production capitaliste". Les premières se trouvant "à la base" de la seconde. On peut opposer à cette analyse le fait que le principal résultat du procès de production capitaliste c'est le capital lui-même, c'est-à-dire la séparation entre la classe ouvrière et le capital (le capital est lui-même cette séparation), et le fait que toutes les conditions de la reproduction se trouvent toujours données du côté du capital. Cela n'est pas suffisant. En rester là reviendrait à concevoir la reproduction du rapport comme un processus automatique où chacun à sa place n'aurait qu'à faire ce qu'il est destiné à faire. Ce serait oublier que ce processus de reproduction a pour seul contenu et dynamique l'exploitation, c'est-à-dire la contradiction entre le prolétariat et le capital. Contradiction qui est tout autant la lutte ouverte ou la sourde résistance quotidienne du prolétariat, que la concurrence entre les capitaux qui n'est que la forme que revêt dans le rapport du capital en général à lui-même, et donc comme rapport des capitaux entre eux, la contrainte à l'exploitation, ou encore la baisse tendancielle du taux de profit. Constamment donc, le capital, qui est nécessairement classe capitaliste (et non monstre automatique), doit, sur la base acquise (qui est le moment de l'objectivité, le moment de l'économie), transformer et recréer les conditions de sa mise en valeur dans son rapport au prolétariat (même et surtout si cela passe par la concurrence entre les capitaux). Cela peut être aussi bien l'aménagement du procès de travail, la dévalorisation d'installations existantes, que l'installation de nouvelles unités de production, que l'intervention de la police, ou la guerre. Le capital devra détruire les modes de production antérieurs (ou des configurations productives et sociales dépassées) pour créer de la force de travail supplémentaire, amener les paysans à l'usine, expulser des ouvriers du procès de travail, modifier les formes de consommation, etc. Mais dans tout cela il ne s'agit pas de "formes de domination à la base de la production capitaliste" ou préalables à l'exploitation (ce qui est réduire celle-ci au pire à une comptabilité, au mieux au syndicalisme, mais qui n'est jamais la comprendre comme un rapport de classes), mais du mouvement même de la production capitaliste. Séparer les deux, poser la contrainte à la vente de la force de travail en termes de domination, de stratégie ou de tactique (comme le faisaient les opéraïstes), c'est en quelque sorte "sauver" la production capitaliste, en faire un procès neutre, en ce que la "domination", la "contrainte", en sont sorties et définies comme une "base". Cette "erreur" est le corollaire du point de vue précédent sur "notre tragédie individuelle". Le procès de production capitaliste demeure un procès objectif sur lequel s'affrontent deux subjectivités contradictoires, celle de l'individu-prolétaire et de son existence humaine d'une part, celle de la domination sociale émanant des capitalistes d'autre part. Deux points de vue qui s'affrontent, mais paradoxalement cette surestimation de la subjectivité laisse intacte l'objectivité de ce sur quoi a lieu l'affrontement : le procès de production capitaliste. Il s'ensuit que c'est parce que la production capitaliste aurait pour base des formes de domination qu'elle serait contradictoire, en tant que telle; la production ne le serait donc pas, si ce n'est en y retrouvant les formes de la domination (technologie). Elle n'est en fin de compte que production, travail, création de richesses. Le texte d'Etcétera introduit ici l'augmentation de la composition organique du capital à la base de la baisse tendancielle du taux de profit, ainsi que le fameux passage des "Fondements..." où Marx développe que la production capitaliste suit un cours contradictoire : "Le capital est une contradiction en procès : d'une part, il pousse à la réduction du temps de travail à un minimum, et d'autre part il pose le temps de travail comme la seule source et la seule mesure de la richesse." ("Fondements...", Ed. Anthropos, t. 2, p. 222). Ce que Marx analyse comme un procès interne de la production capitaliste est compris par Etcétera comme une répression du travail vivant. Dans sa problématique, c'est parce que le travail se révolte que le capital le réprime, la forme de

répression la plus radicale étant de s'en passer. Encore une fois elle voit bien un point important de la lutte de classes qui échappe totalement à l'économisme marxiste. Ce point est que la lutte de classes n'est pas une résultante des contradictions économiques, mais un moment dynamique de la reproduction du capital. Cependant Etcétera tombe dans le travers inverse et perd le mouvement de la production capitaliste comme étant lui-même mouvement contradictoire et procès de la lutte de classes. Tant et si bien que le capital fixe, le capital accumulé comme valeur ne le demeurant qu'en se valorisant au contact du travail vivant est appelé "technologie", terme dont la neutralité objectiviste sonne, au premier abord, étrangement dans ce texte, mais dont on comprend l'usage en défaisant l'écheveau des positions d'Etcétera. Comme les opéraïstes italiens, elle veut voir le développement économique objectif du "point de vue ouvrier", mais ce n'est pas en changeant de point de vue que l'on fait disparaître l'objectivité de ce que l'on regarde, pour cela il faut bouleverser la problématique elle-même. Ce que ne fait pas Etcétera, qui ne fait qu'adjoindre à la compréhension objectiviste de la production le moment préalable de la "domination". Le procès de production capitaliste réprime la classe ouvrière parce qu'il est un procès qui a pour contenu l'exploitation et son accroissement, parce qu'il a pour but l'extorsion de surtravail, de plus-value, et sa transformation en profit (d'où l'augmentation de la composition organique), parce qu'il a pour résultat et dynamique la baisse tendancielle du taux de profit. C'est ce procès là qui réprime la classe ouvrière, c'est dans ce procès, que l'on ne peut plus concevoir dans les termes de l'objectivisme et auquel il n'est pas nécessaire de rajouter une base de domination, que le capital domine la classe ouvrière parce qu'il subsume le travail. La domination n'en est pas sa base, n'est pas une répression préalable, mais sa vie même en tant que procès de production.

En conséquence, pour Etcétera, la contradiction insurmontable à laquelle doit faire face le mode de production capitaliste est celle entre "la répression physique du potentiel destructeur renfermé dans la force de travail et la nécessité d'intégrer la force de travail aussi bien que d'intensifier son exploitation comme les seuls moyens de garantir la continuité du procès d'accumulation capitaliste." (p. 14). Ayant perdu la contradiction entre le prolétariat et le capital comme le procès interne de la production capitaliste, en ayant fait du capital comme contradiction en procès une question de répression et d'intégration, Etcétera dérive nécessairement vers une conception humaniste de la contradiction entre le prolétariat et le capital et de son dépassement. "Les limites réelles (objectives) à des développements ultérieurs de l'accumulation capitaliste sont enracinées dans la force de travail ou, pour le dire d'une autre façon, dans l'existence humaine réduite à son rôle de simple force de travail." (p. 14). Le capital se trouverait dans la situation sans issue d'avoir à réprimer et à intégrer une force de travail dont il a tout de même toujours besoin, et qui est, parce que portée par un sujet humain (jamais défini) toujours rétive.

Dans la problématique d'Etcétera, l'exploitation est bien toujours la contradiction qui oppose le prolétariat et le capital, mais ce qui fait de l'exploitation une contradiction, ce n'est pas le mouvement du procès de production, mais la nature bien particulière d'un des éléments qu'elle met en jeu : la force de travail portée par un sujet humain. C'est à ce point là du développement d'Etcétera que la lutte de classes devient un jeu tactique entre prolétaires et capitalistes. Chacun, comme deux joueurs, cherche à contrer l'autre ou à le déborder. On perd alors leur unité, leur implication réciproque, leur appartenance à une même totalité comme étant le procès contradictoire de la production capitaliste, celle-ci n'est plus qu'une sorte d'enjeu entre les protagonistes de la partie. Pour que ce procès se déroule, il faut que le capital domine, réprime, intègre, fasse participer. Domination, répression, intégration, participation, ne sont pas alors saisies comme internes, intrinsèques, au procès de production et de reproduction du capital, comme étant cette contradiction comme histoire, mais comme des actions modulant ce procès. En voulant "désubjectiver" les manifestations de la lutte de

classes, Etcétera a séparé la subjectivité et l'objectivité, la lutte de classes est devenue heurt de subjectivités, et le procès de production est devenu un procès économique objectif mis en oeuvre selon les résultats de ce heurt.

Lutte de classes et économie ne sont plus séparées comme dans la conception traditionnelle, les deux se déroulent en même temps, mais elles sont séparées comme deux instances de la reproduction du capital. Ce procès de reproduction est constamment posé par Etcétera à deux niveaux. A un premier niveau, il est régi par la nécessité économique : l'accumulation, l'extraction de plus-value. A un deuxième niveau, il est domination et résistance, révolte contre cette domination. Les deux instances se déterminent sans cesse réciproquement, mais l'objectivité demeure objective, et la subjectivité demeure subjective. On n'a pas produit la lutte de classes dans le processus objectif de la production, c'est-à-dire que l'on n'a pas désobjectivé ce procès, et corollairement on n'a pas "désobjectivé" la lutte de classes. Par exemple, ce n'est pas "l'intégration de la force de travail" qui "garantit la continuité du procès d'accumulation capitaliste", mais l'inverse ; comme ce n'est pas "la domination sociale du capital" qui est "la base de la production capitaliste", mais là aussi c'est l'inverse. Ce qui finalement signifie qu'il n'y a ni base, ni résultat de cette base.

Comme toujours, l'importance de telles distinctions dans l'analyse de la contradiction du procès de production et de reproduction du capital se révèle dans les conclusions "politiques". La conséquence "politique" d'une conception comme celle d'Etcétera est de pouvoir conserver une "politique prolétarienne" (ou de la rechercher, ou même de proclamer sa disparition tout en conservant une problématique qui devrait la générer) fondée sur une stratégie propre de la classe, opposée à une autre stratégie propre, celle des capitalistes. Si la domination qui se réalise dans le procès de production résulte d'une stratégie de la classe capitaliste à la base de la production capitaliste, cela signifie que le prolétariat n'est que formellement dominé dans ce procès de production. Son appartenance à ce procès et sa définition par lui, lui demeurant en fin de compte extérieures, elles résultent d'une contrainte extérieure à sa définition et à son appartenance à ce procès de production. Le prolétariat peut donc dans ce procès développer un point de vue et une stratégie ouvrière, promouvoir une identité propre, affirmer cette identité sur la base du fait qu'il ne serait que "l'existence humaine réduite à son rôle de simple force de travail". La démarche traditionnelle de la révolution et du communisme comme affirmation de la classe à partir de son identité développée dans le mode de production capitaliste peut être conservée. Des visions plus réformistes que celle d'Etcétera (qui ne l'est pas) pourraient même, sur cette base, chercher à promouvoir plus d'intégration, plus d'initiatives et de participation pour la classe ouvrière, tout en ne touchant en rien à l'extraction de surtravail.

Au contraire, si le procès de production et de reproduction du capital est conçu comme étant lui-même domination, répression, intégration, participation, définition de "stratégies" (il ne s'agit pas, on l'a dit, de concevoir le capital comme un monstre automatique), la contradiction entre le prolétariat et le capital se confond avec le cours de l'accumulation du capital, et non comme heurt de stratégies à propos de cette accumulation. Il en résulte alors que le prolétariat est contradictoire au capital de par sa stricte définition de vendeur de la force de travail consommée dans le procès de production. Mais il en résulte surtout que sa lutte contre le capital ne le définit jamais positivement indépendamment du capital, ne lui confère jamais la confirmation d'une identité face au capital. Le prolétariat ne peut trouver dans son existence, dans ce qu'il est, face au capital, une identité à lui opposer, ce qu'il est contre le capital ne peut le conduire qu'à abolir le capital et s'abolir lui-même.

On ne peut que reconnaître la pertinence de la présentation des stratégies actuelles de la classe capitaliste telles qu'Etcétera les expose (p. 14-15-16). Il ne peut être question de les nier, mais tout dépend de la façon dont on a situé théoriquement ces stratégies dans la contradiction entre le prolétariat et la classe capitaliste, c'est-à-dire la façon dont on l'a comprise dans

l'exploitation et l'accumulation. Cependant, là encore, si Etcétera met justement le doigt sur les tendances actuelles de la "gestion des ressources humaines", ces tendances ne sont abordées que comme stratégies, réponses, au danger que l'identité de l'ouvrier masse avait fait courir, à la fin des années 60 et au début des années 70, à la production capitaliste. Il s'agirait dans ces nouvelles tendances d'intégrer en individualisant, de renforcer le but constant poursuivi par le capitalisme depuis son origine, renforcer le consensus. Cette vision des choses appelle plusieurs remarques.

Tout d'abord, une remarque factuelle concernant l'importance du phénomène lui-même. Le "Fordisme dispersé", les nouvelles formes de "gestion des ressources humaines", ne concernent en fin de compte qu'une fraction assez faible de la force de travail à l'échelle mondiale. Cependant, cela ne peut être en soi une critique de son importance sociale : le travail à la chaîne, sous sa forme "classique" ne concernait et ne concerne également qu'une minorité de la classe ouvrière. Les contradictions du mode de production capitaliste à une époque donnée ne dépendent pas, quant à leur caractérisation, d'une évaluation statistique des formes de travail, mais de ce que peut mettre en jeu la lutte de classes dans certains secteurs par rapport à d'autres, plaçant ces secteurs non pas en position d'avant-garde, mais de polarisation de la lutte de classes, en ce que c'est là qu'elle est, dans les conditions générales de l'époque, menée jusqu'au bout.

Ensuite, une remarque concernant l'intentionnalité de ces nouvelles formes de gestion, on retrouve ici ce que nous disions précédemment sur les formes de domination. La "nécessité de générer un consensus aux différents niveaux de la hiérarchie fonctionnelle dans le travail, évitant strictement la résurgence d'une nouvelle identité de classe comme celle qui s'était exprimée dans les idéologies apparues avec l'essor de l'ouvrier masse" (p. 14). Cette identité de classe de l'ouvrier masse ne s'était pas seulement exprimée dans les idéologies, mais surtout dans les pratiques de luttes, principalement dans l'automobile. La "réponse" capitaliste au cycle de luttes antérieur ne s'est pas effectuée dans les nouvelles techniques de gestion des ressources humaines, mais dans le procès de production immédiat lui-même qui est en soi la forme de la domination du capital. Ces modifications du procès de production immédiat ont pris la forme de la délocalisation, de la sous-traitance, de la flexibilité, de la précarité, de l'intérim, des stages, de la relation avec l'économie souterraine, en ce qui concerne l'engagement de la force de travail dans le procès de production. La technologie du procès de production en elle-même était déstructurante de cette identité et pas seulement en ce qu'elle requérait une nouvelle gestion des ressources humaines, une nouvelle gestion de la force de travail. L'introduction de l'informatique dans le procès de travail et dans la relation entre les procès de travail segmentés incorpore l'appropriation des forces sociales du travail, telle que la coopération ou la science d'une part, la division manufacturière du travail d'autre part, dans le capital fixe lui-même. Cette appropriation des forces sociales du travail devient adéquate au capital en devenant le fait du capital fixe lui-même, en étant incorporées en lui. Cette appropriation des forces sociales du travail qui était le fait du capital simplement de par les rapports capitalistes de production, de par l'usage de la force de travail devenant activité du capital du fait du premier acte de l'échange entre capital et travail (l'achat-vente de la force de travail), devient adéquate au concept du capital en ce que cette appropriation, en s'objectivant dans le capital fixe, n'est plus soumise à la collection des travailleurs. Cette soumission confirmait, en une identité productive s'affirmant face au capital, la force collective de travail engagée dans le procès de travail, même si cette identité relevait en dernière instance de leur aliénation commune dans le capital et trouvait en lui, dans son propre mouvement de reproduction, cette confirmation. Ce fut là une des limites de cette identité et des luttes qu'elle inerva.

Pour le capital "l'obtention d'un consensus" n'est pas une nécessité venant se surajouter à ces transformations "techniques". Les transformations "techniques" sont toujours des

transformations sociales totales, en ce qu'elles sont des réponses aux limites de l'accumulation antérieure, accroissant la productivité, l'intensité du travail, modifiant la valeur et la qualification de la force de travail, les modalités de fonctionnement du marché du travail et simultanément transformant le rapport contradictoire d'implication réciproque entre le prolétariat et le capital. En cela "la recherche de l'obtention d'un consensus" n'en est pas une. La transformation des modalités de l'implication réciproque est la transformation du rapport contradictoire entre les classes. En même temps qu'elle génère de nouvelles formes de luttes de la part du prolétariat, elle génère une nouvelle forme d'implication du prolétariat dans la reproduction du capital et les pratiques gestionnaires capitalistes qui lui sont adéquates. Les techniques de gestion des "ressources humaines" ne viennent pas intégrer une force de travail indéterminée, elles ne sont pas requises mais générées par le procès de travail, elles sont, à un moment donné, la formalisation, comme pratique de la classe capitaliste, du rapport contradictoire d'implication réciproque existant, mais n'existant pas sans elles.

Fondamentalement, la surestimation des pratiques capitalistes de recherche d'un consensus créant l'implication réciproque et "l'intégration" relève de la non-prise au sérieux du fait que le prolétariat est une classe du mode de production capitaliste. Les pratiques gestionnaires sont un moment, une détermination de cette définition, mais ce ne sont pas elles qui produisent cette définition du prolétariat comme classe de ce mode de production.

Enfin, une remarque relative aux contenus, que présente le texte, de ces nouvelles formes de "gestion des ressources humaines". Le but d'obtenir un consensus n'est pas devenu "la pierre angulaire des formes de base de la vie sociale" (p. 15). On retrouve là une de nos divergences antérieures avec le texte d'Etcétera. Le consensus, tout comme la domination antérieurement, ne sont pas les bases préalables du bon déroulement du procès productif capitaliste, c'est ce dernier qui en lui-même est ce "consensus" ou cette "domination". C'est le contenu nouveau de ce "consensus" qui donne l'illusion que le "consensus" est devenu le préalable. Ce contenu nouveau, si l'on se réfère au texte de Etcétera, réside dans la nécessité d'obtenir un consensus sur la base de la fragmentation, de la précarité, et donc de l'individualisation. C'est en cela que réside la "mystification", il semblerait que les éléments de la force de travail collective existent et mènent une vie particulière de façon séparée, individuelle, avant d'être intégrés dans le procès productif. Il faudrait donc, avant même qu'ait lieu le procès de production, que l'on obtienne l'adhésion de ces individus à une communauté à laquelle non seulement ils paraissent extérieurs, mais encore face à laquelle ils apparaissent comme individus isolés.

L'illusion consiste alors à prendre cela au pied de la lettre et à ne pas voir que l'individualisation des travailleurs, leur éclatement, n'est pas un fait premier, quelque chose à résoudre dans un consensus, dans la création d'une collectivité, mais déjà un fait produit. Le "traitement différentiel de chaque travailleur", n'est pas le procès d'obtention d'un consensus, qui en fait n'existe jamais, n'est pas le procès destiné à construire la force de travail comme force de travail collective d'un capital, mais le traitement d'une force de travail non plus seulement collective, c'est-à-dire attachée à un capital particulier comme lui appartenant, mais sociale, c'est-à-dire donnée comme appartenant à l'ensemble des capitaux et traitée comme telle par chaque capital particulier.

Le texte de Etcétera a constamment tendance à poser la question de "l'intégration" au processus productif comme celui de l'intégration de l'activité humaine et non de l'activité d'une classe. C'est à partir de là que le problème de l'intégration (ou de la domination) devient le problème crucial de la compréhension de la société capitaliste (de sa possibilité même). Ce qui doit être intégré (ou dominé) n'est pas déjà conçu et socialement défini dans son rapport à ce qui "l'intègre". D'où l'insistance sur les moyens technologiques de cette intégration : "cela implique d'étendre la technologie de contrôle des processus matériels en technique de contrôle du facteur subjectif" (p. 16). Le texte reconnaît que c'est la nature du procès de production "qui rend toujours plus précaire la situation de grandes sections croissantes de la force de

travail." (p. 15). Mais alors le "traitement différentiel" n'est pas quelque chose qui fera "accepter explicitement" un consensus aux membres de ces "sections croissantes", mais quelque chose qui déjà les a produit dans cette précarité, qui est déjà leur situation face au capital social auquel ils appartiennent. Leur appartenance intermittente à tel ou tel capital particulier n'a d'autre réalité que de maintenir ces travailleurs dans leur appartenance au capital social. Les politiques de "gestion des ressources humaines" n'ont pas pour fonction de créer un consensus au sens d'adhésion explicite à l'existence et à la réussite d'un capital particulier. Elles se contentent de placer les différents segments de la main-d'oeuvre à leur niveau, les fractions les plus précaires de la force de travail sont "intégrées" dans la reproduction d'un capital particulier pour ce qu'elles sont et selon ce que sont ces capitaux. Ce ne sont pas ces pratiques qui produisent leur appartenance à un capital particulier, c'est leur définition préalable par l'appartenance à l'ensemble des capitaux. L'illusion et la surévaluation de ces politiques consistent à considérer au pied de la lettre la propre vision que chaque capital particulier entretient avec "sa" main-d'oeuvre, ne considérant le rapport entre prolétariat et capital que comme le rapport entre telle force de travail et lui-même (tel capital). Le texte d'Etcétera part du point de vue du capital particulier lorsqu'on y lit que l'obtention du consensus est devenue "la pierre angulaire" de la reproduction du rapport. Comme si c'était l'obtention du consensus dans le cadre de telle ou telle entreprise particulière (ou dans leur somme) qui allait structurer le rapport social d'implication réciproque entre le prolétariat et le capital.

Face aux stratégies de consensus de la classe capitaliste, se développe un nouveau "cycle de luttes ouvrières" (p. 16-17-18). Pour Etcétera, ce cycle de luttes se caractérise par le caractère localisé et sectoriel des luttes, la disparition du "grand projet" d'émancipation prolétarienne, par le fait que la solidarité ("la vie sociale") se limite à celle pratiquée dans le procès de lutte, par la correspondance entre l'organisation atomisée du procès de travail et les formes atomisées de solidarité et de résistance. Ce qui est frappant dans ces pages c'est la concomitance entre la perception de certaines des caractéristiques du nouveau cycle de luttes et l'incapacité à dépasser une vision programmatique de la révolution, tant et si bien que face aux caractéristiques du nouveau cycle, Etcétera en arrive à déclarer caduque la perspective révolutionnaire fondée sur l'activité du prolétariat contre le capital. Elle note avec raison que l'adaptation des luttes prolétariennes aux nouvelles conditions sous lesquelles la force de travail est exploitée, c'est-à-dire l'adaptation à l'atomisation, la segmentation, conduit les luttes ouvrières à ne pouvoir promouvoir plus aucune forme de communauté. Pensant tirer les conclusions du nouveau cycle de luttes, elle déclare que ceux qui continuent à parler de communisme demeurent prisonniers de formes de pensée idéologiques antérieures. Ne pouvant concevoir que la contradiction entre le prolétariat et le capital puisse porter la production du communisme autrement que comme l'affirmation de la communauté prolétarienne du travail, les nouvelles caractéristiques du cycle de luttes qui, à l'évidence, mettent à mal cette communauté, conduisent Etcétera à déclarer caduque cette perspective et, dans le même mouvement, anachronique ceux qui continuent à la promouvoir. En un sens, vu ceux à qui s'adressent ce texte (Echanges), Etcétera a raison : le nouveau cycle de luttes proclame la caducité définitive de la perspective programmatique d'affirmation du prolétariat en tant que travail productif, créateur de valeur et communauté ouvrière.

Pour Etcétera, on l'a déjà vu, la contradiction entre le prolétariat et le capital est l'opposition de deux volontés, de deux stratégies. Avec les transformations techniques et celles de la "gestion des ressources humaines", le capital est parvenu à imposer au prolétariat l'éclatement de sa communauté et la fin de toute perspective d'affirmation. En quelque sorte le capital aurait définitivement vaincu, ce qui ne supprimerait pas sa conflictualité, mais ôterait à celle-ci toute dimension, toute perspective historique. Deux choses clochent dans ce raisonnement : la compréhension de la contradiction entre le prolétariat et le capital comme cycle de luttes ;

l'acceptation du caractère indépassable du programmatisme.

Le texte signé Etcétera et la lettre suivante signée Carlos (p. 22) ne comprennent les caractéristiques du nouveau cycle de luttes que comme description des luttes immédiates et non simultanément comme restructuration de la contradiction entre le prolétariat et le capital. Il en résulte que ces caractéristiques ne sont comprises que référées à l'ancien cycle (baptisé celui de l'ouvrier masse), par rapport auquel elles n'apparaissent que comme décomposition, éclatement, disparition de perspective. Ces caractéristiques ne sont produites que comme le négatif du cycle précédent. Tout change si l'on considère que ces nouvelles caractéristiques participent à une restructuration du rapport contradictoire entre le prolétariat et le capital. Participant alors d'une refonte de la contradiction, on les réfère aux nouvelles perspectives que produit cette restructuration. Le point fondamental de la restructuration du mode de production capitaliste qui a eu lieu de la fin des années 70 au milieu des années 90 est d'avoir situé le rapport contradictoire entre le prolétariat et le capital (l'exploitation) au niveau de la reproduction du capital, au niveau de son autoprésupposition, c'est-à-dire de la production capitaliste en ce que son principal résultat est la reproduction du rapport entre les classes. La contradiction entre les classes a acquis pour contenu et enjeu sa propre reproduction. Il en découle un point essentiel pour la compréhension et la perspective de la lutte de classe du prolétariat aujourd'hui : sa lutte contre le capital a pour enjeu et perspective dans l'abolition du capital, immédiatement sa propre abolition. C'est cela que manifestent les caractéristiques nouvelles du cycle de luttes que Carlos désigne avec perspicacité.

Loin donc de désigner une décomposition, une disparition de perspective, toutes ces caractéristiques désignent une nouvelle perspective, extrêmement plus prometteuse que celle de "l'ouvrier masse". Plus prometteuse, parce que, dans ces nouvelles caractéristiques et cette perspective, ce qui a disparu c'est l'affirmation d'une identité ouvrière qui avait toujours été, en tant que moyen terme du communisme, la formalisation de l'impossibilité de la révolution et du communisme lui-même. Corollairement, ce qui est produit c'est l'identité immédiate entre l'abolition du capital et son principal contenu l'abolition des classes, dont le prolétariat lui-même par sa propre action comme classe contre le capital. S'il est vrai, comme le dit Carlos, que critiquer le caractère localisé ou sectoriel des luttes "est simplement inutile", cela ne doit pas conduire à annoncer d'un côté la victoire répressive et totalitaire du capital, et de l'autre l'existence de formes de résistance du prolétariat diffuses et sans perspectives. Cela doit nous amener à reformuler l'ensemble de la contradiction entre le prolétariat et le capital dans le cadre d'une restructuration du mode de production capitaliste. Dans la perspective de Carlos et dans celle de Simon (Echanges) également (même si c'est pour en tirer des conclusions différentes), on admet des transformations dans le procès de travail, on admet des caractéristiques nouvelles des luttes, mais il faudrait que la contradiction entre le prolétariat et le capital et surtout sa perspective demeure identique quant à sa dynamique, son objectif et son sujet formel (l'ouvrier masse).

Ces luttes qui demeurent sectorielles, ces luttes qui sont jusqu'à leur "bitter end", ces luttes qui éclatent sur la reproduction de la force de travail, ces luttes de "désobéissance sociale" à tous les niveaux, expriment positivement et négativement une seule et même chose : la disparition de toute identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital et se posant comme base de la réorganisation de la société au-delà du capital.

Positivement, ce cycle de luttes est celui du dépassement de ce qui avait toujours été une contradiction insurmontable pour la lutte de classe du prolétariat : abolir le capital et les classes dans sa stricte action de classe. Ce cycle comporte la capacité, pour l'activité de la classe contre le capital, de produire l'appartenance de classe comme contingente, c'est-à-dire comme une contrainte extériorisée dans le capital. Le fait que le processus de la révolution se présentait toujours comme celui de l'affirmation sous une forme ou une autre du prolétariat était en soi l'impossibilité de la révolution et du communisme.

Négativement, en ce que cela signifie que la reproduction du capital est dans ce cycle de luttes la limite qu'affronte chacune des luttes dans sa particularité. Tant que cette phase de l'histoire du capital n'entre pas dans sa propre crise (c'est-à-dire quand elle ne peut plus aller de l'avant, il ne s'agit pas de relier la révolution à la misère), le prolétariat n'ayant aucune perspective à affirmer, à opposer, aucune perspective et existence pour soi sur laquelle exister face au capital, toute sa constitution comme classe, son existence de classe même n'existent que dans la contradiction avec le capital, ne sont produites que dans ce rapport et ne peuvent jamais devenir une existence pour soi, se rapportant à elle-même face au capital, ce que finalement Carlos relève à propos de la sectorisation des luttes. Tant que le capital se reproduit dans et par cette contradiction, le prolétariat produit et développe ses luttes selon les catégories du capital, sa division du travail, sa réification des éléments du procès de production, ses catégories sociologiques (jeunes, femmes, communautés...cf. "le renouveau syndical américain") et au pire raciales.

"L'implantation de mécanismes ouvertement répressifs" (p. 20) dont parle Etcétera, n'est pas quelque chose de nouveau dans la reproduction du face à face entre la classe ouvrière et le capital, dans l'action du capital destinée à placer la classe ouvrière en situation de le valoriser. "La gestion du consensus" n'a jamais suffi, ni même, moins superficiellement, l'automatisme de l'autoprésupposition du capital, car cette dernière ne fut justement jamais un automatisme, mais activités respectives de deux classes distinctes. Le caractère peut-être plus évident de ces "mécanismes ouvertement répressifs" tient non pas à un totalitarisme politique, mais au fait que la contradiction entre le prolétariat et le capital a pour enjeu la totalité de la reproduction du rapport. Dans sa restructuration, le capital a supprimé la capacité du travail à se poser comme son rival à l'intérieur du mode de production capitaliste, rivalité qui, au niveau politique, délimitait l'espace du jeu démocratique. La disparition de cet espace ne résulte pas de ce que le capital ne pouvait plus tolérer la démocratie, mais au contraire de ce que l'espace de celle-ci a connu un "big bang" du fait de l'élimination à l'intérieur d'elle-même du rôle du rival, elle peut s'étendre, comme citoyenneté, de façon homothétique sur l'ensemble d'une société civile qu'elle redéfinit ("totalitaire" car substantiellement identique en chacun de ses points).

L'absence de projet social (p. 18) ne signifie dans cette situation rien d'autre pour le prolétariat que l'absence de développement positif à partir de sa situation immédiate dans le mode de production capitaliste où il ne trouve aucune identité, confirmée par celui-ci, à défendre et à promouvoir comme étant, dans son affirmation et sa montée en puissance, le procès même de la révolution. Le prolétariat n'a ni disparu, ni serait devenu une sorte de pure négativité, la définition que donne, par exemple, Echanges dans la note de la page 5 de la brochure sur le mouvement de décembre 95 est toujours valable : "le prolétariat, au sens large, dont il est question ici, c'est très concrètement les salariés, contraints de vendre leur temps et leur force de travail, et qui de ce fait perdent tout pouvoir et toute liberté sur l'emploi de leur vie. Et qui quand ils le peuvent protestent contre le fait de subir." (il ne manque dans cette définition que la liaison avec le contenu de la production d'une autre société).

Concevant la dynamique de la lutte de classe du nouveau cycle avec les critères de l'ancien, Etcétera et Carlos ne peuvent donc que constater la disparition de tout projet de dépassement du capital sur la base de ce qu'est le prolétariat dans le mode de production capitaliste. Ils ne peuvent dépasser la vision programmatique (montée en puissance et affirmation de la classe) de la révolution et du communisme, ce que confirme la conception même qui est présentée de la lutte de classe dans la période antérieure : "En fait l'implantation du fordisme marque déjà le commencement d'un processus dans lequel la perspective "d'aller au-delà" du capital est abandonnée pour le concept de "vivre avec le capital"." (p. 18). C'est clairement la perspective programmatique qui est confondue, une fois pour toutes, avec ce que devrait être la révolution. Il s'ensuit que pour eux, le passage du capital à la subsumption réelle du travail

sous le capital sonne le glas des perspectives révolutionnaires. C'est alors l'ancien cycle de luttes lui-même, celui qui s'étend de la révolution russe de 1917 au début des années 70, qui n'est pas compris dans son originalité.

C'est un seul cycle de luttes qui s'étend de 1917 au début des années 70, comportant une césure considérable en 45. Cycle qu'il faudrait lui-même articuler avec les dynamiques antérieures du programmatisme. Les conditions de la subsomption réelle du travail sous le capital fondent le prolétariat à disputer au capital la gestion du mode de production selon des modalités qui lui seraient spécifiques s'il y parvenait. Plus encore et différemment qu'en subsomption formelle, il est légitimé à cela par le capital lui-même. Que cela soit irréalisable, impossible (non formellement mais dans les termes et conditions mêmes de ce "projet") ne change rien à l'affaire, cela a toujours été le cas. En confirmant à l'intérieur de lui-même une identité ouvrière, en intégrant la reproduction du prolétariat dans son propre cycle, en subsumant sa contradiction avec le prolétariat comme sa dynamique même, le cours de la contradiction entre le prolétariat et le capital en subsomption réelle, fonde le premier à proclamer : "la contradiction n'a plus lieu d'être". Ce qui est un projet de dépassement du mode de production capitaliste. Le capital fait du travail son propre rival à l'intérieur de lui-même : rapport conflictuel tout à fait différent, il est vrai, de celui du programmatisme classique (encore que la tendance à la prise en charge du développement du capital existe dans la social-démocratie classique, mais c'est une autre problématique générale, on peut toujours trouver, sorties de leur contexte, des formes embryonnaires de n'importe quoi), mais si massif, si total, qu'il peut aveugler. Cette rivalité est même pour le capital la grande faiblesse intrinsèque de cette première phase de la subsomption réelle, qui éclatera dans la crise de la fin des années 60-début des années 70, sous diverses formes plus ou moins radicales, et que la restructuration a pour contenu essentiel d'éliminer, après avoir dans un premier temps retourné contre le mouvement ses propres caractéristiques transformées en limites.

C'est en partant de là que l'on peut situer la dynamique persistante du programmatisme (appartenant pourtant essentiellement à la période de subsomption formelle du travail sous le capital) dans cette première phase de la subsomption réelle. La relation programmatique classique entre la montée en puissance de la classe et son affirmation autonome s'en trouve bouleversée. Dans un premier temps, entre 17 et 39, les termes sont dans une situation de violente conflictualité tout en s'impliquant. En effet au moment où l'affirmation autonome de la classe trouve sa légitimité absolue dans une montée en puissance de la classe à l'intérieur du capital telle qu'elle est incluse dans celui-ci, elle ne peut qu'affronter cette montée en puissance qui est la négation de son autonomie. La violence de ce processus entre 17 et 39, à l'intérieur même du prolétariat, dans sa contradiction avec le capital, laisse place, après 45, à une période où l'affirmation autonome se situe et se considère elle-même comme extérieure et différente de la montée en puissance, devenue simple rivalité (le plus souvent dans le cadre de la revendication de la démocratie) à l'intérieur de la reproduction du capital, même si elle ne peut que se référer sans cesse à cette montée en puissance. C'est la période de la marginalisation des "groupes radicaux".

Cette possibilité de la rivalité, cette légitimation même de la rivalité, c'est la faiblesse intrinsèque de cette première phase de la subsomption réelle. Et cette faiblesse intrinsèque éclate dans la crise de la fin des années 60, où le prolétariat va décliner de la façon la plus réformiste à la façon la plus révolutionnaire son projet de réorganisation de la société "sur la base du travail", qui n'est pas encore à ce moment là, un projet alternativiste, mais la révolution telle qu'elle se présente alors. Ce mouvement fut brisé, il y eut défaite ouvrière. Mai 68 est battu, l'automne chaud italien (qui dura trois ans) aussi, les vagues de grèves sauvages américaines également, le mouvement assembléiste espagnol, etc., sans oublier toute l'insubordination sociale qui avait gagné toutes les sphères de la société (l'histoire de cette période n'a pas encore été écrite). La défaite n'a pas l'ampleur de celle de 17-36, mais la

restructuration en jeu n'est pas non plus de même ampleur, on reste dans le même mode de subsumption. Il y a cependant défaite et contre-révolution. Dit de façon un peu abrupte et exagérée : le capital reprend le pouvoir dans les usines et dans l'ensemble de la reproduction sociale. On peut même parfois dater cette défaite comme avec la manifestation anti-grévistes de la F.I.A.T en 1980, ou la reprise en main patronale et syndicale dans l'automobile en France à la suite des grèves violentes et massives de 81-84.

On comprend que cette "rivalité", le contenu même de l'ancien cycle, amène Etcétera et Carlos à douter de la capacité même de l'ouvrier masse dans le fordisme de présenter une perspective centrale allant au-delà du capital. A plus forte raison, si l'on demeure dans une perspective programmatique, la situation actuelle apparaît comme sans perspective globale de dépassement du capital. C'est dans la lettre de Carlos à Simon (p. 24) que se trouve le noyau dur de la position d'Etcétera. "La réduction de toute condition humaine à celle de force de travail (c'est-à-dire la prolétarianisation croissante de la population) ne correspond pas à une formation sociologiquement homogène, comme cela se passait avec la classe ouvrière du fordisme après la deuxième guerre mondiale. Enfin, on pourrait dire que nous vivons dans un procès de transformation compréhensible au travers de la désagrégation des formes de domination du capital (du fordisme classique à la production décentralisée laquelle comporte la décomposition des formes d'agrégation de l'ouvrier d'usine). C'est en ce sens que l'on peut dire que le modèle de confrontation classique s'est modifié au fur et à mesure que l'extension de la domination du capital entraînait la disparition même de la subjectivité formelle qui se formait comme sujet social autour de la classe ouvrière industrielle, et comme réalité pratique dans les mouvements de masse. Par contre, les nouvelles techniques de production et de gestion contribuent à former une structure très hiérarchique dans l'ensemble de la force de travail, de manière que ce qui autrefois s'exprimait sous la forme de la lutte de deux classes, s'exprime dorénavant par l'éclatement de multiples contradictions. Or, il n'y a plus de contradiction fondamentale, mais une conflictualité qui s'étend partout dans les pays capitalistes développés à travers de petits délits, infractions et insubordinations tant dans la sphère de production que dans la vie sociale en général. Cet éparpillement des conflits concernant des couches plus ou moins larges de travailleurs et de populations prolétariées ne se relie pas autour d'un but final, comme cela se passait autrefois avec la classe ouvrière organisée dans les partis et les syndicats, mais apparaît aujourd'hui comme une tendance de décomposition de la société capitaliste plutôt que comme une tendance de recomposition d'un sujet historique entraînant n'importe quelle alternative de socialité. Cela ne signifie pas, à mon avis, la fin de la lutte de classe comme le voudrait la sociologie postmoderne, mais sa transformation correspondant à la phase actuelle du développement de l'exploitation de la force de travail. Et cela signifie aussi, du côté des travailleurs, de nouvelles expressions de résistance, d'organisation et même de nouvelles valeurs et conceptions de la lutte parfois contradictoires avec celles que nous connaissons du passé." (p. 24).

Le problème essentiel qui se trouve posé ici est celui de la disparition d'une "contradiction fondamentale". Cette dernière cédant la place à "une conflictualité qui s'étend partout" sans homogénéité. Qu'est ce que Carlos entend par "contradiction fondamentale"? Ce n'est pas l'exploitation, c'est-à-dire que ce n'est pas vraiment la "contradiction fondamentale" dans son abstraction, et c'est à partir de là que la conception de Carlos est biaisée, qu'elle peut déraiser (on verra comment). Ce que Carlos entend par "contradiction fondamentale", il nous le dit. Il faut pour que l'on ait "contradiction fondamentale" que l'exploitation donne naissance à, et mette en mouvement, une "formation sociologiquement homogène, comme cela se passait avec la classe ouvrière du fordisme après la deuxième guerre mondiale". C'est-à-dire qu'il faut que l'on ait affaire à "la subjectivité formelle qui se formait comme sujet social autour de la classe ouvrière industrielle, et (à) une réalité pratique dans les mouvements de masse". Si l'on comprend bien ce que veut dire Carlos : pour qu'il y ait "contradiction fondamentale", il faut

que l'exploitation mette en mouvement une figure sociale homogène, centrale et dominante de la classe ouvrière, capable d'avoir conscience d'elle-même comme sujet social, c'est-à-dire capable de se rapporter à elle-même dans son identité face au capital. De ce point de vue là, il n'y aura plus de "contradiction fondamentale". Carlos a raison de ne pas se contenter du jeu des abstractions et du confort de l'affirmation de contradictions qui existent toujours puisque le capital existe, et de tendances objectives qui doivent de toute façon nous assurer la victoire. Il a raison de considérer que les concepts ne font pas l'histoire et qu'ils ne sont que l'abstraction explicative de processus réels qui eux ont toujours une forme historique. Mais là où il a tort, c'est de ne considérer que des formes historiques, de ne pas produire, à partir d'elles, une abstraction. En considérant comme "contradiction fondamentale", non pas l'exploitation, mais une forme historique de l'exploitation, la disparition de cette forme historique de la contradiction, élevée au rang de forme absolue, devient la disparition de la contradiction. Cependant ce point de méthode ne répond pas à la question que soulève Carlos. Nous avons seulement compris que ce que Carlos appelle "fondamentale", c'est une figure sociale ouvrière hégémonique, développant sur sa base d'existence un projet autre et face au capital. En ce sens, on l'a dit, il n'y aura plus de "contradiction fondamentale". Est-ce pour autant que nous devons accepter la vision d'une "conflictualité diffuse"? Non, et pour plusieurs raisons.

D'abord parce que, intégrés dans une autre totalité, ayant perdu leur centralité en tant que principe organisateur du procès de travail, la "grande usine", les grands rassemblements ouvriers, n'ont pas disparu. Ils ne sont plus le principe organisateur; ils sont devenus les éléments d'un principe organisateur qui les englobe, mais ils existent et se développent même encore.

Ensuite, et surtout, parce que ce que Carlos appelle "fondamental" dans la contradiction, n'est plus dans ce cycle de luttes, de par ses caractéristiques, quelque chose de sociologiquement donné a priori, comme pouvait l'être l'ouvrier masse dans la "grande usine", mais quelque chose d'aléatoire. Ce qui prend maintenant la place du "fondamental" dont parlait Carlos, et qui est le nouveau "fondamental", est un phénomène de polarisation, qui échappe à toutes les déterminations sociologico-théoriques a priori. Un conflit particulier peut polariser l'ensemble des conflits et des contradictions qui jusque là semblaient mener indifféremment leur bonhomme de chemin. Cela parce que, en fait, ils ne mènent pas indifféremment leur chemin. Le caractère diffus des contradictions n'est pas le moment premier, n'est pas une juxtaposition, il y a connexion interne entre ces luttes éparses, diffuses. Cette connexion est précisément ce qui les rend éparses et diffuses. Il y a production de la diffusion. Nous retrouvons dans cette diffusion une vieille connaissance : la reproduction du capital. Le caractère diffus, segmenté, éclaté, corporatif, des conflits, c'est le lot nécessaire d'une contradiction entre les classes qui se situe au niveau de la reproduction du capital, au niveau de son autoprésupposition. La reproduction du capital selon ses catégories mêmes fonde la limite de ces luttes, leur isolement et / ou leur "bitter end". C'est le côté "négatif" du nouveau cycle de luttes que nous évoquions précédemment. Mais c'est parce qu'il ne s'agit pas d'une somme d'éléments juxtaposés, mais d'une diffusion produite à partir d'une modalité historique de la contradiction entre prolétariat et capital, qu'un conflit particulier, de par ses caractéristiques, par les conditions dans lesquelles il se déroule, par la période dans laquelle il apparaît, peut se trouver en situation de polariser l'ensemble de cette conflictualité qui jusque-là apparaissait comme irréductiblement diverse et diffuse (c'est beau comme une négation de la négation). C'est, avec la restructuration et le nouveau cycle de luttes, une dynamique extrêmement riche de perspectives, dépassant cette unité a priori de la classe qui ne pouvait se fonder que sur une existence dans le capital à affirmer comme processus de la révolution, qui se met en place. Cette dynamique est le dépassement de toutes les limites internes des "révolutions" passées. Bien sûr, cette critique a sur Carlos l'avantage d'être écrite après la grève de nov.-déc. 95, et

après la lutte des chômeurs et précaires en France. Ces mouvements n'ont pas réalisé cette polarisation, mais ont permis d'en définir théoriquement la notion.

La proposition d'Etcétera selon laquelle : "cet éparpillement des conflits concernant des couches plus ou moins larges des travailleurs et des populations prolétarisées ne se relie pas autour d'un but final comme cela se passait autrefois ..." est à la fois vraie et fausse. Vraie en ce qui concerne le : "comme cela se passait autrefois". Etcétera reste ici prisonnière de la vision programmatique de la révolution communiste comme affirmation de la classe sur la base de ce qu'elle peut être positivement à l'intérieur du mode de production capitaliste. Fausse, en ce que les caractéristiques du nouveau cycle de luttes ne dépassent pas, dans ce texte, un simple niveau descriptif, elles sont seulement reliées à des transformations techniques et à une stratégie de gestion et de maintien de l'ordre de la part de la classe capitaliste.

Les choses prennent une tout autre allure si l'on considère le nouveau cycle de luttes comme restructuration du rapport entre le prolétariat et le capital, si l'on considère le contenu de la contradiction qui historiquement se met en place à partir de la fin des années 70. Cette contradiction a alors un contenu et une dynamique que l'on peut synthétiser, contenu et dynamique expliquant le caractère diffus, sectorisé, des luttes : plus de confirmation d'une identité prolétarienne, contradiction au niveau de la reproduction des rapports de classes, constitution de la classe dans la contradiction avec le capital, limites des luttes dans la reproduction du capital, et par là même suivant ses catégories réifiées de reproduction. C'est alors une dynamique extrêmement riche de perspectives dans le dépassement de toutes les limites antérieures du processus révolutionnaires qui se dessine. Encore une fois, le texte de Etcétera aperçoit cette nouvelle dynamique, mais faute d'avoir relié cycle de luttes et restructuration du rapport entre le prolétariat et le capital, et d'avoir dépassé la vision programmatique dans son approche de ce que peut être une révolution communiste, cette vision demeure négative. Etcétera n'aperçoit qu'une tendance à la "décomposition de la société capitaliste" (p. 24) et plus loin : "...actuellement on dirait que le communisme c'est tout simplement la virtualité du changement social qui découle de la multiplicité des conflits ; c'est-à-dire la négation du statu quo social qui s'aperçoit dans le fait qu'il y a des conflits, bien que leurs protagonistes mêmes n'envisagent pas comme but la substitution à cet ordre social d'un autre." (p. 25). Déjà, p. 18 : "L'absence d'un projet social et la chute dans l'immédiateté caractérisent le nouveau cycle de luttes prolétariennes". Etcétera met le doigt sur des choses extrêmement importantes comme la négation du statu quo social, le processus de "décomposition de la société". En fait, ce sur quoi elle met le doigt, c'est sur le fait que la contradiction se déroulant, dans ce nouveau cycle de luttes, au niveau de la reproduction, elle ne peut être exprimée pratiquement dans les luttes, sans que cette reproduction soit mise en jeu. Cela signifie pour le prolétariat la remise en cause dans la lutte de sa propre situation sociale et des rapports qui définissent et renouvellent la contradiction entre les classes. Mais comme toujours Carlos ne voit pas ce qu'il peut y avoir extrêmement porteur et révolutionnaire dans cela, restant accroché à un moment dépassé de la révolution. Peut-on encore parler de but ? Là encore Carlos a raison, la notion de but et encore plus celle de finalité sont caduques : "je ne sais pas jusqu'à quel point il est cohérent d'utiliser ces mots chargés de connotations finalistes et déterministes à l'heure d'entreprendre la critique de la société actuelle et de ses conflits" (p. 25). Cependant, là aussi la perspicacité de Carlos est unilatérale. Pour lui, la théorisation du communisme ne peut plus être ni inductive, ni déductive. Qu'elle ne puisse plus être déductive, cela ne fait aucun doute, elle ne l'a jamais été, tout au moins sous les formes auxquelles pense Carlos. Si elle le fut, c'était en considérant le but final comme l'entière réalisation de l'être déjà donné du prolétariat comme classe du travail productif de valeur. Mais, à bien y regarder, cette démarche déductive se ramène à une démarche inductive, en ce que ce but final se ramène à ce qu'était déjà la classe. En ce qui

concerne une démarche inductive dans la théorisation du communisme. On ne peut, il est vrai, détecter dans les luttes actuelles, les formes qui annoncent le communisme (mais y-a-t'il eu une époque où cela était possible? peut-être celle de l'anarcho-syndicalisme?). Cette détection est impossible, parce qu'il n'y a pas d'éléments à détecter. La révolution communiste n'est pas une transcroissance à partir des luttes actuelles, mais résulte d'un dépassement de la contradiction entre le prolétariat et le capital telle qu'elle est le cours quotidien des luttes et du développement du capital, dépassement qui est produit à partir et dans ces luttes quotidiennes. Ce dépassement c'est le moment où dans ces luttes quotidiennes, dans une situation où la contradiction se polarise, la production de l'appartenance de classe (de l'existence même du prolétariat comme classe) est extériorisée dans le capital au cours de sa lutte contre lui. Cela est possible, à partir de ce cycle de luttes, parce que la définition du prolétariat comme classe ne comporte plus aucune confirmation d'une identité pour soi de la classe et que la contradiction se pose dorénavant au niveau de la reproduction du rapport, donc des classes. Seul un tel niveau historique de la contradiction entre le prolétariat et le capital peut devenir le moment où cette appartenance de classe extériorisée dans le capital devient une contrainte extérieure, c'est-à-dire une contingence. C'est à ce point là que la structure et le contenu de la contradiction, telle qu'elle était "cours quotidien de la lutte de classes", se dépasse en contradiction révolutionnaire. Il n'y a pas transcroissance des luttes actuelles à la révolution, il n'y a donc pas, il est exact, de formes de la révolution et du communisme déjà repérables dans les luttes actuelles d'où l'on pourrait induire le communisme. Il y a cependant une structuration et un contenu de la contradiction entre les classes productifs de son dépassement, auxquels répondent les luttes actuelles dans leur dynamique et leurs limites.

Carlos relève une "tendance à la décomposition de la société capitaliste" et non la formulation positive d'un projet. Mais cette tendance n'est-elle pas pour nous quelque chose de bien plus prometteur que toutes les formulations positives de projets? Il aurait été intéressant que Carlos développât cette idée, avec si possible quelques exemples à l'appui. Ce n'est pas si évident que "décomposition de la société capitaliste" et reconstitution d'un sujet historique s'opposent, soient exclusives l'une de l'autre. C'est vrai que l'on est confronté à un caractère diffus des luttes, à leur segmentation, à leur corporatisme, à leur limitation sur une aire particulière de la reproduction du capital. Mais un mouvement comme celui de nov.-déc. 95 en France, nous montre que cela peut être dépassé tout en conservant ce que cette diffusion, cette dispersion, exprimait, c'est-à-dire la capacité à poser la contradiction entre le prolétariat et le capital au niveau de la reproduction du mode de production capitaliste et donc des classes elles-mêmes dans leurs rapports, avec, c'est sûr, les limites inhérentes au développement et au cours immédiat d'une telle structure et d'un tel contenu de la contradiction. Cette grève, tout le monde l'a dit, était un mouvement ambigu. Mais l'ambiguïté n'est pas là où on la voit habituellement : entre la défense des acquis et la volonté d'en découdre avec l'ensemble des règles de reproduction de la société capitaliste. C'est dans la défense des acquis que résidait l'ambiguïté : idéalisation de la sécurité sociale (à la fois limite et objectif idéal du mouvement). Que les rapports entre individus ne soient plus des rapports comptables. En fait la défense des acquis ne prit de l'ampleur et cette tournure idéale que parce que dans cette lutte de "défense d'un stade antérieur", les aspects nouveaux du rapport entre les classes définis par la restructuration étaient la condition même de la lutte et de son ampleur. Une immense révolte contre les nouvelles modalités de l'exploitation de la force de travail. Si la défense des acquis n'avait pas été investie par ce contenu là, il n'aurait pu déboucher que sur une gestion politique, une volonté de réorganisation sociale sur la base du travail, un regain de programmatisme, ce ne fut pas le cas. A part cet idéal, toutes les propositions réformatrices n'intéressaient pas le mouvement, le "sommet social" final fut un événement tout à fait extérieur à la lutte, à peine une stratégie de sortie de crise, tant le mouvement de luttes lui-même s'était arrêté à partir des enjeux que la lutte avait révélés et qu'il ne pouvait prendre en

compte. La contradiction se situait bien au niveau de la reproduction du rapport entre les classes, tout en spécifiant un de ses aspects : la reproduction de la force de travail prise en elle-même (c'est-à-dire face à une richesse considérée comme neutre - objet et non rapport social -). Si ce fut la limite du mouvement, il faut considérer que toute lutte se situant au niveau de la reproduction du capital trouve dans les catégories de celle-ci, qui lui sont renvoyées par le capital comme son cadre même d'expression, une limite intrinsèque à sa propre définition, à sa propre existence. Vu la généralité du conflit, la limite spécifique de cette grève prit en définitive la figure du citoyen.

Plus la reproduction du capital et le processus d'exploitation sont diffus et segmentés sur l'ensemble de la société transformée en un immense métabolisme du capital, plus, dans le même mouvement, augmente la capacité pour chacun de ces segments de polariser l'ensemble de la contradiction entre les classes au niveau de sa reproduction, car fondamentalement ces segments avant même d'être séparés forment une totalité et ne sont séparés que comme fragments de cette totalité . Mais plus également, et simultanément, chacune des luttes dans chacun de ces segments trouve dans cette reproduction une limite inhérente à cette polarisation, car elle ne peut passer pour être cette polarisation que par la division comme condition même de la polarisation. C'est le cours actuel des luttes de classes : "l'histoire avance par ses mauvais côtés".

La "recomposition du sujet historique" ne sera plus jamais celle du "front populaire" ou de "l'ouvrier masse", il ne se recomposera plus autour d'une identité pour soi face au capital et confirmée par et dans la reproduction de celui-ci qui lui confère cette identité pour soi. Ce sujet n'est pas pour autant une négativité évanescence, il est l'action des classes dans chacun de ces conflits, dans chacune de ces actions souterraines et quotidiennes, dans chacune de ces résistances, il est cette action avec toutes ses limites. Il n'est pas à ce moment là "décomposé" par une multiplicité de contradictions sectorielles ou locales, à partir desquelles on ne pourrait concevoir la recomposition que comme somme, agrégation, il est simplement le prolétariat dans son rapport contradictoire d'implication réciproque avec le capital, dans les limites spécifiques de ce cycle de luttes. Le prolétariat est une classe révolutionnaire non de par une "nature révolutionnaire", "une essence révolutionnaire", mais de par sa situation dans le rapport contradictoire entre prolétariat et capital, il en résulte qu'il est vain de le chercher à l'oeuvre comme on chercherait une force révolutionnaire qui va de façon permanente contre le capital pour la réalisation de ses intérêts propres de classe "révolutionnaire", de ses intérêts "historiques". C'est toute idée de norme référentielle qu'il faut abandonner. Dans le "conflit du 93" (mouvement de grèves de nombreux établissements scolaires du département de Seine Saint Denis, en mars-avril 98), nous avons une critique de la reproduction sociale des classes. On peut dire que celle-ci s'est faite au nom de l'éducation, d'une égalité abstraite des personnes et de la démocratie, mais il serait vain de dire que dans cette mesure il n'y eut pas, en conséquence, de critique de la reproduction sociale, que le mouvement ne se serait pas aperçu de ce qu'il faisait. Le mouvement était ainsi la critique de la reproduction sociale et c'est ainsi qu'il ne manqua pas de conflits internes au mouvement sur cette critique de la reproduction sociale, sans y opposer une norme de la critique de la reproduction sociale face à celle-ci.

La norme renvoie toujours à une "essence révolutionnaire", alors que l'on ne peut parler pour définir le prolétariat que de situation dans une contradiction. A partir de cette situation du prolétariat, la question connexe à celle de la contradiction fondamentale et du sujet historique, porte sur le déterminisme et l'inéluctabilité de la révolution, mais elle se pose alors différemment de la façon dont elle se pose si on la réfère à une essence, même si l'on constate que celle-ci est en voie de déliquescence. Le cours des contradictions du mode de production capitaliste n'a pas d'autre existence que le cours contradictoire de l'exploitation et donc n'existe que comme lutte de classes. Même la baisse tendancielle du taux de profit est une

contradiction entre des classes comme nous l'avons souvent développé et expliqué dans Théorie Communiste. On peut faire une démonstration semblable en ce qui concerne la compréhension du capital comme contradiction en procès : démonstration capitale en ce qui concerne l'analyse de la lutte des chômeurs et précaires de l'hiver 97 / 98.

Ce qu'il importe de saisir c'est que cette contradiction entre le prolétariat et le capital a un contenu, l'exploitation, la baisse du taux de profit, le capital comme contradiction en procès, et que en cela ce contenu de la contradiction n'est pas un déterminisme objectif poussant la lutte du prolétariat et rendant quoi qu'il arrive l'aboutissement inéluctable, en ce qu'il serait écrit d'avance dans les lois économiques. Ce contenu est l'activité respective contradictoire du prolétariat et de la classe capitaliste. Le communisme est la résultante de l'activité du prolétariat contre le capital, à partir de ce qu'est le prolétariat, historiquement, dans ce cycle de luttes. Si ce procès est "ouvert", comme le dit Carlos, c'est qu'il y a réellement production du communisme. Les luttes actuelles ne se relient pas autour d'un but final dans ce qu'elles sont immédiatement, ce qui donnerait dès maintenant une existence à ce but, ne serait-ce que comme potentialité enfermée dans ces luttes. Ce qui établirait une démarche téléologique, le mouvement n'étant que le but déjà donné, se produisant lui-même. La révolution et la production du communisme sont le dépassement par elles-mêmes de ces luttes, dépassement qu'elles produisent dans sa forme et son contenu à partir de ce qu'elles sont, de leur propre histoire dont elles sont le sujet.

Carlos ne voit dans la multiplicité des conflits que la "décomposition de la société capitaliste" et la "négation du statu quo social", et à partir de là le communisme comme la "virtualité du changement social". Ce n'est pas recréer un finalisme ou un déterminisme que de dire que ces conflits, cette "décomposition" et cette "négation", c'est-à-dire les caractéristiques du nouveau cycle de luttes, appartiennent, expriment et définissent un stade historique de l'exploitation comme contradiction entre les classes. En cela, au-delà de leur diversité et sectorisation, elles composent bel et bien un cycle de luttes. Ce cycle de luttes a des caractéristiques, une dynamique, et dans les activités respectives des classes qu'il met en mouvement, produit la possibilité de son dépassement comme le mouvement même de ces luttes et, selon leur propre nature, de la contradiction. Il ne s'agit pas de nier l'état actuel des limites de la lutte de classes, en disant que de toute façon l'histoire et la baisse du taux de profit veillent sur tout cela et sur nous. Mais dans le même moment où on définit ces caractéristiques et ces limites, comme caractéristiques et limites d'un cycle de luttes, c'est une forme historique spécifique de la contradiction qu'est l'exploitation que l'on définit, et par là non un but à accomplir, une finalité à atteindre, mais une dynamique, une contradiction productive de son dépassement : les activités réelles de ses termes donnant forme et contenu à ce dépassement. La grande différence avec la démarche de Carlos consiste à replacer les caractéristiques du nouveau cycle dans le cadre d'une restructuration de la contradiction entre le prolétariat et le capital et donc de ne pas leur demander de nous donner ce qu'elle ne peuvent plus, heureusement, nous donner : le projet social de l'ouvrier masse. Cette restructuration est, dans la nature de la contradiction qu'elle définit, dépassement de toutes les limites antérieures du programmatisme (affirmation de la classe ; révolution comme montée en puissance de la classe dans ce mode de production et selon les caractéristiques positivées dans celui-ci - travail, valeur... - ; transcroissance du communisme à partir des luttes immédiates, période de transition ; identité ouvrière pour soi face au capital...), et qui place cette contradiction entre le prolétariat et le capital au niveau de sa reproduction. Par là on confère non pas un but à la contradiction, mais une dynamique historiquement définie et définissant la forme et le contenu du dépassement qu'elle produit (ainsi que de ses limites : la reproduction). Si l'on voit cette contradiction, sa dynamique et le niveau où elle se situe dans les luttes de ce cycle (et Carlos délimite bien toutes les caractéristiques qui la définissent), il est évident que vu la nature, la structure de cette contradiction, on ne pourra pas détecter "les formes qui amorcent le communisme à

partir de ces luttes" et cela même dans ce qu'elles ont de plus dynamique et porteur d'avenir, elles produisent un dépassement mais elles ne sont pas un embryon.

- Lettre de Henri Simon à Carlos : "Sur la situation de la classe ouvrière moderne" (12 / 2 / 92)

Dans le commentaire critique de cet échange de textes et de lettres, nous laisserons de côté le début de la lettre de Henri Simon sur la nature des syndicats, du syndicalisme et des rapports qu'ils peuvent entretenir avec des "organismes de base" comme les Cobas ou les coordinations. Nous avons souvent abordé cette question dans *Théorie Communiste* et nous ne pouvons que renvoyer, par exemple, au livre "Le journal d'un gréviste". Simon fait lui-même référence au travail que nous avons fait sur les coordinations à la SNCF (TC 10). Face à la thèse centrale de Carlos, la disparition d'une "contradiction fondamentale", le premier argument que développe Simon est que la classe ouvrière, sous sa figure de l'ouvrier masse, n'a pas disparu, et demeure même encore dominante. C'est juste quantitativement et sociologiquement, faux théoriquement. Faux théoriquement, en ce que les grandes concentrations ouvrières, la perpétuation et même l'extension de ce que les opéraïstes appelaient la "grande usine", n'ont plus la même signification, la même place dans la gestion, la reproduction, et l'exploitation de la force de travail. Alors qu'elles étaient le point focal organisant l'ensemble de cette reproduction, elles sont elles-mêmes maintenant placées dans une reproduction et un procès de subsumption du travail sous le capital qui les englobent. Il ne s'agit pas comme semble le faire Carlos de privilégier les situations d'emplois précaires, l'économie souterraine, la sous-traitance, l'intérim, les stages, comme étant la nouveauté du rapport, cela contre le "prolétariat classique" (Simon), ni ce dernier en se fondant sur sa prédominance quantitative. La nouveauté c'est l'ensemble que forment cette segmentation du marché du travail et du procès productif. C'est cet ensemble qui est une détermination de la modification du rapport d'exploitation et qui, entre autres éléments, définit la restructuration de la contradiction entre le prolétariat et le capital. En rester à la dominance quantitative du "prolétariat classique" (ce qui, soit dit en passant, est une nécessité théorique pour *Echanges*) est donc faux théoriquement en ce que premièrement on laisse de côté l'ensemble nouveau qui est formé par la segmentation du procès de travail qui ne se résout pas à une simple juxtaposition, et en ce que deuxièmement, si c'est bel et bien un ensemble organique et non une juxtaposition, cela signifie que nous avons toujours affaire à la "contradiction fondamentale" entre le prolétariat et le capital qu'est l'exploitation. Mais à ce moment là, il devient nécessaire de définir, dans sa spécificité historique, cette contradiction, ses enjeux, les modifications pratiques des luttes et de leur rapport à la révolution. Elles n'ont plus ni les caractéristiques, ni le contenu, ni les enjeux, qui étaient ceux de la période précédente; cela n'enlève rien au fait que, comme le fait Simon, il est important de rappeler la poursuite de la prolétarianisation à l'échelle mondiale.

Quand Simon (p. 30), insiste sur l'homogénéisation de la classe ouvrière, homogénéisation toujours existante et même gagnant de nouveaux secteurs, il semble d'abord que ce n'est pas si évident. Dans les zones de délocalisation de la production (pays du "tiers monde"), on assiste souvent, en un site de production qui peut rester identique, soit à l'utilisation de vagues successives de main-d'oeuvre venues d'horizons et même de pays divers, soit à un turn-over important à l'intérieur d'un même gisement de main-d'oeuvre. Ou alors : le déplacement à l'intérieur d'une même aire géographique assez large des sites de production. Cela s'accompagne très souvent, à l'intérieur même d'une main-d'oeuvre déjà surexploitée, de la création d'une segmentation encore plus profonde que dans les pays du "centre" (travail des enfants, tâcheronage, cf., entre autres, dans *Echanges*, les textes de Kamunist Kranti sur les aciéries indiennes). L'homogénéisation du "fordisme" est bien morte, et il serait erroné de

passer de l'extension d'un procès de travail, qui est celui du fordisme, dans les pays du "tiers monde", à la conclusion que c'est le "fordisme" et son homogénéisation de la reproduction de la force de travail et des normes de consommation qui s'étend (même un pays comme la Corée a dû s'en apercevoir). Ce n'est, de toute façon, le plus souvent, même pas un procès de travail fordiste qui se met en place, mais ce que Lipietz, dans un livre déjà ancien ("Mirages et miracles", 1985) appelait "le taylorisme sanguinaire".

Finalement, le point le plus important n'est pas de savoir si certains éléments subsistent de l'homogénéité ouvrière, ni même de savoir s'ils sont encore dominant statistiquement, mais de savoir dans quel ensemble ils sont organisés et reproduits. Cependant, prenons un par un les arguments de Simon en faveur "de la reconstitution d'une forme sociale prolétaire différente de l'ancienne, mais non pas hiérarchisée comme tu (Carlos) le dis mais au contraire plus homogène (songe qu'en Grande-Bretagne, les usines automobiles japonaises n'ont plus qu'une seule catégorie d'ouvriers, ce à quoi essaient de tendre les usines déjà installées)." (p. 31).

Renseignement certainement exact, mais cela n'est-il pas à mettre en relation avec ce que Simon nous disait en haut de la page à propos de l'usine Renault de Douai dans le Nord, où cette usine avec 6300 salariés commande un réseau industriel local de 25000 salariés, ce qui relativise "l'unité" des 6300.

On a déjà évoqué la délocalisation dans les pays "en voie d'industrialisation", et il semblerait que là l'homogénéisation ne soit que très relative. En ce qui concerne les "pays anciennement industrialisés", la croissance des formes d'emplois précaires et de la sous-traitance (sans parler de l'économie souterraine) ne prêtent pas, semble-t-il, à discussions.

Page 30, 1^{er} § : "L'usine avec la division taylorienne du travail et la chaîne de montage est toujours là, même si l'automation y a apporté des transformations profondes". Il faudrait se décider à dire quelles sont ces "transformations profondes", en tenir compte et ne pas se contenter de les évoquer pour ensuite continuer à dire que rien n'a changé. L'automation qui apporte des "transformations profondes" ne laisse pas intacte la force de travail collective : un processus double de sur et sous qualification des postes de travail, une plus grande flexibilité de l'utilisation des équipements et de la force de travail, accroissement des charges de travail par la multiplication sur un même produit des options et des séries courtes, intégration immédiate des données du marché dans le procès de production, transformation du rapport aux forces sociales du travail intégrées de façon adéquate au capital fixe, transformation des activités de maintenance, externalisation possible de certaines fonctions, poids sur la stabilité de l'emploi et des carrières, concurrence sur le marché du travail...

Le deuxième § nous dit qu'il y a toujours des ouvriers d'industrie et même plus qu'avant, là n'est pas la question. On l'a vu, c'est aussi vrai qu'inutile.

Le troisième § porte sur la prolétarianisation dans le secteur des services. Là également Simon semble confondre prolétarianisation et homogénéisation (nous laissons ici de côté le problème pourtant fondamental de la distinction entre plus-value et profit). Il faut voir les formes d'emplois, le turn-over organisé par les directions, le développement du travail sous forme de stages, la précarisation (cf. le secteur de la grande distribution). Le transport routier également offre des formes on ne peut plus "perverses" de prolétarianisation (le chauffeur travaillant pour une grosse entreprise a le statut d'artisan indépendant sur un camion qui n'est pas à lui). On pourrait multiplier les exemples dans "La Poste" ou les hôpitaux. Massification, prolétarianisation, ne sont pas synonymes d'homogénéisation, celle-ci n'est pas un donné objectif, loin de là, mais justement tout un "travail subjectif" que le prolétariat accomplit dans les conflits contre le capital (avec plus ou moins de volonté de l'accomplir et plus ou moins de réussite). C'est dans la lutte du prolétariat que peut prendre corps le dépassement de cette segmentation, précisément parce que, comme nous le disions, elle n'est pas un moment premier mais déjà le mouvement d'une totalité. Mais il ne sert à rien de ne pas la reconnaître. Le quatrième § met en relation dispersion et pôles industriels. Là, on peut être tout à fait

d'accord. C'est l'ensemble qui compte, ensemble dans lequel s'effectue ce qui est théoriquement le point essentiel de cette déshomogénéisation : la disparition d'une identité ouvrière confirmée à l'intérieur de la reproduction du capital, et non la question de la dispersion physique des éléments, même si la première ne peut aller sans la seconde. Il s'agit dans cette diversification, précarisation (dont le chômage massif est partie prenante), flexibilité, sous-traitance, économie souterraine, de briser tout ce qui peut faire obstacle à la baisse de la valeur de la force de travail, au double moulinet de l'autoprésupposition du capital, à sa fluidité. Ce sont les formes immédiates objectives et subjectives dans lesquelles s'est matérialisée la défaite de l'ancien cycle de luttes. Ainsi, si la forme classique de la "grande usine" perdure, c'est avec un tout autre contenu, du fait de l'ensemble dans lequel elle se situe, et de son propre fonctionnement, de la main-d'oeuvre même qu'elle met en mouvement.

Le dernier §, p. 31, a trait à la consommation. Le fait que les prolétaires vivent dans des cités de banlieues, aillent au supermarché et regardent la télé n'est pas vraiment pertinent pour définir l'homogénéité de la classe, mais quand Simon réfute la dégradation de la vie prolétarienne, là on peut émettre de sérieux doutes. A l'échelle mondiale, cette dégradation est évidente, on est obligé de sortir cet argument massif dans la mesure où Simon parlait d'homogénéisation à ce niveau là. Le niveau de vie de l'ouvrier malaisien montant des téléviseurs n'est pas celui que possédait l'ouvrier hollandais d'Eindhoven. La manipulation (dans tous les sens du terme) des statistiques est toujours délicate, mais dans le cas de l'Angleterre ou des Etats-Unis il semble avéré qu'il y ait baisse du niveau des salaires, les cas français ou allemand sont statistiquement sujets à discussion (en France, augmentation de 50% des salariés payés au Smic entre 1994 et 1998).

Comme on l'a plusieurs fois souligné, le point capital dans cette question de la diversification et de l'homogénéité n'est pas la dispersion géographique, mais l'ensemble que forme la segmentation de la force de travail, ce qu'elle signifie en tant que totalité. Il serait faux d'en demeurer au niveau de la segmentation ou de la diversification sans se demander de quelle unité elles participent, de quelle restructuration du rapport entre prolétariat et capital et transformation historique de la contradiction elles procèdent : disparition d'une identité prolétarienne confirmée dans la reproduction du capital ; contradiction se situant au niveau de la reproduction du capital.

Quand, ensuite, Simon en arrive (p. 31) au coeur de la position de Carlos (la disparition d'une "contradiction fondamentale"), il passe complètement à côté de la question. Nous avons déjà abordé, avec la lettre de Carlos, le problème de la "contradiction fondamentale", ce qui importe ici ce n'est plus la position de Carlos, que Simon ne saisit pas, mais ce que Simon avance sur le sujet. Simon comprend le rapport entre "conflictualité diffuse" et "contradiction fondamentale" comme la liaison entre d'une part "combine de survie individuelle" (ce qui n'est absolument pas péjoratif), "expression élémentaire" de la contradiction entre le prolétariat et le capital, multiplicité des actes de résistance, d'indiscipline, de survie, d'opposition, du prolétaire vis-à-vis du capital qui le contraint au travail et l'exploite, et d'autre part la "conscience révolutionnaire", "l'idée de finalité", "l'idéologie révolutionnaire", ce que représentait "le militant syndical et politique". Simon suggère un décalage, comme un processus d'aliénation de l'action du prolétaire dans "l'idéologie révolutionnaire" qui "occulte" cette action. Cependant l'exemple donné en fin de § vient non pas étayer cette idée intéressante mais la saper. En effet, l'exemple du prolétariat acceptant la boucherie de 14 destiné par Simon à faire naître des doutes sur l'influence réelle des "idéologies révolutionnaires", ne nous montre qu'une chose : le prolétariat ne fait rien d'autre que ce que les représentants de cette idéologie font eux-mêmes (à quelques exceptions près), acceptation et participation à la guerre. On pourrait alors penser, suite à cet exemple, que "l'idéologie révolutionnaire" exprimait "réellement les comportements ouvriers réels", en ce qu'ils

marchèrent de conserve. Dans sa problématique, pour Simon "contradiction fondamentale" cela ne peut que signifier conscience, idéologie, militant, etc... face "aux comportements réels des ouvriers".

Simon, avec raison, soutient que la "contradiction fondamentale" c'est la lutte de classes, mais il ne perçoit pas ce que Carlos met dans "fondamental", c'est-à-dire la capacité pour cette contradiction d'être exprimée, portée, de façon explicite et homogène par une figure historique du prolétariat représentant et rassemblant, dans sa situation, la contradiction telle qu'elle se développe dans une phase historique du mode de production capitaliste. C'est parce qu'il ne saisit pas cette signification de l'adjectif "fondamental" dans le discours de Carlos que Simon ne voit pas le problème et que pour lui la conflictualité diffuse et le caractère "fondamental" ne posent dans leur rapport ou leur succession historique aucun problème : la seconde englobe simplement la première. Mais Simon va plus loin, il en profite pour se débarrasser de la notion de "contradiction fondamentale", non dans le sens que lui donne Carlos, mais dans celui qu'il a cru comprendre : l'idéologie révolutionnaire globalisante, la conscience d'un but final. "En gros, je pense que l'ensemble de la société s'inscrit dans une dynamique dont personne ne peut prévoir l'évolution, la finalité (ce serait d'ailleurs bien contradictoire avec l'évolution de la vie elle-même sur la terre). La contradiction fondamentale capital-travail s'inscrit dans des relations dialectiques complexes dans lesquelles tout mouvement de l'un entraîne un mouvement de l'autre, cela en fonction d'intérêts immédiats : le profit d'un côté, la survie de l'autre (c'est-à-dire la résistance à la réification). A part ces intérêts immédiats, tout le monde est pragmatique et n'a en vue une finalité. C'est de ce pragmatisme que se dégage ce que l'on peut appeler des tendances qui, effectivement comme tu le soulignes, ne permettent pas de définir une vision du futur." (p 32).

"L'ensemble de la société s'inscrit dans une (souligné par nous) dynamique". Il y a déjà ici une énorme abstraction que l'empirisme ne parvient pas à maîtriser et qui s'impose à lui avec la force de "l'évidence". Personne ne demande à Simon de définir à partir de cette "dynamique" les hasards et la nécessité d'une théorie de l'évolution de la vie, mais simplement de dire ce qu'il dit par la suite sans oser le dire nettement : cette dynamique c'est la lutte de classes. Cette dynamique, personne ne peut dire où elle va, mais cependant on peut définir des tendances. Que signifie définir une tendance, si l'on ne dit pas vers quoi elle tend ? Si la tendance ne tend vers rien, elle n'existe pas. La tendance ne tend vers rien car tout le monde suit ces intérêts immédiats, mais pourquoi suivre ses intérêts immédiats ne définirait-il pas une tendance vers quelque chose ? Echanges sait, mais Echanges sait que les autres n'ont pas besoin de savoir. La tendance ne tend vers rien parce que tout le monde est pragmatique, mais il n'existe aucune contradiction entre "pragmatisme" et inscription de ce pragmatisme dans une tendance ("Nous ne considérons pas les prolétaires comme des dieux, bien au contraire etc., etc..."). Aucune contradiction, d'autant plus quand on a la hardiesse théorique de comprendre le "pragmatisme" et la lutte pour la survie comme "résistance à la réification" (c'est-à-dire dans une dynamique de remise en cause par les prolétaires de leur propre situation de force de travail marchandise). Le pragmatisme qui résiste à la réification n'a plus guère à voir avec le pragmatisme modeste qui sert de paravent à Simon. Enfin Simon ne peut pas (ne veut pas?) définir une vision du futur, mais comme on va le voir quelques lignes plus loin, ce futur il nous avoue l'avoir sous les yeux dans le "fonctionnement de la société actuelle". En fait Simon est prêt à effectuer toutes les cabrioles imaginables afin d'éviter de proférer la phrase maudite : la contradiction entre le prolétariat et le capital porte le communisme comme son dépassement. Phrase qu'il ne peut lire et comprendre qu'à travers la grille du bolchévisme. Echanges ne peut s'autojustifier qu'en concevant la "conscience" de la même façon que les bolchéviques, c'est-à-dire quelque chose en plus, étranger à l'action, venant de l'extérieur, même si c'est pour non seulement en rejeter la nécessité mais rejeter son existence même. L'appel à la "complexité dialectique" vient couvrir d'un pudique alibi théorique, l'empirisme,

l'éclectisme, l'abandon de toute analyse, et l'exposé de relations que l'on ne maîtrise pas et que surtout l'on ne cherche pas à maîtriser. Toute compréhension du cours contradictoire du mode de production capitaliste est abandonnée, la "contradiction fondamentale capital-travail" devient un ensemble "de relations dialectiques complexes", c'est-à-dire un salmigondis d'actions, de réactions, d'où il finira bien par sortir quelque chose. Ce n'est pas parce que le prolétariat dans le développement historique de la contradiction entre lui et le capital ne se règle pas sur un but final (ce que personne n'a jamais prétendu et encore moins les avant-gardistes qui le "déplurent" et y trouvent leur raison d'être), sur une vision du futur, ce n'est pas parce qu'aucune idéologie révolutionnaire ne peut fixer des buts à la lutte de classe, lui assigner ce qui doit être, ce n'est pas pour cela que ces luttes qui, il est vrai se déroulent tant du côté du capital que du côté du prolétariat comme poursuite pragmatique d'intérêts immédiats et réponses à des situations immédiates, ne définissent pas, dans une période historique chaque fois spécifique, une époque de la "contradiction fondamentale". Et puis disons les choses plus directement, "pragmatisme", "immédiateté", d'accord, mais il s'agit du prolétariat et du capital, c'est-à-dire de classes ayant une situation particulière et définie et qui agissent selon cette définition. C'est un pragmatisme et une immédiateté définis par une situation de classe qui ne laisse pas un "choix" infini et qui confère un sens à leur affrontement.

Dans cet affrontement immédiat entre le prolétariat et le capital, il y a des actions, des idéologies, des formes d'organisation, des mentalités, qui sont caduques, d'autres qui naissent. Simon ne rejette pas totalement cette vision, il accepte que l'on dégage des "tendances", mais les deux niveaux du discours ne sont pas reliés, d'un côté le désordre, l'entropie, de l'autre "on tente de dégager des tendances" (qui est ce "on" : les théoriciens, Echanges, les militants...?). Pour relier ces deux niveaux, il faut comprendre que les tendances sont produites, que ce désordre des luttes est productif dans son immédiateté même et non dans la tête de Lénine, parce qu'il est toujours un résultat et une dynamique, le moment d'une histoire. La lutte de classes est son propre procès productif, on ne peut en séparer un moment et dire "désordre", "absence de sens". Il ne faut pas confondre prévoir une évolution au sens où la partition serait écrite, où l'on confondrait la carte et le territoire, assigner un but à la lutte de classe, et définir dans une phase donnée la contradiction entre le prolétariat et le capital, son niveau, ses caractéristiques, sa dynamique, la façon dont se structure le cours quotidien de la lutte de classe, ses limites, la capacité spécifiquement définie dans un cycle de luttes du prolétariat à dépasser ces limites, à poser l'abolition du capital. Tout cela n'est alors rien d'autre que comprendre une contradiction.

Il ne faut pas jouer sur les mots. Si l'on discerne une "tendance", il a fallu se donner les moyens de le faire, il faut donc dire à partir de quoi on discerne ces tendances : à partir des luttes immédiates en ce qu'on les comprend dans une histoire du mode de production capitaliste, c'est-à-dire dans une histoire de la "contradiction fondamentale" qu'est la lutte de classes, qui est elle-même son processus d'autoproduction. Il est important de rejeter l'idée selon laquelle les événements seraient la manifestation d'un sens, d'une finalité déjà existante, et n'accéderaient à l'existence, ne surviendraient que comme la manifestation de ce sens et de cette finalité. Cependant, que l'on parle de sens, de tendances, ou même de finalité (en dehors de tout finalisme) on reconnaît que ces tendances, ce sens, cette finalité, se construisent dans ce cours quotidien de la lutte de classe parce que celui-ci est toujours celui d'une époque de l'histoire de la contradiction entre prolétariat et capital, c'est-à-dire du mode de production capitaliste.

En fait ce qui est en jeu dans cette question ce n'est pas un problème de méthodologie ou d'épistémologie, c'est de savoir si l'on peut déduire (induire ?) la révolution communiste des contradictions de classes actuelles. Pour Carlos, à l'évidence c'est non, pour Simon c'est plus flou : "on ne peut définir une vision du futur". Cela signifie-t-il que l'on ne peut définir qu'il y

aura communisme (pour parler clairement), ou cela signifie-t-il que l'on ne peut définir à quoi ressemblera le communisme? Que cela soit l'un ou l'autre la différence n'est pas très grande en ce qui concerne le niveau où nous en sommes, et de façon générale la distinction n'a pas une très grande pertinence, la question est de savoir si cette contradiction entre les classes porte son dépassement, "le reste vous sera donné de surcroît". Ce problème se pose actuellement avec acuité, du fait qu'il n'y a plus dans les luttes d'éléments positifs à dégager qui seraient dans leur développement et leur affirmation la préfiguration du communisme. Ce n'est pas pour autant que l'on ne peut plus déduire le communisme à partir de la contradiction entre prolétariat et capital dans le cycle de luttes actuel. On a vu précédemment que l'on avait même là une situation permettant de dépasser toutes les limites antérieures de cette production du communisme. Mais pourquoi fondamentalement cette déduction (induction?) est-elle possible ? La possibilité de cette déduction tient en dernière instance d'une caractéristique structurelle de la contradiction entre le prolétariat et le capital dans son cours quotidien et aléatoire lui-même : jamais la classe ne trouve sa confirmation dans la reproduction du rapport social dont elle est pourtant un pôle nécessaire. "Dans la dynamique de la baisse tendancielle du taux de profit, le prolétariat est constamment en contradiction avec le développement et l'approfondissement du rapport qui le définit. Le prolétariat est constamment contradictoire avec l'existence sociale nécessaire de son travail comme capital, c'est-à-dire valeur autonomisée face à lui et ne le demeurant qu'en se valorisant, c'est la baisse tendancielle du taux de profit. Il ne s'agit pas là d'une contradiction provoquée par la baisse tendancielle du taux de profit, mais bien de son propre contenu, qui est directement contradiction sociale. Cela signifie pour le prolétariat que sa reproduction dans le rapport de production capitaliste n'est jamais sa confirmation même s'il est un terme nécessaire de ce rapport." (TC 9, p. 30). La conclusion essentielle que l'on peut tirer de cette situation est que le prolétariat excède toujours, comme dissolution des conditions existantes, la contradiction qui le reproduit et se reproduit comme reproduction des conditions existantes. Cela détermine tout le contenu de la signification historique du capital, non comme développement dans le réel du concept de capital (finalisme), mais comme résultat de la lutte de classes, en même temps que cela détermine la contradiction réellement comme contradiction dans sa structure et son contenu en ce qu'elle contient et implique son dépassement.

La position de Simon est un peu ambiguë, après avoir été d'accord avec Carlos il avance précautionneusement que l'on peut dégager des tendances qui ne permettraient pas cependant de "définir une vision du futur", ce que pourtant il ne manque pas de faire dans le dernier paragraphe de sa lettre (p. 32). "Toute nouvelle société ne peut surgir que du fonctionnement de l'ancienne, non pas à travers des événements, mais à l'insu presque des participants (ineffable beauté de ce "presque", nda), de par la dynamique même de la société présente engendrée par les conflits d'intérêts, de par les transformations internes des relations de production et des relations sociales conséquentes. Je crois que la plupart du temps lorsqu'on discute de ces questions, on considère des événements (qui ne sont que des conséquences de transformations internes déjà acquises, leur formalisation en quelque sorte) en y voyant la cause de ces transformations (qui souvent nous avaient échappé). En d'autres termes, pour revenir à cette question de finalité, ce que l'on peut prendre pour une finalité peut n'être en réalité que la formalisation de ce qui existe déjà." (p. 32). Là Simon en dit trop ou pas assez : "Toute nouvelle société ne peut surgir que du fonctionnement (souligné par nous) de l'ancienne". Qu'est-ce à dire? Simon n'écrit pas "surgit des contradictions de l'ancienne", mais bien du "fonctionnement", ce que confirme la suite. C'est-à-dire que la nouvelle société surgit (est-ce que ce terme est encore approprié à ce que dit Simon?) d'une gestation longuement et positivement développée pour elle-même dans l'ancienne société. L' "événement" du surgissement de la nouvelle société n'est pas la résultante de l'approfondissement et de la tension des contradictions de l'ancienne société, de rapports de forces, mais de

"transformations internes déjà acquises". La finalité (la nouvelle société) "peut n'être en réalité que la formalisation de ce qui existe déjà". Le "surgissement" de la "nouvelle société" n'est alors que la formalisation de son existence déjà présente dans l'ancienne. Il y a dans la collection d'Echanges de nombreux textes qui reprennent cette conception (cf. TC 13, à propos de la brochure d'Echanges sur la grève de nov.-déc. 95). On sombre ici dans l'objectivisme le plus plat, l'action du prolétariat, qui est la raison même d'existence d'Echanges, s'est niée elle-même, c'est l'amère victoire du "pragmatisme". Il est inutile de crier au "réformisme", au "gradualisme", face à cette conception de la révolution. Simon et Echanges en général ne sont pas devenus sous social-démocrates. Le cours quotidien de la lutte de classe a envahi tout leur espace théorique, mais ne pouvant plus développer à partir de celui-ci ne serait-ce qu'une vision traditionnellement auto-organisatrice ou conseiliste, ne pouvant plus développer la révolution comme transcroissance à partir du cours quotidien comme affirmation de la classe, ce cours quotidien est devenu en lui-même, sans autre forme de procès, la "transformation révolutionnaire" : la nouvelle société positivement en mouvement dans l'ancienne. Cette nouvelle société ne peut alors que surgir "à l'insu des participants".

- Lettre de Théo Sander à Henri Simon (p. 34)

Pourquoi, pour critiquer Carlos, Sander écrit-il à Simon? Dans cette lettre c'est bien à Simon que Sander répond, plus qu'à Carlos, pas seulement comme destinataire postal, mais comme destinataire théorique. A travers la critique de Carlos, c'est la fin de la lettre de Simon que Carlos vise, là où Simon accorde à Carlos qu'il n'y a plus de "finalité", mais "dialectique complexe", c'est-à-dire désordre des luttes dans leur immédiateté dégageant à peine des "tendances" (qui ne tendent pas). Cette question du véritable destinataire, Carlos ne manquera pas de se la poser dans sa réponse : "Es-tu bien sûr que ta critique s'adresse aux réflexions développées dans mon texte?". Sander, comme l'épinglera bien Carlos dans sa réponse, est un grand gourou de la baisse tendancielle du taux de profit comme "Esprit du monde", et Simon a pêché contre l' "Esprit du monde". Simon a douté et Théo est en colère.

Nous laisserons de côté, pour l'instant, l'introduction épistémologique et météorologique. On se contentera de remarquer que Sander s'arrête à Newton et aux lois physiques se déroulant dans un cadre de données immuables de l'espace et du temps, la relativité qui situe l'observateur dans l'observation et dans l'énoncé de la loi, et la physique quantique où "dieu joue aux dés", doivent être face à son "marxisme intransigeant et orthodoxe", des idéologies petites-bourgeoises de l'époque de la décadence du capitalisme. Pour Théo, comme pour Dieu, les lois sont des absolus. Nous suivrons les trois points que Sander se propose de discuter "à partir du texte de Carlos".

1) "La manière dont il (Carlos) traite de l'idéologie du fordisme dispersé".

Sander n'aborde pas la question qu'il annonce, mais celle du rapport entre le "nombre", la massification des ouvriers, leur concentration, et le rôle spécifique dévolu au prolétariat dans le processus révolutionnaire (posé de façon finaliste comme une "mission"). Ce rôle "ne dépend pas de son nombre", mais du développement du procès d'accumulation. Cela est exact, mais largement insuffisant et formel. Si ce rôle spécifique dépend du procès d'accumulation, ce dernier fait du nombre, de la masse, une détermination essentielle et décisive de ce rôle. Quand Sander s'étonne de la position qu'il attribue à Carlos (pourtant "frotté de marxisme" comme magistralement il le concède) sur l'importance du nombre, il semblerait que lui-même ait besoin de se ressourcer aux grands classiques. "Le prolétariat est passé par différentes phases de développement. Sa lutte contre la bourgeoisie commence avec son existence même. Au début seuls les ouvriers isolés combattent, puis ce sont les ouvriers d'une même fabrique,

enfin les ouvriers d'une même branche d'industrie, dans un même lieu, contre la bourgeoisie particulière qui les exploite directement (...) A ce stade, le prolétariat forme une masse dispersée à travers le pays et gaspillée par la concurrence (...) Le développement de l'industrie ne fait pas qu'accroître le monde des prolétaires ; il les concentre en masse plus importante, leurs forces augmentent et ils en prennent d'avantage conscience ; les intérêts, les conditions d'existence au sein du prolétariat s'égalisent de plus en plus, à mesure que la machine efface les différences du travail et réduit presque partout le salaire à un niveau d'une égale médiocrité. (...) Le vrai résultat de leur lutte est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs. Cette union est facilitée par l'accroissement des moyens de communication qui sont créés par une grande industrie et permettent aux ouvriers de localités différentes de prendre contact..." ("Le manifeste du parti communiste", Ed. 10 / 18, p. 30-31). La masse et les formes historiques de cette masse sont des déterminations décisive du "rôle" du prolétariat, non seulement parce qu'elles confèrent une réalité efficace à ce "rôle", mais encore en ce qu'elles en déterminent les formes et les activités. La limite de la position de Carlos est de confondre une forme historique avec la "contradiction fondamentale", elle n'est pas dans le fait de comprendre cette dernière dans ses formes historiques. On l'a vu, avec la disparition de la perspective fondée sur l'ouvrier masse et la disparition concomitante de toute perspective d'affirmation de la classe dans la restructuration qui le disloque (même si de grandes concentrations subsistent, l'important est la totalité du rapport prolétariat-capital dans laquelle elles sont situées), c'est de toute perspective de dépassement de cette société dont Carlos arrive à douter, sans voir (c'était notre critique) la perspective nouvelle que manifestent tous les "malheurs" et les limites de la lutte de classe que lucidement il met à jour.

Pour reprendre la formule polémique de Sander : "les idéologues du capital ont décidé de se débarrasser de l'antagonisme de classes". C'est tout à fait exact, et ce ne sont pas les idéologues, mais la classe capitaliste elle-même, c'est même la seule raison d'être de toute restructuration en ce qu'elle est nécessairement contre-révolution. Bien sûr, ils ont décidé de se débarrasser de l'antagonisme de classes tel qu'il s'était structuré dans la phase antérieure, et ils ne le font que dans la restructuration de la contradiction entre prolétariat et capital. Quand Sander se met à parler de croissance numérique du prolétariat il est totalement hors-sujet. Il développe à partir des notions de plus-value absolue et plus-value relative l'attraction et le rejet par le capital de nouvelles forces de travail. Tout cela est exact, sauf qu'il faudrait préciser que, dans le cas de la plus-value relative, le rejet est proportionnel au capital mis en mouvement, ce qui signifie qu'il peut s'accompagner d'une augmentation absolue du nombre d'ouvriers employés. Ce n'est que dans les périodes de crises extrêmement aiguës, que Marx n'envisage même que de façon tendancielle pour expliquer les crises réelles, qu'il envisage une baisse absolue du nombre des ouvriers employés (cf. le chapitre "Excédent de capital accompagné d'une population excédentaire" dans "Les contradictions internes de la loi", "Le Capital", Ed. Sociales, t.6, p. 263). Sander est hors-sujet car s'il parle bien de croissance ou de déclin numérique des ouvriers, cela ne dit absolument rien sur leur concentration ou leur dispersion. Cela ne dit rien sur la forme que l'accumulation confère à ce nombre comme forme de la contradiction entre le prolétariat et le capital. C'est ce point là que par exemple Lénine comprend parfaitement quand il analyse la capacité d'action de la classe ouvrière dans la Russie tsariste, quand il sait faire la différence entre le nombre absolu des prolétaires en Russie et leur concentration et par là, pour l'époque, le niveau moderne auquel leur contradiction avec le capital se situe, ce qui les place au niveau des pays d'Europe occidentale quant à leur capacité d'action.

Quand ensuite Sander devient "sérieux", comme il nous prévient lui-même, c'est qu'il n'a rien à dire, auparavant il se contentait de se croire drôle. Mais là encore dans le passage "sérieux", c'est à Simon que s'adresse le texte, Simon qui avait axé sa réponse sur la poursuite de la croissance numérique de la classe. Avec sa vision honnêtement empirique et honnêtement

embarrassée par cet empirisme, Simon n'a pas la vision stratégique de Sander qui ne serait ni surpris, ni déçu que "les effectifs du prolétariat industriel chutent de moitié". Il est vrai que pour Sander : "le capital n'a pratiquement fait aucun progrès en Chine et en Inde depuis les jours de la domination coloniale". Mais soyons "sérieux", pourvu qu'il reste un prolétaire, il sera celui-là, et le capital, "autodestruction" aidant, n'a qu'à bien se tenir car il tient dans sa main droite la foudre de la baisse tendancielle du taux de profit.

2) Le deuxième point que se propose d'aborder Sander concerne la vision de Carlos de la force de travail dispersée et décomposée et du nouveau cycle de luttes sur cette base. Sur ce point Sander caricature la position de Carlos afin de nous asséner la vulgate (ce qui en soi n'est pas un mal, mais il faut que cela soit fait à propos). Il ne s'agit pas pour Carlos de prétendre que le capitalisme pourrait être prolongé sans fin en éliminant rigoureusement le travail vivant. Carlos ne conçoit pas cela comme une réalité à laquelle le capital pourrait accéder, mais comme une contradiction de son développement, en cela il n'innove en rien par rapport aux passages classiques sur le capital comme contradiction en procès (cf. "Les Fondements...", Ed. Anthropos, t. 2, p. 222). Il ne fait que placer cette contradiction au centre du nouveau cycle de luttes et se poser la question relative aux conséquences de cette contradiction sur le cours des luttes, leurs formes, leur finalité. On peut être en désaccord avec Carlos, en ce que dans l'accentuation de cette contradiction, il ne voit que la dispersion de la classe comme sujet historique et la disparition de ce qu'il appelle la "contradiction fondamentale", mais c'est de la mauvaise foi que d'en faire un supporter des managers japonais.

Cependant, Sander relève bien (p. 37) ce qui est la limite de la problématique générale de Carlos : faire de la gestion le point central de la contradiction entre prolétariat et capital. Mais cela ne peut être critiqué que replacé dans la perspective générale semble-t-il héritée de l'opéraïsme italien. C'est-à-dire que la critique essentielle d'une telle perspective ne doit pas porter sur le capital comme "gestion", mais sur la révolution comme "pouvoir ouvrier". Si la thèse du capital comme "gestion" n'était pas corollaire de celle du "pouvoir ouvrier", on se demande bien pourquoi on aurait à entrer dans une discussion, qui plus est polémique, avec Carlos ou Etcétera plutôt qu'avec n'importe quel manuel de management. C'est ce corollaire qui échappe totalement à Sander.

Dans les points b), c) d), e), f), Sander explique comment il conçoit les relations entre développement du capital, crise, et action ouvrière. C'est dans l'ensemble assez pittoresque. D'abord nous apprenons que le "vrai problème central du capitalisme n'est pas qu'il ne produise pas assez de plus-value, mais qu'il produit trop de plus-value" (p. 38) ; "l'accumulation du capital est limitée par ses principes intrinsèques (le remplacement du travail vivant par le travail mort)." (d°). Donc pour Sander, les problèmes de la valorisation surgiront dans le cas d'un accroissement continu du taux d'exploitation. On hésite à critiquer de telles assertions en se disant qu'une telle incompréhension de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit n'est pas possible et que l'on a dû mal lire. Le capital peut extraire plus de plus-value, le taux d'exploitation peut très bien croître, et il peut simultanément y avoir pénurie de plus-value (pas assez de plus-value). La solution de ce qui n'est même pas un paradoxe réside dans le fait que la plus-value, dans le taux de profit, ne se rapporte pas seulement au capital variable mais au capital total ($c+v$). On est gêné d'avoir à rappeler de telles choses à un savant comme Sander. Il semblerait qu'il mélange vision luxembourgistes de la crise (problème de la réalisation de la plus-value) et limites intrinsèques par la baisse du taux de profit. Il en résulte que les "limites intrinsèques" demeurent assez mystérieuses.

Sander nous ressasse le thème de "l'autodestruction du capital", sans nous donner le moindre aperçu du principe, des causes de cette "autodestruction", si ce n'est dans une brève

parenthèse : "le remplacement du travail vivant par le travail mort". Mais ce remplacement ne fait pas souffrir le capital d'un "trop de plus-value", mais bel et bien d'un manque par rapport au capital total engagé.

En fait Sander, contre Carlos qui réfléchit au cours actuel des luttes de classes dans leur immédiateté et qui se sait engagé dans ce cours avec tous les problèmes théoriques et personnels que cela peut poser vu les caractéristiques de celui-ci, veut produire la notion "d'autodestruction du capital", et renvoyer par là les vraies questions que pose Carlos à des angoisses existentielles. Avec "l'autodestruction", plus de problèmes avec toutes ces brouilles de la lutte de classe. Pour parvenir à "l'autodestruction", il ne conçoit pas le capital comme "contradiction en procès". Pour avoir une belle et vraie autodestruction, il lui faut déclarer que plus le capital va bien, plus il va mal, plus il s'autodétruit, et cela sans crise (Sander est un virtuose de la dialectique). Ce que nous dit Sander c'est que la prospérité du capital est autodestruction du capital, non en ce qu'elle préparerait des crises mais en elle-même. Sander ne cherche qu'à opposer au "subjectivisme" de Carlos, un objectivisme pur et dur culminant dans cette notion abracadabrante de l'autodestruction. Sans crise, et même sans luttes du prolétariat, le capitalisme va à sa perte. Ce qui disparaît c'est non seulement les crises, mais plus fondamentalement encore que l'on ne peut placer d'un côté l'exploitation comme cours économique, comme expression arithmétique du partage de la valeur, et de l'autre l'exploitation comme lutte de classes.

Mais voilà, la lutte de classes existe, Sander aurait pu s'en passer, comme il pouvait tout à l'heure se passer du prolétariat. Puisqu'elle existe, elle n'a pour conséquence que de rendre les choses pire pour le capital, d'accélérer "l'autodestruction". Il est inutile de reprendre ici la critique de l'objectivisme faite au début de ce texte à propos de la position d'Etcétera qui tombe dans son contraire (la totalité du n°15 de TC est consacrée à cette critique de l'objectivisme). L'exploitation comme contradiction entre le prolétariat et le capital est le contenu même du développement du capital qui est lutte de classes et non procès objectif déterminant la lutte de classes (Sander est même fondamentalement en deçà de cette position : il se passe de cette lutte) ; ou inversement heurts de stratégies opposées déterminant les formes du développement économique (vision fondant en théorie la perspective du "pouvoir ouvrier").

Sander achève ce deuxième point par des considérations sur les aspects "dispersés" de la lutte de l'ouvrier masse, et les aspects massifs de la lutte des ouvriers dispersés. Mis à part le côté fondamentalement superfétatoire des luttes de classes dans la perspective générale de Sander, ces remarques, détachées de leur problématique, sont intéressantes. Les luttes de l'ouvrier masse furent très souvent à participation limitée, très courtes, très spécifiques. Cela est exact, mais ne répond que partiellement à ce que disait Carlos. Tout d'abord, on ne peut pas juger de la nature des luttes dans un cycle de luttes de façon simplement statistique. C'est-à-dire, par exemple, en considérant d'un côté une grève générale de trois semaines, de l'autre une grève de deux heures de quinze ouvriers, d'en déduire que 50% des grèves sont très brèves et à participation limitée. C'est le pâté de cheval et d'alouette. Mais il y a plus important, ce caractère diffus de la conflictualité dans les grandes concentrations ouvrières, est justement rendu possible et ne prend son sens que de par la grande concentration ouvrière : l'activité de 10 ou 20 ouvriers polarise à un moment donné la puissance revendicative de l'ouvrier masse et puise sa force dans celui-ci. Ce n'est pas la forme technique du procès de travail qui compte le plus, mais le fait que la reproduction de l'antagonisme permettait la production d'une identité ouvrière face au capital. Celle-ci s'exprimant tant dans la grève massive que dans la multiplicité de conflits ponctuels.

La reproduction de la contradiction entre le prolétariat et le capital incluait la capacité pour le prolétariat de se rapporter à lui-même face au capital, de se poser comme force de travail collective face à lui, que cela soit au niveau des modalités du procès de travail que de la

reproduction sociale de la classe dans le cadre du Welfare, d'une aire nationale, du plein emploi... C'est précisément ce que la restructuration du capital a aboli et qui modifie en conséquence la signification de l'aspect ponctuel des luttes qui en tant que tel perdure, mais dans une tout autre problématique de la contradiction entre prolétariat et capital. Dire que maintenant ces luttes en apparence autonomisées sont en fait les plus généralisées, les plus unifiées, de par l'unification mondiale du capital, ne dit rien sur le contenu de cette unification, sur le niveau de la contradiction et sa dynamique. Bien sûr, on ne peut, comme le dit Sander, en rester au niveau de l'atomisation, mais la traiter comme une simple apparence est non seulement faux mais surtout révèle que l'on n'a aucun intérêt immédiat dans le cours quotidien des luttes de classe. L'unité qui est produite à partir de cette atomisation comme forme a un contenu qui n'est plus le même que l'unité précédente. Il est vrai, comme on l'a vu, que Carlos en n'en restant qu'au niveau de la parcellisation des luttes, parce qu'il ne relie pas cette parcellisation à la restructuration du capital, perd l'unité en tant que modification de la contradiction entre les classes qui intègre dans son contenu cette parcellisation. Mais proclamer l'unité sans tenir compte de la parcellisation c'est, comme Carlos le relève dans sa réponse à Sander, proclamer une abstraction qui ne nous avance pas à grand chose.

3) Le troisième point concerne les "tendances totalitaires du capital et de l'unification répressive du monde soumis au capital".

Pour Sander la perspective ouverte par Carlos en partant des tendances totalitaires appartient au même champ théorique que la survalorisation des techniques de gestion scientifique. Avec raison, il souligne que dès leur introduction le taylorisme et le fordisme soulevèrent des résistances ouvrières et furent objet de la lutte de classes. Cet aspect central de l'analyse du développement capitaliste n'est pas dans la problématique de Sander relié aux contradictions du mode de production capitaliste, qui demeure un procès d'autodestruction dans un cours linéaire de la production. Il ne conçoit pas le procès de valorisation, avec en son cœur l'exploitation, comme un procès contradictoire entre des classes, et développe un objectivisme totalement plat sur la base d'un développement graduel n'incluant même pas la nécessité des crises (le trop-plein de plus-value). Cet objectivisme est souvent le pendant du subjectivisme de Carlos dont on parlait au début de cette critique, mais sans en avoir la perspicacité au niveau du cours des luttes de classes. Et, plus grave, en faisant de ce cours un élément accessoire, venant simplement accélérer la tendance à l'autodestruction. C'est à se demander comment Sander pense passer de l'autodestruction à la communisation de la société, à moins que le capital se charge également de cela, naturellement "sans que les prolétaires s'en rendent compte". Il est vrai que Simon nous a dit précédemment que la nouvelle société se développe au sein de l'ancienne et que le passage de l'une à l'autre ne fera que révéler quelque chose qui existe déjà, à l'insu même des participants de ce changement.

Sander n'a pas d'idée de la lutte de classes, si ce n'est un va-et-vient éclectique entre autodestruction du capital et agitation ouvrière non structurellement pensée dans les termes des contradictions du mode de production capitaliste. Quand il affirme (p. 41) que l'antagonisme ne se situe pas entre le "capital" (pourquoi les guillemets ?) et quelque chose hors du capital mais à l'intérieur du capital, on est tenté d'être d'accord. Cependant quand il justifie cela en disant que "le "capital" n'est rien d'autre que le "travail", "du travail mort et du travail vivant", là il y a quelque chose qui cloche.

Tout d'abord le travail vivant n'est jamais capital tant qu'il se présente dans la personne de l'ouvrier, il est à ce moment là valeur d'usage face au capital, et même la seule valeur d'usage qui puisse lui faire face. "Le capital ne peut se faire face à lui-même, il doit avoir devant lui du travail, puisque le capital est par définition du non-travail, et un rapport antagonique ; sinon, la notion et le rapport du capital seraient détruits." ("Les Fondements...", t. 1, p. 238). "Si de manière antagonique, le capital implique le travail, celui-ci implique tout autant le

capital de manière antagonique." (d°, p. 243). Nous en sommes là au premier acte du procès entre travail et capital : l'achat-vente de la force de travail et au travail vivant comme la valeur d'usage face au capital. Dans le deuxième moment du procès, l'échange entre le capitaliste et l'ouvrier est terminé : "nous passons maintenant au rapport du capital à sa valeur d'usage, le travail." (d°, p. 245). A ce moment là : "le travail lui-même devient un des éléments constituant du capital." (d°, p. 245). Le capital devient procès et activité de ce travail (le travail vivant), mode d'existence du travail matérialisé, le capital entre en contact avec le travail vivant (non objectivé). "Il implique donc en premier lieu une différence qualitative entre la substance dont il est fait et la forme sous laquelle il se présente également comme travail. C'est à la fois le procès de cette différenciation et de l'abolition de celle-ci, le capital devenant ainsi procès." (d°, p. 245-246).

En deuxième lieu, la pure subjectivité du travail doit être abolie et objectivée. Il semble donc exact, comme le dit Sander après Marx, que "dans le procès de production, le capital se divise lui-même, selon sa forme et sa substance ; mais il est les deux ainsi que leur relation. " (d°, p. 249). La substance étant la matière (instruments et matières premières), et la forme, le travail. Mais à ce point là nous dit Marx (p. 249), ce n'est qu'une relation unilatérale, n'étant qu'une fonction d'un des deux éléments, celui qui se divise en matière et se distingue de la forme (travail). Le capital est le rapport entre les deux, mais posé de façon unilatérale, c'est là qu'en demeure Sander qui résout alors la relation entre substance et forme dans le côté substantiel. "Mais sous l'angle où il s'oppose au travail, le capital n'est que passivité et matière, c'est-à-dire une forme où s'éteint le capital qui est un rapport social existant pour lui-même. En effet seul son contenu, c'est-à-dire le travail objectivé en général, entre dans le procès." (d°, p. 249). De cela Sander conclut que si l'on oppose capital et travail on ne conçoit le capital que comme matière et non comme rapport social, donc il abandonne comme n'ayant pas de sens cette opposition ; il passe à côté de la spécification essentielle de ce rapport social : un rapport social existant pour lui-même (abandon qui se double d'une erreur dialectique : la contradiction faisant alors disparaître ses termes, elle n'est pas alors un antagonisme réel, ces termes ne sont que les phénomènes d'une contradiction substance). Si l'on prend soin de considérer cette spécification, le capital est alors correctement posé comme rapport social et non comme matière, c'est-à-dire que l'on considère bien d'une part le travail comme un de ses constituants et comme la mise en mouvement du travail s'objectivant. Mais d'autre part, on conserve l'opposition entre capital et travail. En effet si l'on considère maintenant le procès de production à partir du travail : "En réalité, étant devenu grâce à l'échange, l'un de ces éléments matériels, il n'existe qu'une différence de substance entre le travail et les autres éléments du capital : il a la forme de l'activité, et ils ont celle du repos (...) Le capital apparaît ainsi comme objet passif où tout rapport de forme a disparu, c'est un simple procès de production ; et le capital en tant que tel n'y entre pas distinct de sa substance." (d°, p. 250). A ce niveau, la vision, bien qu'inverse de la précédente, est tout aussi unilatérale, car on ne tient pas compte du comportement propre du capital, de la distinction réelle précédente des éléments.

"Il convient de mettre en évidence ici un élément qui ne découle pas seulement de l'observation, mais du rapport économique lui-même. Dans le premier procès - l'échange entre le capital et le travail - , le travail en tant que tel, existant pour soi, est nécessairement incarné par l'ouvrier. Il en va de même ici, dans le second procès. Le capital se présente, lui, comme une valeur existant pour elle-même, pour ainsi dire égocentrique (ce qui, dans l'argent, est simple tendance). Mais, le capital existant pour lui-même, n'est-il pas le capitaliste? Divers socialistes affirment cependant qu'ils ont besoin du capital, mais non des capitalistes. C'est supposer que le capital n'est qu'une simple chose et non un rapport de production qui, réfléchit en lui, est le capitaliste." (d°, p. 251). Voilà la solution du problème : le capital est bien un rapport social, il est bien travail mort, et le travail vivant est bien une de ses composantes, mais il est un rapport social qui se réfléchit en lui-même de façon nécessaire. En cela il est le

capitaliste et comme tel fait face à l'ouvrier. On est ici sur un véritable noeud théorique où se croisent la critique de l'objectivisme et la fondation des classes comme éléments distincts et irréductibles d'une opposition réelle dans leur implication réciproque et dans leur contradiction.

Dire que le capital est travail vivant et travail mort, qu'il est même la relation entre les deux, une fois développée la relation dans ses deux moments, aboutit non à supprimer comme n'ayant pas de sens la contradiction entre le travail et le capital, mais à la produire dans sa forme la plus concrète, celle des classes : capitalistes et prolétaires (aussi bien dans le face à face de l'échange que dans le procès de production). "On peut distinguer le capital de tel capitaliste, mais on ne peut le distinguer du capitaliste qui, en tant que tel, fait face à l'ouvrier. De même tel ouvrier peut cesser lui aussi d'être le travail pour soi (...) il cesse alors d'être ouvrier, car en tant que tel, il est uniquement du travail existant pour soi." (d°, p. 251). Sur l'importance de la définition de la classe capitaliste, cf. T.C. 9.

La question "très complexe" qui turlupine Sander de l'objectivité et de la subjectivité (question qu'il se garde bien d'aborder), ne se résout pas par des va-et-vient entre "objectivité" et "subjectivité", "réification" et "activité", "économie" et "lutte de classes", mais comme la production du rapport de classes contradictoire entre prolétariat et capital dans le mouvement même du développement conceptuel de la notion de capital. Sander patauge complètement lorsqu'il cherche à différencier entre capital et capitaliste au niveau de la conscience, c'est-à-dire en terme de dépendance ou d'indépendance subjective par rapport à la valorisation. Il ne fait en réalité que différencier (mal) capital en général et capitaux particuliers. "Pourquoi les capitalistes continuent-ils à remplacer le travail vivant par du travail mort s'ils savent que cela détruit le taux de profit ?" La réponse ne relève pas de la différenciation entre capital et capitaliste, "objectivité" et "subjectivité", mais du rapport entre capital en général et capitaux particuliers, c'est-à-dire de l'analyse de la concurrence comme moment concret des lois du capital et par lesquelles elles s'imposent.

- Lettre de Carlos à Théo Sander : "Une rhétorique sans référence aux réalités changeantes", 12 / 7 / 93

La réponse de Carlos est méthodologique, se refusant à démonter la démarche de Sander, il la rejette comme méthode : son utilisation des tendances et sa façon de poser une vérité qui en elle-même se moque et se joue des contingences ("ruses de l'histoire").

Le point central de la réponse de Carlos, à partir de laquelle il aurait pu développer un dépassement de cette problématique et qui met le doigt sur ce qui constitue le noeud du problème se situe p. 46 : "A mon avis, la démarche de la lutte de classe et sa théorisation se fondent précisément sur le décalage entre la tendance générale et les limites des actions individuelles et collectives au jour le jour." Au lieu, à partir de là, de chercher à produire une synthèse qui dépasse et l'objectivisme et le subjectivisme, c'est-à-dire le "fatalisme optimiste" des lois économiques et le cours désordonné des luttes de classes, dans une désobjectivation des lois économiques et une désobjectivisation de la lutte de classes, Carlos effectue un va-et-vient entre les deux. Il rend hommage aux lois économiques générales, mais en même temps il leur dénie toute validité explicative immédiate. C'est la base générale de sa problématique de la lutte de classe critiquée au début de ce texte qui le contraint à ce va-et-vient. Conservant l'objectivité des lois économiques et ne concevant l'opposition entre prolétariat et capital que comme des points de vue antagoniques sur ces lois et à partir de ces lois, il est amené d'une part à leur rendre hommage, et d'autre part, avec la disparition de toute perspective d'affirmation de la classe à partir d'une identité ouvrière confirmée par l'objectivité de ces lois, il ne trouve plus dans ces lois de principe explicatif des luttes actuelles.

"Es-tu vraiment convaincu qu'à travers la proposition générale qu'est la baisse du taux de profit, on puisse expliquer absolument tout ce qui se passe dans la réalité fragmentaire et

contradictoire du monde et de nos expériences sociales et individuelles ?" (p. 45). "La problématique est exclue parce qu'il n'y a plus de problèmes : tout s'explique par la loi générale, tous les faits sont réduits à une vérification de la loi ; il importe peu alors que dans leur apparence les phénomènes expriment une correction (ou une contre-tendance) car en finale tout finit par se rapporter à la loi générale". Mais p. 47 : "Je ne nie pas la validité de la loi de la baisse du taux de profit en tant qu'explication générale du système capitaliste, mais je me borne à en souligner les contre-tendances, les péripéties, les déviations qu'à mon avis soulèvent les affirmations téléologiques et trop poussées du réductionnisme économique." Pour Carlos, les lois et les concepts qu'elles mettent en oeuvre ne sont pas seulement le "concret pensé", ils sont des réalités agissantes à leur niveau, celui de la généralité, du devenir global. Leur niveau, leur modalité, leur champ d'action, sont simplement différents de ceux des agissements concrets immédiats. "... le système capitaliste a des limites historiques (...). Effectivement, la portée de l'intervention humaine et collective est plutôt limitée à l'égard de la grande vision (supra ou méta) historique à laquelle nous rattache la baisse du taux de profit. Cependant, c'est là, dans les niveaux à la portée des interventions concrètes, que se tient l'enjeu des conflits et des luttes." (p. 45) ; ou alors : "En effet, la prolétarianisation grandissante unifie le prolétariat, mais à un certain niveau (conceptuel), parce que ce que je vois est l'atomisation, la décomposition des éléments d'agrégation précédents et l'affaiblissement des liens sur lesquels se basait l'unité pratique des mouvements prolétaires..." (p. 46). D'une façon extrêmement terre à terre il faut d'abord reconnaître que quel que soit le cycle de luttes il y a des moments où la classe ouvrière est battue, subit la restructuration, est atomisée, etc... Mais là n'est pas vraiment le sujet de la réponse de Carlos qui voudrait simplement que Théo et sa loi accepte une nouvelle alliance avec les hommes.

Il est exact que la loi n'est valable qu'à un certain niveau d'abstraction, mais ce niveau d'abstraction n'est qu'un niveau d'abstraction, il n'est pas une réalité souterraine, il n'est pas, par exemple, la tectonique des plaques par rapport à la formation du relief. Les lois, les concepts ne définissent pas un autre niveau de réalité agissante, ils sont les lois, les concepts de cette réalité immédiate (et il n'en existe pas d'autre), de l'activité concrète dans son déroulement historique immédiat, et celle-ci n'est pas leur manifestation comme le monde sensible face aux idées platoniciennes. Il ne s'agit pas dans ces lois de l'abstraction d'un autre niveau de réalité, mais du seul niveau qui existe, celui des expériences concrètes. Ainsi, la prolétarianisation grandissante n'unifie pas le prolétariat, tandis que l'on ne verrait qu'atomisation au niveau concret ; la décomposition (celle-ci peut être discutée en tant que réalité) n'est rien d'autre que cette prolétarianisation grandissante qui n'unifie rien à un autre niveau, mais permet de développer toutes les déterminations concrètes de cette décomposition, c'est-à-dire de poser la "décomposition" comme reproduction du rapport social entre prolétariat et capital (il s'agit là d'un exemple, nous avons contesté plus haut la vision unilatérale de la décomposition).

Carlos ne s'attaque pas au contenu des "vérités" de Sander, si bien que sa critique de la méthode demeure erratique. En fin de compte, il en arrive à accepter les conceptions substantialistes de Sander quant à la baisse du taux de profit dans son rapport à l'événementiel de la lutte de classes, à "l'autodestruction" du capital, auxquelles il n'oppose que l'expérience immédiate. Tout au long de ce débat on retrouve de la part des protagonistes l'incapacité à dépasser la fausse opposition entre objectivité et subjectivité, entre cours économique du capital, cours de sa contradiction, et lutte de classes dans ses formes immédiates.

Suite...

Dans le n°91 (automne 99), ce débat sur la "restructuration" du mode de production capitaliste et sur les "transformations" de la classe ouvrière qui rebondit régulièrement dans Echanges,

connait une contibution particulièrement intéressante cherchant à élever la question au niveau de la définition de la classe révolutionnaire dans son rapport au capital : "Ce n'est pas le prolétariat qui est en crise, mais les idéologies réévolutionnaires qui volent en éclats" (signé V.M). L'auteur part du principe suivant : "Ce n'est donc pas par vertu que le prolétariat est révolutionnaire mais de par sa position dans la société capitaliste, comme pôle de la contradiction". De cette position de principe, l'auteur déduit pour s'en tenir plus directement au sujet : "Cependant reste posée la question de l'unité de la classe et du moment où celle-ci existe. Dans la période où la classe n'existe qu'en soi, elle agit à première vue d'une manière fragmentée. Ceci parce qu'elle est fragmentée par les diverses nuances de la réalité sociale qui la traverse. Mais ce phénomène ne retire rien à son uité, qui se réalise dans l'ensemble des problèmes économiques et sociaux naissant du fait même de l'existence de la classe et que les gestionnaires du capitalisme doivent affronter.". "La classe est à l'image de ce qui la produit comme classe et en même temps porteuse du dépassement de ce qui la produit comme classe". L'auteur de ce texte conclut sur l'idée qu'aujourd'hui ce qui ne fonctionne plus ce n'est pas la contradiction entre le prolétariat et le capital, ni "l'unité" de la classe mais la "mythologie" fondée sur des visions non-dépassées héritées de la période de "domination formelle" où le prolétariat pouvait se comprendre "hors du capitalisme". La classe est "de plus en plus impliquée de façon flagrante dans le captal", d'où, d'une part, la classe "ne peut plus alors exister comme alternative à la gestion bourgeoise du capitalisme, contrairement à ce qu'affirmait le contenu programmatique du siècle qui s'achève..." et d'autre part, pour conclure sur le sujet : "l'unité de la classe n'existe pas comme unité programmatique (...) mais comme manifestation de conflictualité avec le capital dans tous les secteurs de la vie...".

Dans le n° 92 (hiver 1999-2000), le texte sur "Smart, une grève pas comme les autres" (signé HS) revient encore sur la question. Il s'agit cette fois ci de dire qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Thèse : "L'intérêt de ce nouveau modèle de l'usine "modèle" est qu'il n'est pas nouveau du tout : les contraintes économiques, partie de la lutte de classe, partie d'un développement chaotique, est qu'il reconstitue l'usine intégrée telle qu'elle existait autrefois et que la recherche du profit maximum dans la sous-traitance avait fait éclater." Cependant, antithèse : "...ces travailleurs concourant à une même production sont maintenus dans une division qui, pour artificielle qu'elle puisse paraître n'en est pas moins réelle sur le plan des relations de travail." Enfin, synthèse : "le paradoxe de l'ensemble de cette situation, c'est que les nécessités de ces nouvelles techniques de production obligent à créer une unification que l'on nie par ailleurs en essayant, par des astuces juridiques ou organisationnelles, d'empêcher qu'elles reconstituent une unité prolétaire, en la niant en quelque sorte. On pourrait multiplier les exemples de cette réunification prolétaire derrière ces constructions factices : l'unité de lieu, l'unité de rythme de travail, l'unité dans les horaires (du fait du flux plus que tendu, toutes les unités distinctes doivent avoir les mêmes hotraires), etc." H.S a en grande partie raison, mais là où nous ne pouvons pas le suivre c'est quand il considère les divisions comme "factices", comme des "astuces". Nous pouvons renvoyer ici à l'étude sur les usines Peugeot à Montbéliard, publiée dans le "Monde Diplomatique" (Janvier 2000) où la destruction du collectif ouvrier est bien mis en valeur à l'intérieur même d'un lieu unique. De toute façon, comme nous l'avons plusieurs montré en abordant la question de la restructuration, une telle question ne peut être abordée et encore moins résolue en s'en tenant au seul procès de travail.

Le texte suivant a été adressé aux camarades publiant les revues "Bulletin Ouvrier" et "Mouvement Communiste".

"Bulletin Ouvrier" : christian Fletcher, 19 rue de l'Alun 918 à - Marolles en Hurepoix.

"Mouvement Communiste" : sans autre mention, BP 1666 Centre monnaie 1000 Bruxelles 1 Belgique.

Luttes revendicatives et interventions
(à propos du "Bulletin Ouvrier")

Je partirai de ce qui pour moi est le point central de toute production théorique qui se veut un tant soit peu systématique : le rapport des luttes quotidiennes à la révolution. De cette compréhension découlent les autres thèmes que j'aborderai : l'avant-garde ; le rapport aux luttes immédiates, cela incluant l'approche des syndicats et du syndicalisme ; la théorie et sa vérification ; le rapport entre le prolétariat et le capital comme mouvement historique du capitalisme.

1) Le rapport luttes quotidiennes / révolution

"Le prolétariat coalisé en association comme vendeur collectif de la marchandise force de travail, s'il poursuit avec détermination le but de la réévaluation du prix de marché de sa marchandise, constate dans le concret de son mouvement que la valeur qui se valorise par son truchement exclusif, devient la limite infranchissable qui enferme le marché du travail. Alors, il est astreint à placer ses revendications économiques sur le seul plan qui lui reste accessible, celui de l'indépendance politique, celui de la non compatibilité avec les Lois d'airain de la valorisation du capital. En un mot, il doit, à cette hauteur de son combat, dépasser la forme marchandise de la puissance productive de sa force de travail et, en la dépassant, renverser la dictature de la valeur en tant que telle. Sa lutte devient politique, sans pour autant perdre son ancrage, sa dimension et ses revendications "économiques". Au contraire, ces dernières ne peuvent, dans certaines circonstances, se réaliser que par le renversement politique des rapports de production" ("Bulletin Ouvrier", Réponse à "L'esclave salarié", p. 4, 1997). Le prolétariat "est une classe dont la défense intransigeante de ses intérêts matériels l'amène fatalement à se nier en tant que classe déterminée" (d°, p. 3).

Si je suis d'accord avec la seconde citation (j'aurai peut-être quelques réserves sur le "fatalement", mais ce n'est pas le sujet), je ne le suis plus avec la façon dont elle est développée dans la première. "Dépasser la forme marchande de la puissance productive de sa force de travail" n'est-ce pas par là-même dépasser "ses revendications économiques" (y aurait-il dans votre esprit une autre forme que marchande de la force de travail), et non pas les placer sur "le plan de la politique"? Si la lutte économique arrive à un point de "non-compatibilité avec les lois de la valorisation du capital", si en outre ce changement de plan "renverse la loi de la valeur en tant que telle", l'abolition de ces lois ne peut, je pense, qu'être ipso facto le dépassement de la lutte économique et non son changement de plan. On peut très bien considérer que dans un processus révolutionnaire n'existe pas du jour au lendemain, et pour tout le monde en même temps, de passage brusque entre la lutte économique et son dépassement comme abolition du capital, communisation de la société, il n'en demeure pas moins que le procès révolutionnaire devient incompréhensible si on ne le comprend pas comme un dépassement des luttes économiques. Vous parlez bien de dépassement, mais ce n'est qu'un changement de plan, passage au plan politique de ces mêmes luttes économiques conservées. Je ne fais pas du syndicalisme révolutionnaire, je n'ignore pas que la révolution aura à affronter centralement la puissance de la société capitaliste, concentrée dans l'Etat, mais elle ne le fera pas pour ensuite construire le communisme ou pire le demi-Etat dont vous parlez plus loin. Les mesures de lutte contre l'Etat sont dans la révolution d'entrée des mesures communistes, des mesures de communisation de la société. Si l'on peut encore parler d'acte politique, ce n'est qu'en rapport avec son objectif de destruction de l'Etat, il ne s'agit même

plus de l'enveloppe politique dont parlait Marx dans "Le roi de Prusse et la réforme sociale". Vous concluez même ce paragraphe en disant que ces revendications économiques ne peuvent ("dans certaines circonstances") se réaliser que par "le renversement politique des rapports de production". Voilà donc le prolétariat qui a renversé la valeur et les rapports de production (capitalistes, je suppose), qui a "brisé les lois d'airain de la valorisation du capital" et qui réalise ses revendications économiques : augmentation des salaires ; arrêt des licenciements ; baisse des cadences ; protection sociale. C'est pour le moins une situation assez étrange. Il n'y a plus de rapports de production capitalistes et le prolétariat réalise ses revendications économiques (il vaut mieux tard que jamais).

Il est vrai que votre conception ne s'enferme pas dans ce dilemme, vous avez une porte de sortie, une échappatoire. Pour vous, renverser la "dictature de la valeur", les rapports de production capitalistes, c'est accéder au niveau politique de la lutte et le renversement des rapports de production est politique, vous ne précisez pas si on doit lire "n'est que politique". Votre porte de sortie c'est la période de transition : "La dictature du prolétariat, passage inévitable dans le cours historique aboutissant à l'abolition des classes, est défini par Lénine comme un semi -Etat, un pouvoir en voie de dissolution, un pouvoir qui organise activement sa disparition. Si la dictature du prolétariat s'est historiquement affirmée comme un moyen politique majeur de l'abolition des sociétés de classe etc., etc...". C'est pourtant quelque chose dont "la validation pratique, concrète", que vous vous imposez, est pour le moins sujette à caution. "Le renversement politique des rapports de production", cela ne peut signifier qu'une chose : les rapports de production capitalistes ne sont pas abolis, dépassés, mais le pouvoir d'Etat appartient au prolétariat, c'est la dictature du prolétariat. C'est une impossibilité dans les termes, je veux bien être dialecticien, mais il y a une limite. Cette limite c'est quand on ne comprend pas que ce que l'on appelle dictature du prolétariat c'est le retournement, comme développement du capital, des limites de la révolution comme affirmation du travail.

Impossibilité dans les termes, vérifiée dans les révolutions russe et allemande. La dictature du prolétariat a été l'expression de toutes les limites du cycle révolutionnaire de la subsumption formelle du travail sous le capital, cycle dans lequel la révolution ne pouvait que se présenter comme affirmation du prolétariat, libération du travail et des forces productives, ce que nous appelons le programmatisme. La révolution comme affirmation de la classe se trouve confrontée à une contre-révolution qui a pour contenu ce qui justifie la révolution elle-même : la montée en puissance de la classe dans le mode de production capitaliste, sa reconnaissance et son intégration dans la reproduction de ce mode de production. Cela peut même s'appeler "dictature du prolétariat".

Mais cette échappatoire est une pétition de principes, vous êtes obligés de prendre en compte cette impossibilité actuelle de considérer la révolution comme la transcendance des luttes économiques lorsque vous constatez qu'il n'y a plus place pour un véritable réformisme ouvrier. Vous dites : "cette dynamique du "social", de "l'économique" du côté ouvrier, qui à un moment donné de son cycle doit forcément s'exprimer sur le plan du et par le politique a été bien comprise par l'adversaire de classe, qui, historiquement lui a donné le débouché de l'intégration du mouvement ouvrier réformiste à l'Etat" (d°, p. 5). Si "l'adversaire de classe" lui a donné ce débouché, n'est-ce pas parce que cette dynamique appelait ce débouché, à moins de voir là simplement une contrainte extérieure de l'adversaire, un détournement, une magouille? Si l'on pose, comme dans la période social-démocrate classique du réformisme, la montée en puissance de la classe au travers de ses luttes économiques comme le processus même de la révolution, le passage en subsumption réelle "condamne" cette montée en puissance et toutes ses formes institutionnelles à devenir des moments de la reproduction du capital, des moments de son autoprésupposition.

Vous constatez que les "luttes revendicatives, même les plus radicales, tombent systématiquement dans le piège et sous la coupe de la démocratie sociale" (d°, p. 5) ; mais

vous invoquez alors "le dépassement politique mené sous le signe de l'autonomie de la classe" (d°). Vous constatez que "toute structure stable inscrite sous le signe de l'autonomie de classe de négociation et de combat autour du prix de vente de la marchandise force de travail n'est plus possible" ; mais vous n'en tirez pas les conclusions. Si les luttes économiques menaient en droite ligne à la révolution, même sous la forme de leur dépassement-conservation au plan politique, et se réalisaient une fois celle-ci effectuée, il y aurait encore place pour cette structure stable que vous cherchez cependant à initier plus ou moins dans votre pratique. Finalement, si votre liaison entre luttes économiques et révolution était la bonne, il y aurait encore place pour un syndicalisme de classe autonome.

Contrairement à "l'Esclave Salarié", pour "sauver la revendication" vous ne tombez pas dans une condamnation absolue des syndicats. Pour vous les syndicats ne peuvent pas mener la lutte jusqu'au bout, "jusqu'aux extrêmes conséquences de la lutte défensive". Mais si la lutte défensive, la lutte économique, pouvait en tant que telle atteindre les extrêmes conséquences que vous envisagez, c'est-à-dire pouvait être ce dépassement politique dans lequel elle se dépasse et se conserve, les syndicats ne seraient pas ce rouage de l'Etat que vous décrivez et ils mèneraient ces luttes à leur terme.

Vous voulez "sauver la revendication" comme la voie royale de la révolution, tout en condamnant en partie les formes historiques données de la lutte revendicative. Vous êtes enfermés dans cette proposition, car vous considérez la revendication poussée au bout comme étant, en tant que telle, et sub specie politique, la révolution. Depuis bien longtemps, les luttes économiques ne "valident" plus d'y voir la production d'un quelconque débouché en dépassement politique, il n'y a plus de politique ouvrière, ni réformiste indépendante, ni radicale. En conservant l'aboutissement extrême des luttes revendicatives comme étant en tant que tel révolution, vous vous condamnez à ne comprendre le syndicalisme que comme un détournement des luttes économiques, quoi que vous en disiez. Ce qui justifie votre intervention dans ces luttes : elles peuvent toujours pour vous être autrement , cet autrement c'est être le marche-pied de la révolution sans se dépouiller de leur caractère de lutte économique.

Notre compréhension du rapport entre luttes économiques quotidiennes et révolution est développée dans le texte "Des luttes actuelles à la révolution" dans T.C. 13. On sort du dilemme (absolu ou relatif) de l'acceptation de la revendication et de la condamnation de ses formes, en considérant qu'il n'y a pas transcendance entre les luttes économiques et la révolution (vous le dites mais sans en tenir compte, vous ne faites que rajouter la politique). On ne peut aborder le rapport entre les deux qu'en périodisant les cycles de luttes, c'est-à-dire fondamentalement qu'en ayant le concept de programmatisme.

Actuellement, la contradiction entre prolétariat et capital ne peut plus porter l'affirmation de la classe (même transitoire) comme sa résolution. Dans la contradiction actuelle entre prolétariat et capital, le prolétariat ne peut plus développer un quelconque rapport à lui-même, une identité prolétarienne qui se trouverait confirmée dans la reproduction du capital, la contradiction se situe au niveau de la reproduction des classes, de leur implication réciproque. C'est en cela que les luttes quotidiennes sont déterminantes, qu'elles sont en tant que cycle de luttes productrices de leur dépassement : contradiction entre prolétariat et capital se définissant au niveau de la reproduction de leur rapport ; disparition d'une identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital ; identité entre l'existence comme classe du capital et de sa contradiction avec le capital. La révolution ne peut plus se poser comme la mise en mouvement d'une nature révolutionnaire face au capital. C'est à un tel niveau de la contradiction que peut se produire la résolution du problème fondamental de la lutte de classe prolétarienne : comment le prolétariat agissant en tant que classe peut-il, abolissant le capital, abolir les classes et donc lui-même ? C'est un tel type de structure et de contenu du cours quotidien de la lutte de classes qui, dans le processus trivial du cours quotidien des luttes

revendicatives, produit son dépassement comme remise en cause, par le prolétariat, de sa propre définition comme classe, dans sa contradiction avec le capital. Dans le cours de la contradiction, dans ce cycle de luttes, le prolétariat est amené à poser sa propre définition comme classe comme étant une contrainte extérieure imposée par le capital. Il trouve alors dans ce qu'il est contre le capital, et l'abolissant, la capacité à produire, dans sa propre négation, le communisme. Il faut ce cycle de luttes, il fallait ces luttes revendicatives, pour produire ce dépassement.

Voulant "sauver la revendication" comme processus continu vers la révolution, dans une perspective générale de transcroissance, cela dans une période du capital où le passage des luttes économiques à la révolution est un dépassement (dépassement produit) et non plus une transcroissance, vous inventez des médiations qui sont condamnées d'avance : prise du pouvoir politique ; avant-garde ; radicalisation en tant que telle des luttes économiques. En fait vous tombez dans le gauchisme tel qu'on peut le définir depuis les années trente : ayant perdu la relation immédiate entre les luttes économiques et la révolution, c'est la volonté de la recréer par toutes sortes d'expédients de plus en plus dérisoires. Toutes vos médiations sont bancales. Votre avant-garde n'en est plus une, votre dépassement politique est une pétition de principes, votre période de transition un resucé crypto-léniniste, votre intervention du syndicalisme radical. Il n'y a ni à rejeter la revendication, ni à la sauver en tant que telle, elle est, c'est tout. Actuellement, dans le cycle de luttes présent, dans la restructuration du capital que vous ne pouvez prendre sérieusement en compte (vous vous contentez de décliner le concept du capital), le procès des luttes quotidiennes porte son dépassement, en tant que procès des luttes quotidiennes, pour être révolution. Malgré votre volonté de pragmatisme et d'études empiriques (ou peut-être à cause d'elle), prisonniers de vos schémas déductifs, c'est-à-dire de vos a priori idéologiques, vous ne pouvez reconnaître ni la disparition du débouché politique, ni celle de l'auto-organisation (la restructuration du rapport entre prolétariat et capital ne permet plus de rapport à soi du prolétariat face au capital).

2) Sur l'avant-garde.

Les commentaires qui suivent portent simultanément sur les deux brochures : "Mouvement communiste, supplément Air France" (1994) et le n°1 du "Bulletin ouvrier"(juin 95).

Tout d'abord, p. 3 et 4 du texte sur Air France, le chapitre intitulé "Action communiste et luttes ouvrières". Tout ce chapitre repose sur la distinction entre "révolutionnaires", "éléments avancés", "classe ouvrière". Il s'agit d'établir des contacts entre "facteurs communistes" et "classe ouvrière", dans le cadre des luttes élémentaires, afin "d'éclairer les ouvriers" sur les conditions et les buts de leur lutte.. Le but général est de "cristalliser un milieu ouvrier minoritaire d'avant-garde". Cependant les rédacteurs du "Bulletin ouvrier" ne se comprennent pas et ne se présentent pas comme une avant-garde : "en dehors des luttes nous n'avons rien de particulier à dire aux travailleurs" (B.O. 1, p. 71) ; "Notre intervention se fait sur la base de la recherche d'un rapport organique entre notre composante et les salariés en lutte. En ces circonstances nous n'agissons pas en donneurs de leçons ou en avant-garde auto-proclamée...Notre objectif est à la fois modeste et ambitieux : contribuer à faire avancer le mouvement en lui donnant certains moyens --à notre avis indispensables-- dont il ne dispose pas immédiatement, pour mieux comprendre où il en est et pour s'emparer le plus tôt possible de son devenir" (d°). Il s'agit "d'offrir aux prolétaires combattifs des analyses qui soient de véritables guides pour l'action, et qui par là fournissent à ceux-ci une intelligence claire de leur condition" (B.O. 1, p. 1). Cela ayant comme but "la recomposition d'un authentique milieu prolétarien révolutionnaire" (d°), milieu voué à devenir un lieu stable ayant pour but de "contribuer au surgissement d'une conscience ouvrière indépendante" et à "l'éclosion de la confiance des ouvriers en eux-mêmes" (p. 74), en leur "montrant que même pour contrer des faits mineurs de l'exploitation, ils n'ont pas fatalement besoin des "préposés à la tâche" pour

obtenir satisfaction." (d°, p. 74). "Des organes classistes" peuvent donc encore se constituer de façon stable, bien que minoritaire.

Le "Bulletin Ouvrier" se voudrait une avant-garde qui aurait intégré l'impossibilité de la constitution de la classe en force puissante et autonome à l'intérieur du mode de production capitaliste, qui aurait intégré l'impossibilité de la stabilisation du prolétariat en tant que force révolutionnaire permanente face au capital (cf B.O., p. 74), qui aurait intégré l'impossibilité de la transcroissance des luttes immédiates en révolution, qui finalement aurait intégré l'impossibilité de l'avant-garde. Mais tout cela sans en comprendre les raisons, comme le montre l'approche de "l'intégration des syndicats" (p. 73), qui demeure descriptive et ne parvient pas à l'analyse des causes de cette intégration. Il s'agit toujours pour le B.O. de "conseiller", de "guider", de "révéler", de "montrer", "d'éclairer", d'apporter ce plus de conscience qui ne peut venir des luttes immédiates elles-mêmes, ou qui en viendrait trop tardivement. "Puisque nous savons déjà où tout cela mène, puisque nous savons déjà de quoi il en retourne, abrégeons l'expérience" semblent dire les participants du B.O. C'est cela le rapport organique : une avant-garde qui n'en est plus une en ce qu'elle ne fait qu'éclairer, qu'apporter, que hâter ce qui doit de toute façon arriver. Cependant une avant-garde qui en demeure une en ce qu'elle considère la théorie communiste dans sa nature de "critique scientifique", comme déjà donnée par rapport à la lutte de classe, par rapport aux "luttes économiques défensives". Cette avant-garde a des principes de luttes à avancer, à proposer : l'auto-organisation, la généralisation. Toute lutte non auto-organisée ou qui ne se généralise pas est pour le B.O. une lutte qui ne va pas jusqu'au bout de ce qu'elle contient : "les luttes prolétariennes sont irrésistiblement poussées vers la généralisation", ou ne peuvent en se radicalisant que devenir auto-organisées.

Au niveau de l'expérience des luttes récentes cela n'est pas si évident. G.E.C. Alsthom en 94 ou les routiers de 96, n'ont cherché aucune généralisation, s'en sont même méfiés, c'est une tendance assez fréquente des luttes actuelles ; l'absence d'auto-organisation en est une autre, et même dans la grève des cheminots en 86, appeler auto-organisation les coordinations relève de la supercherie théorique. Cette conception de la théorie communiste comme déjà donnée par rapport aux luttes aboutit face à celles-ci à proposer un catalogue de techniques, de tactiques, d'attitudes, bien souvent dépassées, et ne considérant pas les luttes immédiates comme créatrices. Le rapport de la théorie aux luttes immédiates n'est pas un rapport de la science à l'expérience, mais un rapport productif, la théorie n'éclaire pas les luttes immédiates, ce sont celles-ci qui produisent de la théorie. Que cette dernière aboutisse à des formulations ultra-minoritaires chez quelques individus tient au fait même des rapports contradictoires entre le prolétariat et le capital et à leur reproduction. La contradiction est productrice de théorie au sens large, la simple réflexion collective dans la lutte n'est jamais une conscience de soi immédiate, mais médiée par ce qu'est le capital pour cette lutte et ce qu'il est en général, elle l'est aussi au sens restreint comme la formalisation à laquelle aboutit cette conscience qui n'est jamais conscience immédiate, donc théorie. Ainsi le rapport entre luttes immédiates et théorie est totalement renversé par rapport à la conception avant-gardiste, sans tomber pour autant dans le suivisme empirique et pragmatique. La production théorique est un moment nécessaire des luttes immédiates, ni en avance, ni les éclairant, ni en retard, ni phare, ni lanterne rouge. Elle participe des luttes immédiates pour autant qu'elle s'y produit et reproduit. Celui qui possède quelques "acquis théoriques" se laisserait piéger par eux en les considérant comme de la théorie, ils ne sont que de la "théorie en soi". Tout comme la valeur des moyens de production n'est transmise au produit final que par l'activité du travail vivant et que l'on retrouve sa valeur dans le produit fini que comme cadeau offert gratuitement par le travail vivant nouveau qui s'est cristallisé ; de même les "acquis théoriques" ne sont de la théorie que de par leur reproduction dans la production théorique nouvelle, c'est un cadeau de celle-ci que de reproduire cet "acquis" comme théorie. C'est la production théorique nouvelle que portent

les luttes immédiates, en tant qu'éléments émergés d'un cycle de lutte, qui reproduit comme théorie la production théorique antérieure, que ce soit la conception du travail salarié, du chômage, de la démocratie, des formes de luttes, des syndicats, de l'objectivité des contradictions "économiques" ... Le "théoricien", celui qui part de ses "acquis théoriques", s'imagine que sa compréhension préalable éclaire la situation qu'il a en face de lui, qu'il en possédait déjà l'analyse et le sens, mais alors soit il met face à cette situation une liste de propositions sclérosées, soit sans qu'il y prenne garde, la production théorique nouvelle dans la lutte a déjà remis en mouvement tous ses acquis qu'il persiste à considérer comme préalablement formulés dans la forme qu'il leur donne maintenant. "Être d'avant-garde, c'est marcher au pas de la réalité", disaient les situationnistes.

Il faut considérer concrètement la théorie. La théorie, c'est des gens qui parlent quelque part, qui agissent, ce sont des revues, des textes qui circulent, des tracts, des affiches, des réunions, des discussions... Même si nous disons quel est le sens de tel ou tel conflit, la tendance générale de telle ou telle période, c'est maintenant que nous le disons, et le fait de le dire maintenant, ce n'est pas être d'avant-garde, mais simplement participer de la lutte de classes telle qu'elle est maintenant, participer de sa constitution présente, ce n'est pas plus être en avance que d'autres seraient en retard.

Les luttes immédiates font que certains (le caractère ultra minoritaire pourrait être expliqué) y font de la théorie, la formalisent. Ils y participent alors en théoriciens et non en tant que théoriciens, c'est-à-dire définis préalablement dans et par cette activité, ce qui semble être votre attitude de guide ou d'éclaireur toujours empêtré avec sa théorie et sa science qu'il devra lier "organiquement" aux prolétaires... "avancés". La formulation théorique prendra place dans le cours des luttes immédiates au côté, contre, d'autres activités définissant dans le même mouvement ce cours des luttes immédiates.

Pour considérer ainsi l'activité théorique, autrement que comme activité d'avant-garde, comme venant éclairer les luttes et montrer ce qu'il faut faire, c'est d'abord ces luttes qu'il faut considérer comme réellement productives d'histoire et de théorie, ce qui n'est pas le cas dans le B.O. Ces luttes immédiates définies comme exclusivement défensives, on ne voit pas en quoi elles produisent leur dépassement en luttes révolutionnaires portant l'abolition du capitalisme. Elles sont justes comprises comme une sorte de gymnastique jusqu'aux conflits politiques décisifs. Ce qui n'empêche pas bien souvent la perspicacité et l'intérêt de ces analyses. Cela est corollaire de la conception avant-gardiste de la théorie qui, connaissant déjà ce qu'il faut faire, les conditions réelles de ce dépassement, ne parvient pas à intégrer en elle le cours des luttes immédiates comme étant la production historique, comme contenu et forme, de la contradiction révolutionnaire, comme étant la production concrète de cette contradiction, et production de sa théorie.

Vous poursuivez : "...pour passer de l'état de la lutte défensive à celui de l'amorce d'un processus révolutionnaire, ce n'est nullement la satisfaction d'une revendication particulière qui en décide, mais, comme disait le vieux barbu, "la réalisation de l'union grandissante des prolétaires dans la lutte"... Par conséquent, pour nous, les luttes défensives quotidiennes restent l'école de guerre du communisme. Mais à l'échelle historique, elles devront se dépasser et dépasser l'horizon borné de la catégorie, de l'entreprise, de la nation, des prix, de la valeur..." (B.O., p. 72). Comme il apparaît dans le supplément du "Mouvement Communiste" sur Air France, les luttes sont un travail de Sisyphe dont la seule utilité est de s'entraîner aux combats politiques décisifs (p. 33). Il est évident que face à une telle compréhension du cours de la lutte de classe, les révolutionnaires, les communistes aient pour tâche "d'établir (...) une interaction constante entre facteur communiste et classe exploitée dans ses luttes économiques élémentaires" (d°, p. 3). Le dépassement de ces luttes, éternel recommencement, c'est de l'action des communistes qu'il provient, communistes qui se lient aux luttes, on se retrouve dans un schéma bien connu, celui du "trade-unioniste" et du "communiste" lié aux masses. Ce

qui amène le B.O., dans l'analyse même des luttes, à glisser de l'analyse de la lutte qui a eu lieu à celle qui aurait dû avoir lieu ou aurait pu avoir lieu ; ou comme à Alsthom à ne pas voir que ce sont les ouvriers eux-mêmes qui ne voulaient pas de l'élargissement de la lutte, et que cet élargissement mené par les syndicats fut un moyen de noyer les éléments les plus combatifs. Il y a bien sûr "l'union grandissante" mais ici elle a plus l'air d'une figure de style que d'une analyse du dépassement des luttes quotidiennes en processus révolutionnaire. Comment peut-elle être grandissante, alors que les "luttes défensives" sont pour B.O. un éternel recommencement, quel est le contenu de cette union, dans quelle structure de la contradiction entre prolétariat et capital se développe-t-elle ? Ce qui est finalement étonnant, c'est que l'on se demande si le B.O. a vraiment besoin de tout ce fourbis théorique crypto-léniniste pour mener à bien le travail qu'il se propose de faire, bien sûr l'abandon de ce discours modifierait la problématique générale, mais est-ce qu'il modifierait le travail effectivement réalisé ? N'y a-t-il pas dans le B.O. décalage entre le contenu réel de sa pratique et son discours justificateur ? On est parfois, à la lecture, tenté de se le demander.

Il ne s'agit pas de rejeter tout le travail à faire autour de l'affirmation d'une théorie révolutionnaire, de sa diffusion, de la constitution de noyaux plus ou moins stables sur cette base et non sur celle de la lutte revendicative (aucune formation "communiste" stabilisée ne peut exister sur cette base), tout le travail de socialisation de cette théorie et "d'intervention" de ces noyaux. Même dans l'analyse des luttes immédiates, la théorie ne peut qu'être une affirmation de la nécessité de la révolution, qui de toute façon, même prédite par la théorie, reste à faire. Cependant affirmer que cela ne doit pas constituer en quoi que ce soit un avant-gardisme n'est pas une coquetterie, c'est situer cette activité dans le cours quotidien de la lutte de classes réellement, concrètement, productif de son propre dépassement comme révolution communiste, c'est comprendre cette activité comme produite dans ce cours comme une de ses déterminations pratiques, comme un de ses éléments, et cela dans ces caractéristiques théoriques elles-mêmes, et non cette production théorique comme existant en soi, en tant que corps constitué, face et précédant ce cours immédiat. Cette différence d'approche du rapport entre théorie et luttes ne peut pas ne pas être dans un rapport nécessaire avec le contenu même de la théorie que l'on produit. Dans le cas du B.O. ce qui disparaît de la théorie communiste c'est le capital comme rapport et pôle du rapport, c'est l'implication réciproque entre prolétariat et capital. La lutte de classes en tant qu'histoire du capital est réduite à une suite, sans sens, de tactiques et de pratiques indépendantes de la classe ouvrière et de la classe capitaliste. C'est-à-dire que le développement du capital n'est pas compris comme sa résolution. La constatation historique du cours des choses tient lieu d'explication : les syndicats sont intégrés parce qu'entre 17 et 28 ils ont participé à l'écrasement de la révolution (cf le petit historique p.73).

La production de théorie est inhérente à la lutte de classe. Cette dernière sous toutes ses formes se produit volontairement, consciemment, dans ses caractéristiques, ses limites. Elle est sa propre dynamique, il n'y a pas "rien à faire" face à une situation objective où tout serait déjà donné. La lutte de classes est toujours déterminée, elle est toujours une contradiction réelle historiquement existante et déterminée, mais cela n'est pas une contrainte objective déterminant a priori toutes les activités subjectives qui s'affrontent. Cette "contrainte objective" n'est que le mouvement et le résultat de l'activité des classes qui ne sont pas plus "libres" que la situation de la lutte n'est une réalité objective tyrannique les agissant. La contrainte objective est pour chaque lutte quelque chose qui se dissout en activités, en un mouvement de la lutte de classes qui, en lui même comme objectivité, implique sa remise en cause, sa dissolution, comme moment de l'objectivité, dans l'activité tant de la classe capitaliste que du prolétariat. C'est l'acceptation non critique de l'objectivité des situations qui conduit soit à l'avant-gardisme comme l'esprit soufflant sur la matière objective, soit à l'acceptation béate du cours des choses.

"L'existence d'une avant-garde communiste suppose qu'il y ait un mouvement de la classe explicitement orienté vers la destruction du capitalisme" ("Encore quelques précisions", p. 1 - texte de réponse à "l'Esclave Salarié-). Si le mouvement de la classe est explicitement orienté vers la destruction du capitalisme, qu'est-ce qui distingue alors l'avant-garde dans ce mouvement ? En fait vous précisez un peu plus loin ce rôle de l'avant-garde : "contribuer au premier chef au surgissement et au renforcement de cette organisation de la classe exploitée en classe dominante" (d°, p. 2). Donc l'avant-garde, si possible constituée en parti politique, a pour rôle de donner au mouvement de la classe explicitement orienté vers la destruction du capitalisme, ce qu'il ne peut plus contenir aujourd'hui comme but : s'ériger en classe dominante. Toutes les conditions et présuppositions que vous mettez à l'existence de l'avant-garde, intègrent, de fait, que la problématique de la lutte de classe ne se pose plus dans les termes qui produisaient la théorie et l'existence des avant-gardes. La nécessité de l'avant-garde ne demeure, dans votre problématique, qu'en ce que vous conservez la transcroissance des luttes économiques à la révolution, il faut donc quelque chose qui travaille à l'accomplissement de cette transcroissance devenue impossible. Cette impossibilité ne tient pas à une conjoncture particulière de la lutte de classe, elle est structurelle en subsumption réelle du travail sous le capital. Conservant, dans les conditions actuelles, à partir des luttes économiques, une perspective d'affirmation de la classe en classe dominante, vous avez besoin de l'avant-garde comme facteur de cette transcroissance. Cette transcroissance serait prouvée par l'existence des noyaux communistes que vous voulez fonder sur la base des luttes revendicatives (une impossibilité dans les termes), et dans l'avant-garde qu'ils préfigurent. votre démarche ne serait qu'autovalidante si vous parveniez à la création de ces noyaux, mais vous n'y parviendrez pas.

Pour nous un des grands acquis du cycle de luttes, qui s'achève dans les années 70, et de la critique pratique et théorique qu'il contenait, fut la possibilité de théoriser et de critiquer la notion de "programmatisation", c'est-à-dire de la révolution vue comme une montée en puissance de la classe et une affirmation du travail, de la classe ouvrière, ou du prolétariat (critique en germe dans la problématique des Gauches). Si la révolution et le communisme sont bien l'oeuvre d'une classe du mode de production capitaliste, ils ne sont pas en droite ligne la victoire d'un des termes de la contradiction en jeu dans l'exploitation. Il ne peut donc y avoir transcroissance entre les luttes du cours quotidien de la lutte de classe et la révolution. Celle-ci est un dépassement produit par cette contradiction.

L'exploitation est la contradiction entre le prolétariat et le capital et le contenu de leur implication réciproque, comme développement du mode de production capitaliste, au travers de la subsumption du travail sous le capital qu'est l'exploitation. L'activité du prolétariat dans la contradiction trouve dans cette implication, et donc dans ce qui définit son propre contenu et son propre déroulement, une limite infranchissable. Cette structure définit la notion de "luttes immédiate" et de "cours quotidien de la lutte de classes". A partir de chaque lutte c'est dans ce cadre que se situe la question de l'intervention, aucune dynamique ne lui permet de dépasser cette situation, car cela serait lui demander d'être autre chose que ce qu'elle est : un moment d'une contradiction qui est implication réciproque entre ses termes.

Il ne s'agit absolument pas, avec la bonne conscience que donne la vision des "buts finaux", de considérer ces mouvements d'un oeil condescendant et de les laisser au vulgaire embourbé dans l'immédiateté. La critique ne porte pas sur le fait d'y être ou non, d'y participer ou non, il n'y a pas en réalité de problème de choix là dedans, la contradiction entre prolétariat et capital définit et désigne ses acteurs de façon totalitaire. Ce que je critique (du "neutralisme" d' "Echange et mouvement" à l'interventionnisme du B.O.) ce sont les conceptions et pratiques qui de la situation constamment contradictoire entre le prolétariat et le capital passent plus ou moins directement à la révolution, sans considérer que pour le capital cette contradiction est sa propre dynamique dans laquelle les deux termes de la contradiction sont reproduits, et donc

l'activité du prolétariat intrinsèquement limitée par cela même par quoi elle est. Or ne pas considérer ce processus ne l'empêche pas d'être bien réel. Il en résulte que la simple présence dans un mouvement au nom de la contradiction entre prolétariat et capital directement ou potentiellement identifiée au procès révolutionnaire, entraîne que soit l'on se retrouve dans une situation d'intervenant ou de militant (plus ou moins embarrassé par ce que l'on voudrait "faire passer"), soit dans une situation de décalage grandissant avec un mouvement dans lequel au départ on envisageait sa présence dans un rapport de complète adéquation avec lui, même en considérant les oppositions et contradictions internes qu'il pouvait comporter. On se cherche alors des adversaires, ou on se fixe des buts intermédiaires, quand ce ne sont pas des objectifs organisationnels.

Le problème dans lequel nous sommes embarqués est celui de la liaison entre luttes immédiates, contradiction prolétariat - capital, révolution, communisme. Actuellement cette liaison n'est pas immédiate, c'est une relation produite théoriquement, voilà pourquoi nous sommes "théoriciens". Mais être "théoriciens" c'est aussi être embarqués dans cette immédiateté, c'est être face aux limites des luttes immédiates, face à toutes les "nuisances" de ce système, face aux formes particulières de la restructuration, et c'est désigner ces limites en tant que telles, reconnaître ces formes, caractériser la période. Nous ne nous contentons pas de faire de la "grande théorie", sur la contradiction, le prolétariat, le communisme, le fétichisme, etc...ou plutôt cette théorie là se fait parfois en l'oubliant. Dans TC, les textes sur le cycle de luttes, l'évolution de la crise, la grève des cheminots, les coordinations étudiantes, sont nombreux et cela dès le numéro 3.

Bien sûr, en 1986, nous n'avons pas distribué de tracts sur les coordinations dans les dépôts de la S.N.C.F ou auprès des voyageurs, au cours de la grève. C'est qu'un tract ou une affiche impliquent une appropriation ou une application immédiate de ce qui est énoncé, or tout ce que nous pourrions énoncer ne peut que porter sur la liaison entre luttes immédiates, révolution et communisme (sinon c'est de la tactique organisationnelle, du racket ou de l'incantation) et cette liaison justement n'est pas immédiate.

Nous pouvons aussi être personnellement impliqués dans ces luttes ; à ce moment là nous ne sommes pas dans une situation bien différente de celle de nos voisins : on se retrouvera certainement parmi les premiers à désigner et à se heurter aux limites intrinsèques des luttes (le corporatisme dans les coordinations par exemple, corporatisme sans lequel elles n'auraient jamais existées, cf. TC 10), parmi les premiers à s'engueuler avec le syndicaliste local ou le bureaucrate auto - organisé. Est-ce que l'on dira alors des choses bien différentes de ce que disent bien d'autres, est-ce que l'on ne fera pas comme bien d'autres qui se retrouvent d'eux mêmes, ou contraints, sur la touche quand le mouvement entre dans sa phase finale de négociations et de retour à l'ordre ?

A aucun moment nous n'aurions été schizophrènes, à aucun moment nous n'aurions oublié ce que nous faisons par ailleurs. Car dans ce que nous faisons par ailleurs nous n'avons rien à proposer, pas plus l'auto-organisation que le syndicalisme. Quand "par ailleurs", nous analysons un mouvement de luttes, nous ne savons jamais conjuguer l'irréel du passé (aurait pu, aurait dû). N'ayant rien à promouvoir nous ne sommes jamais embarqués dans un mouvement en tant que "Théorie Communiste".

Ce n'est pas que nous ferions de l'intervention et de la théorie deux mondes irréductibles l'un à l'autre, le problème est celui de la liaison luttes-révolution-communisme, ou plutôt situation de la contradiction-révolution-communisme. Actuellement cette liaison est loin d'être immédiate ou pouvant résulter de la transcendance d'éléments positifs inclus dans ces luttes et démarquables d'elles. Chaque fois que l'on veut produire une liaison directe, on est amené à sauter par dessus le fait que la contradiction entre prolétariat et capital est de façon absolument identique contradiction et reproduction.

En ce qui concerne plus spécifiquement le nouveau cycle de luttes, la contradiction se situe au

niveau de la constitution et de la reproduction des classes dans leurs rapports. Il y a alors trois conséquences :

o D'une part, coalescence entre la constitution en classe du prolétariat et sa contradiction avec le capital, d'où disparition de toute confirmation d'une identité prolétarienne (c'est-à-dire : autonomie, organisation, partis ouvriers, politique alternative du travail...).

o D'autre part, cela signifie qu'en l'absence d'une crise générale de la reproduction du rapport, toute lutte trouve dans ce qui la définit, son rapport au capital, ipso facto ses propres limites comme étant la reproduction du rapport (même modifié).

o Enfin : la contradiction se situant au niveau de l'autoprésupposition c'est-à-dire de la reproduction des classes et de leur rapport, elle remet nécessairement en cause l'intégrité de ses termes, la lutte du prolétariat ne peut être élimination préalable de l'adversaire. Affrontant le capital, c'est sa propre constitution en classe que le prolétariat affronte, il n'y a aucune contradiction interne ou différenciation de modes d'être de la classe, mais affrontement avec l'autre terme bien réel et autonome du rapport : le capital. C'est par là que la révolution et le communisme sont le dépassement qu'appelle et que produit ce cycle de luttes.

Ces considérations n'empêchent pas en ce qui concerne le nouveau cycle de luttes d'en dégager des aspects dynamiques. L'abstraction de tels aspects dynamiques résulte du fait qu'il y a un lien historique entre cours quotidien de la lutte de classes et révolution. De façon générale le lien historique entre le cours de la lutte de classes et la révolution se situe dans la situation constamment contradictoire du prolétariat vis-à-vis de la forme sociale nécessaire de son travail comme valeur accumulée face à lui et ne le demeurant qu'en se valorisant comme capital (la baisse tendancielle du taux de profit est un rapport de classes). Cette contradiction est pour le capital sa propre dynamique. Subsumant le travail au travers de cette contradiction, l'exploitation, le capital est constamment l'agent de la reproduction générale du rapport, et toutes les conditions se retrouvent ainsi constamment comme capital face au travail ; par là, le cours quotidien de la lutte de classes, qui n'est rien d'autre que cette contradiction comme activité du prolétariat, est essentiellement limité. Le cours quotidien de la lutte de classes n'appelle pas son dépassement de par un processus interne mais bien au travers de la crise du capital. La contradiction entre le prolétariat et le capital, de par ce qu'elle devient nécessairement, constitue cette crise en médiation de sa résolution. Ce qu'il ne faut jamais perdre de vue c'est que c'est la même contradiction qui porte la dynamique du capital et qui éclate dans la crise. Ainsi, le contenu que le prolétariat donne historiquement au dépassement du capital avec la crise de la reproduction du rapport de production n'est pas fortuit par rapport à ce cours quotidien, mais dans un rapport nécessaire.

A partir de là on ne situe pas la production théorique dans un monde différent, mais toute intervention au sens courant du terme devient extrêmement difficile, pour ne pas dire impossible, comme tout regroupement sur la base de ces interventions ou d'une croyance en une liaison directe entre ces luttes et la révolution, malgré les illusions qu'on peut avoir. Faire de cette liaison immédiate entre les luttes et la révolution, le contenu de tracts, d'affiches ou d'une présence plus ou moins systématique en tant que groupe constitué ayant sa problématique théorique, sa compréhension de la révolution, du communisme, n'a strictement aucun sens, c'est une contradiction dans les termes, un monstre, une absurdité. La prise en compte nécessaire de la liaison entre ces luttes et la révolution n'implique pas "l'intervention" mais la production théorique. Si le contenu du rapport, de la liaison, est médiat, est une abstraction théorique, il ne peut devenir par le miracle d'un tract ou d'une affiche, le contenu d'une intervention pratique, il ne sera alors qu'un soliloque délirant. A l'époque de l'affirmation de la classe, au cours des cycles antérieurs, il n'en était pas toujours ainsi, même si la liaison ne fut jamais en réalité immédiate.

Le danger de toute critique de l'intervention consisterait à abstraire le but (la révolution ou le communisme) de son mouvement, à en faire deux mondes irréductibles. Le danger est

d'autant plus important qu'il est conforté par la domination de la restructuration du capital. Cette tendance théorique à abstraire le communisme, comme but final, de son mouvement est une tendance lourde de ce type de période, et peut se figer soit dans une production théorique qui ne se préoccupe pas du développement historique du rapport entre prolétariat et capital, soit de façon plus radicale dans l'abandon désenchanté de toute production et publication. Cependant, inversement, la théorie communiste ne peut être "communiquée", on entrerait alors dans une relation entre classe ouvrière et militant, en retombant dans toutes les problématiques de l'organisation, de la conscience à promouvoir, de l'opposition entre les grands principes et l'état des choses. Alors en se voulant la plus immergée possible, la théorie aboutirait à un résultat contraire : un programme communiste déjà donné auquel adhérer (voilà le communisme : à genoux!).

Finalement je pense que le problème de l'intervention est insoluble a priori, car à définir à l'avance nous serions toujours en retard sur la réalité. Le problème est toujours celui de la conception que l'on a de la liaison entre le cours quotidien de la lutte de classe et la révolution : soit transcroissance, soit dépassement. Dans le premier cas on risque de sombrer dans l'immédiatisme, l'ornementation théorique, le commentaire socio-culturel radical et paradoxalement à présenter un programme à appliquer ; dans le deuxième cas on est guetté par l'abandon de la vision du communisme comme mouvement qui abolit les conditions existantes et l'on risque de ne plus saisir que le dépassement du cours immédiat de la lutte de classes est un dépassement produit .

3) Le rapport aux luttes immédiates

"Ainsi sous le capitalisme, raconter aux prolétaires que l'on peut par la lutte dure, générale, de classe, etc. obtenir tout ça et à la fois s'il vous plaît, revient à semer en leur sein la pire des illusions syndicalistes et réformistes." (réponse à "L'Esclave Salarié"). "Tout ça", c'est : réduction massive des heures de travail, et de leur intensité, refus des licenciements, incorporation des chômeurs à la production, augmentation des salaires réels. Vous infligez à "l'Esclave salarié" une petite leçon d'économie marxiste pour leur expliquer que l'on ne peut pas obtenir tout cela à la fois. Vous êtes contre que l'on puisse dire que l'on peut obtenir tout cela à la fois, mais d'accord pour dire que l'on peut l'obtenir de façon séparée, sans que cela soit : "semer dans le sein du prolétariat les pires illusions". Ou alors, je ne comprend pas le but de vos tracts, car c'est bien ce genre de choses que vous réclamez.

-- Tract "La peur doit changer de camp" (mai 93).

Conclusion en caractères gras du tract : "Aucun licenciement" (grève Air France). Avec pour argument de la force du prolétariat dans le cadre de l'entreprise : "sans notre travail, la compagnie n'est rien", est-ce à dire que la compagnie c'est nous ? "Décider de ne plus accepter les caprices des crapules qui au nom de l'économie sont prêts à détruire nos vies." Passons sur "caprices des crapules", pour désigner ce que par ailleurs vous appelez les "Lois d'airain de la valorisation", le plus important c'est que vous, vous savez que les licenciements auront lieu, au mieux qu'ils seront retardés, que rien n'est jamais acquis comme vous le répétez par ailleurs. Mais vous ne le dites pas, pourquoi ne dites vous pas aux travailleurs d'Air France ce que vous écrivez à "l'Esclave Salarié" ; si vous ne voulez pas être au chômage la seule solution c'est de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour accélérer l'accumulation du capital dans la compagnie. "Globalement" le chômage ne recule que par "une relance énergique de l'accumulation de capital" (réponse à "L'Esclave Salarié") et dans le détail...en le transportant chez les autres. On ne peut pas faire un tract disant ce que vous dites à l'E.S. En fait ce que vous ne pouvez pas dire dans un tract, sans mettre en l'air toute votre intervention, c'est la critique du rapport salarial pour lui-même. Ce que vous ne pouvez pas dire non plus c'est le fondement, la raison d'être elle-même de votre pratique : le contenu de la revendication n'a que peu d'importance ; ce qui compte c'est que vous vous entraînez pour la

lutte pour le communisme.

--Tract "Quel genre d'automne voulez vous ?" (sept. 93)

"Pourtant qui a décidé de prendre des parts dans diverses compagnies dont la plupart n'avaient plus de marché, ou dont l'avenir est pour le moins incertain, car l'Etat qui était l'actionnaire unique a disparu (Sabena par exemple). Au nom de quoi devrions-nous payer ces notes ?"

Reprochez-vous aux capitalistes d'être mauvais gestionnaires, comme dans un vulgaire tract de la C.G.T ? Au nom de quoi payer la note ? C'est simple, et vous connaissez la réponse, au nom de notre condition de salariés. Vous appelez alors à "bousculer les plans des patrons", avez-vous un autre plan de gestion de l'entreprise permettant de "sortir du piège où nos économistes de patrons veulent nous coincer."

"Sans notre travail à tous rien ne fonctionne" : proposition qui a tout de la fausse évidence.

Quand on dit cela on considère le travail dans sa subjectivité, face aux moyens de production que l'on maintient réciproquement dans leur nature de capital en soi, à ce moment là la proposition est fausse, car à ce moment là rien ne fonctionne. Dans le procès de production, le capital est tout aussi productif que le travail, en ce qu'il est le rapport par lequel le travail accumulé absorbe le travail vivant. Dans l'ensemble du tract, une telle proposition a pour sens : nous sommes réellement l'entreprise et nous sommes victimes d'erreurs de gestion.

--Tract "10 jours qui ébranlèrent Air France" (25 oct. 93)

Début du tract : "De toute façon, la discussion sur la répartition des efforts est un faux débat, nous n'avons pas à discuter sur la façon de nous passer à la casserole...nous n'avons pas du tout les mêmes intérêts. Il n'y a donc pas de discussions possibles". Radicalité admirable, mais intenable dans un tract au cours d'une lutte revendicative ; pas d'intervention possible sur la base de la lutte revendicative si on en reste là. D'où renversement de la vapeur : "Si des discussions avec les patrons ont lieu nous devons pouvoir choisir ceux qui nous représenteront... S'il doit y avoir des négociations qu'elles se déroulent à Orly ou à Roissy, à la vue et au su de tous et non dans l'ambiance feutrée de la Défense." Des discussions, des négociations, mais autogérées, cela change-t-il leur nature de négociation au point de ne plus justifier la critique initiale ? Soyons clair, nous ne critiquons absolument pas les luttes revendicatives, ce qu'elles peuvent obtenir ou le fait qu'elles échouent, autant critiquer le fait qu'il y ait des classes, ce que nous critiquons c'est "l'intervention révolutionnaire" dans ces luttes.

--Tract "Rien n'est jamais acquis" (11 nov. 93)

Là le plan est inverse : au début, "que celles-ci (les négociations) aient lieu au vu et au su de tout le monde, que les discussions soient retransmises en direct, sans manipulations." A la fin : "il n'y a rien de commun, rien de négociable entre le loup et les agneaux." Mais on ne peut "intervenir" sur cette base, il faut avoir du grain à moudre, ce sera la négociation en direct, comme les accords de Gdansk, qui comme chacun le sait ne furent en aucun cas une manipulation en direct (encore une "validation" pratique, empirique, dont vous ne faites pas votre profit). Cela ne change absolument rien à ce qu'est une négociation et vous le savez, mais il vous faut toujours quelque chose à proposer.

--Tract "Joyeux Noël" (14 dec. 93)

Changement de ton par rapport aux tracts précédents, la grève est terminée : "Ce que les professionnels du marchandage appellent négociations n'est que l'enregistrement, à un moment donné, du rapport de forces entre les salariés et la Direction. Rapports de forces que les deux parties tentent soit de remettre en cause, soit de pousser en avant...Ce qui reste des mouvements, ce ne sont pas ces avantages particuliers, partiels, limités en durée, mais la prise de conscience de notre force par l'action collective." Le mouvement terminé on n'est plus obligé de présenter quelque chose, d'avoir du grain à moudre. Mais alors en repensant aux tracts précédents, vu ce que sont les négociations, que celles-ci soient le fait de professionnels ou d'amateurs, cela change-t-il quelque-chose, si ce n'est peut-être à recruter de nouveaux

professionnels. La grève terminée, on peut se laisser aller à critiquer l'attachement à l'entreprise (cf le précédent "sans notre travail, la compagnie n'est rien"), le replâtrage du système capitaliste (cf "le caprice des crapules"). Et enfin, dans ce tract n° 5, pour la première fois sous la signature, apparaît l'adresse à contacter...

--Tract "Tout est dit ? Tout reste à faire" (15 Mars 94)

Après le changement de direction à la tête de la compagnie : "Nouvelle politique , mais comment peut-elle être menée par une Direction dont 80% des membres faisaient partie de la brillante ancienne direction qui par sa politique exemplaire a mené, justement, la compagnie au bord du gouffre." Le mouvement risque de repartir, on reprend alors la posture et le langage militant, celui du possible, celui des fautes de gestion, des possibles solutions. La machine à propositions d'actions est relancée sur la critique des syndicats. "Ils (les syndicats) font un sale boulot, mais ils ont une excuse, ils le font salement et ils continueront de le faire tant que nous les laisserons prospérer sur notre démission, sur le refus de prendre nos affaires complètement en main. On peut les critiquer, se foutre de leur gueule, les insulter, les déborder comme en octobre, cela ne sert à rien tant qu'on leur laisse une once de légitimité à parler et à décider en notre nom, parce que l'on ne s'organise pas nous-mêmes." Comme vous le dites par ailleurs à l'E.S., on ne peut d'une part accepter la revendication et d'autre part rejeter absolument les formes qu'elles prend, formes nécessaires tant que durera le capitalisme. C'est pourtant ce que vous semblez faire ici, ce qui revient à considérer le syndicalisme comme pouvant être éliminé de la scène des relations conflictuelles entre prolétariat et capital, donc à considérer celui-ci comme élément extérieur à ce rapport, ou alors vous entretenez de "dangereuses illusions au sein du prolétariat". Peut-on en tant que salariés prendre complètement en main ses affaires de salariés, la reproduction du capital est incluse dans la situation même du salariat, ce dernier implique cette reproduction tant qu'il demeure salariat : reproduction du capital, reproduction du salariat. L'exemple des coordinations cheminotes de 86 montre bien que "la prise en main complète de ses intérêts" équivaut pour les salariés à recréer du syndicalisme. Il n'y a pas de séparation franche et nette, comme vos tracts l'affirment et le promeuvent, entre auto-organisation et syndicalisme. En outre, l'auto-organisation pose, en dehors de son rapport non-exclusif avec le syndicalisme, un autre problème : elle n'appartient plus, maintenant, à ce cycle de luttes. Comme beaucoup de ceux qui interviennent sur le mode "aurait pu", aurait dû", vous donnez l'impression de retarder d'un cycle de luttes.

--Tract "Après l'acceptation du plan Blanc : faire le point pour reprendre l'initiative" (non daté)

Le tract suit l'acceptation du référendum organisé par la nouvelle direction (Blanc) et l'adoption du plan de restructuration par les salariés. Vous vous étonnez de l'acceptation par les salariés du référendum et du plan : "Ce qui l'est moins (normal), c'est le peu de réactions ouvrières, fussent-elles minoritaires, à ce matraquage idéologique dont la fonction est de masquer l'ampleur sans précédent des attaques contenues dans le plan."

Fonctionnant fondamentalement sur la base de la transcroissance des luttes économiques en révolution, vous ne pouvez concevoir réellement le prolétariat comme classe du mode de production capitaliste, vous ne pouvez intégrer dans votre approche théorique l'implication réciproque entre prolétariat et capital. Vous pouvez très bien la concevoir comme une détermination de votre discours, mais il faudra toujours que, à côté, le prolétariat, dans son rapport contradictoire au capital, comporte quelque chose qui le fasse aller de l'avant en tant que classe révolutionnaire au niveau des luttes immédiates. Quand ce quelque chose disparaît, vous incriminez le matraquage idéologique et vous créez un regroupement, une structure destinée à suppléer à cette disparition. Après avoir fait apparaître "l'adresse" à la suite de l'arrêt de la lutte, quand vous n'aviez plus à promouvoir des alternatives d'action, vous faites maintenant apparaître la nouvelle structure : le "Comité pour la reprise de l'initiative

ouvrière". Dans ce tract le vocabulaire change, il appartient au domaine de l'idéologie : "funeste illusion", "il faut comprendre", "n'ont pas vu", "dévoilement des intentions". Ce qui va avec, c'est l'organe de la conscience, du dévoilement : le "Comité pour la reprise de l'initiative ouvrière".

--Tract "Le printemps sera-t-il chaud ?" (13 avril 95).

Toujours l'adresse, mais disparition du Comité. Le tract commence sur une analyse du "plan Blanc" : augmentation de la charge de travail, division du collectif de travail, sous-traitance... Puis vous vous posez la question : "Comment en est-on arrivé là ?" Et c'est là où votre position fondamentale de transcroissance et la pratique interventionniste qui en découle en se fondant sur cette base qui fait des luttes économiques, en tant que telles, la genèse, l'embryon du procès de la révolution, vous interdit de concevoir la reproduction du capital et l'implication réciproque entre prolétariat et capital comme une limite intrinsèque des luttes économiques. Vous cherchez la limite non dans la situation du prolétariat dans les rapports de production capitalistes, mais en opposant la lutte qui a eu lieu à celle qui aurait pu, aurait dû avoir lieu. Il a manqué de "diriger complètement nous-mêmes la lutte" ; "ne pas s'en remettre aux spécialistes pour négocier", etc. C'est de la phrase, de la proclamation. Non pas que tout cela, en soi, soit inexact, mais vous êtes dans une problématique où chaque lutte économique n'est pas comprise, malgré votre "méthode" pragmatique, dans la situation de classe du moment, dans la contradiction historique entre prolétariat et capital, mais comme un moment de votre idéologie de la transcroissance.

-Tract "Diviser pour régner" (23 oct. 95) : adresse, et réapparition du Comité.

Vous vous posez la question : "pourquoi il n'y a pas eu une nouvelle grève ?". Question en elle-même déjà un peu étrange. On peut se la poser à tout moment, dans toute entreprise. Pour vous, la compréhension des obstacles à cette nouvelle grève serait le préalable nécessaire à tout mouvement. Votre simple pratique vous impose une conception un peu illuministe de la lutte de classe : compréhension puis action. Tous les obstacles que vous énumérez tiennent à la conscience : "la peur de la répression" ; "le lâche soulagement d'appartenir à une catégorie qui n'est pas touchée" ; "les faux amis qui prospèrent sur notre résignation" ; "le manque de confiance" ; "l'ampleur des tâches à surmonter" (vous savez donc comment devra se dérouler la future et bonne grève). Vous êtes incapables de concevoir l'implication réciproque comme réellement reproduction du rapport de classes. Ce que vous ne pouvez envisager c'est que le "plan Blanc" ait redonné un peu de compétitivité à la compagnie et donc momentanément stabilisé la reproduction du rapport salarial, même si cela est au prix (et c'est même sa condition) d'un accroissement de l'exploitation. "L'appartenance à la compagnie" que vous désignez comme obstacle, ce n'est pas pour un salarié de l'idéologie (au sens trivial du terme), ce n'est pas une "barrière mentale", comme vous le proclamiez dans le tract précédent : "...casser les barrières mentales d'appartenance à l'entreprise est le préalable (souligné par nous) aux actions efficaces".

-- A propos du mouvement de nov. / dec. 95 (Brochure, supplément au n° 1 du B.O.)

Tout le texte de cette brochure est construit sur un non-dit. La base de ce texte c'est l'analyse de la grève sur le mode : ce n'est pas La Grève telle que nous la concevons. Toute l'analyse se lit comme la mesure d'un écart : il n'y a pas eu ceci ou cela. Vous avez le modèle, l'étalon et vous écrivez votre texte comme la mesure des écarts par rapport à cet étalon. Le vrai sujet de votre texte ce n'est pas le mouvement qui a eu lieu, mais la grève telle que la conçoit le "Bulletin Ouvrier". Sans le vouloir vous imposez une lecture en négatif de votre texte.

Je prendrai un exemple : "la grève passive" (je ne suis pas d'accord qu'elle fut si passive que cela, mais là n'est pas la question), donc on lit : pour le B.O., la bonne grève c'est "la grève active". Ce que le B.O., n'analysant pas la passivité, ne faisant que construire une opposition actif / passif, ne peut envisager c'est que la passivité d'une grève puisse se dépasser dans quelque chose qui n'est plus une grève. Ce que je dis là est tout à fait formel mais révélateur

d'une méthode d'analyse.

-- Un autre exemple (p. 9) : "le mouvement de décembre a semblé prendre une dimension politique". Aurait-il semblé poser le problème de l'Etat, ce n'est qu'en cela que la révolution est politique, mais c'est une enveloppe qu'elle abandonne aussitôt parce qu'elle n'a rien à y mettre. Pour vous ce n'est pas de cela dont il s'agit. Pour vous dimension politique signifie : "rejet de la rationalité économique libérale". Mais alors toutes les grèves sont politiques. En fait la seule chose que vous dites là c'est votre schéma de la relation luttes quotidiennes / révolution.

--Un autre exemple (p. 10) : "La grande liberté de parole des assemblées, l'exercice pointilleux de la démocratie de base...tout ça n'a été -à quelques rares expressions près- qu'une pâle parodie de l'auto-organisation indépendante de la classe. C'était plutôt l'expression d'une volonté, de la part des syndicalistes de base, de récupérer le maximum de grévistes "consommateurs". Simple opération de maquillage des syndicats qui n'a trompé personne...les assemblées générales ont été largement désertées par les salariés en grève." Il y a une différence entre dire que les assemblées ne débordèrent jamais les syndicats, ni le syndicalisme (l'auto-organisation, si tant est qu'elle puisse encore exister, peut-elle dépasser le syndicalisme?) et dire qu'elles furent l'oeuvre, l'expression des syndicats, une sorte de manoeuvre pour se donner en spectacle aux grévistes consommateurs. Dire que les assemblées ne furent qu'un maquillage des syndicats, c'est aller un peu vite en besogne. C'est tout simplement laisser de côté tout le travail d'autocompréhension du mouvement qui fut effectué, ce que le B.O. considérerait comme de la parlotte en l'absence de la fixation d'objectifs clairs et précis. De toute façon, il faudrait expliquer pourquoi les syndicats se maquillèrent ainsi (c'est encore assez facile : se refaire une virginité, mais on confondrait une conséquence et un but), et surtout pourquoi ils négocièrent au fameux sommet social sur autre chose que ce dont il était question dans ces assemblées, ce qui est difficile à comprendre si ces assemblées n'étaient que les syndicats maquillés. C'est une chose que votre analyse du mouvement laisse totalement de côté tant il transparait que ce mouvement vous a déçu. Vous considérez, par exemple, que la négociation, la reprise du travail furent en droite ligne du mouvement lui-même. Je pense que vous passez complètement à côté de ce qui s'est passé, si vous ne prenez pas fondamentalement en compte l'inadéquation entre le sommet social et le mouvement de grève. Il y a alors une autre analyse à fournir de la fin du mouvement. Là on rejoint une autre absence de votre texte : la caractérisation de la période du mode de production capitaliste. Si vous n'analysez pas cela, vous ne pouvez pas expliquer la fin du mouvement.

Dernier exemple : la juxtaposition des grèves à la S.N.C.F. C'est faux "les" grèves ont été unifiées...dans le cadre de la C.G.T, mais par rapport à l'étalon c'est pas une unification, donc il n'y a pas eu d'unification.

Allez, encore un exemple : "Les formes de luttes "choisies" par la "base", toujours à quelques rares exceptions près, ont relevé plus de la grève de "témoignage" que d'une détermination à frapper durement l'employeur. Les grèves de décembre ont plus durement grévé les salaires des grévistes que les chiffres d'affaires et les profits des entreprises. L'hégémonie idéologique de "la défense des services publics" n'a pas permis de porter la critique pratique des prolétaires en lutte à la hauteur de l'organisation et de l'outil de travail."(d°, p. 10). D'abord que signifient les guillemets, a-t-on manipulé les grévistes ? Encore une fois on voit réapparaître l'étalon. Mais il y a là autre chose, la grève doit frapper durement l'employeur, oui mais dans le secteur public, beaucoup de grèves ne peuvent frapper durement l'employeur, du fait même de la production ou du service que produit le secteur dans lequel elles se déroulent. A moins d'être contre les grèves du secteur public, on ne peut pas leur réclamer ce qu'elles ne peuvent pas faire. Enfin, que signifie "porter la critique à la hauteur de l'organisation et de l'outil de travail" ? Soit c'est une façon de dire : à la hauteur des moyens

de travail en ce qu'ils sont capital face à la force de travail, et à la hauteur de l'organisation du travail en ce qu'il est travail salarié, c'est-à-dire alors que la grève n'a pas critiqué pratiquement le rapport capital / travail, ce qui reviendrait à dire que ce n'était pas une grève révolutionnaire. Soit que sans critiquer les rapports capitalistes en tant que tels, la grève n'a pas envisagé une autre organisation du travail et un autre procès de travail, et là c'est tant mieux. Sauf que pour vous, dans la révolution, le prolétariat ne s'abolit pas mais prend en main ses affaires et alors là il faut que, sur la base de sa condition, il se montre apte à mettre à son service ce qui existe.

Mais revenons au principal sujet de votre texte sur nov- déc. 95, c'est-à-dire la grève pour le B.O. L'amalgame assez rapide entre les assemblées et les syndicats que vous pratiquez, résulte du fait que vous ne pouvez pas tolérer de situation bâtarde entre l'organisation indépendante de la classe et le syndicalisme, vous ne pouvez tolérer que l'une et l'autre puissent appartenir au même mouvement de défense de la condition prolétarienne, qu'elles puissent en fin de compte coexister. Vous ne pouvez tolérer que l'existence indépendante de la classe puisse être syndicaliste. Votre conception de la grève, c'est l'auto-organisation indépendante de la classe contre le syndicalisme, donc toute situation intermédiaire n'est pas une situation intermédiaire, qui pourrait révéler les points communs entre les deux, mais une "pâle parodie", pour ne pas dire un faux, et vous, vous connaissez l'original.

On voit de paragraphe en paragraphe, dans votre texte, se dessiner non pas l'analyse du mouvement de nov.-déc. 95, mais votre conception a priori de la grève : active, unitaire, politique, auto-organisée indépendante, revendications sans compromis. A partir de là, votre texte est la litanie des écarts du mouvement par rapport au concept. Tout cela est très formel, ce qui explique qu'à aucun moment, comme je le disais, vous ne ressentez le besoin de situer historiquement ce mouvement (cycle de luttes, périodisation du capital). Vous avez un étalon, et par essence celui-ci est immuable, il ne reste plus qu'à l'appliquer et à moduler les interventions sur la base des écarts constatés dans l'intention de les résoudre.

A la lumière de tous ces tracts, on peut reprendre votre analyse du "rôle des révolutionnaires" (texte à l' E.S. : "Encore quelques points de repères", p. 5).

La principale conclusion à laquelle sont arrivés "les révolutionnaires" c'est "la nécessité du communisme" et "une volonté partagée de s'organiser en conséquence" : "pour clarifier et diffuser leurs idées", "agir avec toute la force de la volonté disponible afin de renforcer le mouvement ouvrier." Je crois que vous passez à côté du problème essentiel des "révolutionnaires" dans la période actuelle et ce depuis les années 20 : le communisme ne résulte pas du "renforcement du mouvement ouvrier", mais de son dépassement, de sa négation. Il ne résulte pas de la défense de la condition prolétarienne mais là aussi de sa négation. Que cette négation, ce dépassement, soient produits par le cours de la lutte de classe, dans un cycle de luttes historiquement défini, ne supprime pas le fait qu'elle est une négation, un dépassement. Que la lutte économique doive se renforcer pour y aboutir, qu'elle doive monter jusqu'à l'incompatibilité des intérêts en jeu, cela ne fait aucun doute, mais à ce moment là elle doit se nier comme lutte économique, se dépasser elle-même dans la remise en cause contre le capital par le prolétariat de sa propre définition comme classe imposée par son rapport au capital, ce n'est que là que commence la communisation de la société.

La relation des "révolutionnaires" au cours quotidien des luttes ne peut être une relation immédiate sous peine de double langage ou de la vaine proclamation du communisme, et, pire, de perdre la révolution. Pour vous les luttes économiques portent en droite ligne en tant que telles leur dépassement / conservation, ce "dépassement / conservation" c'est, on l'a vu, la lutte politique, la période de transition. Vous nous dites (p. 2) : " La future révolution devra enfin réaliser entièrement les tâches de la subversion de l'ancien par l'éclosion progressive et

l'affermissement successif d'un nouveau mode de production au niveau mondial. Nous souhaitons qu'elle ne soit pas rivée à la seule prise du pouvoir politique, nous souhaitons ardemment que son âme sociale prenne in fine le dessus sur sa forme forcément limitée, dans un premier temps, à la dimension du pouvoir politique et de l'Etat." Vous ne faites que théoriser ici ce qui fut toujours la limite et in fine l'impossibilité de la révolution comme affirmation de la classe : la période de transition. Vous ne concevez pas la révolution comme communisation de la société, parce qu'elle est pour vous l'affirmation de la classe qui va faire tourner (momentanément) l'ancien système à son profit (il réalise même certaines de ses revendications).

Ayant fait de la révolution et du communisme une transcroissance des luttes économiques, vous ne pouvez pas ne pas intervenir dans ces luttes, pour faire en sorte, avec vos propositions alternatives, d'avoir l'impression que votre conception fondamentale a une réalité. Mais d'autre part, le fait même de l'impossibilité de cette transcroissance ne peut que vous rattraper, de telle sorte que, malgré vos positions, vous ne pouvez pas parler de la révolution et du communisme dans vos interventions. Vous avez un double langage, non pas du fait qu'il serait idiot de répéter "communisme, communisme", en sautant comme des cabris, mais du fait que vous avez comme vous le dites "des solutions alternatives à la contre-révolution stalinienne, social-démocrate, nationaliste...". Vous ne les combattez pas au nom du nécessaire dépassement de la situation de salarié, vous ne présentez jamais la condition même de salarié comme la substance de cette contre-révolution ; vous avez des solutions alternatives, c'est-à-dire que vous répondez aux mêmes questions, à la même nécessité que ces contre-révolutions : la reproduction du rapport contradictoire entre le prolétariat et le capital. Mais il y a pire dans votre démarche : vous intervenez de telle sorte que (si vous aviez un impact) les luttes ne puissent sortir de ce cadre. Si "par mégarde", il prenait au prolétariat l'envie de sortir de ce cadre, contre le capital l'envie de ne plus se considérer comme classe et de considérer sa contradiction avec lui comme n'étant plus "revendicative", vous seriez là pour lui rappeler qu'il ne peut être qu'une classe et cela encore après la révolution, et qu'il doit revendiquer car l'unification des revendications, à un certain niveau, c'est cela qui fait la politique, et c'est là que vos "noyaux" deviennent "parti" et "semi-Etat". Dans le mouvement de nov.-déc. 95, comme faiblesse, vous critiquez "l'absence totale d'une organisation autonome et d'objectifs définis, clairs et opposés à ceux qui ont été avancés par les syndicats d'Etat" (B.O., sup. n°1 : "Premiers éléments d'analyse sur le mouvement de nov.-déc. 95", p. 9). Pour toutes luttes vous avez vos schémas et vous les appliquez, ce que vous dites de cette lutte, vous le dites de toutes, et vous le direz de toutes luttes mêmes de celles dont cette absence sera le signe même de leur radicalité.

Pour vous la lutte revendicative souffre toujours d'un manque de conscience et la conscience c'est votre domaine. Les révolutionnaires "tendent au dépassement des limites du mouvement en critiquant tout ce qui le freine ; ils avancent le cas échéant, non pas des recettes et des mots d'ordre panacée, mais des revendications, des propositions qui - en tenant compte de l'état réel du mouvement mais sans prétendre pour autant à le remplacer - pourraient faire avancer les termes de la lutte et ses modes d'organisation et d'action dans le sens de l'autonomie de la classe. La lutte quotidienne demeure l'école de guerre du communisme." ("Encore quelques points de repère", lettre à l'E.S., p. 5-6). "Les révolutionnaires tendent au dépassement du mouvement en critiquant tout ce qui le freine". Je suis d'accord mais...là où nous divergeons c'est sur l'analyse de ce que sont les limites d'une lutte revendicative. Elles se ramènent toujours à la reproduction du rapport d'implication réciproque entre le prolétariat et le capital, c'est-à-dire finalement au caractère revendicatif de la lutte revendicative. C'est une tautologie, mais il est utile de le rappeler. La lutte revendicative est un moment, un moment particulier certes, mais un moment de cette implication réciproque, et c'est dans cette implication que se ressource sans cesse les limites des luttes quelque forme qu'elles prennent. C'est en cela que

l'intervention dans les luttes quotidiennes, en tant que "groupe communiste", en tant que "groupe de révolutionnaires", est un leurre si l'on imagine y intervenir en tant que "révolutionnaires" ou en tant que "communistes". La seule chose que nous puissions dire c'est : votre lutte revendicative pour dépasser ses limites doit se dépasser en abolition du capitalisme et se nier en tant que lutte revendicative. Cela bien sûr ne saurait se dire dans une intervention, et vous ne le faites pas, de la même façon que vous ne dites pas ce qui est en fait derrière toutes vos interventions : vos revendications on s'en fout, vous vous entraînez pour faire la révolution. Vous dites dans vos tracts "rien n'est jamais acquis", mais cela signifie : il faudra à nouveau se battre pour le garder. Vous avancez toujours les mêmes propositions, revendications, quel que soit le mouvement, est-ce pour rendre l'entraînement de l'école de guerre (pédagogie?) plus efficace ? Votre proposition fondamentale sur les luttes quotidiennes (l'école de guerre du communisme), on n'en voit jamais trace dans vos tracts. Il est évident que vous sortiriez alors de votre "étroite relation à l'état de sa conscience et de sa réflexion (de la classe ouvrière)". Vous intervenez avec des propositions "complexes certes mais compréhensibles", qu'est-ce que sinon de la pédagogie et du double langage ? Un donneur de leçons, c'est quelqu'un qui pense que s'il avait été entendu les choses auraient été différentes, que l'élève aurait mieux fait, et si vous intervenez c'est tout de même pour être entendu. A mon avis, pris dans un "double langage", dans une démarche normative fondée sur des caractéristiques idéalisées du cycle de luttes antérieur (auto-organisation indépendante, grève politique, période de transition, noyaux communistes germes du parti, transcroissance entre luttes revendicatives et révolution ...), votre groupe d'intervention ne tiendra pas longtemps ou se sclérosera dans la répétition de quelques recettes qui deviendront votre marque distinctive, ce que vous commencez déjà à faire. Certains se replieront sur l'activité théorique pure et dure, les autres passeront à une forme radicale de syndicalisme : C.N.T ; S.U.D ; ou pourquoi pas C.G.T -à la base-). Une précision : il y a "double langage" si on fait une critique interne de votre démarche ; mais à partir d'une critique externe les deux aspects se confortent : communisme comme affirmation de la classe et transcroissance des luttes économiques en révolution. Cependant vous êtes chaque fois confrontés à l'impossibilité de la transcroissance, ce qui fait que la confortation se mue en double langage même de façon interne, même si les deux aspects de cette dualité s'impliquent.

4) La confirmation ou la validation de la théorie

Je serai plus bref. Au fil des pages précédentes j'ai relevé pas mal de points où vous auriez pu appliquer votre critère de validation pratique de la théorie, le plus important était, me semble-t-il, celui de la dictature du prolétariat et du semi-Etat.

"Nous avons dit que toute théorie qui ne se confrontait pas avec la réalité était morte. Nous avons écrit que les théories qui ne survivent pas au choc avec le concret sont inutiles, erronées, voire dangereuses" ("Réponse à l'E.S.", p. 1). Ce que vous ne dites jamais c'est quel est le critère de cette validation. C'est la pratique, la confrontation avec le concret. D'accord, mais c'est un peu court. Laissons de côté que cela présuppose une séparation en deux entités : théorie et pratique. Vous avez beau faire des aller-retour, vous ne supprimez pas cette séparation a priori (vous êtes dans un type de matérialisme antérieur aux thèses sur Feuerbach). Ce critère, est-ce la réussite d'une proposition, un degré de compréhension ? A ce niveau de nombreux ouvrages théoriques de nos glorieux ancêtres n'auraient pas, à l'époque, trouvé grâce à vos yeux. Je ne vous dirai pas que les 20 dernières années du XIX^es auraient "validé" la social-démocratie et sérieusement mis à mal la "Critique du programme de Gotha", mais je me pose la question. La validation qui résulte de la confrontation doit-elle être immédiate ou dispose-t-on d'un certain laps de temps ? Enfin, se mesure-t-elle à ce que pense tel ou tel prolétaire à un moment donné ou à ce que le prolétariat sera contraint de faire conformément à ce qu'il est, auquel cas la validation comme vous l'entendez se trouve

extrêmement relativisée.

La petite note 5, au bas de la page 2, est, après lecture attentive, le seul moment où vous semblez donner un critère : "Pourriez-vous nous montrer un exemple où un tel slogan a pu rencontrer un quelconque embryon de réceptivité de la part de prolétaires en lutte, toutes époques et endroits confondus ?" Avec un tel critère on trouve toujours un exemple justifiant n'importe quoi (dans le cas évoqué on pourrait parler de Max Hölz), mais là n'est pas l'essentiel. La validation c'est donc ce qui "marche", mais alors est-ce... ce qui marche le mieux, là vous seriez, pour longtemps, toujours battus et vous ne valideriez rien. Votre démarche pourrait se résumer ainsi : "En général, est juste ce qui réussit, est faux ce qui échoue." (Mao Tsé-Toung, "D'où viennent les idées justes").

Sans être un grand épistémologue, je me demande si toute production théorique ne pose pas, dans ses énoncés eux-mêmes, ses critères de validation et le "filtre" avec lequel elle va analyser sa "confrontation avec la réalité". Si l'on regarde votre texte sur le mouvement de nov.-déc. 95, vous opposez la réalité à un concept a priori de la Grève, à ce moment là, la validation est garantie même si c'est par l'absurde. Toutes les théories se confrontent avec la réalité, maintenant ce n'est pas toujours en se demandant à chaque soubresaut de la lutte de classe si ça marche ou si ça ne marche pas. Si vous appliquiez réellement une telle démarche, vous seriez rapidement sur les rotules. Je peux en outre vous fournir une bonne liste de choses qui marchent et de slogans porteurs (vous les connaissez sans doute).

Un dernier point là-dessus, l'E.S. vous dit : il y a un certain nombre d'acquis théoriques, de points sur lesquels il n'y a pas à revenir, de points dont ni "vous, ni la classe prolétarienne ne doivent refaire l'expérience". Vous montez alors sur vos grands chevaux ("théorie morte, erronée, dangereuse..."). Mais si j'ai bien compris ce que dit l'E.S., c'est tout simplement que ce sont des questions qui précisément ne sont plus en question, des questions dont selon votre démarche vous n'avez plus à attendre la validation, celle-ci étant acquise. Que les points soulevés ne fassent pas actuellement partie de la conscience de la masse des prolétaires est un autre problème qui ne remet pas en cause leur validité. Lorsque vous répondez, en parlant de l'exploitation, que si l'on suit l'E.S., il ne faudrait plus en parler puisque l'expérience est faite, vous êtes complètement hors-sujet, vous confondez développer un thème et le valider. Cette confusion est malgré tout intéressante, la théorie est pour vous un éternel présent.

Un petit exemple du caractère totalement artificiel de votre méthode : vous reconnaissez que la théorie du parti révolutionnaire d'avant-garde n'a jamais été validée par de francs succès (je caricature à peine), faudrait-il alors l'abandonner ; pas du tout, il faut la remettre sur le tapis en espérant que, puisqu'elle est "juste", il y aura bien une occasion où elle sera validée. Vous voyez dans la "validation" ce qui vous arrange (c'est rassurant, vous êtes aussi "malhonnêtes" que nous).

En fait, votre problème, ce n'est pas la "validation" de telle ou telle position, c'est, comme vous le répondez à l'E.S., son efficacité . Efficacité par rapport à quoi ? Attention, la pente est savonneuse. Efficacité par rapport au but, la révolution, le communisme, me répondriez-vous. D'accord, mais alors : avez-vous validé l'efficacité de ces notions de révolution et de communisme, de ce but, dans la réalité du prolétariat maintenant ?

Pour aborder cette question de la validation de la théorie il faudrait savoir un peu plus précisément ce qu'est la théorie (cf. à ce sujet un petit texte important publié dans TC 10 et republié dans TC 14). C'est sur cette base que j'aborderai la question de la validation, après la critique de votre approche pragmatique. La limite des quelques remarques qui suivent réside dans le fait que je ne reprends pas la question complètement à la base, c'est-à-dire au niveau de la définition du concret, comme le fait , par exemple, Pannekoek dans sa critique de Lénine, je demeure dans une critique interne de la production théorique. Mais à ce niveau là on peut déjà avancer certains éléments.

La théorie ne peut être une science de par l'identité entre son sujet et son objet, mais elle ne peut se contenter d'avoir pour base le subjectivisme d'un "point de vue de classe", en ce que la conscience de soi du prolétariat ne peut être immédiate, étant pour être conscience de soi, connaissance de la société par la médiation de la contradiction avec la classe antagonique. Comparer la théorie aux sciences, reviendrait à ne lui reconnaître que deux modalités de validation : la prospective (la confirmation par la découverte à venir), et le débat dans la communauté suffisamment large des pairs. On laisserait de côté une troisième modalité : la capacité à être un discours approximatif, ce qui peut être une façon d'aborder la première modalité. Quant à la seconde, je crois que la théorie a, quant à cette modalité, une spécificité telle (cycle de luttes, périodisation, rapport entre révolution et contre-révolution, prolétariat comme classe révolutionnaire en tant que classe du mode de production capitaliste), qu'on ne peut aborder cette modalité en elle-même, comme un critère épistémologique.

Ce qui me semble le plus important dans la production théorique pour qu'elle se garde du "délire", c'est sa capacité à se produire comme une approximation du processus social qui aboutit au communisme. Une théorie approximative est une théorie qui, sur la base d'acquis, construit, de façon ouverte à de possibles remises en cause, le développement historique de la lutte de classes jusqu'au communisme. Ses critères de validation sont donc doubles : d'une part, être capable de formuler des acquis ; d'autre part, construire la perspective communiste de telle sorte que cette construction soit vulnérable au développement historique. Ce qui implique que cette formulation des acquis soit telle qu'elle autorise la vulnérabilité de ce qui est construit sur eux (j'essaierai plus loin de donner quelques exemples).

A partir d'acquis que l'on pourrait comparer (là je donne le bâton pour me faire battre) aux observations, découvertes ou expérimentations des activités scientifiques, il s'agit de développer, de reformuler la théorie de la production du communisme à partir du cours contradictoire du mode de production capitaliste. Par exemple : la division de la société en classes, la lutte entre ces classes, le caractère historique du mode de production capitaliste, sont entre autres des acquis anciens que l'évolution de la société, les crises, ont confortés. L'intégration de la défense de la condition prolétarienne avec le passage en subsumption réelle du travail sous le capital, la critique du syndicalisme, de la démocratie, de l'avant-gardisme, des conceptions social-démocrates ou bolchéviques de la lutte de classes, les concepts de programmatisme, de cycle de luttes, d'implication réciproque, résultent quant à eux de la dernière crise révolutionnaire de la fin des années 60, avec la critique de l'affirmation de la classe, de l'autogestion, des conseils ouvriers. Pour moi, tous ces points là fonctionnent comme des observations astronomiques pour la "théorie du big bang", la découverte de nouveaux ossements pour l'hominisation, ou de nouvelles particules pour la théorie de la matière. A partir de là, on formule une théorie de la lutte de classes et de son devenir comme production du communisme, théorie qui doit être cohérente avec ces acquis considérés en quelque sorte comme des faits tout aussi objectifs que le sont les observations ou les expérimentations (ni plus, ni moins), que la théorie se doit d'intégrer dans sa réponse à la question essentielle : de la situation actuelle à la révolution ? Ce qui sur la base des acquis que j'invoquais, se formule aujourd'hui de la façon suivante : comment le prolétariat agissant strictement en tant que classe du mode de production capitaliste peut-il abolir le capital et donc s'abolir lui-même ? C'est à partir de là que l'on formule aujourd'hui une théorie de la lutte de classe et de son devenir.

Mais cette théorie doit être une approximation et non une prédiction (ce qui serait du délire). Si ma théorie me dit qu'il y a de la matière manquante dans l'univers par rapport aux lois de la gravitation, je ne prédis pas la nature de cette matière manquante ; on pourrait dire la même chose sur l'homo habilis : branche unique ou multiples rameaux avant l'homo erectus (dans un cas comme dans l'autre je n'en reviendrai pas à Adam et Eve).

Si la "prospective" se fait sur la base d'acquis, elle doit toujours considérer qu'il ne peut qu'y

en avoir de nouveaux. En ce sens par exemple, je pense qu'après l'impossibilité définitive du programmatisme, même en décomposition, comme forme dominante de la lutte de classe, toute théorie révolutionnaire se référant à une nature révolutionnaire du prolétariat, et ne considérant pas la contradiction révolutionnaire entre le prolétariat et le capital comme identique au cours du capital, c'est-à-dire comme étant l'exploitation, serait comme une théorie de l'univers ne tenant pas compte du rayonnement fossile. Mais le plus important, c'est que cette théorie aboutirait à un délire, dans la mesure où elle se fermerait à sa propre remise en cause, à moins de considérer une nature révolutionnaire variable et historicisée, ce qui est une chimère.

Parler de la théorie comme approximation n'aboutit pas à se laisser bercer au grès des vagues de l'actualité. Pour être approximative, la théorie doit avoir de solides bases conceptuelles : l'identité entre développement du capital et contradiction prolétariat / capital ; la critique de toute nature révolutionnaire du prolétariat ; le concept de programmatisme ; le communisme comme production historique ; le concept de cycle de luttes. Par exemple, c'est sur la base de certains des concepts développés dans T.C.2, que nous avons pu passer d'une vision immédiate de la révolution dans la phase de l'époque (1978), à la considération d'une restructuration du rapport entre prolétariat et capital, dont nous avons défini les grandes lignes dès 1979, et sur la définition de laquelle nous sommes capables de revenir, à la fois grâce à la cohérence interne du socle théorique, et à l'évolution historique du phénomène. La base théorique développée dans T.C.2 nous rendait heureusement vulnérables.

C'est cette vulnérabilité qui est importante. Prenons un autre exemple : la différence, pour rendre compte du même phénomène de l'impossibilité de l'affirmation du prolétariat, entre d'une part la critique du programmatisme comme structuration d'une période historique particulière de la lutte de classes et d'autre part la critique du travail. Si nous considérons l'acquis essentiel du cycle de luttes s'achevant à la fin des années 60 / début des années 70, comme crise du travail, la révolution ne peut être que là et maintenant (au-delà de l'impossibilité du travail il n'y a rien que le communisme), elle est le résultat d'une contradiction qui parcourt l'histoire depuis les origines. Le communisme étant le résultat d'une contradiction qui subsume le cours contradictoire du mode de production capitaliste, celui-ci l'illustre et ne peut rien nous apprendre dans son histoire, il ne peut y avoir production de nouveau dans la théorie (c'est la téléologie). Le même "fait" (l'échec du cycle de luttes de la fin des années 60), compris comme impossibilité de l'affirmation du prolétariat, comme programmatisme, c'est-à-dire strictement comme forme de la lutte de classe et non crise du travail, demeure ancré dans le cours de cette lutte de classe et admet que la suite des événements soit théoriquement productive. Cela pour dire que contrairement à ce qui se passe dans les sciences (et encore là aussi le "fait" est souvent construit dans le cadre d'une théorie), l'acquis théorique n'est pas un "fait" qui s'impose de lui-même, il est lui-même le produit d'une théorie dans laquelle il fait système et dont les critères de validité sont la cohérence, la vulnérabilité et l'approximation du cours des luttes actuelles au communisme.

5) Le rapport entre prolétariat et capital.

Ce dernier point est déjà largement abordé dans la première partie de ce texte. Vous concevez le cours du capital comme le face à face du prolétariat et du capital, sans concevoir les classes comme particularisation d'une même totalité, c'est-à-dire sans produire leur implication réciproque. Il en résulte une conception tactique de la lutte de classe : le prolétariat fait ceci, le capital lui répond. Ou vice versa.

Il me semble également que vous perdez toute vision générale du développement du capital. L'exploitation semble se décliner comme une suite de situations particulières ayant perdu toute signification historique. " Vous voilà, vous aussi, ensorcelés par le mot mythique et creux de la modernisation de l'appareil productif. Vous voilà, vous aussi, adeptes de l'idée

fausse que le capital réduit le nombre de travailleurs directement ou indirectement productifs. Vous voilà, vous aussi, affirmant que le capital pour se valoriser réduit les salaires réels, les allocations chômage (ainsi que la durée de paiement de celles-ci), précarise une partie chaque fois plus importante de la population, intensifie le travail de ceux qui ont le privilège d'avoir un poste plus ou moins fixe, etc." (Réponse à E.S., p5).

Vous passez totalement à côté de la question, vous semblez comprendre "modernisation" comme une "amélioration technique allant dans le sens d'un avantage pour l'homme", il est évident que ce n'est pas le but du capital. Vous rajoutez : "le capitalisme accroît la composition technique du capital à la seule condition de parvenir à une dévalorisation supplémentaire de la marchandise force de travail (au passage pourquoi écrivez-vous toujours la marchandise force de travail, envisagez-vous que la force de travail puisse être autre chose qu'une marchandise?). Si tel n'est pas le cas, et / ou si l'ouvrier accepte de vendre sa marchandise à un prix plus compétitif, le capitalisme laissera la modernisation dans ses tiroirs. En d'autres termes, le capitalisme est aussi bien révolution permanente des conditions techniques de la production sociale que conservation de celles-ci, si les circonstances de la valorisation l'imposent."(d°). Ce que vous affirmez là c'est simplement que le capitalisme n'est pas un mode absolu de développement de la richesse sociale, qu'il est un mode relatif de développement de celle-ci. Le développement des forces productives dans le capitalisme est constamment soumis à ses propres conditions de valorisation. La modernisation de l'appareil productif n'aura lieu que si elle permet un accroissement de la plus-value.

Le capital, valeur se valorisant, inclut dans son concept l'accumulation. Il est donc contraint à accroître l'échelle de la production. Cet accroissement pourrait se faire de façon homothétique. Mais pour s'accumuler il doit créer sans cesse du travail non payé. Pour cela deux moyens : l'abaissement de la valeur de la force de travail ; l'allongement de la journée de travail. Le second rencontre assez vite des limites (sociales, physiologiques), même s'il peut également être obtenu par la multiplication des journées de travail simultanées. Le premier moyen peut s'effectuer par un abaissement du niveau de vie de la population ouvrière, mais surtout par un abaissement de la valeur des marchandises entrant dans la reproduction de la force de travail. Dans un premier temps, ce que chaque capital recherche ce n'est pas l'abaissement de la valeur de la force de travail, mais de réaliser un surprofit par rapport au taux de profit moyen. C'est là pour chaque capital particulier la cause essentielle de sa course à la productivité, le capital est producteur de marchandises, la concurrence est par là inscrite dans le concept. Pour le capital en général, le résultat essentiel sera l'abaissement de la valeur de la force de travail, l'augmentation de la plus-value relative. Encore une fois, sous la forme de la concurrence, on voit se réaliser les lois générales du capital.

Parce que la contrainte à l'accumulation est inhérente au capital, parce que la concurrence entre les capitaux lui est tout aussi essentielle, parce que la croissance de la plus-value sous son mode relatif est pour le capital adéquate à son propre procès de travail (subsumption réelle), le bouleversement des moyens de production (modernisation), l'augmentation de sa composition organique est une de ses lois fondamentales de reproduction ; il ne s'agit pas d'une diminution absolue de la quantité de travail employée, mais relative à la quantité de capital mise en oeuvre. Contester cela, c'est ne pas reconnaître la baisse tendancielle du taux de profit comme une loi immanente du capital. C'est ne pas reconnaître le capital comme une contradiction en procès : "d'une part il (le capital) pousse à la réduction du temps de travail à un minimum, et d'autre part il pose le temps de travail comme la seule source et la seule mesure de la richesse. Il diminue donc le temps de travail sous sa forme nécessaire pour l'accroître sous sa forme de surtravail" (Marx, "Fondements", Ed. Anthropos, T2, p. 222). Enfin, un simple survol de l'histoire des techniques durant ces deux derniers siècles montre que "révolution permanente des techniques de production" et "conservation" ne sont pas dans le capitalisme sur un pied d'égalité. Ce qui est exact c'est que le développement de nouveaux

moyens de production peut être la base de l'introduction ou réintroduction de conditions techniques antérieures, mais il faut savoir là, où est la dynamique du processus. Ce que vous dites, c'est que le capital n'a aucun intérêt à être une contradiction en procès, mais ce n'est pas le problème, le capital est sa propre perte non comme un processus objectiviste, mais parce que les contradictions inhérentes de l'accumulation n'ont comme essence que la contradiction entre des classes qu'est l'exploitation. Pour vous, il faut que le capital demeure un cadre général de l'action ouvrière, un cadre objectif, il faut que la contradiction entre le prolétariat et le capital n'ait pas d'histoire, ne produise pas en elle-même son dépassement, pour qu'elle se résolve dans l'action politique. En fait ce qui vous fait peur là-dedans, c'est tout ce qu'implique la prise au sérieux de la contradiction entre prolétariat et capital dans le rapport d'exploitation, tel que le définit la subsomption réelle du travail sous le capital, c'est-à-dire la fin de l'affirmation de la classe comme procès de la révolution avec tout ce que cela impliquerait pour vos conceptions du rapport entre luttes revendicatives et révolution, pour votre pratique et votre existence.

Mai 97

P.S.

Quand j'ai rédigé cette critique, je n'avais pas encore reçu et lu le n° 7 du "Mouvement Communiste". La lecture de l'éditorial confirme toutes mes critiques, il est extrêmement rare de trouver des gens qui comme vous soient capables de revenir sur leur théorie et leur pratique. Sans, bien sûr, tirer les mêmes conclusions que moi, vous pointez très lucidement là où votre théorie et votre pratique rencontrent un problème, insoluble dans les termes de votre problématique générale.

"C'est comme si, à partir d'un point donné de leur chemin, les luttes défensives ne fonctionnaient plus comme école du communisme, ne forgeaient plus leur dépassement politique. D'où, entre autres et marginalement, un certain retour des fractions radicales de la classe exploitée au syndicalisme dit de combat comme unique voie d'action praticable actuellement (S.U.D., Cobas)." (Editorial, "Mouvement communiste n° 7, p. 14).

"Le nombre très réduit de contacts que M.C. ou P.R.I.O. (comité pour la reprise de l'initiative ouvrière), ont pu nouer ces dernières années pourrait faire croire que, comme d'autres autrefois, nous pensons que l'arbre prolétarien a rejeté la greffe communiste. Ce qui indiquerait que nous nous cantonnerions à la production d'une théorie extérieure au prolétariat, qui serait instillée dans ses rangs. Or il n'en est rien, et ce pour deux raisons. (d°, p. 15).

Après avoir donné ces raisons se ramenant au fait que "nous faisons partie de la même classe", vous concluez cependant : "Des contacts se nouent pendant les grèves, mais force est de constater qu'après le retour à la normale, hormis les contacts personnels plus anciens, les liens globalement se défont." (d°, p. 17).

"Cependant au bout de huit ans, on n'a pas trouvé de traces ni d'une quelconque génération spontanée d'expressions politiques prolétariennes indépendantes, ni d'une décantation positive du milieu sectaire ultra-gauche. Par conséquent, si la formation d'une organisation révolutionnaire internationale préalable au parti communiste d'un futur encore plus lointain demeure de l'ordre des objectifs à poursuivre à long terme, elle s'est avérée irréaliste à bref-moyen terme. Maintenir une telle visée serait faire preuve de confusion dans l'analyse du cycle politique prolétarien" (d°, p. 19).

Tant que vous resterez sur cette problématique, vous risquez d'être agréablement surpris par la révolution avant d'avoir accompli toutes vos étapes préalables, et vous ne sortirez pas de vos problèmes. Il faudrait tout de même parvenir à considérer structurellement, et non toujours comme un effet de conjoncture, l'échec récurrent d'une telle démarche. "Cet espoir était fondé sur l'identification d'une possibilité à court-moyen terme, de réitérer le schéma classique de

Lénine --formulé dans Que Faire? -- du passage des cercles communistes isolés au parti centralisé et concentré." (d°, p. 19).

Je ferai parvenir une copie à "L'Esclave Salarié" (Apartado 92062, 08080 Barcelone); de votre côté, il est évident que vous pouvez faire ce que vous voulez de ce texte.

Une théorie historique du communisme inachevée

Critique de la brochure "Catastrophe et Révolution"

Comme d'habitude, il faut pour comprendre un texte, aller droit à la question théorique fondamentale : comment et pourquoi le prolétariat est-il une classe révolutionnaire ; et son corollaire immédiat, comment passe-t-on de la situation actuelle à la révolution ? Dans le texte "Catastrophe et Révolution", signé François, cette question n'est jamais abordée de front, ni en conséquence résolue (si tant est que sa résolution ne se confonde pas avec la définition même de la théorie qui consiste à se la poser sans cesse). Toutes les approximations qui parcourent le texte découlent de cela. La contradiction entre le prolétariat et le capital n'est pas construite à partir de l'exploitation, ni explicitement d'une autre façon. En restant, à ce sujet, dans le domaine de l'implicite, tout le texte fonctionne sur un présupposé jamais démontré : le prolétariat est révolutionnaire. Ce caractère révolutionnaire, c'est la nécessité de "vivre et survivre", "question de vie ou de mort", face à la "catastrophe". Ce dernier terme, malgré son flou théorique, est une vraie nécessité théorique dans la problématique générale du texte. "Vivre et survivre d'un côté", "catastrophe" de l'autre. "Question de vie ou de mort" comme synthèse de la situation.

Il y a tout au long du texte deux lignes théoriques à l'oeuvre, ce flou nuit à la cohérence, mais confère son charme immédiat au texte. D'un côté, une ligne explicite, celle de la critique du programmatisme et de l'affirmation de la lutte de classe comme un processus se définissant historiquement. De l'autre, une ligne implicite qui juge constamment ce cours historique par rapport à une nature révolutionnaire du prolétariat et à une action révolutionnaire qui, posées comme une norme, permettraient de juger de cette évolution et de ses échecs. Le texte est alors une combinatoire des deux : une historisation sur fond de norme révolutionnaire, norme réduite à quelques points du programmatisme radicalisé (comme envers des échecs de la période 17-23 : la même problématique de la révolution portant l'affirmation de la classe, mais réussissant, c'est-à-dire devenant "négation de la classe").

La référence à une "nature révolutionnaire" se trouve en creux dans trois types d'analyses. Tout d'abord, dans la problématique qui revient sans cesse du prolétariat qui met en crise le capital ; ensuite dans la compréhension du programmatisme ; enfin dans la façon de comprendre et de tirer les conclusions de sa disparition (la période actuelle).

Sur le premier point : "Il faut aussi éviter de retomber dans le matérialisme mécaniste du marxisme en donnant à la crise du capital un rôle démiurgique, c'est-à-dire en la concevant comme crise modifiant de l'extérieur l'activité du prolétariat, qui serait alors "contraint" de faire enfin la révolution. C'est toujours l'activité de notre classe qui la produit, aussi bien au niveau conjoncturel et national qu'au niveau structurel et global." (p. 40). Est-ce qu'après une affirmation absolument pertinente, la deuxième phrase ne vient pas simplement renverser les choses : ce n'est plus le capital qui suivant son cours entre en crise et contraint le prolétariat à agir, mais l'action du prolétariat qui met le capital en crise. On lit par exemple, à propos de la crise de la fin des années 60 : "les luttes mettent en crise la régulation fordienne" (p. 17). Ces luttes sont simplement le rapport entre les classes dans la régulation fordienne en crise, si

celle-ci entre en crise c'est parce que le capital est le rapport entre le travail vivant et le travail mort. On a réellement mis en oeuvre l'implication réciproque entre le prolétariat et le capital, et désobjectivé les contradictions du mode de production capitaliste, quand on ne se limite pas au renversement de l'ordre des causes et des conséquences, car il faudra alors toujours conférer à l'un des termes une essence qui ne soit pas seulement sa situation dans un rapport, pour qu'elle puisse à un certain moment apparaître comme cause. Le développement du mode de production capitaliste n'est rien d'autre, constamment, que le développement de la contradiction entre le prolétariat et le capital et celle-ci, accumulation, est nécessairement une histoire. Si nous devons dans ce rapport déterminer un moment premier, c'est du côté du capital qu'il faudrait le chercher, dans la mesure où c'est constamment lui qui subsume dans sa reproduction propre l'ensemble du rapport.

La crise en tant que faillite d'un mode de valorisation du capital, mais aussi indissociablement en tant que restructuration et contre-révolution, est le dépassement, mené par la classe capitaliste, des limites d'un mode de valorisation antérieur. La crise et la restructuration ne sont pas une "réponse" de la classe capitaliste à un certain niveau de luttes ouvrières, mais une pratique déterminée des acteurs de cette crise et une particularisation de ceux-ci. La crise est en soi luttes de classes. Le point théorique fondamental est que la possibilité de la crise de l'autoprésupposition du capital, c'est-à-dire du mouvement qui remet sans cesse toutes les conditions de la reproduction de la société du côté du capital, et qui se produit comme développement objectif, économique, gît au coeur même du mouvement s'autoprésupposant. La transformation de la plus-value en profit et donc le processus de la baisse tendancielle du taux de profit est le mouvement et le risque de l'autoprésupposition du capital. Mais ce qui est fondamental pour notre propos, c'est que le caractère "jamais acquis" du renouvellement de l'exploitation se confond avec le mouvement de particularisation des termes de la contradiction qu'est l'exploitation. C'est là que réside la possibilité générale de la crise de l'exploitation comme pratiques contradictoires entre les classes, c'est là que réside le processus de particularisation des termes de la contradiction dans leur activité de sujets, c'est là que réside leur indépendance.

C'est la même totalité (une phase historique de l'exploitation) qui entre en crise comme pratiques respectives du prolétariat et du capital. Ils ne sont pas chacun la totalité, et la totalité n'est pas quelque chose d'indépendant qui les relierait, la totalité n'est que dans chacun d'eux l'exigence de l'autre (jusqu'à un certain point en ce qui concerne le prolétariat, de par justement sa place particulière dans cette totalité où il n'est jamais confirmé positivement comme classe) à l'intérieur de leur situation et pratique spécifiques : cycle de luttes pour le prolétariat, pratiques définissant les modalités de l'accumulation pour la classe capitaliste. La reproduction du mode de production capitaliste n'est jamais en soi un processus automatique, se particularisant de façon nécessaire elle est toujours activités des pôles de la contradiction dont l'autoprésupposition du capital est la dynamique de reproduction. Le capital, comme nécessairement classe capitaliste, a par rapport à la totalité une position différente de celle du prolétariat, position qui résulte du contenu même de l'exploitation : elle est l'agent de la reproduction générale et son action devient objectivation du rapport entre les classes comme développement économique. Le capital réussit d'autant plus son action en tant que pôle de la contradiction qu'il la fait disparaître comme actions de sujets indépendants et contradictoires, mais faire du prolétariat le sujet mettant le capital en crise c'est nécessairement présupposer son existence en dehors du rapport et il faut alors définir les termes du rapport en dehors de leur relation. En cela dire que la crise du capital contraint le prolétariat à agir, ou dire que le prolétariat met le capital en crise, relèvent de la même problématique. On présuppose la définition des termes avant leur relation, pour le prolétariat on pose son activité dans la crise du capital, comme la réalisation d'une possibilité qu'il a en lui-même, avant la crise, puisqu'il la produit.

Sur le deuxième point : la compréhension du programmatisme. François désarticule l'unité du programmatisme, c'est-à-dire la liaison essentielle entre la montée en puissance du prolétariat à l'intérieur de la société et son affirmation autonome en tant que classe du travail productif. Des années 1870 jusqu'à la vague révolutionnaire de l'après première guerre mondiale, l'histoire du mouvement ouvrier est vue par François comme la persistance de plus en plus difficile d'un "programme socialiste" (p. 10) contre "l'intégration croissante des classes ouvrières à la société du capital" (p. 9). C'est vrai, à la condition de ne pas perdre de vue la liaison entre les deux. Alors que François définit comme nous ce "programme socialiste" comme l'affirmation du prolétariat, comme le fait d'opposer au capital "ce qu'il (le prolétariat) était dans le rapport d'exploitation, c'est-à-dire sa puissance comme classe du travail" (p. 8-9), il ne pose pas que cette affirmation n'est que l'autre pôle de sa montée en puissance à l'intérieur même de la société capitaliste, montée en puissance qu'organise la social-démocratie. Les deux termes qui jusqu'aux années 1870 pouvaient plus ou moins conflictuellement coexister, devenaient de plus en plus inconciliables sans que pour autant ils cessent de s'impliquer et de dépendre l'un de l'autre. Même la social-démocratie allemande vivait encore dans une "formidable marginalité", et jusqu'à la fin de la guerre les critiques les plus radicales de la social-démocratie étaient encore effectuées au sein de la social-démocratie, ou alors étaient marginalisées dans les groupes anarchistes qui refusaient le syndicalisme. Le mouvement d'intégration n'est pas posé par François comme étant, dans les conditions de l'époque, du point de vue du mouvement ouvrier, celui de sa montée en puissance, et celle-ci comme la condition nécessaire de l'affirmation de son programme socialiste en tant qu'affirmation de ce qu'il est dans cette société. Si la social-démocratie "prouvait qu'elle était devenue le pôle dominant du mouvement ouvrier face à tous les radicaux..." (p. 7), c'est parce que tous "les radicaux" ne pouvaient que reconnaître en elle un moment nécessaire de leur propre radicalité. François explique la social-démocratie en ne voyant dans l'intégration que l'intégration et non simultanément, dans cette période de passage à la subsomption réelle du travail sous le capital, la montée en puissance de la classe, même si celle-ci se confond de plus en plus avec le simple développement du capital et l'intégration dans ce développement. Si la social-démocratie a pu être la principale force contre-révolutionnaire dans les années qui suivirent la première guerre mondiale, c'est parce qu'elle était cette contre-révolution spécifique, essentiellement liée à ce qu'était alors la révolution. En séparant les radicaux de la social-démocratie, c'est-à-dire en la concevant de façon unilatérale comme expression de l'intégration, parce que c'est l'intégration elle-même que l'on ne voit pas comme montée en puissance dans la problématique programmatique, c'est l'échec nécessaire, dans ses propres termes, de la révolution programmatique que l'on ne peut analyser. François parle alors du "triomphe de la réaction" comme de "l'épuisement de la révolution" (p. 12). Ce "triomphe de la réaction" n'a pas traduit "l'épuisement de la révolution", car cette révolution ne pouvait intrinsèquement exister qu'en refusant de reconnaître comme sa base d'existence, sa raison d'être, ce qui était contre elle la force de cette réaction : la propre puissance reconnue à l'intérieur du capital de la classe ouvrière (c'est le moment où Keynes commence à réfléchir à la question). C'est là où François a une analyse unilatérale de la "vague révolutionnaire" de l'après-guerre : "Ainsi dès avant 1914, la scission était accomplie, chez les anarchistes comme chez les marxistes, entre la théorie du mouvement, encore en principe révolutionnaire, et sa pratique, déjà réformiste, entre la lutte rêvée pour la communauté humaine mondiale sans Etats ni classes et la lutte réelle, intégratrice, pour l'aménagement du capitalisme" (p. 8). François ne voit que scission là où il y a implication devenue contradiction.

François peut alors parfaitement poser l'échec nécessaire de la révolution comme affirmation du prolétariat. Mais cet échec nécessaire n'est encore que la limite de la révolution se

présentant comme affirmation du prolétariat, une "autolimitation". Si l'on n'a pas la limite comme identique à la raison d'être, c'est-à-dire ici "l'intégration" non seulement comme limitant la révolution programmatique, mais comme sa "légitimation" se retournant contre elle, le principe de la révolution n'est limité que par les circonstances (la "domination formelle" ou le caractère "féodal", "arriéré" de la Russie) et non en soi limité. En ne concevant pas la limite comme identique à la raison d'être, l'échec peut être dit "nécessaire" il sera cependant toujours extérieur par rapport à ce dont il est l'échec, car il sera toujours l'échec de quelque chose dont la raison d'être est ailleurs que dans la nature même de son échec. La contre-révolution ne fait alors que s'appuyer sur les limites, elle n'est pas en soi ces limites retournées contre la révolution. Quelques lignes de François résument ce que nous critiquons ici : "Ce qu'ils (les prolétaires en lutte, nda) affirmaient, c'était la puissance du travail, de plus en plus réellement soumis au capital, mais pas encore au point qu'ils renoncent à tout programme socialiste. Les ouvriers et paysans russes étant apparemment devenus les maîtres de leur destin et la nouvelle Russie - "l'Union Soviétique" - devenant la "patrie des travailleurs" du monde entier, le prestige des bolchéviks fut d'abord immense, même auprès des anarchistes. La Troisième Internationale, qui se disait communiste, permit de présenter la contre-révolution bureaucratique qui sévissait en URSS comme modèle de révolution prolétarienne, tout en déstabilisant les puissances européennes bourgeoises. " (p. 10-11). Nous avons ici premièrement : le programme socialiste séparé de la soumission au capital et lui résistant ; deuxièmement une simple juxtaposition de la révolution et de la contre-révolution qui "présente" les choses, jouant sur leur apparence. C'est le processus qui, comme il est dit plus loin, transforma "ce qui devait être la dictature démocratique du prolétariat en dictature sur le prolétariat" qui n'est pas théoriquement produit. Il est exact de dire qu' "En tant qu'affirmation du prolétariat comme classe du travail, une révolution prolétarienne victorieuse ne pouvait qu'engendrer une nouvelle classe exploiteuse". Mais il faut le prouver, surtout quand la suite du texte laisse entendre que les choses auraient été différentes si "ceux d'Occident" n'avaient pas été vaincus (p. 11). Est-ce à dire que "l'affirmation du travail" pouvait être victorieuse en Occident, et que dans ce cas elle aurait été la "vraie révolution"? A ne pas relier essentiellement la force de la contre-révolution à la raison d'être de la révolution (l'intégration est aussi montée en puissance de la classe nécessaire à son affirmation), la raison d'être de la révolution demeure dans un non-dit. La révolution n'a fait que revêtir une forme limitée dont a profité la contre-révolution. Tout le raisonnement implique le non-dit suivant : la révolution est autre chose que son "apparence". Dans une telle méthode, l'essence n'est pas, il est vrai, derrière le phénomène, ni au-delà, mais l'existence est toujours considérée comme phénomène parce que c'est l'essence qui existe.

A nouveau, le texte n'est cohérent que par un non-dit : le prolétariat est par nature révolutionnaire. Même si cette "nature" se révèle à certains moments, dans certaines circonstances, comme autolimitée.

Sur le troisième point : la "disparition" du programmatisme. Nous reviendrons plus longuement sur cette question en abordant la façon dont "Catastrophe et Révolution" comprend la situation actuelle. Ici nous nous limiterons à quelques considérations de méthode aboutissant encore au non-dit d'une nature révolutionnaire du prolétariat.

La critique centrale que nous faisons du texte de François est la suivante : la disparition du programmatisme ne donne pas lieu à une nouvelle configuration historique de la contradiction entre prolétariat et capital, mais à un vide, comme si le prolétariat était débarrassé, épuré, et pouvait trouver (retrouver ?) sa nature révolutionnaire radicale. Sinon, le "vivre et survivre" apparaît comme une abstraction dénuée de toutes déterminations sociales, ce qui ferait de la jonction entre ce "vivre et survivre" et le communisme le résultat d'un miracle à la loterie des possibles. Prenons la situation des années 60, telle qu'elle est exposée dans le texte. " De toute

façon, le programme prolétarien avait été réalisé par le capital ! La République démocratique universelle, on l'avait : c'était l'ONU plus le FMI. Le développement des forces productives aussi (...). Et si la généralisation du salariat n'était pas exactement celle de la condition prolétarienne (...) cela s'en rapprochait beaucoup..." (p. 17). Mais "certaines fractions de la classe ouvrière et de la jeunesse étudiante commençaient à se révolter". Ces luttes mettaient en crise la régulation fordiste (voir supra), "mais elles restaient dans les limites de la défense de la condition prolétarienne, même quand elles opposaient les travailleurs aux syndicats, (...) Survenant à la suite des grandes émeutes américaines et coïncidant avec le "printemps de Prague", le Mai 68 français et l'automne chaud italien de 1969 furent le chant du cygne de la révolution prolétarienne, l'annonce de son nécessaire mais dans l'immédiat impossible dépassement en révolution communiste. Car la révolte contre le travail salarié et la marchandise s'y exprima quelque temps d'une manière puissante, et la puissance de cette révolte, son onde de choc au-delà des frontières des deux pays, prouva que l'intégration définitive des prolétaires à la société du capital était définitivement impossible. Cependant le non dépassement de la grève-occupation bras croisés, avec barricades mais sans expropriation des possédants, ainsi que la non critique du vieux programme de maîtrise / planification de la dynamique du capital enfermèrent le mouvement dans une impasse. Les prolétaires sortaient d'une trop longue phase de luttes parfois dures mais limitées à la défense de leurs intérêts dans le cadre du rapport d'exploitation pour aller bien au-delà de la revendication gestionnaire du "pouvoir aux travailleurs". Et les bourgeois eurent un moment très peur, mais reprirent assez vite le contrôle des événements, soit, comme en France, en achetant tout de suite pas trop cher la reprise du travail de la masse des grévistes, soit, comme en Italie, en jouant durant quelques années la carte du pourrissement du mouvement. Ainsi Mai-Juin 68 ne fut pas seulement, comme l'écrivit Debord en 1969, "le commencement d'une époque". Ce fut aussi le début de la fin d'une autre, celle dont faisait partie l'IS, en tant qu'organisation idéalisant les conseils et la gestion ouvrière du capital.

"Ne trouvant aucune issue immédiate dans une radicalisation et une extension des luttes qui tende à bloquer la reproduction des rapports sociaux capitalistes, le nouveau mouvement prolétarien ne pouvait que refluer. Mais il ne se perdit pas tout de suite dans les marais de la "désillusion". Aux Etats-Unis comme en Europe, les grèves sauvages se multiplièrent. Sortant des usines et des facs, la contestation se généralisa et gagna tout le tissu social. Elle s'étendit même à la famille, cellule de base de reproduction du "matériel humain". Cependant, malgré une certaine extension de la révolte ouvrière hors de l'usine (par exemple en Italie avec les "autoréductions" de loyer et les "redistributions" de marchandises), il n'y eut pas vraiment de convergence entre les luttes sur le "front" du travail et les luttes sur le "front" des mœurs. Une telle convergence était d'ailleurs impossible, en raison du non dépassement du vieux programme prolétarien, comme affirmation ou libération du travail, d'une part, et de l'incapacité d'une large fraction du mouvement à critiquer le capital comme exploitation, d'autre part". (p. 17-18 ; tous les italiques sont de nous).

Comme dans toute théorie se référant explicitement ou implicitement à une "nature révolutionnaire" du prolétariat, les phases révolutionnaires de la lutte de classe sont "expliquées" par ce qui ne s'est pas passé. Ici, la période "68" est décrite et expliquée dans son échec par ce qu'elle n'a pas fait, comme le soulignent tous les passages que nous avons mis en italique. L'analyse normative est toujours celle de l'écart entre la révolution existante et celle qui devrait être, elle suppose donc non seulement connue, mais encore possible, la révolution qui lui sert de norme, sans cela elle n'a aucun sens (autant dire que l'australopithèque éclate des galets parce qu'il ne sait pas fabriquer de robots). L'échec de la révolution (ou ce pourquoi elle n'est pas révolution) est toujours posé en référence à ce qu'est une "vraie révolution" et non échec dans ses propres termes. Le charme et l'apparence d'efficacité de telles analyses sont identiques au plaisir que l'on trouve à refaire, au comptoir, la partie de boules, ou de

cartes, que l'on vient de perdre.

Si en 68, le programmatisme montrait ses limites et la nécessité de son dépassement, ce n'est pas par ce qui n'a pas eu lieu, mais par ce qui a eu lieu.

Nous nous contenterons de dire brièvement que la période de la fin des années 60 et du début des années 70 fut la période de la première crise et du premier mouvement révolutionnaire en subsomption réelle. En tant que tel ce dernier fut plus la liquidation de toutes les anciennes formes du mouvement ouvrier et de tout ce qui pouvait se fonder sur une identité ouvrière ouvrant la voie à l'affirmation du prolétariat comme classe dominante, que la résolution des questions spécifiques de la révolution en subsomption réelle du travail sous le capital. D'où un moment essentiel dans l'histoire récente de la lutte de classe qui ne fut pas la juxtaposition d'une grève ouvrière et d'une contestation culturelle, mais qui, premier mouvement révolutionnaire en subsomption réelle, posa dans la lutte de classe la nécessité d'abolir le prolétariat et, par là même, ne pouvait trouver dans cette société, dans les anciennes conditions de vie, de bases à développer. Ce qui fut entrevu, c'est que le communisme n'est pas un mode de production.

Mai 68, c'est le moment de l'ancien cycle de luttes où l'auto-organisation et l'autonégation du prolétariat sont arrivées à leur point de rencontre maximum, à leur jonction impossible, jonction qui dans sa nécessité et son impossibilité même, marque l'impossibilité, dans ses propres termes, de la révolution dans l'ancien cycle de luttes. Point de rencontre maximum, où leur implication réciproque en une unité contradictoire dans laquelle chacune est la limite de l'autre, et par là signifie l'impossibilité globale de la révolution dans ce cycle, a pu être le contenu d'un mouvement social, à l'intérieur duquel ces deux aspects corollaires de l'ancien cycle ont éphémèrement coexistés et pu s'interpénétrer. La liaison des pratiques immédiates du prolétariat avec la révolution au travers de tout ce qui était rupture d'avec les médiations politiques et syndicales exprimant l'intégration de sa défense et de sa reproduction dans le cycle propre du capital, s'est trouvée investie, comme contenu, par son débouché logique, mais simultanément contradictoire : l'autonégation du prolétariat. Cette jonction, en tant que telle est dépassement de toutes les catégories sociales préétablies, se veut embrassant l'ensemble de la reproduction sociale et contenant la critique de toutes formes d'aliénation. Tout cela naturellement contenait immédiatement ses propres limites produites justement à partir du fait que la jonction entre auto-organisation et autonégation contient immédiatement sa propre impossibilité qui est celle de la révolution dans l'ancien cycle de luttes, qui culmine en 68. Chaque terme ne peut être que l'impossibilité de l'autre. Le mouvement se retourne alors contre lui-même, d'un côté comme critique de la vie quotidienne, abandon du prolétariat, idéologie des désirs, du féminisme, de la jeunesse; de l'autre comme auto-organisation, démocratie directe, réformisme politique, société alternative.

L'Internationale Situationniste théorisa cette situation comme étant positivement le contenu révolutionnaire du mouvement, alors qu'elle signifiait, dans ses propres termes, son impossibilité comme mouvement révolutionnaire."Cependant, en l'espace d'une semaine, des millions de gens avaient rompu avec le poids des conditions aliénantes, avec la routine de la survie, avec la falsification idéologique, avec le monde à l'envers du spectacle. Pour la première fois depuis la Commune de 1871, et avec un plus bel avenir, l'homme individuel réel absorbait le citoyen abstrait ; en tant qu'homme individuel dans sa vie empirique, dans son travail individuel, dans ses rapports individuels, il devenait un être générique et reconnaissait ainsi ses propres forces comme forces sociales." (Viénet, "Enragés et Situationnistes dans le mouvement des occupations", p. 135). De cette analyse générale de "Mai 68", Viénet pourra tirer comme leçon principale du mouvement : "Ce sont les obstacles subjectifs qui ont fait que le prolétariat n'a pu prendre la parole pour lui-même..." (d°, p. 155). La question qui ne

pouvait pas ne pas être posée en "Mai 68" : comment une classe agissant en tant que classe peut s'abolir elle-même ? ne pouvait dans la crise de cette première phase de la subsumption réelle du travail sous le capital que rester en suspens, que montrer l'avancée extrême du mouvement et ses limites. Le programmatisme, comme forme générale et contenu de la lutte du prolétariat, montrait ses limites et la nécessité de son dépassement. Le grand mérite de la théorie situationniste est d'avoir ressenti le problème, sa grande limite d'avoir tenté de le résoudre sans sortir du programmatisme. L'IS a, à ce moment là, explicitement développé une théorie de la dualité du prolétariat : son affirmation comme classe était la révélation d'une nature révolutionnaire qui entraînait en contradiction et était déterminée à être l'abolition de son existence dans le capital. Une analyse trop rapide ne pourrait voir là que la poursuite de la problématique de l'Ultra-gauche historique. En fait l'IS va plus loin : le prolétariat comme sujet et comme représentation. En s'affirmant comme sujet (classe de la conscience, cf. supra) non seulement le prolétariat entre en contradiction avec sa propre existence comme représentation et s'abolit comme tel, mais encore produit son existence de classe comme n'étant plus que cette représentation, ainsi son affirmation comme sujet est un dépassement de son existence comme classe. Son affirmation comme sujet fait, à ce moment là, de son existence comme représentation la totalité de son existence de classe, de cette façon son affirmation devient son abolition, il affirme ce qu'il est, sujet (la conscience de soi), mais cette affirmation au moment même où elle s'effectue transforme sa représentation, ne laisse pas l'autre terme inchangé, elle l'investit de la totalité de son existence comme classe. A partir d'une telle problématique, il devient possible de décliner dans des formes programmatiques la négation du prolétariat par lui-même. La "grève générale sauvage", "l'ébauche de démocratie directe", la "critique de toutes les aliénations", le "désir reconnu du dialogue", le "mépris pour toutes les anciennes conditions d'existence" (cf. IS n°12, p 3-4), tout cela compris comme "la tendance spontanément conseilliste du mouvement", étaient les manifestations du retour du prolétariat comme sujet : "Nous étions à une heure de la formation d'un premier Conseil" (d°, p. 12). Cependant "les travailleurs n'avaient pas en majorité reconnu le sens total de leur propre mouvement ; et personne ne pouvait le faire à leur place" (d°), la grève demeurait "une somme d'isolement" et elle "s'immobilisa dans la défensive" (d°, p. 25). Tant que l'alternative se présentera comme se situant entre "l'affirmation autonome du prolétariat ou la défaite complète du mouvement" (d°, p. 12), on ne pourra avoir que la défaite complète du mouvement. C'est cette situation que l'IS a tenté théoriquement de transcender. Cette tentative ne pouvait que renvoyer à une présence "eucharistique" de la révolution : "Les travailleurs, en faisant la grève sauvage, ont démenti les menteurs qui parlaient en leur nom. Dans la masse des entreprises, ils n'ont pas su aller jusqu'à prendre véridiquement la parole pour leur compte, et dire ce qu'ils voulaient. Mais pour dire ce qu'ils veulent, il faut déjà que les travailleurs créent, par leur action autonome, les conditions concrètes, partout inexistantes, qui leur permettent de parler et d'agir. Le manque, presque partout, de ce dialogue, de cette liaison, aussi bien que de la connaissance théorique des buts autonomes de la lutte de classe prolétarienne (ces deux catégories de facteurs ne pouvant se développer qu'ensemble), a empêché les travailleurs d'exproprier les expropriateurs de leur vie réelle." (d°, p. 8). Dans son échec et sa retombée, face à la restructuration du capital qui s'amorçait, ce mouvement révolutionnaire, ayant posé l'abolition du capital comme l'aboutissement de l'auto-organisation de la classe et ayant posé cependant que cette abolition ne pouvait être que la propre négation des classes et du prolétariat lui-même dans la production de ce que l'on appelait à l'époque "l'homme total" ou "la communauté humaine", entreprit "d'expérimenter" celle-ci comme un "dégagement" des rapports sociaux capitalistes. Ce qu'il fut incapable de faire comme négativité, ce mouvement se mit à l'entreprendre positivement au sein même de la société capitaliste, ce qui était sa gloire devint ridicule (René Riesel rencontra José Bové). Ces quelques considérations sur Mai 68 étaient nécessaires pour poser l'échec de l'ancien

cycle de luttes en général et de Mai 68 en particulier dans leurs propres termes et non de façon normative : ils n'ont pas fait ceci ou cela qu'il est nécessaire de faire, comme si la révolution était une recette de cuisine. La révolution et le communisme se produisent historiquement dans le cours heurté de la lutte de classes, à travers les cycles de luttes qui le scandent. Ainsi la conception que nous avons actuellement de la révolution, dans la façon dont se présente le cycle de luttes actuels, c'est au cours du retournement dans la contre-révolution des caractéristiques de l'ancien qu'elle s'est forgée théoriquement et pratiquement (présents en tant que "conseillistes critiques" en Mai, absents et adversaires de l'autogestion et de l'auto-organisation à Lip). Ce processus peut encore nous arriver, la révolution n'est pas quelque chose d'établi, de connu une bonne fois pour toutes et vers quoi tendrait le mouvement, mais quelque chose que celui-ci produit. Si, par exemple, on peut dire maintenant que Mai 68 est en deçà de la critique communiste, c'est parce que c'est Mai 68 (entre autres) et le retournement des caractéristiques de l'ancien cycle dans la restructuration comme contre-révolution, qui ont produit cette critique. Il y a un monde entre les réserves que nous pouvions alors formuler (pas de formation de conseils ou pour d'autres pas de partis d'avant-garde, pas de jonction entre les occupations d'usines et la critique de la vie quotidienne...) et la théorie que le mouvement et son retournement permirent de produire : la révolution comme "autonégation du prolétariat" en tant que simplement abolition du capital et non développement d'une contradiction interne de la classe ou réalisation de l'humanité ; la défense de la condition prolétarienne comme limite des luttes quotidiennes ; l'absence de transcendance entre luttes quotidiennes et révolution ; la théorisation et la critique du programmatisme ; la théorisation de la subsumption formelle du travail sous le capital et de la subsumption réelle ; l'identité entre le développement du capital et la contradiction entre le prolétariat et le capital ; l'exploitation comme étant cette contradiction ; l'identité entre le prolétariat comme classe du mode de production capitaliste et comme classe révolutionnaire ... La vision que l'on peut avoir maintenant de tout ce qui s'est passé au cours du cycle de luttes précédent, dans la perspective de la révolution telle qu'elle est la nôtre maintenant, ne préexiste pas à ce qui l'a produite. Il se peut que l'anatomie de l'homme nous donne celle du singe, mais le singe n'est pas un homme raté (l'inverse est parfois vrai).

Les caractéristiques du cycle de luttes qui s'est achevé dans les années 70 procédaient de la confirmation d'une identité ouvrière à l'intérieur de la reproduction du capital (cf. critique de Hic Salta). Abolir et dépasser sa contradiction avec le capital, c'est alors pour le prolétariat devenir maître d'un monde dans lequel il est totalement défini, c'est dire théoriquement et pratiquement que la contradiction n'a plus lieu d'être, qu'elle est le fait d'un despotisme du capital réduit à quelque chose d'artificiel, de superfétatoire, à une domination. Il s'agit pour le prolétariat de s'emparer du monde existant sur la base de cette identité de classe productive, de cette particularisation confirmée dans la reproduction du capital qui fait encore sa force programmatique. De façon immédiate les caractéristiques de ce cycle de luttes se développent alors comme visée autogestionnaire, pouvoir ouvrier, devenir hégémonique, promotion de l'autogestion, développement sur toute la surface de la société d'une contradiction entre dirigeants et dirigés, prise en main de sa vie... La critique de la défense de la condition prolétarienne n'est que formelle, elle ne s'adresse qu'à la pratique syndicale, on en appelle à des formes radicales, comme l'autogestion, qui serviront de marche-pied à la révolution. Ce cycle de luttes dont le contenu a traversé, à la fin des années 60 et au début des années 70, tant les luttes d'OS que les luttes "extra travail", et donné son sens au "refus du travail", a culminé dans la période 68 / 72, et a trouvé dans ce qu'il est convenu d'appeler "l'autonomie" son achèvement.

C'est la contre-révolution, qui n'est rien d'autre que la restructuration, qui permet de dépasser théoriquement et pratiquement cette phase en en tirant les conséquences. La non-compréhension des caractéristiques actuelles du cycle de luttes et de la vision que l'on peut

avoir maintenant de la révolution comme résultant de cette contre-révolution entraîne une tentative de conservation et / ou de retour à des formes pures et dures du programmatisme dont le non-respect, la méconnaissance seraient à la racine des échecs passés. Juger de l'échec des révolutions passées à l'aune de la révolution future, c'est supposer que la révolution future était possible dans les révolutions passées, sinon l'explication normative des échecs n'a aucun sens. C'est la contre-révolution qui a effectué pratiquement la critique de l'ancien cycle de luttes, et toutes nos conceptions actuelles ont commencé à procéder d'elle, avant même de se développer comme théorie d'un nouveau cycle de luttes, c'est ce qu'il faut reconnaître.

Les concepts qu'une vision normative de l'ancien cycle de luttes utilisent sont eux-mêmes issus de la critique interne de cet ancien cycle impulsée par la restructuration à ses débuts qui rend patentes les limites de celui-ci. Ces concepts remontent à la période 70 - 74 : la période des revues comme "Le Mouvement Communiste", "Négation", "Intervention Communiste", le "Bulletin Communiste", la première série "d'Invariance", "Le Voyou", la brochure "Lordstown 72" des "Amis de quatre millions de jeunes travailleurs".

Depuis que l'on est en subsumption réelle, la révolution ne s'est jamais présentée comme transcendance à partir des luttes revendicatives en tant que telles dans les luttes immédiates. Ce n'était pas tant les aspects revendicatifs qui étaient mis en avant et présentés comme l'apanage de la révolution, que les tendances anti-syndicales (comme rupture de l'intégration de la classe ouvrière), anti-aliénation, anti-domination du capital, gestionnaires, anti-travail, auto-organisation, etc... Jamais il ne s'est agi de pousser un mouvement revendicatif (ce qui est le propre du gauchisme), mais pour "Socialisme ou Barbarie", pour l'IS, pour "Pouvoir Ouvrier", pour ICO, avant 68, ou pour toute la mouvance conseiliste en Mai, il s'agissait de se définir dans le mouvement au niveau de la critique de l'avant-gardisme, du gauchisme, au niveau de l'auto-organisation, de la critique de la bureaucratie, de "l'intégration", du capitalisme d'Etat, c'est-à-dire de ce qui nous paraissait être directement le processus de la révolution, tout cela existant bel et bien dans le mouvement lui-même. Nous ne poussions pas quelque chose à devenir autre chose, nous tentions de présenter "la tendance la plus avancée du mouvement" et de la pousser au maximum (ce dont a parfaitement rendu compte Baynac dans son livre "Mai retrouvé" paru en 1973). Bien sûr, ce n'était pas la révolution, il s'agissait toujours de défense de la condition prolétarienne, mais pour que nous puissions voir dans cette dernière la limite à dépasser, il fallut la défaite de ce cycle et la restructuration du capital comme contre-révolution répondant spécifiquement à ce cycle de luttes dans la destruction de l'identité ouvrière.

L'analyse des cycles de luttes et des phases insurrectionnelles doit partir du fait que ce sont des structurations spécifiques de la contradiction entre le prolétariat et le capital qui se modifient qualitativement (et qui sont dans leur spécificité le seul moteur de leur transformation) et non d'une "nécessité de la révolution communiste" qui évolue quantitativement. Lorsque François écrit : "Ne trouvant aucune issue immédiate dans une radicalisation et une extension des luttes qui tendent à bloquer la reproduction des rapports sociaux capitalistes, le nouveau mouvement prolétarien (que signifie ici "nouveau" : le plus récent ou alors celui qui a des caractéristiques nouvelles qu'il faudrait alors définir, ce qui entraîne un problème général de définition du cycle de luttes dans la première phase de la subsumption réelle, nda) ne pouvait que refluer.", nous n'apprenons rien sur les raisons de l'échec de ce mouvement autrement que de façon négative par rapport à ce qui aurait dû (aurait pu ?) être fait. Nous sommes ici dans les formules tautologiques si fréquentes dans les textes de Dauvé (cf. par ailleurs la critique de "Quand meurent les insurrections") : la révolution a échoué parce que ce n'était pas la révolution. La moindre concession théorique au normativisme conduit à la tautologie.

Ce système circulaire empêche de se poser de façon concrète le problème du passage des luttes actuelles à la révolution, à le concevoir comme dépassement produit d'un cycle de

luttres, dans les méandres et les aléas de ce cycle. On peut dire, comme François, que la compréhension des "voies du communisme" n'est pas "extérieure aux luttres présentes" (p. 2), mais ces "voies" sont plus une présence eucharistique du communisme dans les luttres présentes qu'une réelle production d'un dépassement de ces luttres présentes. "L'enjeu de l'actuel cycle de luttres, déterminé par la globalisation récente de l'exploitation, est la recomposition de larges fractions du prolétariat sur la base de la précarisation et du déracinement, comme classe "impossible" et pourtant réelle, ne pouvant plus ni reproduire le capital ni être reproduite par lui ; et par là - mais par là seulement - l'émergence d'un nouveau mouvement communiste." (p. 2). "Ne pouvant plus ni reproduire le capital, ni être reproduit par lui", c'est ce qui plus loin dans le texte définit ce qui est appelé le "rapport de prémisses", c'est-à-dire le rapport entre le prolétariat et le capital en tant que rapport révolutionnaire. C'est ce rapport révolutionnaire qui devient ici la condition de l'émergence d'un "mouvement communiste", qui est l'enjeu du nouveau cycle de luttres. François fait l'impasse sur le cours même de ce cycle de luttres. Alors qu'il faut expliquer la possibilité de cette situation ultime du rapport entre prolétariat et capital qu'est le rapport de prémisses par le nouveau cycle de luttres (sa structuration comme contradiction et son contenu), il fait l'inverse, il explique le nouveau cycle de luttres par le "rapport de prémisses" : le problème est résolu d'avance. Le fait que cette révolution ne soit que "probable" ne change rien au raisonnement. : la nature révolutionnaire de la classe ("classe impossible") est posée comme le préalable nécessaire à la révolution. Ce préalable est confirmé par la suite : "la crise révolutionnaire ne peut donc se manifester que sous la forme d'un blocage de l'accumulation" (p. 2). S'il y a "blocage de l'accumulation", la question du dépassement de la défense de la condition prolétarienne n'a plus à être posée, elle est résolue. Le "blocage de l'accumulation" n'est pas un préalable à la révolution, mais l'action révolutionnaire elle-même. Avant la révolution, nous avons donc, dans ce texte, d'une part "la classe impossible", d'autre part le "blocage de l'accumulation", tout est joué d'avance. La révolution n'est pas ici activité du prolétariat, elle n'est que la résultante d'une double impossibilité préalable : celle du capital (blocage), celle du prolétariat ("classe impossible"). Si l'on veut considérer qu'il y a une liaison essentielle entre le cours quotidien du cycle de luttres et la révolution, ce n'est pas une "classe impossible" qui fait la révolution, mais qui le devient par la révolution, par les mesures qui sont prises dans le cours d'une crise qui devient crise révolutionnaire et qui en tant que telle devient le blocage de l'accumulation. C'est une classe, le prolétariat, engagé en tant que classe du capital dans sa contradiction avec le capital, qui est amené à prendre des mesures de communisation de la société dans son rapport de lutte avec le capital, et qui par là seulement devient, si l'on veut, cette "classe impossible", c'est-à-dire tout simplement se supprime en tant que classe en abolissant le capital. Sous des dehors semblant mettre au premier plan l'activité du prolétariat, c'est à un montage théorique formel de la révolution que nous avons affaire. Cela parce qu'il manque le moment essentiel, celui du cycle de luttres dans son cours quotidien, qui n'est là que pour "mettre en crise le capital". Si François ne peut considérer le cycle de luttres dans son cours quotidien comme un réel moment historique, c'est qu'il considère le programmatisme disparu comme étant ipso facto la présence immanente de la révolution.

Le problème que rencontre François avec le nouveau cycle de luttres et son rapport à la révolution provient du fait qu'une fois le programmatisme disparu, avec cette phase de la subsumption réelle succédant à la restructuration (jamais définie), le prolétariat ne peut être que révolutionnaire puisqu'il n'est plus programmatique. Ce problème est naturellement lié à la conception de ce qu'est de façon générale une restructuration et de celle-ci en particulier. "Avec les années 70, commence donc (souligné par nous) une restructuration globale du rapport d'exploitation." (p. 18). Le "donc" ne renvoie à rien de précédent dans le texte, car François ne développe pas le rapport entre cette restructuration et le cycle de luttres précédent. Le texte nous dit qu'il n'y a plus "d'identité ouvrière" (p. 19), mais la phase précédente, les

luttres de la fin des années 60 et du début des années 70, n'a pas été analysée, comme on vient de le voir, sur cette base mais par rapport à une norme de l'activité révolutionnaire. Il en résulte que la restructuration n'apparaît ni comme contre-révolution, ni comme nouveau rapport entre les classes. N'étant pas saisie comme contre-révolution, dans la mesure où l'échec de la révolution n'est dû qu'à l'écart constaté avec La Révolution, la restructuration ne peut être comprise comme remodelant la contradiction entre le prolétariat et le capital. Elle n'est que quelque chose qui "empêche" (p. 21) le prolétariat d'être révolutionnaire, d'être ce qu'il est devenu avec la disparition du programmatisme : " Mais comme la restructuration du capital achevait le vieux mouvement ouvrier en favorisant l'éclatement des luttes identitaires et comme la segmentation du prolétariat empêchait les prolétaires en lutte de s'affirmer immédiatement, dans le rapport d'exploitation, comme classe de la destruction du capital et de toutes les classes, la force du nouveau mouvement fut retournée contre lui. Ses avancées (...) se transformèrent en processus moteur de la contre-révolution démocratique." (p. 21). Si l'on prend au sérieux la restructuration, en tant que forme historique de la contradiction entre le prolétariat et le capital, c'est dans le rapport qu'elle crée que le prolétariat pourra produire l'abolition du capital et de toutes les classes. En revanche si la restructuration "empêche" c'est que cette possibilité est inhérente au prolétariat.

Le nouveau cycle de luttes n'est pas chez François une nouvelle structuration de la contradiction entre les classes (au niveau de leur reproduction), mais le résultat d'une épuration, ici le nouveau n'est nouveau que par la disparition de l'ancien, il n'est que l'ancien disparu. "Ce désarroi (face à l'échec des luttes de la période précédente et face à la restructuration, nda) traduisait la décomposition du programme d'affirmation de la classe qu'avait porté depuis ses débuts le vieux mouvement ouvrier. Après le cycle de montée en puissance / intégration (dominé politiquement par la social-démocratie, de 1871 à 1917), c'était celui de la rupture ouvrière (marquée par la lutte contre la social-démocratie et le stalinisme, de 1917 à la fin des années 1970) qui s'achevait. Le prolétariat n'avait plus ni projet ni organisation révolutionnaires tout prêts à l'emploi, et ne pouvait donc plus se dispenser d'une sérieuse autocritique historique. Mais cette autocritique, d'abord produite par des individus et groupes fort isolés, avait encore - et a toujours - un long chemin à parcourir dans le nouveau cycle de luttes" (p. 22). Nous retrouvons dans l'analyse des cycles de luttes antérieurs certains désaccords déjà exprimés : le cycle de lutte de la fin du XIX^es ne se définit pas par le rapport "montée en puissance" / "intégration", mais par le rapport "montée en puissance" - "intégration" / "affirmation autonome", c'est la contradiction interne de la période, les deux termes se nécessitant réciproquement ; le cycle 17 - 70 se définit comme celui de la "rupture" si l'on ne relève pas que la rupture tout comme ce par rapport à quoi elle est rupture, la rivalité à l'intérieur de la reproduction du mode de production capitaliste, ont un élément et une base commune : l'identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital. On ne peut réduire ce dernier cycle à l'Ultra-gauche, le "stalinisme" des PC en fait tout autant partie, sans le mythe et la réalité de la "vie en bleu" il n'y a ni "stalinisme" des PC, ni gauchisme, ni Ultra-gauche. Chaque fois, ce qui est évité c'est de poser l'échec du cycle de luttes dans ses propres termes.

Mais le plus important n'est pas dans l'analyse de ces cycles de luttes, mais dans la conclusion : la révolution se trouve au terme d'un long trajet d'autocritique que le prolétariat a à accomplir dans le nouveau cycle, ce long trajet c'est un processus de disparition, de décomposition, du programmatisme. Le thème de l'autocritique est central et récurrent dans la problématique de François. La restructuration ne crée pas réellement un nouveau rapport contradictoire entre les classes, elle n'est que le processus de crise de l'ancien (cf. p. 23). C'est pour cela qu'elle n'est pas si évidente que cela dans le texte. La restructuration se limite en définitive à l'ancien rapport en crise. De cette façon le texte joue sur deux tableaux à la fois. D'une part, le programme disparaît ; d'autre part, la restructuration n'est que le programme

disparu. La problématique de François, qui fonctionne constamment sur un non-dit, la nature révolutionnaire du prolétariat et corollairement la révolution comme norme, ne peut aller au-delà du programmatisme et plus précisément de la révolution comme identique à la disparition achevée du programmatisme.

La restructuration n'est jamais abordée positivement comme une transformation du rapport contradictoire entre les classes. Elle est toujours abordée négativement ("liquidation des vieux bastions ouvriers", "segmentation du prolétariat.. cf. p. 24) et en outre jugée par rapport à la période des "Trente glorieuses" comme si l'on avait là ce que par essence est le capital. Il y aurait restructuration mais "la crise n'est pas vraiment surmontée" (p. 25), "la croissance s'essouffle" (d°), "la domination américaine est une domination affaiblie" (d°), "le chômage persiste" (d°). On pourrait opposer à tout cela la longue liste des modifications du rapport d'exploitation qui lie le prolétariat et le capital depuis le moment de l'achat - vente de la force de travail jusqu'au modalités de sa reproduction, en passant par le procès de travail lui-même, les nouvelles combinaisons entre les deux modalités d'extraction de la plus-value, l'appropriation des forces sociales du travail, les modalités de la péréquation entre les capitaux, la transformation des branches d'activité motrices, la mondialisation et la fin des aires nationales, l'effondrement du "socialisme réel". Mais, il ne s'agit pas d'opposer une liste à une autre, il faut considérer que l'ensemble de ces modifications font système comme élimination d'une identité ouvrière et comme définition de la contradiction entre les classes au niveau de leur reproduction. Et c'est pour cela, parce que ces modifications définissent une contre-révolution, qu'elles sont une restructuration, ou alors il faut dire clairement que la contradiction entre les classes telle qu'elle définissait l'ancien cycle de luttes porte la révolution, que l'échec était contingent (ce que sous-entend toujours l'analyse normative). La croissance n'est pas celle des "Trente glorieuses", la "domination américaine n'est plus de même nature qu'avant l'effondrement du bloc soviétique" (mais est-elle affaiblie par rapport à une période où lui échappaient "2 / 3 des terres émergées" et "1 / 3 de l'humanité"), un chômeur est toujours quelqu'un privé d'emploi, mais le chômage peut-il être analysé de la même façon au XIX^es, dans les années 60, et maintenant ?

François expose une sorte de télescopage chronologique : le capital restructuré est bien entendu toujours le capital, en tant que tel il a des contradictions ; conclusion : la restructuration est limitée donc la restructuration n'est qu'apparente. Du fait que le capital restructuré c'est toujours le capital, donc toujours l'exploitation et la baisse tendancielle du taux de profit, on en conclut que la restructuration est incertaine. En fait ici les contradictions inhérentes à l'accumulation du capital sont confondues avec la crise du mode de production capitaliste (c'est quelque chose de semblable que l'on retrouve dans Hic Salta).

Croissance faible, chômage comme moment du rapport salarial (et non plus opposé), modification du rôle et du fonctionnement de la domination américaine, retour des crises de cycles courts, régulation financière de la péréquation du taux de profit, sont des caractéristiques du rapport capitaliste restructuré et des axes autour desquels se modulera sa crise. Dans le rapport capitaliste tel qu'il s'est restructuré, les axes qui portent la baisse du taux de profit apparaissent au niveau de la péréquation, au niveau de la transformation de la plus-value en capital additionnel, au niveau de la reproduction (dans la première phase de la subsumption réelle ces axes se définissaient au niveau de la reproduction collective de la force de travail, et au niveau du procès de travail). La contradiction interne de cette phase de la valorisation se situe entre le travail immédiatement productif et la condition même de ce travail productif : être une force de travail socialisée, "le general intellect" (cf. Tom Thomas, "Ni fin du travail, ni travail sans fin", Ed Onciale, diffusion Albatroz, BP 404, 75969 Paris Cedex 20 ; pour Thomas il s'agit d'une contradiction essentielle et définitive, elle n'est pas vue comme phase historique, nous sommes en désaccord également sur la conception générale de la critique du travail, que Thomas "sauve" dans son acception programmatique de quelque

chose que l'on libère). Quoi qu'il en soit, à propos de la restructuration l'alternative est simple : soit il y a restructuration, soit il n'y en a pas. S'il n'y en a pas, la contradiction entre le prolétariat et le capital est la même que dans le cycle antérieur, sauf qu'elle s'étiole, c'est la position de François.

C'est sur cette base que François n'élabore pas réellement et positivement un nouveau cycle de luttes : la restructuration ne s'achèverait pas parce que les luttes de "notre classe" empêcheraient cet achèvement (cf. p. 26). Donc, ce sont des luttes qui sont la poursuite de l'ancien cycle, simplement comme autocritique de celui-ci, François ne va pas plus loin dans sa conception d'un nouveau cycle de luttes. La restructuration ne s'achèverait pas parce qu'elle attaque le prolétariat qui réagit, alors que cette réaction sur la base de la précarité, de la segmentation, est partie intégrante du rapport contradictoire entre les classes restructurées. On aboutit à un noeud qui n'est pas tranché, et qui vu les prémisses ne peut l'être : la restructuration ne s'accomplit pas à cause de luttes qui sont précisément définies par cette restructuration. Si comme le dit François, les luttes se situent "au niveau de la reproduction" (p. 28), alors la restructuration a eu lieu, idem quant à la disparition de l'identité ouvrière. François voudrait avoir le beurre et l'argent du beurre ; la disparition du programme et "notre classe". La restructuration n'est jamais considérée au-delà de la forme en crise de la période précédente de l'accumulation. Accomplir le vrai pas décisif de la critique du programme c'est concevoir la restructuration et le nouveau cycle de luttes comme des réalités spécifiques et non des dégénérescences de la phase précédente d'accumulation ou du cycle antérieur. C'est le pas théorique le plus difficile à accomplir pour une théorie prolétarienne de la révolution, parce qu'elle doit être une théorie de la révolution non comme programme radicalisé, ou programme révolu, mais comme programme dépassé.

Ne possédant pas réellement le nouveau cycle de luttes dans sa spécificité, François en revient à une nature révolutionnaire du prolétariat quand il s'agit d'aborder la question de la relation entre les luttes actuelles et la révolution. La situation actuelle est explicitement définie comme "cette contradiction entre la nécessité historique (souligné par nous) et l'impossibilité immédiate d'une recomposition révolutionnaire du prolétariat". Cette contradiction "explique l'impasse actuelle de la critique radicale du travail et de la politique." (p. 35). La situation actuelle n'est alors qu'un obstacle, un obstacle dont le seul "avantage" serait de permettre la purification de la nature révolutionnaire du prolétariat. En effet, la situation actuelle est un terme de la contradiction évoquée, face à un autre terme qui est la "nécessité historique". Sur quoi se fonde cette nécessité historique, quel est son contenu, sa réalisation? Soit la "situation actuelle" est le rapport contradictoire entre les classes, alors elle n'est pas obstacle à la "nécessité historique" (pour reprendre cette expression), soit elle est un obstacle et alors on a fait de la "situation actuelle" des conditions objectives et par conséquent de la "nécessité historique" une nature révolutionnaire de la classe. Pour François, il n'y a pas dans la "situation actuelle" la dynamique même du nouveau cycle de luttes et sa force (en même temps que la reproduction du capital), sa capacité à résoudre et dépasser les apories du programmatisme. Cela ne peut de toute façon être sa problématique, dans la mesure où une "nécessité historique" est par définition toujours déjà donnée. C'est ce qu'est une contradiction qui lui échappe.

Le caractère normatif de la problématique est accentué par le fait que le contenu de la critique révolutionnaire de la révolution a déjà son programme fixé : critique du travail, critique de la politique. Ensuite François va se consacrer à dire ce que pourrait être un "authentique" dépassement du travail et de la politique (p. 36). Le simple fait de poser l'abolition et le dépassement du capital comme dépassement du travail et de la politique montre que l'on s'enferme dans la recherche d'une autre réponse aux questions que posait la pratique programmatique du prolétariat. Qualifier ce dépassement d'authentique ne peut que vouloir dire que jusque là il était inauthentique, mais ce n'est que dans une problématique

programmatisque que le travail et la politique sont constitués comme problèmes. Pour l'un il s'agit de l'hypothèse de l'activité par rapport à la relation sociale dont elle est l'activité, pour l'autre il s'agit de se demander comment la politique relie les individus et non pourquoi le lien d'individus particuliers, définis dans et par un mode de production déterminé, prend la forme de la politique. Dans la critique du mode de production capitaliste, partir de la critique du travail et de la politique c'est prendre les choses à l'envers. La mystification ne réside pas dans les réponses (inauthentiques) mais dans les questions.

François ne sort pas d'un programmisme négatif et donc ne produit pas le rapport entre les luttes actuelles et la révolution, parce qu'il s'est interdit par cette problématique programmatisque négative de réellement poser la nouveauté de la restructuration et du nouveau cycle de luttes. Bien qu'il dise (p. 36) que "l'enjeu est la recomposition du prolétariat sur la base de la précarisation, d'une part, et du déracinement d'autre part", ce "sur la base" ne signifie que "au-delà" ou "contre". L'identité entre le prolétariat classe révolutionnaire et le prolétariat classe du mode de production capitaliste telle qu'elle est affirmée p. 39 est parfaitement exacte, mais elle demeure dans le cours du texte une pétition de principe, car jamais mise en mouvement. En tant que classe du mode de production capitaliste, le prolétariat ne trouve dans la reproduction du mode de production capitaliste que des obstacles à la révolution, en tant que classe révolutionnaire, il est déjà au-delà du mode de production capitaliste qu'il a "bloqué". François ne relie pas ce qui fait la force du nouveau cycle - produire son être dans le capital, pas de retour sur soi, contradiction au niveau de la reproduction, disparition d'une identité prolétarienne ... - à la limitation des luttes (segmentation, précarité, etc.). Si bien que les limites des luttes ne sont qu'un mauvais moment à passer et non comprises simultanément, en tant que contradiction au niveau de la reproduction du capital, comme la force et la spécificité de ce nouveau cycle de luttes. Pour François : "Il n'y a qu'une contradiction en mouvement entre la reproduction et l'abolition du capital" (p. 33). La contradiction ne se définit pas ainsi, terme à terme. La reproduction est processus d'abolition et l'abolition est dans la reproduction.

Quel est spécifiquement, dans ce cycle de luttes, ce qui fait que la lutte de classe peut produire le communisme ? C'est ce qui n'est jamais abordé dans le texte. L'enchaînement, tel que le produit François, saute par dessus le nouveau cycle de luttes : ce cycle est celui de la décomposition et de la disparition du programme, la lutte du prolétariat peut donc résoudre authentiquement les problèmes qui s'étaient toujours posés à elle, le moteur de la lutte de classe poussant à la résolution authentique de ces problèmes, c'est la nécessité "de vivre et de survivre". En conséquence, le texte saute par dessus la question elle-même de la relation entre la structuration et le contenu de ce nouveau cycle et la révolution (et le communisme). "La radicalisation et l'extension des luttes n'est pas une question de volonté ou d'organisations militantes, mais de production de nouveaux rapports sociaux, d'un nouvel "être ensemble", dans et contre le capital et dans le moment révolutionnaire." Cette conception du cours même de la révolution comme communisation est actuellement déterminante et même discriminante, elle est fondamentale, mais le problème que le texte n'aborde pas est celui de savoir comment nous y parvenons dans ce cycle. Problème que François ne peut pas poser, dans la mesure où la reproduction du capital n'est qu'obstacles et la révolution "nécessité historique" face à ces obstacles. C'est cette façon rigide de poser le devenir comme contradiction entre la reproduction et l'abolition qui bloque le texte de François et le renvoie dans les impasses de la norme révolutionnaire et de la nature révolutionnaire du prolétariat. La conception de la contradiction entre le prolétariat et le capital est celle de l'opposition de deux termes liés entre eux par une interaction réflexive plus que par une implication réciproque. François, par exemple, ne traite pas de façon dialectique "l'autolimitation des luttes" (p. 42), pour lui il faut dépasser cette autolimitation (ce avec quoi on ne peut qu'être d'accord) mais sans repérer que la capacité à ce dépassement est spécifiquement contenue, dans ce cycle de luttes, dans ce qui

fait "l'autolimitation" elle-même : la contradiction au niveau de la reproduction. Le texte ne dépasse pas une vision formelle et somme toute quantitative de la "radicalisation", de telle sorte que s'il n'y a pas transcroissance entre luttes quotidiennes et révolution (pour la simple raison que l'abolition du capital est abolition du prolétariat), cela ne tient pas au contenu de ces luttes, à la nature de la contradiction entre les classes, mais au fait que le capital réagit empêchant la transcroissance. Cela entraîne que les luttes deviennent de plus en plus dures, donc entraînent la crise du capital, donc la nécessité pour eux de la guerre, et pour nous de la révolution. Mais alors si la seule issue devient pour nous la révolution (p. 43), serait-ce parce que le prolétariat porte nécessairement la révolution? En quoi ce cycle de luttes porte-t-il son dépassement et en quoi le contenu de ce dépassement y est-il déterminé, c'est la question qui n'est jamais abordée de front alors que tout le texte tourne autour.

"N'en déplaise aux optimistes, nul ne peut dire aujourd'hui : "regardez, c'est ça la révolution : cette grève, cette émeute, cette insurrection, ou même l'ensemble des luttes récentes dans le monde, c'est l'embryon de la future communauté humaine". Et ceci non parce qu'il nous manquerait un bon programme ni parce qu'il nous faudrait encore du temps pour nous organiser, mais bien parce qu'il n'y a même pas d'embryon ! Le dépassement communiste ne peut donc qu'être rêvé sur le mode utopique ou produit comme abstraction théorique." (p. 45). On ne peut se contenter d'une telle conclusion malgré toute sa justesse, car c'est la conclusion elle-même qu'il faut expliquer. Pourquoi malgré tout cela nous pouvons tout de même parler, dans ce cycle, de la production du communisme, ne serait-ce que comme une abstraction théorique? Voilà la vraie question, et faute de l'aborder de front par une reconnaissance de la restructuration et de la nouveauté du nouveau cycle de luttes, François ne peut que fonctionner, de façon plus ou moins explicite, sur le présupposé d'une nature révolutionnaire du prolétariat. "La nouveauté" n'étant que le programme disparu et non le contenu positif de ce nouveau cycle, "la nouveauté" n'a alors plus de contenu.

La révolution et la production du communisme deviennent alors une révolution par défaut : rien d'autre n'étant possible, le seul possible est la révolution; " Au-delà des luttes quotidiennes contre l'aggravation permanente de nos conditions d'existence, il n'y a donc rien que leur dépassement communiste (souligné par nous) : non pas l'Harmonie, non pas un monde sans douleur ni conflits, mais une vie vraiment humaine." (p. 47). La révolution par défaut ne produit pas l'activité révolutionnaire du prolétariat faisant la révolution (cf là-dessus le texte publié dans T.C.13 sous le titre "Des luttes actuelles à la révolution"). François ne déduit pas l'activité révolutionnaire du cours quotidien de la lutte de classe, ne construit pas son dépassement comme activité de la classe. Le communisme par défaut se construit de la façon suivante. L'impossibilité du programme nous donne l'impossibilité de la restructuration, qui est l'impossibilité immédiate du capital, ce n'est qu'une question de temps et en fait on ne sait pas trop pourquoi ça dure. A partir de là, l'impossibilité tend à devenir pratique, c'est-à-dire que le prolétariat ne peut faire autre chose, vue la situation, que faire la révolution et produire le communisme. Ce dépassement révolutionnaire n'est pas produit positivement, mais par une série d'impossibilités qui ne laisseraient qu'une voie ouverte : celle du communisme. En fait, il ne se passe plus rien d'autre que l'attente du communisme. Tout est là et pourtant le communisme tarde, il n'y a que des obstacles à franchir et le chemin de l'autocritique à parcourir. La révolution et le communisme deviennent l'envers de l'impossibilité du capital et la réalisation de la nécessité de vivre des prolétaires. Mais est-ce encore ici leur situation sociale de prolétaires qui est à l'oeuvre ou plus "simplement" leur existence biologique d'individu? Tout ce qui est alors donné comme contenu de l'activité révolutionnaire (l'appartenance de classe comme contrainte extérieure, le rapport de prémisses) n'est pas relié au cycle de luttes, mais apparaît comme collé et non produit par rapport à ce cycle. La seule liaison, et nous retombons toujours là-dessus, est celle qui est affirmée p. 53 : la disparition du programme. François ne va pas plus loin, parce que sa critique du

programme ne dépasse pas la constatation de l'impossibilité du programme dans la situation actuelle et la réduction du nouveau cycle de luttes à cette impossibilité : "Le prolétariat n'a désormais plus aucun idéal, ni programme à réaliser" (p. 57). Quand apparaît dans le texte que la contradiction entre le prolétariat et le capital se situe au niveau de la reproduction des deux classes, cela est dit incidemment à la fin (p. 58) et cela n'a pas été utilisé dans le raisonnement.

La critique du programme elle-même demeure alors programmatique. Cette critique est effectuée non de façon historique par rapport aux contradictions internes spécifiques du programmatisme dans chacune de ses périodes, dans lesquelles le programmatisme produit, dans ses propres termes, son impossibilité, mais par l'opposition du programmatisme au "communisme". La révolution programmatique échoue parce qu'elle n'est pas "communiste" : "Dans la mesure où la classe ne développait pas une activité communiste, les théoriciens ne pouvaient que critiquer de supposées "déviations" par rapport au programme originel - la bureaucratisation du mouvement, l'idéologisation de la théorie - non mettre en cause le programme en tant que tel. Et dans la mesure où les théoriciens, même les plus radicaux, confondaient de fait "but final" et "programme de transition", abolition du travail salarié et gestion prolétarienne du capital, les praticiens se voyaient confirmés dans leurs illusions que la fin de l'exploitation, c'était "l'usine aux ouvriers" plus "la terre aux paysans". (p. 59). On n'a pas ici expliqué l'échec réel, historique. La norme communiste est placée ici à l'intérieur du programme comme un de ses pôles : affirmation du travail / abolition du capital. Or, dans le programme, l'abolition du capital était l'affirmation du travail et celle-ci développait dans ses propres termes un procès contradictoire la rendant elle-même impossible; cela non parce qu'elle n'était pas l'abolition du capital telle que nous pouvons maintenant la concevoir, mais parce qu'elle était l'abolition du capital comme affirmation du travail (cf. supra). François construit théoriquement toute l'histoire du programmatisme en référence à un communisme et à une action révolutionnaire qui est celle possible aujourd'hui, posés comme une norme faisant comprendre l'échec des périodes antérieures. "En vérité, la révolution prolétarienne n'avait pas échoué, entre les deux guerres, parce qu'elle avait été écrasée. Elle avait au contraire été écrasée parce qu'elle avait échoué" (p. 60). La révolution qui avait échoué n'était pas la révolution communiste telle que François peut la concevoir maintenant, mais la révolution programmatique, et elle avait échoué en tant que révolution programmatique simplement parce qu'intrinsèquement elle impliquait sa contre-révolution. La position de François consiste à demander à la révolution programmatique d'être la révolution communiste telle qu'elle pourrait être maintenant et d'ajouter que n'ayant pu l'être, elle échoue. Donc ce qui échoue c'est ce qui n'existe pas et ne pouvait exister et ce qui est écrasé ce n'est pas ce qui échoue.

Dans cette situation de programme en décomposition allant vers la situation révolutionnaire comme programme disparu et dans l'incapacité de concevoir la nouveauté historique, cela parce que dans sa problématique de base, il ne parvient pas à poser l'équation simple suivante : contradiction prolétariat / capital = développement du capital. Ce qui le renvoie de façon souvent involontaire au "normativisme", François n'a plus pour dynamique et contenu de la lutte de classe que la nécessité de se battre pour "survivre et vivre". Cela est exact, mais n'est jamais une pureté du "survivre et vivre", cette lutte est toujours un contenu historique, une structure de la contradiction entre le prolétariat et le capital, une forme historique de l'exploitation. Le texte reste sur une vision très formelle de la révolution : "vivre et survivre", "blocage de la production", "arrêt du travail salarié", mais quel est le contenu de tout cela? Pourquoi tout cela définit-il la révolution, l'abolition du capital, la production du communisme? Soit François ne répond pas à la question parce qu'il n'envisage pas le nouveau en tant que nouveau, soit de façon plus ou moins sous-jacente il se réfère à une nature

révolutionnaire du prolétariat, grâce à laquelle seulement le texte devient cohérent, bien qu'elle ne soit jamais explicitement définie.

C'est naturellement dans la situation la plus actuelle de la lutte de classes que le flou théorique général du texte montre ses conséquences "politiques". "Tout ce que nous pouvons dire sur la révolution à venir, nous le disons maintenant, c'est-à-dire en un moment où la décomposition du vieux programme prolétarien de gestion ouvrière du capital n'a encore engendré que des métastases "alternatives". Nous ne pouvons donc pas encore penser concrètement l'émergence d'un nouveau mouvement communiste, mais seulement montrer que les conditions de ce dépassement sont déjà en partie réunies, en raison des limites de la restructuration capitaliste et de celles mêmes de "l'alternative". (p. 53). "La lente décomposition du vieux programme prolétarien a, vers le milieu des années 1990, abouti à cette bouillie sous-programmatique nommée alternative. Il n'y a pas à revenir ici sur sa critique, développée dans les première et deuxième partie de ce texte. Mais il faut noter, d'une part, que l'idéologie alternative s'est formée dans le creuset du situationnisme, en lui empruntant ses grands thèmes (le capital comme "spectacle" ou "machine à dominer", le prolétariat comme ensemble des "dominés" et finalement comme les "gens", la confusion entre communisme et "démocratie directe" ou "l'autogestion généralisée") et, d'autre part, que la disparition de l'identité ouvrière, que traduit en langage politique le réformisme alternatif, est, dans la perspective de la révolution qu'il nous reste à faire, une force autant qu'une faiblesse. On comprend sans difficulté en quoi cette disparition de l'identité ouvrière nous affaiblit : il n'y a plus ni organisation ni doctrine de classe, chacun d'entre nous est livré à soi-même, c'est-à-dire à mille pulsions et pressions contradictoires qui peuvent l'amener à faire n'importe quoi : militer à Ras l'Front, voter Krivine-Laguiller, ou rejoindre l'Eglise de la Science Chrétienne. En même temps et pour la même raison, nous n'avons plus à digérer une théorie toute prête, qu'elle soit marxiste, anarchiste, ou situationniste, mais à produire tous ensemble, dans ce cycle de luttes, la théorie de notre mouvement. C'est une situation tout à fait nouvelle, terriblement excitante et terriblement angoissante. Pour le moment, nous percevons surtout notre propre faiblesse." (p. 63 - 64).

La problématique générale du texte, consistant à identifier situation révolutionnaire et programmatisme disparu, aboutit à considérer l'alternative maintenant comme quelque chose appelée à évoluer. En effet, la décomposition du programmatisme n'aurait engendré pour l'instant que des "métastases alternatives", mais cette décomposition étant appelée à se poursuivre vers la disparition même du programmatisme, ces "métastases" ne sont alors conçues que comme moment transitoire de cette décomposition en procès. Ainsi il devient possible et nécessaire de critiquer l'alternative parce qu'elle est portée par un mouvement qui doit l'amener à dépasser ses limites. François est un critique féroce de l'alternative, mais parce qu'il a placé en elle, et en tant que telle, des perspectives d'évolution révolutionnaire. Pour l'instant elle ne serait que la décomposition du programme limitée. S'il faut attaquer l'alternative c'est qu'il y aurait en elle un procès qui la dépasse, celui du passage de la décomposition à la disparition du programme. Quant à nous, si nous attaquons l'alternative, ce n'est pas parce qu'elle serait susceptible d'accoucher de son dépassement, de franchir ses limites, mais parce qu'elle formalise et entérine les limites actuelles de la lutte de classes, et elle n'est que ça. L'alternative n'est pas la décomposition du programme, cette décomposition est devenue démocratisme radical. L'affirmation du prolétariat, en tant que mouvement de classe, a disparu (nous laissant quelques fossiles théoriques), son impossibilité liée à la disparition de l'identité ouvrière, s'est renversée pour la même raison en exigence d'une démocratie radicale, c'est-à-dire de mise en conformité du capital avec la classe du travail en général, qui n'est en réalité qu'une mise en conformité de la classe avec les exigences actuelles du rapport d'exploitation. Le démocratisme radical est instable, mais cette instabilité n'a aucune dynamique propre.

La disparition d'une identité ouvrière n'est pas une faiblesse de ce cycle de luttes, mais une limite. C'est une limite dans ce cycle de luttes quant à son cours quotidien, c'est là que les luttes s'arrêtent (là où ces luttes s'arrêtent), c'est une force quant à la capacité pour ce cours quotidien à produire son dépassement. Une faiblesse c'est forcément quelque chose que l'on regrette et qu'il faudrait restaurer sous son ancienne forme ou sous une autre. Tant que l'on considère le démocratisme radical ou l'alternative comme des formes de la décomposition du programmatisme et simultanément la révolution comme le programmatisme disparu, on sera amené à considérer l'instabilité du démocratisme ou de l'alternative comme un processus interne, endogène, dans lequel nous aurions une place à tenir.

"La même structure de la contradiction entre le prolétariat et le capital produit d'une part son dépassement et, d'autre part ses limites comme démocratisme radical. C'est par là que des individus engagés dans le démocratisme radical peuvent cependant nous entendre, non pas "passivement", unilatéralement, mais à partir de l'évolution et des contradictions que suscitent au sein du démocratisme radical les caractéristiques actuelles du cours de la contradiction entre les classes. Le cycle de luttes actuel porte son dépassement communiste de par la remise en cause par le prolétariat de son existence de classe dans le cours de sa contradiction avec le capital, ce qui est précisément le secret de l'instabilité du démocratisme radical et de sa "critique interne". Par exemple : la "dynamique de la libération sociale" serait toujours à portée de main mais jamais enclenchée, les éléments qui devraient la constituer se résorbant toujours dans le réformisme alternatif. Ou, autre exemple : l'impasse de la confrontation entre les diverses fractions du démocratisme radical, impasse car ces fractions sont indissociablement liées entre elles et se reproduisent dans cette confrontation ; enfin : le refus "radical" de la constitution du démocratisme radical en contre-révolution, tout en acceptant ses prémisses. En résumé : l'impossible formalisation et fixation d'une identité, d'une autonomie de la classe.

"Nous ne sommes pas dans une relation critique positive ou négative avec le démocratisme radical, rupturiste ou non. Nous affirmons le dépassement communiste du mode de production capitaliste à partir de ce cycle de luttes (cf, dans ce n° "L'affirmation théorique du communisme dans ce cycle de luttes"), c'est là que nous rencontrons l'instabilité du démocratisme radical. Si cette instabilité produit la capacité de comprendre ce que nous disons comme un moment de la propre évolution de nos interlocuteurs, c'est-à-dire comme une compréhension active, c'est que, comme notre propre limitation à l'affirmation du dépassement communiste comme abstraction théorique, cette instabilité est produite par le fait qu'il n'existe pas un mouvement positif du communisme (ou simplement d'affirmation de la classe qui pourrait être posée comme ce mouvement vers le communisme) à l'oeuvre dès aujourd'hui dans ce cycle de luttes. En conséquence nous devons comprendre que c'est de par la limite même de ce que nous faisons, de la théorie, que nous n'échappons pas à la confrontation avec le démocratisme radical, et que ce qui définit son instabilité (l'incapacité pour le prolétariat de formaliser la moindre existence "autonome" face au capital) définit simultanément notre propre espace d'existence publique là où nous pouvons être écoutés et où nous cherchons à l'être. Cet espace c'est celui que dans le démocratisme radical crée cette impossible formalisation d'une identité ouvrière, qui est simultanément cela même qui fait que ce cycle porte son dépassement, et cela même qui nous fait exister, en nous "réduisant" à la théorie comme abstraction de ce dépassement et critique des limites de ce cycle." (TC 14, Editorial).

Pour joindre l'auteur (François) de la brochure "Catastrophe et Révolution" écrire à : Roland Simon BP 17, 84300 Les Vignères (en précisant pour François, nous ferons suivre)

Réponse à TC
mardi 14 mars 2000

J'ai un peu tardé à te répondre, car ta sévère critique de Catastrophe et Révolution m'a plutôt impressionné. Cependant quels que soient les défauts de mon raisonnement, elle ne me paraît pas toujours très juste. Il n'y a pas de "double ligne théorique" à l'œuvre dans mon texte, mais seulement une ambiguïté, due à la difficulté de penser la communisation dans une situation où les luttes ne posent comme exigence que la "régulation" du capitalisme.

Il est vrai que j'emploie un langage lourdement chargé ("nous, prolétaires", "notre classe", "la révolution qu'il nous reste à faire") ceci par opposition au "chacun pour soi et Dieu (l'Etat idéal) pour tous" des alternatifs. Mais à aucun moment, je n'idéalise le prolétariat comme classe par nature révolutionnaire. A aucun moment, je ne défends une quelconque variante rénovée du vieux programme de libération du travail. Mon texte ne fonctionne pas sur le présupposé que tu me prêtes, mais sur l'affirmation explicite que la restructuration, pour l'essentiel achevée, a créé une situation historique nouvelle qui ne se caractérise pas seulement en négatif par l'impossibilité du programmisme mais positivement comme possibilité de son dépassement: la globalisation de l'exploitation donc, tendanciellement, de la résistance à l'exploitation. Et ceci non d'une manière continue, comme transcroissance des luttes actuelles à la révolution, mais par un bond qui est déjà inscrit dans les limites de la restructuration. Je reprends maintenant les trois points de ton analyse: incompréhension de la contradiction capital / prolétariat donc de la crise à venir, incapacité à dépasser la conception programmatique de l'affirmation de la classe, et critique inefficace de l'alternative due à ce que j'aurais placé en elle mes espoirs.

La problématique de la mise en crise du capital par le prolétariat est effectivement fautive. Car en effet dans la reproduction du rapport, c'est-à-dire jusqu'au point limite de la communisation du monde, c'est toujours la classe capitaliste qui subsume le prolétariat. Le renversement de l'ordre des causes et des conséquences ne résout rien, puisque faire du prolétariat le sujet de la crise, c'est supposer son existence en dehors de la relation de la contradiction qui définit les deux termes. Il renvoie pourtant à la principale aporie du marxisme, de la théorie de Marx comme de celle produite par T.C: l'équation développement du capital = production du communisme. Quand vous dites que la crise, la baisse tendancielle du taux de profit devenue brutalement réelle, c'est la lutte des classes, la particularisation de la contradiction qui crée les conditions de son dépassement, ou quand vous reprenez le raisonnement orthodoxe selon lequel même en l'absence de grèves, d'émeutes, et de résistance prolétarienne en général, le capital entrerait en crise en raison de l'élévation constante de sa composition organique, vous formulez certes une conception dialectiquement correcte de la révolution, mais vous ne dépassez pas le déterminisme. On n'a pas besoin de poser la prochaine crise comme finale pour lutter au quotidien ni pour penser le processus révolutionnaire. Une telle nécessité ne s'impose au théoricien que dans une perspective construite certes à partir du mouvement réel, des limites réelles des luttes dans la situation donnée, mais faisant toujours abstraction de l'aliénation des prolétaires à leur reproduction dans le capital. Donc de la possibilité pour la classe capitaliste de transformer une fois de plus la crise en contre-révolution.

Tu n'as pas tort non plus sur le second point. La critique du vieux mouvement ouvrier (social-démocrate et stalinien) comme intégration de la classe n'est juste que si l'on montre que cette intégration coïncide avec sa montée en puissance dans le passage du capital à la domination réelle. Et je ne l'ai pas bien montré, de même que je n'ai pas bien compris la nature et les causes de l'échec des luttes qui ont suivi Mai 1968, l'impossible coïncidence entre l'auto-organisation et l'auto-négation de la classe, le fait que chaque terme devenait, comme tu dis, l'impossibilité de l'autre. Mais quand je parle du nouveau mouvement communiste qui peut se

former dans la prochaine crise, ce n'est pas l'ancien "épuré", la même problématique de l'affirmation du prolétariat comme classe du travail, comme libre association des producteurs, mais réussissant, c'est-à-dire devenant auto-négation du prolétariat. Car la théorisation du travail (salarié) comme aliénation de toute activité humaine, de la science comme organe de l'exploitation, de la domination de la nature comme pratique et idéologie du capital, etc, on n'en trouve aucune trace dans les débats de l'ultragauche historique. Elle n'a pu se développer que dans le reflux d'après 68, avec la décomposition de la pratique et donc de la théorie programmatique. Mon analyse du programmatisme, dans la mesure où elle prend acte de cette décomposition et de ce que la révolution prolétarienne a achevé son cycle, n'a rien de programmatique. Elle ne vise aucune reconstruction du programme et n'implique aucune nostalgie de l'époque supposée bénie où s'affirmait dans les luttes une identité ouvrière. Sur le troisième et dernier point, tu te trompes. La décomposition du programmatisme est pour moi comme pour vous achevée, et son produit, l'alternative ou, comme vous dites, le démocratisme radical n'est en vérité que la formalisation politique des limites des luttes. Je n'espère absolument rien de ce réformisme d'après les réformes, dont la seule dynamique est celle du renforcement du consensus à la base, avec ou sans discours sur la "rupture". Mon seul espoir est en la formation d'un mouvement communiste dans le moment de la crise, mouvement qui, comme je l'ai dit, ne pourra de toute manière s'appuyer sur aucune restauration organisationnelle ou théorique préalable, parce que la restructuration capitaliste a pour de bon cassé les vieilles forteresses et la vieille identité ouvrières. Les prolétaires qui aujourd'hui réfléchissent sur les conditions et la nature de la révolution ne peuvent heureusement plus prétendre montrer le chemin à qui que ce soit. Le chemin est à retrouver tous ensemble et pas seulement dans l'abstraction nécessaire de la théorie. Toute critique sérieuse est bienvenue, même quand le camarade critique y va fort. Mais il ne faudrait pas confondre la légitime exigence de clarification théorique avec celle d'une cohérence dialectique abstraite, le développement pensé avec le dépassement réel de la contradiction. C'est seulement la révolution qui permet à ceux qui théorisent de vérifier qu'ils ne délirent pas.

François

Histoire normative et essence communiste du prolétariat

Critique de "Quand meurent les insurrections"

(Gilles Dauvé, ADEL C/o Echanges BP 241, 75866 Paris Cedex 18)

Nous avons déjà rencontré la conception "normative" de l'histoire de la lutte de classes avec la critique de la brochure "Catastrophe et Révolution", avec le texte de Dauvé, nous avons cette conception à l'état pur.

Page trois, Dauvé met en place le vocabulaire de cette problématique : "a raté" ; "avait été manqué". Tout le texte évoque bien le fascisme et le nazisme comme résultats des limites des luttes de classe de la période antérieure, mais ces limites sont définies par rapport au Communisme (avec un grand "C"), et non dans les luttes de cette période. Parallèlement, l'histoire du capital est elle aussi référée à une contradiction qui la dépasse, une contradiction générale de l'histoire : la séparation entre l'homme et la communauté, entre activité humaine et société. "La démocratie ne pourra jamais résoudre le problème de la société la plus séparée de l'histoire" (p. 7). Mais cela n'a jamais été son intention. Les individus ne sont pas plus isolés et reliés entre eux par la politique démocratique qu'ils n'étaient reliés entre eux par des rapports personnels dans le féodalisme. C'est la société où les rapports entre les hommes sont les plus développés et les plus puissants qui produit la fiction de l'individu isolé. La question n'est jamais de savoir comment des individus, définis dans des rapports sociaux déterminés

par un mode de production, sont reliés entre eux par une forme politique, mais pourquoi cette liaison prend la forme de la politique. Tel individu, telle communauté ; les individus forment une communauté tout aussi limitée qu'eux-mêmes. La démocratie (l'Etat en général) est la forme de cette communauté au niveau politique, elle ne répond pas à une séparation en général qui n'existe pas. Si l'on dit que la démocratie répond "mal" à la séparation, cela signifie que cette séparation générale, à laquelle elle répond "mal", est la dynamique générale de l'histoire (largement développée dans "La Banquise").

La démocratie a vaincu les ouvriers, avec les partis et les syndicats, mais quels étaient (en Italie, en Allemagne, en Espagne) les objectifs, le contenu des luttes ouvrières, cela reste toujours un non-dit dans le texte (p. 7 et 8). On est en pleine problématique de la "trahison" par les partis et syndicats (p. 9). Les ouvriers obéissent aux mouvements réformistes, c'est précisément ce qu'il aurait fallu expliquer à partir de la nature même des luttes ouvrières, et non laisser planer l'ombre de la manipulation et de la tromperie (p. 9 -10). "Les prolétaires font confiance aux démocrates" (p. 10), les mêmes prolétaires qui "agissent contre le capital avec leurs méthodes et leurs buts propres" (p. 7), actions, méthodes et buts qui ne sont jamais précisés. Dauvé ose la question "Qui a défait l'énergie prolétarienne?" (p. 10), mais jamais rien n'est dit sur le contenu, les formes, les limites propres de cette énergie. C'est l'énergie prolétarienne et c'est tout. "Comment maîtriser la classe ouvrière?" (p. 11), mais avant de se poser cette question, il aurait fallu s'en poser une autre "que fait la classe ouvrière?". Cela semble toujours aller de soi, c'est "l'énergie prolétarienne". Pourquoi alors la "maîtrise" a-t-elle réussi en 21, a-t-elle réussi en 43 (pour l'Italie)? Voilà les questions auxquelles le texte ne répond qu'anecdotiquement ; ou alors par une explication "de fond", on le verra plus loin : les ouvriers ont échoué et ont été battus parce qu'il n'ont pas fait la révolution, on nage en pleine tautologie.

La même indétermination de "l'énergie révolutionnaire" se retrouve dans l'analyse de la défaite ouvrière et de la victoire du nazisme en Allemagne : "La défaite de 1918 et la chute de l'empire libèrent un assaut prolétarien (il doit s'agir d'une manifestation de "l'énergie prolétarienne", nda) assez fort pour ébranler la société, mais impuissant à la révolutionner, et qui promeut la SD et les syndicats clé de voûte de l'équilibre politique." (p. 14). On ne nous en dit pas plus sur "l'assaut prolétarien". Pourquoi est-il impuissant à révolutionner la société? C'est pourtant là la question, et la seule. Les choses semblent aller de soi, il suffit de dire "prolétariat" et "révolution". Pourtant, à un moment, l'auteur livre une rapide indication : "le mouvement radical aspirait à un monde ouvrier (souligné par nous" (p. 13) ; mais cette notation fondamentale n'est pas exploitée, c'est ici une sorte de détail qui ne livre pas la solution de l'échec, cette caractéristique est immédiatement minimisée par la généralité de "l'assaut prolétarien".

C'est quasiment sous la forme d'une remarque incidente qu'est donnée la clé de l'ensemble de la problématique : " Mais la révolution conservatrice reprenait aussi d'anciennes tendances anticapitalistes (retour à la nature, fuite des villes...) que les partis ouvriers, même extrémistes, avaient niées ou mésestimées par incapacité à intégrer la dimension a-classiste et communautaire du prolétariat, à critiquer l'économie, et à penser le monde futur autrement que comme prolongement de la grande industrie." (p. 12 - 13). Nous ne dirons rien sur la lutte du pouvoir nazi contre la grande industrie, c'est "l'énergie prolétarienne" qui nous intéresse. Cette énergie réside dans cette dimension a-classiste et communautaire. Admettons, mais une fois cette dimension proclamée, tout le reste, c'est-à-dire l'histoire réelle de la lutte de classe, ne peut plus être que la succession de formes plus ou moins en deçà de cette dimension. La mécanique générale est alors la suivante : homme et société sont séparés, c'est le fondement de toute l'histoire, toutes les formes historiques des sociétés humaines sont bâties sur cette séparation et cherchent à la résoudre mais dans les formes de l'aliénation. Le capital est la société où la séparation est poussée au paroxysme, mais simultanément (Hegel au secours!)

c'est la société qui donne naissance à une classe qui a une dimension communautaire, une classe a-classiste. Le capital, quant à lui, est contraint de répondre à la même question de la séparation (qui, rappelons-le, n'est en fait qu'une forme de lien social), c'est l'Etat, la démocratie, la politique. On aboutit à la simple opposition de deux réponses à la même question, ce ne sont plus le prolétariat et le capital qui sont les termes d'une contradiction à l'intérieur du mode de production capitaliste, mais la communauté humaine portée par le prolétariat et la politique (l'Etat) qui s'affrontent, avec pour seule liaison entre les deux d'être des réponses opposées au problème trans-historique de la séparation entre l'homme et la société, l'individu et la communauté. On peut retrouver en plus développée toute cette problématique dans "La Banquise" : "Le roman de nos origines"(LB n° 2). Toute cette problématique passe à côté de l'axiome de base du matérialisme : tel individu, telle communauté.

Le prolétariat n'a pas une dimension communautaire ou a-classiste, il a, de par sa situation dans la contradiction avec le capital, la capacité d'abolir le capital et les classes et de produire la communauté (l'immédiateté sociale de l'individu), mais cela n'est pas une dimension qu'il porte en lui, ni comme une nature qui lui viendrait de sa situation dans le mode de production capitaliste, ni, encore moins, comme la figure historique enfin trouvée de la tendance générale de l'histoire vers la communauté.

Ne pouvant, dans une telle problématique, considérer l'histoire de la lutte de classes comme une histoire réelle de ses formes immédiates, considérer son contenu historique particulier comme épuisant la totalité de ce qui se passe (et non comme forme historique d'autre chose), Dauvé ne nous dit jamais pourquoi la révolution échoue, ou pourquoi le fait que les partis, même extrémistes, ont négligé cette dimension communautaire a pu entraîner cet échec, pourquoi chaque fois que l'Etat, les partis, les syndicats, veulent briser l'élan révolutionnaire, ça marche. "C'est toujours sur le terrain révolutionnaire que triomphe la contre-révolution, inévitablement" (p. 12), c'est exact, mais dans ce texte, nous ne savons jamais pourquoi la contre-révolution l'emporte par rapport aux caractéristiques historiques de la révolution.

L'auteur nous dit bien comment cela se passe, mais nous en restons là. La seule explication est forcément tautologique, vue la problématique générale : la révolution échoue parce qu'elle n'est pas allée plus loin. En disant cela on n'a rien dit sur l'échec réellement existant de la révolution réellement existante. "Démocratie et SD sont alors indispensables au capitalisme allemand pour encadrer les ouvriers, tuer l'esprit de révolte dans l'isolement, obtenir des patrons une série de réformes et disperser les révolutionnaires." (p. 14). Mais on ne nous explique pas la relation de cette activité de la classe capitaliste et de la social-démocratie avec le contenu historique même de la révolution, qui seule nous dirait pourquoi "ça marche", c'est là l'angle mort nécessaire de cette problématique.

Le chapitre sur l'Espagne porte à son comble les impasses de cette problématique. Dauvé décrit précisément la contre-révolution (nous n'avons aucun désaccord là-dessus), mais il ne nous parle de la révolution que sur la base de ce qu'elle n'a pas fait, par rapport à ce qu'elle aurait dû faire et comme une suite "d'erreurs fatales" (p. 20). "Après avoir vaincu la réaction dans un grand nombre de villes, les ouvriers ont le pouvoir. Mais qu'en font-ils? Le remettent-ils à l'Etat républicain, ou s'en servent-ils pour aller plus loin dans un sens communiste? (p. 20). Nous connaissons la réponse, et Dauvé nous explique dans le menu "l'erreur fatale" des révolutionnaires espagnols qui ne s'en prirent pas au gouvernement légal, à l'Etat. Mais pourquoi commirent-ils cette erreur, est-ce que cette erreur n'était pas liée à la nature même de "l'assaut prolétarien"? (fatale certainement, erreur c'est moins sûr). Voilà les vraies questions que ne peut aborder cette problématique. "En Mai 37, la capacité de s'insurger contre l'Etat est toujours là, non celle de mener le combat au point de rupture", cette capacité existait-elle alors en juillet 36. Pour Dauvé les masses se font "tromper" par la CNT et le POUM qui ont peur de s'aliéner l'Etat : "Pour avoir accepté la médiation des "organisations représentatives" et les

conseils de modération du POUM et de la CNT, ceux qui ont vaincu les militaires fascistes en juillet 36 cèdent sans combat devant les gendarmes républicains en mai 37." (p. 22). Si nous suivons cette interprétation, les prolétaires espagnols sont des idiots. Il est extraordinaire d'écrire des expressions du style : "les masses font confiance", "erreur fatale", "la plupart des prolétaires croient malgré tout conserver le pouvoir réel", "pour avoir accepté la médiation...", sans être un instant touché par le doute, par une question du genre : mais pourquoi ça marche? pourquoi font-ils confiance? pourquoi cette erreur? pourquoi cette croyance? Si le texte n'est pas effleuré un instant par ce genre de questions, nous devons en revanche nous demander pourquoi ces questions ne sont pas posées.

C'est que, dans ce texte, le prolétariat est par nature révolutionnaire et, mieux, communiste. On sait que l'histoire est celle de la séparation de l'homme et de la société, les prolétaires, eux, sont "des êtres marchandisés qui ne peuvent, ni ne veulent plus exister comme marchandises et dont la révolte fait éclater la logique capitaliste". Les prolétaires sont des êtres contradictoires en eux-mêmes et en cela portent la communauté, le communisme, en eux. Il s'ensuit que quand ils ne font pas la révolution c'est qu'ils se trompent, ou sont trompés. C'est alors ce qui ne s'est pas passé qui devient l'explication de ce qui s'est passé.

"Des êtres marchandisés, etc.", la formule laisse dans l'ombre des questions théoriques on ne peut plus ardues et déterminantes. Les prolétaires sont ici le siège d'une contradiction interne dont un des termes n'est pas dit et est supposée aller de soi : marchandise d'un côté mais au nom de quoi, de l'autre, ne veulent-ils ne plus l'être? Élémentaire: ils sont des hommes. la définition sociale du prolétariat dans un mode de production déterminé laisse la place à une définition hybride : marchandise et homme. Mais alors quel est cet homme qui n'est pas l'ensemble de ses rapports sociaux par lesquels il n'est que marchandise? Nous renvoyons ici à la critique des positions de Carlos dans le débat sur le "fordisme dispersé".

A partir du moment où l'on a construit la nature révolutionnaire du prolétariat comme cette hybridation contradictoire de l'homme et de la marchandise, l'histoire de la lutte des classes et plus précisément de la révolution et du communisme disparaît. Le communisme est une fois pour toute inscrit dans la nature du prolétariat. Que le prolétariat ne puisse et ne veuille plus rester ce qu'il est n'est pas une contradiction interne de sa nature, un donné de son être, mais le fait de son rapport contradictoire au capital dans un mode de production historiquement spécifique. C'est le rapport de cette marchandise particulière qu'est la force de travail au capital, en tant que rapport d'exploitation, qui est le rapport révolutionnaire. Posé ainsi, il est forcément une histoire, celle de cette contradiction. La lutte des classes à Barcelone, en mai 37, n'est pas le mouvement du communisme en général (même dans des conditions particulières) qui ne fut pas poussé à terme pour des raisons que l'on serait toujours incapable de produire, mais c'est la révolution telle qu'elle existait réellement. C'est-à-dire comme affirmation du prolétariat puisant la force et le contenu de son autonomie dans sa condition même à l'intérieur du mode de production capitaliste. Les "erreurs" apparaissent alors pour ce qu'elles sont, des limites inhérentes, dans la mesure même où la révolution implique sa contre-révolution. L'affirmation de l'autonomie du prolétariat implique l'affirmation de ce qu'il est dans le capital, c'est là qu'il trouve sa puissance et la raison d'être de son action, en même temps que se produit la liaison essentielle de cette action avec la contre-révolution.

L'affirmation d'un aspect "a-classiste", "communautaire" du prolétariat ne relève que d'une mauvaise compréhension d'une époque de la lutte de classe (jusqu'aux années 1840) et non de la nature révolutionnaire du prolétariat. Cependant, elle permet de construire le prolétariat comme figure de l'humanité, représentation d'une contradiction qui vient de loin. Le communisme est supposé d'emblée comme tension, tendance, qui déjà dans le mode de production capitaliste s'oppose au capital et vise à le faire éclater. Ce qui est différent de l'affirmation selon laquelle le communisme est mouvement d'abolition des conditions existantes, c'est-à-dire le mouvement de la contradiction interne de ces conditions. En outre,

avec le prolétariat investi de cette dimension, le processus historique de la lutte de classe n'est plus vraiment nécessaire par rapport à la révolution, il n'est qu'un procès de réalisation, cela commande le glissement de l'analyse où la contradiction entre le communisme et le capital vient se substituer à la contradiction entre le prolétariat et le capital.

Si l'on en revient au cours de la guerre civile espagnole tel que l'expose le texte, ce qui frappe c'est l'utilisation du subjonctif et du conditionnel : "à supposer qu'ils aient tenté de porter la révolution à l'extérieur des zones républicaines, il aurait fallu également révolutionner ces zones elles-mêmes" (p. 24). Ce qui ne s'est pas passé est toujours l'explication de ce qui s'est passé. "Même Durruti ne tient pas compte du fait que l'Etat y est toujours debout." (p. 24). Tout se passe comme s'il existait un grand thermomètre étalonné jusqu'à Révolution Communiste (communauté humaine), on le plonge en un point sensible des événements et on regarde jusqu'où monte le mercure, puis on explique que le mercure ne monte que jusque là, parce qu'il n'est pas monté plus haut.

Pourtant "Durruti et ses camarades incarnent une énergie qui n'avait pas attendu 1936 pour se lancer à l'assaut du monde" (p. 24). "L'énergie prolétarienne" joue un grand rôle dans cette vision de l'histoire, c'est elle qui fait monter le mercure dans le thermomètre. Elle est, comme dans la vieille physique, une de ces forces ineffables destinées à boucler toutes les tautologies. Notons au passage que "l'énergie" s'incarne, de même que "l'élan". En définitive, n'expliquant pas pourquoi la révolution espagnole ne va pas plus loin et quel est son rapport essentiel à la contre-révolution, Dauvé accumule tous les "comment", parfaitement pertinents, mais sans jamais nous fournir le début d'une explication, si ce n'est au conditionnel par ce qu'il aurait fallu faire : "proclamer l'indépendance immédiate et inconditionnelle du Maroc espagnol aurait au minimum semé le trouble parmi les troupes de choc de la contre-révolution." (p. 25) ; "Pour se consolider et s'étendre, les transformations sociales, sans lesquelles la révolution est un mot vide devaient se poser comme antagoniques à un Etat clairement désigné comme adversaire. Or, l'existence d'un double pouvoir après juillet 36 n'a été qu'apparence. Non seulement les organes prolétariens surgis de l'insurrection, et ceux qui vont ensuite mener les socialisations, tolèrent l'Etat, mais ils lui reconnaissent la prééminence dans la lutte antifasciste, comme s'il fallait passer tactiquement par lui pour vaincre Franco." (p. 27) ; "Des mesures communistes auraient pu entamer les bases des deux Etats (républicain et nationaliste), ne serait-ce qu'en commençant à résoudre la question agraire : dans les années 30, plus de la moitié de la population était sous-alimentée. Une force subversive a jailli, mettant en avant les couches les plus opprimées, les plus éloignées de la "vie politique" (les femmes par exemple), mais n'a pu aller jusqu'au bout, prendre les choses à la racine." (p. 33). Pourquoi? Pour répondre à cette question, il faut définir la nature de la révolution autrement que comme "élan révolutionnaire", "énergie révolutionnaire", "potentialités communistes" (p. 32), "révolution avortée" (p. 28). Il faut considérer la contradiction entre prolétariat et capital comme rapport d'implication réciproque, et par là, la révolution et le communisme comme des produits historiques et non des entités tenant à la nature de la classe révolutionnaire définie en tant que telle une bonne fois pour toutes.

Pour Dauvé, la révolution allemande, comme la révolution russe ou la révolution espagnole, témoigne d'un "mouvement communiste travaillant toute la société". Mais c'est justement la nature de ce mouvement communiste, à ce moment là de l'histoire du rapport contradictoire entre le prolétariat et le capital qu'il faut définir si l'on veut saisir ses limites et sa relation avec la contre-révolution, autrement que par ce qui aurait dû être fait et ne l'a pas été. Pourtant l'auteur fournit une explication des limites de la révolution, mais il ne semble pas la considérer, lui-même, comme très pertinente : "La guerre d'Espagne prouve à la fois la vigueur révolutionnaire des liens et formes communautaires pénétrés mais non encore reproduits directement par le capital, et leur impuissance à assurer à eux seuls une révolution. En l'absence d'un assaut contre l'Etat et de l'instauration de rapports différents à l'échelle de

tout le pays, ils se vouaient à une autogestion parcellaire conservant le contenu et même les formes du capitalisme, notamment l'argent et la division entre entreprises." (p. 33). Et si c'était ces liens et ces formes qui justement avait empêché "l'assaut"? Et si l'on n'avait là qu'une forme particulière de l'affirmation du prolétariat? Dauvé ne se pose pas ce type de questions, parce que pour lui des conditions particulières ne sont toujours que des conditions par rapport à ce que la révolution doit faire et non la forme même de la révolution à un moment donné. Dans ce bref passage, très intéressant, il ne sort pas d'une problématique conditions objectives / nature révolutionnaire. Ces conditions particulières qu'il relève auraient dû être celles dans lesquelles aurait dû cependant se produire un assaut contre l'Etat. En conséquence, cette explication des limites est donnée, mais n'intervient pas dans le raisonnement général. Si elle était intervenue, Dauvé aurait été contraint de spécifier historiquement "l'énergie révolutionnaire", "l'élan révolutionnaire", et n'aurait plus pu parler de "révolution avortée" ou de "potentialités communistes". Il ne pourrait plus expliquer ce qui a été par ce qui ne fut pas, et tous les "il aurait fallu" n'auraient plus de sens. Il se contente de juxtaposer une vision a-historique de la révolution et du communisme et des conditions historiques qui vont lui donner forme, la modeler. L'histoire de la lutte de classe est ici toujours double : d'une part, le principe communiste, l'élan ou l'énergie révolutionnaire qui animent le prolétariat, une histoire transcendante ; d'autre part, la manifestation limitée de cette énergie, une histoire anecdotique. Entre ces deux aspects, il existe une hiérarchie. L'histoire transcendante est l'histoire "réelle", et l'histoire réelle avec toutes ses limites n'est que la forme accidentelle de la première, si bien que la première est constamment le jugement de la seconde. On ne peut que souscrire à la remarque de Dauvé sur l'état des rapports sociaux en Espagne dans les années 30, mais soit il était possible de faire ce qu'il dit qu'il aurait fallu faire et alors ces conditions pouvaient être dépassées, soit ce n'était pas possible et alors les conditionnels de Dauvé perdent toute signification rationnelle. Une telle situation aurait été dépassée si l'élan révolutionnaire était celui qu'il présuppose pour son analyse. Mais s'il s'agit d'une lutte programmatique, une telle situation (liens communautaires) est un matériau que celle-ci retravaille selon sa propre nature. On peut considérer que l'ensemble de ce texte historique est un travail de réflexion sur ce que doit et peut être la révolution maintenant. Mais le problème de Dauvé est qu'il présente cela de façon éternelle, atemporelle, si bien que si nous en sortons plus savants, nous ne sommes pas plus avancés sur l'essentiel : pourquoi la révolution pourrait être maintenant ce qu'elle ne fut pas auparavant ?

Que l'on nous comprenne bien, nous sommes absolument d'accord avec l'enchaînement des faits que présente Dauvé, aussi bien sur l'Allemagne, que sur l'Espagne (quelques réserves sur la Russie). Sa conception de la révolution communiste est entièrement la nôtre quant à son contenu et aux mesures communistes, quant à sa compréhension comme communisation et non comme préalable à cette communisation. Là où nous divergeons profondément, c'est sur la compréhension du cours de la lutte de classe comme la juxtaposition d'un principe du communisme donné, connu, avec l'être même du prolétariat, et d'une histoire qui se borne à exprimer de façon partielle, confuse, avortée ce principe. Ce n'est pas une question de méthode d'analyse de l'histoire, il ne s'agit pas d'une querelle entre philosophes de l'histoire. Comme toujours, ce qui est en jeu c'est la compréhension de la période actuelle. La méthode de Dauvé rend impossible la compréhension d'un dépassement du programmatisme, de la révolution comme affirmation du prolétariat. La révolution communiste, telle que nous pouvons maintenant la concevoir, telle qu'elle se présente dans ce cycle de luttes, est pour lui déjà là (limitée, avortée, avec des erreurs, des illusions, etc.) dans la révolution russe, la révolution allemande, la révolution espagnole. Si bien que lorsque nous disons que nous sommes d'accord avec la conception de la révolution qu'il présente à la fin de sa brochure,

c'est parce qu'il ne s'aperçoit pas que cette révolution là, n'est pas, n'est plus, ce qu'était la révolution russe, etc. Elles étaient des révolutions de ce cycle de luttes qui était celui de l'affirmation du prolétariat, ce n'est plus le cas maintenant. La confusion n'est pas sans conséquence sur la théorie que l'on peut faire de la situation actuelle du rapport entre prolétariat et capital, sur la compréhension des luttes actuelles et sur la révolution comme dépassement produit de ce cycle de luttes. C'est-à-dire sur la façon dont on aborde ces luttes comme réellement productrices de leur dépassement (pratiquement et théoriquement) et non comme à juger par rapport à ce dépassement déjà posé comme une norme. L'histoire de la lutte de classes est production et non réalisation.

La révolution communiste ou le programmatisme disparu

(critique de Hic Salta)

Ce compte rendu critique de la première livraison d'Hic Salta (première livraison 1998 : ADES éditeur - 7 Impasse du Jardin des Plantes 13004 Marseille) s'appuie sur les trois textes centraux de cette publication que nous considérerons comme un texte unique. C'est dans le cours de la critique de ce corpus théorique central que nous aborderons les trois autres textes (l'éditorial, "La situation actuelle", "La question du communisme"). Annonçons tout de suite l'axe autour duquel va tourner notre critique : HS, pour des raisons qui tiennent aux parcours personnels de ses rédacteurs (évoqués dans la présentation) et au renouvellement constant de cette critique dans le cycle de luttes actuels (cf. la lutte des chômeurs et précaires), a privilégié une analyse, une critique, et un "dépassement" du programmatisme fondés sur une critique du travail, et non sur la critique du rapport entre le prolétariat et le capital produisant la révolution comme affirmation du prolétariat au travers de l'affirmation du travail. Le dépassement du programmatisme suit donc l'inessentialisation de ce travail dans le capital, innessentialisation conçue comme un processus ayant un commencement et un achèvement dans le capital. Du point de vue de la compréhension de la lutte de classe et de la révolution cela entraîne que le dépassement du programmatisme ne peut être que confondu avec son impossibilité achevée. Nous montrerons que pour HS, la révolution et la production du communisme ne sont que synonymes du programmatisme disparu. Il s'ensuit qu'à partir du moment où ce programmatisme entre en décomposition de façon patente, disons à partir de la seconde guerre mondiale, il ne peut plus rien se passer de nouveau que le cours de cette décomposition allant vers son achèvement. La restructuration du rapport entre les classes, l'existence d'un nouveau cycle de luttes seront donc les deux idées à abattre pour HS. Mais alors la révolution ne sera jamais montrée que comme l'impossibilité du capital et la production du communisme que comme le programmatisme disparu. C'est ce que nous allons essayer de montrer au long des trois textes centraux de la publication.

Pour HS la restructuration ce serait le "postfordisme". Le point de départ de la critique d'une restructuration possible est simple. Il s'agit de mettre dans le fordisme toutes les caractéristiques du capital et de conclure : vous voyez bien que la restructuration du capital ne dépasse pas le fordisme. C'est le fonctionnement général du texte "Postfordisme ou communisme". Par exemple : "Il ne s'agit plus (dans le postfordisme, nda) que d'optimiser le principe canonique d'économie de temps du taylorisme et du fordisme..." (p. 35). Si on applique ce principe à toute l'histoire du capitalisme, force est de conclure qu'il n'y eut jamais de restructuration, toute son histoire étant celle de la recherche de l'économie de temps. Toujours p. 35 : "Déréglementation du marché du travail d'un côté, attaque de la force de travail dans sa reproduction de l'autre...rien donc ... etc.", là également on se sert de ce qui est

une constante et pour ainsi dire une définition du fonctionnement du capital pour dire "il n'y a pas de restructuration". Le raisonnement se résume la plupart du temps à l'argument suivant : il n'y a pas de restructuration parce que le capital est toujours le capital. Même à l'époque de la prédominance de l'extraction de plus-value sous son mode absolu, il y a attaque de sa reproduction sous la forme de l'abaissement des "normes de consommation" : le passage du pain à la pomme de terre, du cottage au taudis; idem quant à la chasse à la "flânerie des machines" (il n'y aurait pas de restructuration parce que le capital poursuit sa chasse au temps mort dans l'utilisation du capital fixe), chasse que l'on avait déjà en subsumption formelle du travail sous le capital sous la forme de l'allongement de la journée de travail.

En résumé, il n'y aurait pas de restructuration parce que l'on n'aurait dans la période actuelle que l'accentuation de ce qui existait déjà dans le procès de production et / ou le démantèlement des anciennes conditions en ce qui concerne le marché du travail ou la reproduction de la force de travail. Pas de restructuration parce que pas de recherche d'un nouveau compromis. Tout d'abord ce fameux "compromis" n'en fut jamais un, et ensuite le compromis n'est pas définitoire du mode de production capitaliste. On dit d'un côté qu'il n'y a rien de nouveau et de l'autre, si l'on déniche une nouveauté, "l'absence de compromis", celle-ci sert d'argument pour montrer l'absence de restructuration. Nous ne faisons pas d'un "compromis" une nécessité du rapport capitaliste, mais son absence dans la restructuration actuelle n'est même pas aussi évidente que l'on se plaît à le dire (cf. la critique de "Catastrophe et Révolution"). Il y a un redéploiement de la couverture sociale plus adéquate au rapport global entre la force de travail et le capital : sur le nombre de personnes couvertes par les minima sociaux, sur la création du RMI, sur l'extension de la couverture maladie en même temps qu'elle est réduite individuellement, sur le temps partiel, et même sur les nouvelles formes de "plein emploi" aux Etats-Unis, en Grande Bretagne, aux Pays Bas, sur la mobilité de la main d'oeuvre. Extension corollaire de sa diminution nominale et de sa plus grande soumission aux aléas de la conjoncture.

Le texte se construit un ennemi sur mesure, le postfordisme, sans se demander si celui-ci épuise toutes les caractéristiques nouvelles du rapport d'exploitation développées depuis 25 ans. A partir du moment où l'on a appelé "postfordisme" cette phase du capital, en gros depuis le milieu des années 70, le problème est résolu, il n'y a pas de restructuration. La problématique de départ interdit de se poser la question suivante : peut-il y avoir une restructuration à l'intérieur de la subsumption réelle ? Le texte définit d'emblée le terme de restructuration comme n'étant applicable qu'au passage d'un mode d'extraction de la plus-value à un autre, en conséquence il n'y eut et il n'y aura qu'une seule restructuration dans l'histoire du mode de production capitaliste (p. 32). En outre le texte s'enferme dans un formalisme totalement irréel : "la plus-value relative est devenue la dynamique exclusive de l'accumulation capitaliste". Toutes les formes, actuellement à l'oeuvre de revitalisation du mode absolu d'extraction de la plus-value passent à la trappe (nous reviendrons sur le rôle de cet extrême formalisme dans la construction théorique d'ensemble d'HS). Beaucoup d'autres choses passent à la trappe. Dans le procès de production immédiat, on se débarrasse sans réflexion des modifications induites par l'automatisation et l'informatique sur l'appropriation des forces sociales du travail. Quant aux deux autres moments de la reproduction du rapport entre prolétariat et capital, il faudrait seulement considérer que quelque chose qui ne serait que "démantèlement" ne peut exister. Démanteler, c'est réorganiser, même si ce n'est pas réorganiser "un nouveau compromis tel que le fordisme l'avait institutionnalisé" (p. 35). Il est vrai que de la précarité à la flexibilité, en passant par le double ou le triple emploi, il s'agit toujours d'abaisser la valeur de la force de travail, mais ce n'est plus le fordisme, et le rapport entre les classes se modifie. Où est passée la belle identité ouvrière, bien grasse et prolétarienne, le bel ouvrier de la couverture des "Cahiers Spartacus", qui fit la gloire de l'ancien cycle de luttes sous toutes ses formes, de Staline à l'Internationale Situationniste ?

Dans HS, le fordisme est défini de telle sorte qu'il ne puisse être dépassé. Soit parce qu'on a appelé "fordisme" les caractéristiques les plus générales de la valorisation du capital, soit parce qu'on imagine que les caractéristiques particulières du fordisme sont nécessaires à n'importe quelle forme historique de la valorisation.

Mais HS va plus loin que la simple "démonstration" de l'absence de restructuration, HS nous dit : s'il y avait une restructuration elle ne pourrait avoir pour contenu que celui que je vais vous présenter, or cette restructuration, ce contenu, sont impossibles. C'est là une méthode assez étrange de raisonnement. Essayons d'en repérer les diverses étapes.

a) "Le fordisme, dans sa crise, fait donc bien apparaître de nouvelles valeurs d'usage du travail vivant, de nouvelles formes de travail concret" (p. 38). Il s'agit de nouvelles formes "d'abstraction du travail" (Coriat) : "au mouvement concret de l'outil se substitue une "lecture", une "interprétation" à partir de données formalisées livrées par des appareils..." (d°).

b) Mais cette "abstraction" n'est pas nouvelle : "Le soi-disant "postfordisme" ne fait qu'achever la tendance à l'inessentialisation du travail" (p. 39). C'est-à-dire qu'il ne faudrait pas confondre Coriat et Marx. L'abstraction de Coriat désigne une nouvelle forme de travail concret (une nouvelle valeur d'usage du travail vivant pour reprendre l'expression extrêmement risquée théoriquement d'HS), alors que Marx parlant de "l'activité de l'ouvrier réduite à une pure abstraction..." décrit le mouvement général déterminant le procès de production immédiat avec la subsumption réelle du travail sous le capital, c'est-à-dire le mouvement général d'inessentialisation du travail, inhérent à ce stade de la valorisation capitaliste. Or : "Cette situation n'est pas modifiée par la crise du fordisme".

c) Cependant, la crise du fordisme renvoie à une réalité nouvelle du travail dans laquelle, pratiquement (empiriquement), le sens général (marxien) d'abstraction du travail, prend l'allure d'une nouvelle qualification du travail vivant : celle que décrivait Coriat (cf. a). Il n'y aurait donc alors de restructuration que si le capital parvenait à s'approprier cette "activité consciente du travailleur" (HS) qu'il vient de revitaliser dans la crise du fordisme par "l'abstraction" (sens concret de Coriat) du travail vivant.

La démonstration d'HS consiste à établir un parallèle entre la citation de Marx décrivant la situation générale en subsumption réelle avec ce que tenterait d'effectuer la forme empirique de ce développement général. Il ne pourrait y avoir de restructuration parce qu'il est impossible de séparer le travail vivant de son "être conscient" et dans le même mouvement d'intégrer cet "être conscient" dans le capital fixe. Ce qui serait le contenu d'une troisième dépossession, après la première, celle des moyens de travail, et la deuxième, celle de l'habileté ouvrière.

En fait, même si nous prenons la question telle que la pose HS nous nous apercevons que l'argumentation repose sur un léger "décalage" entre le texte de Marx qui sert de référence et la terminologie d'HS qui structure la suite. Marx écrit : "...le travail n'apparaît plus que comme être conscient sous la forme de quelques travailleurs vivants (...), ils ne forment plus qu'un élément du système.". Utilisation de la citation par HS : "Travail abstrait déterminé en tout sens par le mouvement d'ensemble de la machinerie (...), qui (le travail) ne constitue plus l'unité dominante du procès de production (jusque là, la paraphrase est fidèle, nda), qui n'apparaît plus que comme être conscient du travailleur (là est effectué le subtil décalage qui permettra la suite de la "démonstration")" (p. 38-39). Le travail comme être conscient (terminologie totalement hégélienne sur laquelle nous allons revenir) apparaissant sous la forme de quelques travailleurs est devenu "l'être conscient du travailleur". Le travailleur, forcément en tant qu'individu humain "être conscient", est devenu un sujet (une personne) doué d'un attribut "l'être conscient". La formule est devenue : "l'être conscient du travailleur". Donc on va pouvoir poser la question suivante : le capital peut-il s'approprier l'être conscient

du travailleur ? Ce qui stricto sensu n'a aucun sens. On pose une question qui en réalité est la suivante : le capital peut-il se passer du travailleur ? Bien évidemment la réponse est négative. Donc il n'y a pas de restructuration, cqfd. Le sens général de "l'abstraction du travail" n'est pas comme l'écrit HS "la réduction du travail à l'être conscient du travailleur", mais la réduction du travail à la présence de travailleurs en tant que simples "êtres conscients" dont la présence et l'action sont déterminées en tout sens en dehors d'eux par la machinerie.

La "deuxième dépossession" (l'appropriation de l'habileté de métier du travailleur), pour reprendre le vocabulaire d'HS, n'a pas coupé les mains de l'ouvrier, mais a incorporé cette habileté dans la machine. Quand, à la sortie du convertisseur, la coulée de fonte est analysée par des capteurs qui en déterminent la viscosité, la couleur et la température, ce qu'auparavant réalisait le fondeur, et que celui-ci se retrouve derrière des voyants lumineux, son activité d'être conscient a été incorporée au capital et redéfinie comme capacité de réactions et de choix face à ces voyants et à ces chiffres qui maintenant défilent devant lui. Le capital ne lui a ni crevé les yeux, ni coupé les doigts, ni l'a décervelé. L'abstraction c'est ce processus d'éloignement de la transformation directe du matériau, la mise à l'écart de l'objectivation par rapport au sujet et la détermination extérieure de celui-ci. Si le travail n'apparaît plus que comme être conscient sous forme de quelques travailleurs vivants, c'est bien parce que le capital l'a réduit à une "pure abstraction" au sens où cet "être conscient" est déterminé de toutes parts par la machinerie (il n'a pas ses déterminations en lui-même, comme lui-même), c'est ainsi que le capital s'est approprié l'activité du travailleur comme être conscient et non "l'être conscient du travailleur". Cette réduction du travail à n'apparaître plus que comme "être conscient" ne se comprend qu'en opposition au travail comme activité de "formation" (Hegel). Le travailleur comme "pur être-pour-soi", devenu à soi-même l'étant, par le travail (la "formation"), est renvoyé à sa situation de départ par son travail lui-même. Les termes de "pure abstraction" et d' "être conscient" renvoient ici à toute une problématique sans laquelle on ne peut en saisir le sens.

Tout ce passage des "Fondements" est un "calque" du fameux passage de "La Phénoménologie de l'Esprit" sur la dialectique du maître et de l'esclave. Souvenons-nous : le maître est la "conscience qui est pour soi", mais une conscience pour soi enfermée en elle-même, il se rapporte médiatement à la chose par l'intermédiaire de l'esclave, il a abandonné l'indépendance de la chose à l'esclave qui l'élabore (au sens étymologique). Si au départ : "Dans le maître, la conscience servile a l'être pour soi, comme un autre, (...), dans la formation (l'élaboration, le travail, nda) l'être pour soi devient son propre être pour elle, et elle parvient à la conscience d'être elle-même en soi et pour soi. La forme par le fait d'être extériorisée ne devient pas pour la conscience travaillante un autre qu'elle ; car précisément cette forme est son pur être pour soi qui s'élève ainsi pour elle à la vérité. Dans le travail précisément où il semblait qu'elle était un sens étranger à soi, la conscience servile, par l'opération de se redécouvrir elle-même par elle-même, devient sens propre." (Hegel, op. cit. , t. 1, p. 165-166, Ed. Aubier). La dialectique s'achève chez Hegel par le retour en soi du sujet grâce à son objectivité produite comme soi.

Le "génie" de Marx est de prolonger cette dialectique d'une façon que Hegel n'aurait certainement pas reniée : cette objectivité produite comme sienne, vient par la ruse même du travail (opposer comme médiation l'objectivité à l'objectivité), se placer comme médiation (le moyen de travail) entre l'esclave et la chose (le matériau du travail). L'activité de l'ouvrier est réduite à une pure abstraction, il n'y aura pas de retour en soi du sujet, le maître et l'esclave doivent disparaître. Le rapport de l'esclave au maître et à la chose n'est pas positivement le processus de sa libération. Si l'activité de l'ouvrier devient "une pure abstraction", c'est qu'elle est devenue "pure négation de sa manière d'être objective" (d°, p. 159). Etre une pure abstraction c'est n'être "attaché à aucun être-là déterminé, pas plus qu'à la singularité universelle de l'être-là en général..." (d°). "L'abstraction pure" renvoie au néant, c'est-à-dire à

l'absence absolue de déterminations, ou à l'absolue extériorité des déterminations. Le rapport entre le maître et l'esclave s'achève (tant que les termes ne se sont pas abolis) contrairement à la mécanique hégélienne par la victoire du maître. La défaite du maître sera le fait même de cette victoire ("le capital est une contradiction en procès..."), mais l'esclave devra se supprimer lui-même et non se libérer du maître grâce son rapport au maître et son rapport à la chose que le premier institue. Il faut que la relation entre le maître et l'esclave devienne une contradiction pour chacun d'eux, c'est-à-dire par rapport à elle-même pour qu'elle produise son dépassement. En effet, l'essence du rapport est la différence : "Chacun étant ainsi pour soi, n'étant pas l'autre, chacun d'eux apparaît dans l'autre et n'est, qu'en tant que l'autre est. La différence de l'essence est donc l'opposition d'après laquelle le différencié n'a pas en face de lui un Autre d'une façon générale, mais son Autre même, c'est-à-dire que chacun n'a sa propre détermination que par rapport à l'autre et n'est réfléchi en soi qu'en tant qu'il se réfléchit dans l'autre ; et pour l'autre, il en est de même, chacun est ainsi son autre de l'autre." (Hegel, "Précis de l'Encyclopédie des sciences philosophiques", p. 91, Ed. Vrin). Marx, dans le passage des "Fondements" dont nous sommes partis, mène à son terme véritable la dialectique du maître et de l'esclave, car, en sérieux dialecticien de "la différence", il nie la possibilité d'un processus positif de libération à l'intérieur de la contradiction.

Si les termes de "pure abstraction" et de "conscience" qu'utilise Marx ici sont directement issus de la "dialectique du maître et de l'esclave", il ajoute un renversement supplémentaire, renversement issu de l'analyse du développement même du capital, à ce fameux exercice de dialectique : la riposte du maître. Le maître va éloigner l'esclave de la matière, de l'objectivité, éloignement qui est le produit même du travail. Il faut alors se reporter à la conclusion de ce chapitre des "Fondements" : le rapport est produit comme une contradiction en procès, il se contredit lui-même, il tend non pas à se renverser mais à ne pouvoir porter que l'abolition de ses termes et le dépassement de lui-même (il faudrait introduire ici que les termes du rapport ne sont pas dans une relation symétrique, l'asymétrie expliquant que l'abolition du rapport est l'action d'un des termes du rapport, de l'esclave et pas du maître, déjà Hegel souligne cette asymétrie de la relation : le maître subsume l'esclave - p. 162-).

Si l'on poursuit cette problématique de la "troisième dépossession" telle que l'expose HS, le capital ayant conféré une forme concrète particulière à ce travail comme pure abstraction (surveillance, contrôle, professionnalisme...) se trouverait soumis au bon vouloir de ce travail vivant. Pour échapper à cela, il lui faudrait incorporer ce fameux "être conscient du travailleur" dans le capital fixe. HS ne comprend pas que la réduction du travail à être une "pure abstraction" est cette incorporation, cette appropriation de l'activité consciente du travailleur non seulement comme travailleur individuel mais comme "travail social".

Reprenons maintenant ce passage - sans coupures - dans la traduction qu'en donne Rubel dans la "Pléiade" (t. 2, p. 298) : "L'activité de l'ouvrier, restreinte à une action toute abstraite, est de toutes parts déterminée et réglée par le mouvement des machines et non inversement. La science qui oblige les éléments inanimés des machines à tourner, en vertu de leur construction, en automates utiles, cette science n'existe pas dans la conscience de l'ouvrier. A travers la machine, elle agit sur lui comme une puissance étrangère, comme la puissance même de la machine. L'appropriation du travail vivant par le travail matérialisé - de la forme ou de l'activité valorisante par la valeur en soi - est inhérente au concept de capital ; elle est posée dans la production mécanique comme le caractère même du processus de production, en fonction des éléments et du mouvement matériels de ce processus. Celui-ci a cessé d'être un processus de travail, soumis au travail en tant que facteur unique et dominant. En de nombreux points du système mécanique, le travail apparaît plutôt comme le simple organe conscient de travailleurs individuels vivants. Dispersé, subordonné au processus d'ensemble du machinisme, il est un simple élément d'un système dont l'unité réside non pas dans l'individu, mais dans la machine vivante (active), vue comme un organisme (souligné par

nous) puissant face à l'activité individuelle et insignifiante du travailleur." Il n'est plus question ici d' "être conscient du travailleur", ni même de travailleur comme "être conscient". Le travail simple "organe conscient" n'est qu'un élément d'un organisme qui est celui de la machinerie. Quelques lignes plus haut, Marx avait écrit : "Cet automate se compose de nombreux organes mécaniques et intellectuels (souligné par nous), en sorte que les travailleurs eux-mêmes n'en sont finalement que les articulations conscientes" (d°, p. 297). La "conscience" de même que la "virtuosité" ou "l'habileté" sont déjà dans le système automatique des machines. Le travail n'est plus que l'organe conscient de ce système sous la forme de quelques travailleurs isolés, "soumis" au système. C'est ici que même la traduction de Rubel est "fautive" et peut créer une ambiguïté si on ne relie pas cette courte phrase à l'ensemble de la démonstration. En effet, Marx écrit que le travail apparaît en tant qu'organe conscient dans le travailleur vivant isolé ; pour lever toute ambiguïté "dans" est suivi en allemand d'un datif, ce qui signifie qu'il n'y a aucun déplacement (la traduction en Editions Sociales, t 2, p 185, est la seule à respecter cette "nuance"). L'organe conscient n'est même pas celui de l'ouvrier, n'est même pas l'ouvrier, c'est un élément du système automatique dont l'ouvrier est le "réceptacle", "l'articulation" comme il est dit précédemment. Il n'y a pas à s'approprier "l'être conscient de l'ouvrier", c'est en quelque sorte tellement déjà fait que cette "conscience" c'est le capital qui la lui concède. Cette appropriation n'est pas un problème que soulèverait la réduction de l'activité de l'ouvrier à "une action toute abstraite", mais inhérente à cette réduction, car elle se confond avec l'existence du "système automatique des machines". "L'accumulation du savoir, des maîtrises, des forces productives générales du génie social est, elle aussi, absorbée dans le capital, posée face au travail ; elle apparaît donc comme la qualité du capital, ou plus exactement du capital fixe, pour autant qu'il entre dans la production comme instrument de travail proprement dit." (d°, p. 299).

HS a posé à la "troisième dépossession" une condition absurde, elle-même déterminée par la définition de cette "troisième dépossession" : "l'appropriation de l'être conscient du travailleur". Condition qui se résume à : ne plus être soumis au bon vouloir des travailleurs ou alors à s'incorporer le fait que le travailleur est un individu . Ce qui signifie qu'il lui faudrait en fait se passer de travailleurs. Or tant que le capital engage des travailleurs, ce qu'il ne peut pas ne pas faire (le capital ne se pose jamais de projet -si tant est qu'il se pose des projets - contradictoire à ce qu'il est), ceux-ci quelle que soit leur activité seront toujours exploités et donc dans un rapport tel au capital où ils pourront et seront toujours amenés à dire "non". Sauf à se passer de travailleurs, le capital sera, dans ce sens là, toujours soumis au bon vouloir des travailleurs.

Par ce "léger décalage" de la notion de travailleur comme "être conscient" (ou mieux "organe conscient", ce qui renvoie directement à la définition du "système automatique comme "organisme") en "être conscient du travailleur", HS s'est construit l'objet nécessaire à sa "troisième dépossession". HS s'est construit l'objet par définition inappropriable, car l'usage de la force de travail dans le procès de production se confond nécessairement avec la présence du travailleur. Mais pourquoi avoir choisi cet "objet" et pas un autre? Il permet de construire, même impossible, un achèvement de l'inessentialisation du travail, qui est en réalité le cours même du capital, une contradiction qui est tout autant sa nécrologie que sa dynamique, et non un procès ayant une origine et une fin (autre que la révolution elle-même et la suppression même du rapport du travail au capital, de l'exploitation). HS en revanche nous dit que "le soit-disant postfordisme ne fait qu'achever (souligné par nous) la tendance à l'inessentialisation du travail..." (p. 39). En tant qu'achèvement de l'inessentialisation, cette recherche d'une impossible "troisième dépossession" permet de poser une "crise finale" qui soit la révolution par impossibilité du capital, cela dans la mesure où, comme nous le verrons, HS est incapable de produire un rapport révolutionnaire à partir de la relation contradictoire entre le prolétariat et le capital, car HS ne dépasse pas quant à ce rapport son identification avec la disparition du

programmatisme.

Un tel achèvement dispense de répondre à la question : est-ce que la contradiction entre les classes, telle qu'elle définit la période 1945 / 1970, porte la révolution et le communisme comme son dépassement (car si nous n'avons pas de restructuration c'est la même qui se poursuit)? On est dispensé de répondre à la question parce que le dépassement est dans la "crise finale", crise comprise unilatéralement comme capital impossible, c'est-à-dire en fait comme programmatisme disparu, donc révolution. HS ne produit pas une théorie de la révolution, mais une idéologie de l'impossibilité du capital, parce que pour HS le dépassement du programmatisme se confond avec et se limite à sa disparition.

Le diable réside toujours dans les détails, et pour toute théorie "le détail" c'est sa compréhension de la contradiction entre le prolétariat et le capital comme contradiction révolutionnaire. Ici c'est de l'analyse du "procès d'inessentialisation du travail" dont il s'agit. Il ne s'agit pas de repérer dans la réalité immédiate de nos jours, des éléments de confirmation empirique du "modèle" de l'inessentialisation du travail : la tendance achevée ou réalisée. HS considère, comme point de départ, un prolétariat, ou un prolétaire individuel, tout plein de déterminations, tout plein de travail, qui au cours de l'histoire se fait dépouiller de ses déterminations, jusqu'à être tout nu et même s'évanouir lui-même. L'écroulement de la production basée sur la valeur n'est pas déjà vrai dans la pratique, ni une tendance à vocation (même impossible) d'être réalisée, le développement de l'abstraction ne devient pas réalité historique. Un tel état de fait signifierait que la reproduction du mode de production capitaliste se réaliserait désormais seulement au moyen de la domination ou du commandement pour parler comme les opéraïstes dont les récentes luttes ont remis les théories du travail social et du salaire politique au goût du jour, en tant que forme la plus radicale du réformisme dans des luttes comme celle des chômeurs et précaires. Si la tendance était réalisée ou avait vocation à l'être, il serait alors difficile d'expliquer pourquoi en même temps que cette tendance serait réalisée, en même temps que l'abstraction atteindrait sa plénitude comme réalité historique, la classe capitaliste est de plus en plus à la recherche de modalités nouvelles pour "voler le temps de travail d'autrui". La tendance n'est pas réalisée et n'a pas vocation à l'être. La tendance telle que la décrit Marx n'est pas une projection à venir de la réalité historique phénoménale, c'est une expression des contradictions de la réalité, destinée à poser la situation et le contenu de l'activité du prolétariat en ce qu'elle peut abolir le capital. C'est une tendance "à la limite", une courbe allant vers une asymptote, dont la lutte du prolétariat est un élément de la fonction qui la représente. Cette tendance ne se ramène pas d'elle-même à l'histoire, le cours historique réel la contient comme contradiction entre les classes, d'où le caractère essentiel de définir cette tendance, cette contradiction en procès, dans la configuration nouvelle que lui confère la restructuration et non l'inverse. C'est, par exemple, toute la portée révolutionnaire de l'enjeu qui dans la lutte des chômeurs (hiver 97-98) consiste à ramener au chômage et à la précarité la définition du travail salarié, à recomposer le prolétariat sur cette base dans la lutte contre le capital. HS raisonne par l'absurde (et finalement le reconnaît) : la "troisième dépossession" est impossible parce qu'elle serait une nécessité du capital contredisant absolument la définition même du capital et l'entraînant dans un cercle vicieux. En effet, les Zombis n'existant pas, l'appropriation de cette "subjectivité dure" dont parle HS, n'a qu'un seul sens possible : se passer du travailleur. Ainsi se boucle la "démonstration" : la seule restructuration possible pour le capital est de se passer du travailleur (la substitution de "l'être conscient du travailleur" au travailleur comme "être conscient" n'est là que pour donner le change), or le capital ne peut se passer du travailleur donc la restructuration est impossible. Nous ajouterons à cette critique abstraite de la problématique de "la troisième dépossession" quelques remarques concrètes : HS ne fait allusion qu'à un certain type de travail défini en dépassement de la situation taylofordiste précédente.

Dans une des dernières notes de la Fondation Saint-Simon, intitulée : "Les relations salariales en France : Etats, entreprises, marchés financiers", Jean-Louis Beffa (président de Saint-Gobain), auteur de ce texte avec Robert Boyer et Jean-Philippe Touffut, distingue trois modèles "se dégageant désormais dans le monde du travail". "Le premier que nous avons nommé "stabilité polyvalente", est un modèle en régression. Il est utilisé par une grande partie de l'industrie qui avait à gérer la fin du taylorisme, mais aussi par les banques et les assurances, soit environ 40% des salariés. Ces entreprises ont besoin d'un personnel stable qui doit être capable de s'adapter vite à l'évolution technique des outils. Mais il lui faut également être polyvalent ; nous ne sommes plus dans un système taylorien, caractérisé par des tâches répétitives et extrêmement parcellisées. Le personnel doit pouvoir être à la fois capable de produire et d'assurer la maintenance des machines. Dans ce modèle les syndicats ont toute leur place. Parce que cette forme concerne des entreprises avec d'importants capitaux investis, il faut que l'outil de travail tourne au maximum. La menace de grève reste une arme réelle et donne aux syndicats un pouvoir important. Il y a donc un intérêt mutuel à partager les profits, parce que les compétences sont assez spécifiques et que l'absence de mobilité est réelle. L'aptitude à changer de métier est limitée : on ne passe pas du jour au lendemain de la direction d'un four verrier à celle d'un four sidérurgique. (...).

"Le deuxième modèle est celui de "la profession"; il s'applique aussi bien aux opérateurs de marchés financiers dans les banques qu'aux créatifs, aux consultants, aux professions artistiques, sportives... Dans ce cas, la valeur de la firme repose entièrement sur le savoir-faire de ses collaborateurs. Le contrat de travail traditionnel n'est pas adapté à cette catégorie, qui englobe environ 15% des salariés.

"Enfin, le troisième modèle est celui de la "flexibilité de marché". Les caissières des supermarchés, les serveurs de la restauration rapide, les vigiles, la plupart des métiers de l'hôtellerie entrent dans cette catégorie. Les tâches y sont organisées. Chacun peut s'insérer dans le travail sans formation lourde. Ce modèle est celui qui se développe le plus. On avait cru que les nouvelles technologies seraient un puissant moteur pour pousser à la formation. Il n'en est rien. Une fois que les nouvelles techniques sont installées, il n'y a pas de relèvement des compétences. Les tâches sont parcellisées. Les salariés sont dépossédés de leur rôle : des spécialistes de l'extérieur des cabinets de conseil ont pensé le travail pour eux. (...) En France, la rupture (cet éclatement du travail, nda) est clairement intervenue en 1983, quand le gouvernement a choisi l'ouverture, la stabilité monétaire et l'Europe. C'était la fin d'une époque, et cette réorientation a entraîné la restructuration des firmes et la réorganisation du travail. Cette transformation a été longtemps passée sous silence ou présentée comme l'avènement d'une stabilité polyvalente largement inscrite dans le droit du travail français ...quitte à ce que se manifeste un décalage de plus en plus grand par rapport aux pratiques. La suprématie de ce modèle se retrouve en Allemagne et au Japon mais pas aux Etats-Unis, car le modèle de référence y est plutôt celui de la flexibilité de marché." (J-L Beffa, "Le Monde" ,7 / 9 / 99).

Si l'on admet avec Beffa (et pourquoi pas ?) que le modèle de la "flexibilité de marché" est actuellement le modèle dominant et celui qui se développe le plus rapidement, il sera très difficile d'y reconnaître cette "subjectivité dure", ces "savoirs", cette "conscience" etc. (p. 41) qui, d'après HS, seraient les caractéristiques de l'abstraction du travail, celles que le capital devrait s'approprier. En ce qui concerne ces travailleurs, les "spécialistes des cabinets de conseils" sont largement suffisants. Le contenu d'une restructuration impossible telle que la définit HS pourrait tout au plus s'appliquer au "deuxième modèle" de Beffa, celui de la "profession". Mais la révolte des opérateurs des marchés financiers ou des joueurs salariés de la Juventus ne sont pas de celles qui se traduisent en restructurations du mode de production capitaliste. Déjà pour ce "modèle", la CFDT, dans un colloque récent, envisage l'extension de modalités déjà à l'oeuvre bien faites pour s'approprier la "subjectivité dure" de ces travailleurs

("Le Monde", 23 / 10 / 99) : "La teneur des interventions ne laissait guère de doutes sur la volonté de la direction confédérale de préparer les esprits et de briser quelques tabous, notamment celui des fonds de pension. (...) Jacques Kheliff, secrétaire général de la fédération chimie et membre du bureau national rappelait ainsi que "les fonds de pension ne sont pas seulement des prédateurs, ils peuvent aussi constituer des partenaires stables". "Le problème ajoutait-il à la tribune, c'est qu'on n'arrive pas à convaincre les salariés de la pertinence de cette démarche." L'objectif affiché par la CFDT d'étendre à l'ensemble des salariés ce nouveau type de participation est encore loin de faire l'unanimité. (...) "C'est un pari, on ne sait pas ce que cela donnera" avoue J-L Beffa, PDG de Saint-Gobain." C'est la chef du service économique au Commissariat général au Plan qui met les pieds dans le plat en demandant : "Quels salariés, le syndicalisme veut défendre ?" (d°). La restructuration a eu lieu dans l'éclatement même des formes salariales et dans les "compromis" différenciés qui se mettent en place.

Cependant, même si la réponse qu'HS apporte à la question de la possibilité et de l'existence actuelle d'une restructuration n'est pas cohérente (ou plutôt, n'est cohérente que par l'absurde), il n'empêche qu'HS pose une question fondamentale : "Il n'existe pas de restructuration du mode de production capitaliste qui ne constitue un progrès dans l'appropriation du travail vivant par le capital". De ce point de vue, il n'y eut qu'une seule restructuration : le passage de la subsumption formelle à la subsumption réelle (la deuxième dépossession). La "première dépossession" n'est pas, au sens strict, une restructuration du capital mais "l'accumulation primitive"; la problématique évacue donc d'emblée l'idée qu'il puisse y avoir des périodes scandées par des restructurations à l'intérieur des deux phases de l'histoire de la valorisation du capital. Si nous reprenons la définition d'une restructuration avancée par HS, il faut se demander ce que peut être un "progrès dans l'appropriation du travail vivant par le capital". Il faut noter ici la façon extrêmement réductrice dont HS conçoit cette appropriation. Il s'agit, par exemple, de l'appropriation de l'habileté de métier des travailleurs, or celle-ci ne définit pas strictement le passage de la domination du mode absolu d'extraction de la plus-value à la domination du mode relatif, de la subsumption formelle à la subsumption réelle. Cette appropriation de l'habileté est inhérente au machinisme et peut parfaitement se conjuguer avec l'extraction de plus-value sur un mode absolu (allongement de la journée de travail, augmentation de son intensité, introduction des femmes et des enfants dans le procès de production), il suffit de considérer ici l'introduction des premiers métiers à tisser mécanique. Ce qui caractérise le passage à la subsumption réelle du travail sous le capital, c'est l'extraction de plus-value sous son mode relatif, c'est-à-dire le couplage entre cette dépossession, l'augmentation de la productivité, et la détermination de la valeur de la reproduction de la force de travail par le capital qui s'empare de la production des marchandises qui la définissent. Le "coup de fouet" à la valorisation du capital et la définition conséquente d'une restructuration proviennent de ce couplage et non en soi de la "deuxième dépossession". Il est évident qu'HS signale par ailleurs ce dernier point, mais HS n'en fait pas le critère de son "progrès", donc n'en fait pas le critère d'une restructuration qu'elle limite au procès de production immédiat. En définitive, la seule restructuration que reconnaisse HS ne correspond pas à sa propre définition d'une restructuration. Le critère ne semble donc pas, en lui-même, très pertinent. Quant à son application à la première dépossession, il serait carrément abusif, HS ne s'y risque pas, mais alors ce critère serait parfois celui d'une restructuration, parfois celui de l'apparition même du capital. Si HS utilise cependant le même terme, c'est qu'il y a tout au long du texte - et dans l'ensemble de la publication - cette vision, dont nous parlions, d'un travailleur tout plein de déterminations et qui est petit à petit dépossédé de celles-ci. Ce travailleur préexiste au capital et l'histoire de ce mode de production se comprend, par rapport à ce travailleur mythique, comme l'histoire de l'inessentialisation du travail partant de cette origine et allant à son achèvement dans la

volonté impossible d'appropriation de sa "subjectivité dure". Nous ne saurons jamais ce que cela recouvre, pas plus que "l'être conscient du travailleur", il serait trop dangereux, à vouloir développer cela, de tomber dans la psychologie managériale que l'on dénonce, tout en s'en servant à la fois de repoussoir et de base explicative des "volontés" actuelles du capital. Le critère n'est donc pas pertinent tel que l'applique HS en assimilant, sans autre forme de procès, appropriation du travail vivant et diverses étapes dans la dépossession du travailleur (ce qui accessoirement suppose que l'on considère le travailleur dans un état originel possédant une somme de déterminations dont le capital le dépouille progressivement). Il peut cependant se révéler efficace si l'on considère l'ensemble du rapport entre prolétariat et capital, c'est-à-dire l'exploitation dans ses trois moments constitutifs (nous aborderons plus loin la séparation effectuée par HS entre l'exploitation et la subordination). A ce moment là, l'appropriation du travail vivant par le capital ne se limite pas aux caractéristiques du procès immédiat. Si "c'est dans celui-ci qu'une certaine quantité de surtravail sera extorquée au travail vivant", cette quantité dépend bien évidemment des modalités du procès de production immédiat, mais tout autant des caractéristiques du marché du travail et de la reproduction de cette force de travail, tant au niveau individuel que comme force de travail sociale. C'est cet ensemble organique qui fait système pour définir une restructuration du point de vue des "progrès dans l'appropriation du travail vivant par le capital". Un tel système inclut en outre la capacité pour chaque capital d'absorber n'importe quelle fraction mondiale de la force de travail, de considérer les différents segments structurels et géographiques du marché du travail comme formant une totalité, d'abattre les barrières entre formation, activité et chômage. Il s'agira d'inclure la fin de la dichotomie entre centre et périphérie, la transformation de modalités d'accumulation qui passent des aires nationales à un "monde global", jusqu'aux modifications même des systèmes financiers et monétaires, les aires de péréquation du taux de profit. Comme le montre même le dernier texte d'HS, que seraient les formes les plus "modernes" du procès de production sans le "taylorisme sanguinaire" de l'Asie du Sud-Est ou du Mexique? C'est le rapport entre le prolétariat et le capital comme un ensemble organique qui se restructure et non une modalité d'effectuation du procès de travail. Le passage à la subsumption réelle qu'HS considère comme la seule restructuration ayant eu lieu, est elle-même la meilleure illustration de ce qu'est une restructuration. Elle ne se réduit pas à la "deuxième dépossession" comme le fonde HS, mais à la combinaison de celle-ci, qui lui est bien antérieure avec l'intégration dans la production capitaliste des marchandises entrant dans la reproduction de la force de travail, on pourrait y inclure également la modification corollaire des normes de consommation, les transformations du marché du travail. A hypostasier le critère de la "dépossession", le passage à la subsumption réelle interviendrait avec l'introduction du premier métier à tisser mécanique. Une restructuration ce n'est pas le déshabillage du prolétariat d'un ensemble de dispositions originelles par le capital. Appliqué, comme il ne peut que l'être à l'ensemble du rapport, ce critère se transforme par rapport à l'utilisation qu'en fait HS, et prend une signification autrement plus décisive. Le critère d'une restructuration c'est d'être une contre-révolution. Il y a restructuration quand le rapport entre prolétariat et capital se transforme de façon telle qu'il est la défaite d'un cycle de luttes et que se reconstruit différemment la structure et le contenu de la contradiction entre le prolétariat et le capital.

Pour la période actuelle, la restructuration du rapport entre prolétariat et capital, à l'oeuvre depuis une vingtaine d'années et que l'on peut considérer comme achevée, a eu comme conséquence primordiale, de supprimer toute identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital (ce qui ne signifie absolument pas la disparition des classes) et le développement de cette contradiction au niveau de la reproduction des classes. Toutes les caractéristiques du procès de production immédiat (coopération, production-entretien, travailleur collectif, travail à la chaîne, continuité du procès de production, sous-traitance, segmentation de la force de

travail), toutes celles de la reproduction (travail, chômage, formation, welfare), toutes celles qui faisaient de la classe une détermination de la reproduction du capital lui-même (bouclage de l'accumulation sur une aire nationale, inflation glissante, "partage des gains de productivité",service public), tout ce qui posait le prolétariat en interlocuteur national socialement et politiquement, c'est-à-dire tout ce qui fondait une identité ouvrière à partir de laquelle se jouait le contrôle sur l'ensemble de la société comme gestion et hégémonie, toutes ces caractéristiques sont laminées ou bouleversées.

La situation antérieure de la lutte de classe, et le mouvement ouvrier, reposait sur la contradiction entre d'une part la création et le développement d'une force de travail mise en oeuvre par le capital de façon de plus en plus collective et sociale, et d'autre part les formes apparues comme limitées de l'appropriation par le capital, de cette force de travail, dans le procès de production immédiat, et dans le procès de reproduction. Voilà la situation conflictuelle qui se développait comme identité ouvrière, qui trouvait ses marques et ses modalités immédiates de reconnaissance (sa confirmation) dans la grande usine, dans la dichotomie entre emploi et chômage, travail et formation, dans la soumission du procès de travail à la collection des travailleurs, dans les relations entre salaires, croissance et productivité à l'intérieur d'une aire nationale, dans les représentations institutionnelles que tout cela implique tant dans l'usine qu'au niveau de l'Etat. Il y avait bien autoprésupposition du capital, conformément au concept de capital, mais la contradiction entre prolétariat et capital ne pouvait se situer à ce niveau, en ce qu'il y avait production et confirmation à l'intérieur même de cette autoprésupposition d'une identité ouvrière par laquelle se structurait, comme mouvement ouvrier, la lutte de classe. Défaite du cycle de luttes antérieur, la restructuration est la restructuration de la contradiction entre le prolétariat et le capital au niveau de la reproduction des classes et de leur rapport. La même structure de la contradiction qui abolit toute existence en soi du prolétariat différente de son rapport contradictoire au capital, fait que le dépassement du capital se produit à partir des contradictions entre les classes, dans ce cycle de luttes, comme celui dans lequel la classe s'abolit simultanément et toutes les catégories qui la définissent : force de travail, échange, salaire, entreprise, division du travail, nation...

Il est certain que la restructuration qui marque le passage de la subsomption formelle à la subsomption réelle du travail sous le capital, qui donc marque le passage des cycles programmatiques de la lutte de classe à celui de sa décomposition, non comme essoufflement mais comme structure particulière de la contradiction qui définit l'identité ouvrière et pose le prolétariat en rival du capital à l'intérieur de celui-ci qui le définit entièrement, est d'une toute autre ampleur que la restructuration actuelle qui se situe à l'intérieur de la subsomption réelle. Cependant, dire qu'il n'y a pas de restructuration, c'est dire que la contradiction entre le prolétariat et le capital, telle qu'elle définit le cycle de luttes entre la première guerre mondiale (ou depuis 1890 / 1896, pour reprendre la délimitation d'HS) et le début des années 70, et plus précisément dans celui-ci la période 45 - 70, porte la révolution. A ce moment là, celle-ci n'est que l'épuisement du programmatisme. Il n'y a pas d'échappatoire à cela. C'est bien le sujet que, nous le verrons plus loin, HS évite soigneusement d'aborder. HS se livre à un sérieux travail d'analyse du cours du capital (même si l'on est en désaccord), mais en bout de course tout cela apparaît assez "gratuit". Et alors ! est-on tenté de dire. Que l'on nous fasse pas croire que "l'analyse" précède les prises de positions "politiques". Si nous lisons théoriquement les analyses d'HS, la révolution se confond avec le programmatisme disparu. Le prolétariat ne pourrait plus rien tirer de lui-même (si ce n'est peut-être cette "conscience" que le capital ne serait pas parvenu à lui retirer de la tête), alors il abolit le capital et s'abolit lui-même. C'est une révolution par défaut.. HS se contente de nous dire que "la crise dans la crise" sera "la crise finale", sans nous dire un seul mot sur le pourquoi et le comment de cette "crise finale" comme révolution, comme production du communisme. Il suffirait d'avoir proclamé le

communisme et d'être "pour" comme nous y invite le titre du texte le "décrivant". Il est vrai également que l'importance donnée à la description du communisme est toujours inversement proportionnelle à la capacité de le saisir comme le dépassement produit des luttes de classes actuelles. Dans HS, "crise finale" et communisme sont les deux termes juxtaposés d'un binôme qui ne dit rien sur la lutte des classes qui dans un cycle de luttes produit le communisme comme son dépassement.

Si le critère d'une restructuration, c'est bien un "progrès de l'appropriation du travail vivant par le capital", c'est sur l'ensemble du rapport entre les deux qu'il se détermine, mais cet ensemble ne peut plus être saisi en tant que tel, comme totalité, dans le découpage arbitraire effectué par HS entre "subordination" et "exploitation".

Il s'agit là de l'autre grand thème d'HS (après la "troisième dépossession" et l'absence de restructuration) : la distinction entre "subordination" et "exploitation". "L'approche en termes de subordination envisage les choses du point de vue de la reproduction d'ensemble du MPC, l'approche en termes d'exploitation les envisage du point de vue particulier du procès de production immédiat" (p. 51). Après avoir séparé les deux termes, HS tente de résoudre une question qui s'apparente fort à celle relative à la primauté de la poule ou de l'oeuf : "On peut donc dire de ce point de vue (le but du capital est la recherche de la plus-value maximum, nda), que ce sont les modalités de l'extraction de la plus-value qui déterminent à chaque période les formes de la subordination du travail au capital. En revanche, nous verrons plus loin que, d'un point de vue historico-pratique, il faut renverser la proposition et poser que ce sont les formes du rapport de subordination qui rendent possible telle ou telle modalité concrète de l'extraction de plus-value"(p.52). HS choisit donc de commencer par le rapport de subordination : "Le MPC est avant tout un rapport social de subordination du prolétariat par la classe capitaliste. Ce rapport social vise à extorquer du surtravail."(p.52). Nous avons donc (ne serait-ce que théoriquement) une classe capitaliste, un prolétariat, un rapport de subordination du second à la première, et pas d'extorsion de surtravail, seulement la mise en place de ce qui va être le "cadre" de cette extorsion. S'il est possible de construire un bagne puis d'y faire venir les forçats, on ne peut pas subordonner le prolétariat autrement qu'en l'exploitant, puisque c'est l'exploitation qui définit et la classe capitaliste et le prolétariat. Une telle séparation et une telle primauté ne peuvent être envisagées que pour un moment particulier de l'histoire du mode de production capitaliste : l'accumulation primitive. Au-delà de ce moment, une telle conception néglige le fait que le capital parce qu'il est procès de valorisation, rapport d'exploitation, se présuppose lui-même et que la simple extraction de plus-value concentre toutes les conditions de la reproduction du rapport du côté du capital et renvoie la force de travail à sa pure subjectivité. Bien sûr la transformation du surtravail d'abord en plus-value, puis de la plus-value en capital additionnel, suppose une activité réelle de la classe capitaliste face et contre la classe ouvrière, ce qu'HS appellerait des modalités de la subordination. Mais sommes-nous à l'extérieur du rapport d'exploitation? Evidemment non, l'extraction de plus-value implique son propre renouvellement, elle est déjà assignation sur du travail futur. Le procès d'autoprésupposition du capital n'est en rien un procès automatique, en lui se particularise l'activité des classes ; mais une fois accomplie l'accumulation primitive, ces activités particulières et cette constante "mise au travail" de la classe ouvrière par la classe capitaliste sont incluses dans ce qu'est l'exploitation : un rapport qui reproduit ses termes. Dans la perspective d'HS, c'est l'exploitation qui devient un moment de la subordination : "Pratiquement, l'extraction de la plus-value a lieu au cours du second moment de la subordination (souligné par nous) : lorsque la force de travail est consommée par le capital dans le procès de production" (p. 68). Il est remarquable que cette considération ouvre le bref chapitre du texte consacré à l'exploitation. Après l'avoir longuement étudié comme rapport de subordination (16 pages des chapitres 1 et 2, puis 3 pages du chapitre 4), l'étude du capital

comme rapport d'exploitation ne nécessite pour HS que 5 pages et demi. Ce simple rapport quantitatif donne bien la réponse à la question de savoir qui est le premier de la poule ou de l'oeuf. Nous ne prétendons pas que la réponse doit être inversée, c'est la séparation elle-même qui est injustifiable à partir du moment où l'on considère que le capital est un rapport se présupposant lui-même. On est en droit de se demander ce qu'est l'exploitation pour HS. En effet, la subordination a absorbé toutes les déterminations sociales, techniques, politiques, historiques, du rapport entre prolétariat et capital. L'exploitation telle qu'HS cherche à la distinguer de la subordination est totalement vidée de toute substance. L'exploitation devient une pure abstraction arithmétique, le rapport entre deux nombres. Elle devient une simple fraction, Pl / V , mais ce ne sont que des nombres, desquels toute réalité a été abstraite. On ne comprend pas pourquoi les quelques considérations qui sont rangées dans le chapitre sur le mode de production capitaliste comme rapport d'exploitation ne se trouvent pas plutôt dans les chapitres sur le MPC comme subordination. Lorsqu'il est question, dans ce bref chapitre, de l'augmentation du taux de plus-value par la mise en oeuvre du "principe subjectif de la productivité" (division du travail, coopération dans l'atelier encore déterminée par les caractéristiques du travail vivant), ou du "principe objectif de la productivité" (substitution du travail mort au travail vivant), on est, en restant dans la thématique d'HS, du côté de la subordination. Il est clair qu'il ne reste rien à mettre du côté de l'exploitation, si ce n'est une fraction numérique totalement abstraite. HS suggère parfois qu'il s'agit de la même chose abordée de deux points de vue, mais alors c'est cette dualité de points de vue qu'il faudrait justifier. On nous dit comme un axiome, une vérité d'évidence, dès la première page du texte, qu'il y a deux façons de considérer le rapport entre le prolétariat et le capital, mais on n'a pas produit cette séparation, c'est un postulat. Même les limites de l'extraction de la plus-value, sous un mode relatif ou absolu, relèvent, en acceptant toujours la thématique d'HS, du mode de production capitaliste comme subordination : bornes physiques du travailleur, bornes sociales et culturelles, lutte de classes.

Le problème réside dans la compréhension même de l'exploitation comme simple phénomène comptable auquel, pour avoir une véritable contradiction, il faudrait rajouter quelque chose, ou un autre point de vue. De l'exploitation, réduite à un phénomène comptable, ne peut alors s'élever qu'une conscience de la misère et non une pratique révolutionnaire constructrice du communisme, il faut alors une révolte, une insubordination. Mais alors que l'exploitation peut devenir une contradiction pour elle-même, la subordination non, elle réclame pour se révolter contre elle la référence à un extérieur. Tant que le prolétariat peut se reposer sur un des moments de sa subordination pour se révolter contre un autre (voir plus loin), la mécanique peut fonctionner en interne, mais à partir du moment où, comme nous l'annonce HS, pour les années à venir, ce sera l'ensemble des trois moments qui seront attaqués, sur quoi, au nom de quoi, se fera cette attaque? Un "Homme" passe dans un chiasme de l'histoire.

Une telle conception de l'exploitation, qui se sent toujours le besoin de rajouter quelque chose, se laisse piéger par la méthode même du "Capital", par ce que doit être l'ordre d'exposition tel que le présente Marx dans "l'Introduction de 1857". Si elle se laisse piéger par la méthode du "Capital", cela n'explique pas cependant pourquoi (ce n'est jamais par hasard que l'on tombe dans un piège, le piège est constitué en tant que tel par la problématique même que l'on suit). Dans un texte de 1978, "Marx dans ses limites" ("Ecrits philosophiques et politiques", t. 1, Ed. Stock / Imec), Althusser expose la relation entre le point de départ abstrait du "Capital", la valeur, et la conception comptable de la plus-value. A partir de ce point de départ, "nous découvrirons sans grand peine les effets qu'a exercés sur la pensée de Marx cette conception philosophique encore idéaliste du Procès de Pensée Vrai (la raison serait plutôt à rechercher dans les conditions programmatiques de la lutte de classe, que dans l'histoire des idées qu'Althusser critique par ailleurs, nda). Par exemple dans la présentation d'allure comptable (d'allure : il ne s'agit pas de prix, mais de valeurs) de la plus-value comme différence entre la

valeur produite et la valeur-salaire. Imposée sous cette forme par l'ordre d'exposition et sa déduction conceptuelle, cette présentation peut conduire à une interprétation "économiste" de l'exploitation. Car en réalité, et Marx est très clair sur ce point, l'exploitation ne se réduit pas à cette retenue d'un surplus de valeur, elle ne peut être comprise que si l'on retient l'ensemble de ses formes et conditions concrètes comme déterminantes. Or l'ensemble de ces formes concrètes inclut bien la retenue de valeur, mais également les contraintes implacables du procès de travail pris dans le procès de production, donc d'exploitation : division et organisation socio-techniques du travail, durée de la "journée de travail", cette notion propre au système capitaliste, donc introuvable avant lui, intensification des rythmes du travail, parcellisation des tâches, sur-qualification et dé-qualification des postes de travail, conditions matérielles de la concentration du travail (usine, atelier), accidents du travail, maladies professionnelles, etc. Et le procès de production doit lui-même (pour ne pas rester abstrait) être conçu comme moment décisif du procès de reproduction : reproduction des moyens de production mais aussi reproduction de la force de travail (famille, logement, enfants, éducation, école, santé, problèmes du couple, des jeunes, etc.) - sans parler de l'autre moment du procès de reproduction de la force de travail qui fait intervenir l'Etat, ses appareils (répressifs, idéologiques, etc.). Or ces questions dont la simple équation de la plus-value doit évidemment faire abstraction pour montrer l'exploitation dans la retenue de valeur, Marx en a traité dans les fameux chapitres "concrets" du "Capital", qui jurent avec l'ordre d'exposition abstrait du Capital. Ce qui fait que la théorie de l'exploitation se trouve bien dans "Le Capital", mais "exposée" en plusieurs lieux, à la fois dans la théorie de la plus-value sous une forme d'allure comptable, mais aussi expliquée dans les autres chapitres sur la journée de travail (plus-value absolue) et la transformation capitaliste du procès de travail (plus-value relative), sans parler du chapitre sur l'accumulation primitive." (op. cit., p. 397 à 399).

L'exploitation ne se constitue en contradiction que dans ses trois moments : achat - vente de la force de travail ; procès de production ; transformation de la plus-value en capital additionnel. L'exploitation n'est pas une contradiction "économique", en rester au partage de la valeur produite dans la journée de travail c'est ne même pas concevoir ce partage comme partage de la valeur, c'est-à-dire comme réalisation de la forme sociale du travail devenant étrangère à l'ouvrier et ne pas concevoir tout ce qui en découle. Ce qui en découle, c'est la baisse tendancielle du taux de profit comme étant une contradiction entre des classes, c'est la définition elle-même du prolétariat comme classe, c'est-à-dire particularisation d'une même communauté définie comme totalité par la subsomption du travail sous le capital, c'est cette appartenance à la communauté comme séparation d'avec celle-ci, c'est la constante non-confirmation du prolétariat en contradiction avec sa propre existence comme classe dans le capital, c'est pour le prolétariat le fait que sa propre existence de classe passe par la médiation d'une classe antagonique qui détient les conditions mêmes de sa reproduction, c'est la définition du cours contradictoire du capital comme histoire de la lutte de classes. L'intérêt de l'analyse d'Althusser est de montrer, dans "Le Capital" lui-même la base de la compréhension d'allure comptable de l'exploitation et donc, si l'on en reste là, pour saisir une contradiction révolutionnaire, la nécessité qui se pose alors de la "laisser tomber" en tant que telle ou de lui adjoindre un supplément d'âme. Cependant, si Althusser dit comment une telle lecture de l'exploitation est possible à partir du "Capital", il ne dit pas pourquoi elle se constitue, pourquoi elle s'effectue.

Avec la fin de la période programmatique de la lutte de classe, semble disparaître toute possibilité de passer de ce qu'est la classe dans le mode de production capitaliste à la révolution et au communisme. La contradiction où s'ancrait l'affirmation du prolétariat, c'est-à-dire l'exploitation comprise comme perte par l'ouvrier de son produit et où en conséquence se situait le contenu de sa résolution comme retour dans le sujet de son objectivité perdue, n'apparaît plus que comme un simple partage inéquitable. Cette réduction de l'exploitation

ouvre de nouveaux espaces théoriques. Elle permet d'introduire une disjonction, à l'intérieur de ce qui dans l'exploitation forme un tout, entre une exploitation réduite à un rapport comptable et une domination ou une subordination. Cette disjonction permet de réintroduire dans cette brèche une détermination communiste de la classe, une nature révolutionnaire, ou comme tente de le faire "Hic Salta" une "phénoménologie de la lutte de classe", et pourquoi pas les deux à la fois. Ce qui importe, que ce soit à l'aide d'un substantialisme ou de son exact inverse, une phénoménologie, c'est de produire, pour retrouver une "perspective révolutionnaire", l'existence de deux sujets indépendants, non pas d'une indépendance produite à partir d'un rapport, mais d'une indépendance donnée antérieurement au rapport qui devient alors une rencontre (la répétition infinie de l'accumulation primitive). L'exploitation est alors le concept à abattre. Il faut qu'entre les termes de la contradiction soit brisée l'implication réciproque que l'exploitation, saisie dans ses trois moments, pose comme intrinsèque à la contradiction elle-même. Paradoxalement, c'est au moment où il n'y a plus aucune médiation possible entre ce qu'est le prolétariat dans le capital et le communisme, que la relation entre les deux semble s'évanouir. Il faut alors produire de nouvelles médiations. Ces nouvelles médiations, quelles qu'elles soient (la subordination distinguée de l'exploitation d' "Hic Salta", par exemple), ne peuvent être introduites que si l'on brise dans la contradiction ce qui en fait une implication réciproque entre ses termes. "Hic Salta" fait une différence entre exploitation et subordination en demeurant pour l'un comme pour l'autre au même niveau fonctionnel d'analyse du capital (ce n'est que le point de vue porté sur ce niveau identique qui diffère), alors que la différence entre ces deux concepts renvoie à deux niveaux différents : un niveau fonctionnel et un niveau historique. L'approche phénoménologique (analyse de formes et de visées intentionnelles de sujets libres et mise entre parenthèses de l'essence de leurs rapports) de ce dernier niveau permet, grâce à la subordination découplée dans le niveau fonctionnel de l'exploitation, de posséder un niveau historique où l'existence du prolétariat comme sujet autonome ne soit polluée par aucune implication réciproque. Pour Castoriadis, dans une semblable réduction de l'exploitation à son allure comptable, il fallait la renvoyer à un pur moment objectif de partage de la valeur créée pour pouvoir développer comme terme révolutionnaire, dans sa "contradiction fondamentale", la perte de l'homme comme aliénation dans la situation faite à l'exécutant.

HS ne nie pas l'existence de l'exploitation, des classes, et même de leurs conflits sur cette base ; mais cela ne crée pas de contradictions. Ces classes s'opposent car leurs intérêts sont en conflit, mais l'existence des classes comme telle et l'exploitation comme telle ne créent pas de contradiction. Même s'il y a erreur en ce qui concerne l'exploitation, HS soulève un point de méthode important à propos de la définition d'une contradiction. Il ne suffit pas pour avoir affaire à une contradiction que l'on ait des intérêts divergents mêmes inconciliables, il faut encore que la reproduction de ses intérêts, en tant que divergents, soit pour le pôle de la contradiction qui est l'agent général de la reproduction (subsomption) en contradiction avec ses propres buts, avec sa propre reproduction. C'est le cas de l'exploitation dans le cadre de la baisse tendancielle du taux de profit. L'exploitation est une contradiction pour les rapports sociaux mêmes dont elle est le mouvement, elle trouve dans ces rapports sociaux son contenu et sa définition, mais elle trouve là également, en tant qu'exploitation sa propre contradiction, sa propre remise en cause. Cela se développe dans le cours de l'accumulation comme contradiction entre le surtravail et le travail nécessaire. Dans cette contradiction apparaît que l'existence sociale du prolétariat, la subsomption du travail sous le capital qui n'a pour contenu et existence que l'extraction de surtravail, est en contradiction avec la reproduction de son face à face avec les conditions de travail, en tant que travail nécessaire pour le capital. C'est-à-dire que cette mise en rapport nécessaire, pour le capital, est en contradiction avec sa propre accumulation. "Par suite des conditions de la production capitaliste, l'ouvrier doit produire toujours davantage de surtravail, tandis que le travail nécessaire rendu libre augmente de

l'autre côté. Ses chances de paupérisme augmentent donc." (Marx, "Fondements...", Ed. Anthropos, t. 2, p. 105). La situation dans laquelle l'ouvrier est ravalé au rang de pauvre effectif, n'est que l'état extrême de la contradiction à l'intérieur du mouvement dont l'exploitation constitue la dynamique. En même temps, sa propre réussite est constamment la remise en cause de la poursuite du procès d'accumulation lui-même, c'est-à-dire de sa propre reproduction comme dynamique contradictoire. Il n'est nul besoin de cet aboutissement pour que la contradiction existe. "Le capital doit donc créer sans cesse du travail nécessaire pour en extraire du surtravail : il doit l'augmenter (...) pour accroître son excédent, mais il doit en même temps, abolir le travail nécessaire pour en faire du surtravail (...) en même temps, et à mesure que le capital crée du surtravail, il crée et abolit le travail nécessaire" (d°, p. 357). Le capital ne peut créer du travail nécessaire que s'il est susceptible de le transformer en surtravail c'est-à-dire que s'il accroît sa valorisation et seul cet accroissement lui permet de reposer le travail nécessaire. Chaque terme n'existe que par son contraire. L'exploitation, extraction de surtravail dans la subsumption du travail sous le capital mais aussi relation médiate du travailleur avec ses conditions subjectives d'existence, est bien la contradiction entre le prolétariat et le capital, parce qu'elle est dans le mode de production capitaliste lui-même, une contradiction, c'est-à-dire une contradiction pour elle-même.

Pour HS, l'exploitation n'est tellement plus rien qu'HS peut en arriver à produire l'autoprésupposition du capital sans qu'il soit question d'exploitation, la reproduction du face à face entre la force de travail et les moyens de travail, capital potentiel, n'est pas ici le résultat du procès de production dans lequel il aurait fallu parler d'exploitation, mais de la "domination" du capital sur ses propres conditions de reproduction. Mais d'où sort cette "domination" si ce n'est de la nature même du rapport d'exploitation. La classe ouvrière lui appartient, ainsi que les moyens de travail et il est maintenant (subsumption réelle) le seul principe définissant l'une et les autres (p 64-65-66-67). Tout cela, à la rigueur, est bien vrai, mais une autoprésupposition c'est par définition un mouvement, et là nous n'avons qu'un face à face statique.

Enfin, quand il faut en arriver à la synthèse des "deux niveaux", c'est là qu'on s'aperçoit que ce qui, même dans la thématique de HS, pouvait être abstrait comme exploitation a disparu. "On a distingué au début de cet article deux façons d'aborder les rapports entre la subordination du travail au capital et l'exploitation : la première façon est la façon théorique pour laquelle ce sont les modalités de l'extraction de la plus-value qui déterminent à chaque période du MPC les formes du rapport de subordination ; la seconde est la façon historico-pratique pour laquelle, au contraire, ce sont les formes du rapport de subordination qui rendent possibles telle ou telle modalité concrète de l'exploitation..." (p 73). La première façon partirait donc de l'exploitation c'est-à-dire des modalités de l'extraction de la plus-value, mais ces modalités sont-elles différentes de ce qui était (p. 55) appelé "conditions de l'appropriation du travail vivant par le capital", c'est-à-dire la "subordination" elle-même? Durant tout le texte HS nous a décrit les "modalités" ou les "conditions" comme étant la subordination. En fait, les deux façons d'aborder les rapports entre travail et capital sont, dans le développement d'HS, identiques. L'une est nulle et l'autre est tout. Celle qui est tout ayant absorbé celle qui est nulle. La subordination a tout avalé, l'exploitation a disparu. Elle n'a pas disparu au sens où HS dirait que le prolétariat n'est pas ou n'est plus exploité, mais HS ne parvient pas, contrairement à son projet, à distinguer exploitation et subordination, la subordination est tout, y compris l'exploitation.

Il semblerait que la querelle se réduise à une querelle de mots : appeler le processus d'ensemble "exploitation" ou "subordination". S'il en était ainsi, la querelle n'aurait qu'un piètre intérêt. Mais il n'en est pas ainsi. HS absorbe tout dans la subordination après l'avoir distinguée de l'exploitation, c'est donc dans sa spécificité de contrainte, de mise au travail, de création des conditions de l'exploitation, que la subordination avale l'exploitation. Il en résulte

que malgré l'emploi des termes ce sont l'implication réciproque entre le prolétariat et le capital et l'autoprésupposition du capital qui ont disparu. L'approche en terme de subordination ne peut pas contrairement à ce que prétend HS "envisager les choses du point de vue de la reproduction d'ensemble du MPC" (p. 51), parce qu'il lui manquera toujours (distinguée de l'exploitation) le pourquoi, la raison d'être et la reproduction de cette subordination. A moins de considérer le cours du MPC comme un éternel recommencement de l'accumulation primitive. C'est ce que tend à faire la problématique de la "double ressource" où le capital puise dans la société ses éléments nécessaires pour se les subordonner, car on ne peut dire simultanément que le capital a lui même créé ces éléments et qu'il se les subordonne. S'il les a lui même créés, ils sont tels que ne pouvant qu'être subordonnés, donc il n'a pas à la faire (ou une simple opération d'ajustement), s'il se les subordonne c'est qu'il ne les a pas présupposés. La question fondamentale que l'on est amené à se poser est la suivante : pourquoi HS introduit-elle cette distinction entre une approche par la subordination et une approche par l'exploitation? Que les deux ne soient pas identiques, on en convient, qu'elles supposent deux approches différentes dont il faille "distinguer clairement les enjeux", c'est ça qui est obscur. D'autant plus obscur, qu'HS, en définitive, ne nous dit rien sur ces enjeux impliqués par l'une ou l'autre approche. A quelle(s) conclusion(s) différente(s) sur le cours des luttes de classes et la production du communisme mène l'une et l'autre approche, c'est cela que nous attendons quand on nous parle d'enjeu, et on ne voit rien venir. Pour nous il n'existe pas une approche par l'exploitation et une approche par la subordination ayant des enjeux différents. Dans le premier cas, nous avons une approche conceptuelle, structurelle, du mode de production capitaliste ; dans le second, une configuration historique et toute approche de la lutte de classes peut être effectuée dans une configuration historique parce qu'elle est analysée conceptuellement comme exploitation. HS crée un "problème" là où il n'y en a pas, et surtout sans dire pourquoi il faut créer et "résoudre" ce problème.

Ce n'est que dans l'ultime paragraphe du texte que l'on va comprendre l'enjeu, sans que cela soit cependant explicitement énoncé ainsi : "En mettant en exergue la problématique de la subordination, on ouvre la voie d'une "phénoménologie" de la lutte des classes qui dépasse aussi bien les platitudes sociologiques que la mécanique marxiste en unifiant l'ensemble des phénomènes sociaux au niveau de la contrainte au surtravail -- essence de la subordination." (p. 75). Voilà une bien étrange "phénoménologie" qui se fait fort d'unifier les phénomènes au niveau de leur essence. La mise entre guillemets a remplacé la "mise entre parenthèses". Donc : "phénoménologie" contre "mécanique marxiste" ; "subordination" contre "exploitation". Pour avoir les tenants et les aboutissants de tels enjeux il faut passer au texte suivant.

Remarquons tout d'abord que la "mécanique marxiste" rend encore bien des services à HS qui donne à cet article la mission de présenter "une vue d'ensemble de l'histoire du capital" constituant un "procès global", obéissant à une "logique contradictoire" ; histoire du capital qui a "un début et une fin", qui est "invariante" mais qui "évolue vers la production des conditions effectives (souligné par nous) de la révolution communiste." (p. 79).

Pour son analyse historique du MPC, HS reprend naturellement sa distinction fondatrice entre exploitation et subordination. Là encore la distinction n'est que formelle dans la mesure où la subordination s'analysant en trois moments (marché du travail, procès de travail, reproduction du prolétariat) englobe comme son deuxième moment l'exploitation. Si la subordination englobe, il n'y a qu'une seule approche, l'exploitation étant comprise dans celle-ci. Ou alors, s'il y a deux approches, c'est que l'approche par la subordination est l'approche par le "marché du travail" et la "reproduction" (ce qu'HS ne peut se permettre de dire). La subordination, non seulement est première théoriquement (quoi qu'en dise HS, dans la mesure où elle est englobée dans la subordination, l'inverse n'étant jamais envisagé) et historiquement, elle constitue la totalité du rapport, mais encore elle est le seul critère d'analyse pouvant rendre

compte des luttes des classes. Prolétaires et capitalistes ne pourraient s'affronter sur l'exploitation car ni les uns ni les autres, nous apprend HS, ne savent ce que c'est. "Ni le capitaliste, ni le prolétaire ne mesurent l'exploitation. Ni l'un, ni l'autre ne savent quand finit le travail nécessaire et quand commence le surtravail. Mais les deux classes savent parfaitement ce qu'est la subordination, et c'est sur le terrain de la subordination qu'elles s'affrontent." (p. 81). Une telle affirmation est proprement stupéfiante. Quand les rédacteurs d'Hic Salta se baignent, ils ont besoin d'un thermomètre pour savoir si l'eau est froide!

Il se peut que capitalistes et prolétaires ne sachent pas quand finit le travail nécessaire et quand commence le surtravail (encore que la distinction entre section I et section II équivaut à quelque chose près à celle entre surtravail et travail nécessaire, ce dont les capitalistes sont tout à fait au courant, ainsi que les organismes d'études syndicaux), mais les uns (les capitalistes) savent que sans incorporation du travail vivant dans le procès de production il n'y a pas de valorisation et que celle-ci s'accroîtra avec l'intensité du travail demandé au prolétaire, les autres (les prolétaires) savent que toute la production qui est la leur est propriété du capitaliste. Il n'y a nul besoin de posséder la théorie du salaire comme valeur de la force de travail devenant "prix du travail", pour savoir que le capitaliste verse à l'ouvrier une fraction de l'argent résultant de la vente de la production. Il n'y a qu'à voir l'indignation ouvrière lorsque le patron refuse d'augmenter les salaires lorsque ses bénéfices sont en progression (Alsthom), ou lorsque dans les mêmes circonstances il supprime le salaire en licenciant (Michelin). N'avons-nous pas la même "connaissance" du travail nécessaire et du surtravail dans les luttes sur les cadences, la réduction du temps de travail? L'affirmation d'HS demande d'exclure des luttes de classes la lutte sur les salaires, les rythmes de travail, les temps de pause, la durée de la journée de travail, etc. Il est possible qu'HS parvienne à traduire tout cela en termes de subordination (à coeur vaillant rien d'impossible), mais alors autant dire simplement, une fois pour toutes, que celle-ci est tout et arrêter de discuter sur une distinction que l'on fait disparaître à la première occasion. L'exploitation n'a pas plus de réalité qu'une abstraction numérique, au surplus inconnaissable.

Evacuer l'exploitation du terrain de l'affrontement entre les classes c'est évacuer de ce terrain l'implication réciproque entre les classes qui trouve là sa substance et qui sans cela n'est saisie que comme un rapport disciplinaire. C'est évacuer de cet affrontement qu'il est une histoire, car c'est dans l'exploitation que l'on a la racine effective de l'accumulation. C'est évacuer que les termes qui s'affrontent n'agissent pas par rapport à un mouvement extérieur de l'accumulation comme étant les conditions de l'affrontement; logiquement, HS ne part jamais dans ses analyses particulières de la lutte des classes des deux côtés simultanément, c'est-à-dire d'un rapport, mais toujours du capital qui écrit dans le prolétariat ce que celui-ci doit faire comme sur une page blanche. Evacuer l'exploitation, c'est encore évacuer que c'est dans ce rapport d'exploitation, celui du travail nécessaire au surtravail, et seulement à partir de là, que se noue comme contradiction entre des classes, le fait que le capital est contradiction en procès. C'est dans l'exploitation que le prolétariat est en contradiction avec l'existence sociale nécessaire de son travail comme capital et que la baisse du taux de profit devient une contradiction entre des classes. C'est enfin évacuer que c'est dans ce rapport que le prolétariat est constamment en contradiction avec sa propre reproduction comme classe, car produisant face à lui les conditions de sa reproduction comme l'existence d'une classe antagonique. Il n'est jamais confirmé par l'effectuation de son travail dans la mesure même où celui-ci est activité d'un autre et où son produit lui échappe. Voilà, à partir de l'exploitation, une "essence" des luttes de classes qui passera toujours par dessus la tête de toutes les "phénoménologies". Sur la base des "trois moments complémentaires de la subordination", HS produit une structure explicative des luttes de classes et des crises insurrectionnelles. "Quand la rentabilité du capital est élevée et que l'accumulation du capital crée une demande importante de main d'oeuvre, le prolétaire en profite pour demander un allègement de sa subordination (celui qui

n'a pas lu Hic Salta réclame une augmentation de salaire, nda). Et inversement, quand la rentabilité baisse, le capital cherche à imposer une aggravation de la subordination pour renforcer la contrainte au surtravail qui est la raison d'être de la subordination." (p.81). Ce n'est pas la "contrainte" au surtravail qui est la raison d'être de la subordination, mais l'extraction de surtravail. Dire que la contrainte au surtravail est la raison d'être de la subordination c'est, dans la problématique même d'HS, dire que la subordination est la raison d'être de la subordination, ce qui peut-être correspond mieux à ce que pensent les auteurs. Donc, quand "ça va bien", le prolétariat demande un allègement de sa subordination. Qu'est-ce que cela signifie? Cela n'est pas précisé dans le texte, puisque tout le monde est censé savoir ce qu'est la subordination. Ce que l'on peut voir dans ce type de situation c'est une lutte pour des augmentations de salaires, la baisse de l'intensité du travail, la réduction de la durée du travail, c'est-à-dire la redéfinition du partage entre travail nécessaire et surtravail, dont il n'est pas utile de connaître la valeur numérique du rapport pour en réclamer sa diminution.

Inversement, "quand la rentabilité baisse", le capital par une baisse des salaires directs ou indirects, un accroissement de l'intensité du travail, un allongement de sa durée et plus généralement par une modification d'ensemble du rapport d'exploitation comprenant tout ce qu'HS nomme "subordination" cherche à modifier cette fraction dont il n'a, lui également, nul besoin de connaître la valeur numérique pour savoir qu'elle lui est insuffisante. Ici, nous sommes encore dans les "modèles" généraux d'HS permettant de progresser dans la voie de cette "phénoménologie" historique.

Voilà la forme générale de cette "phénoménologie" : "L'activité de crise (il faudra revenir sur cette notion qui semble centrale dans la problématique de la révolution et de la production du communisme telle que cherche à la produire HS, mais qui est toujours évoquée et jamais définie, comme du reste tout ce qui touche à cette production) consiste alors, pour le prolétariat, à attaquer la subordination où le tient le capital dans les modalités où celui-ci juge précisément nécessaire d'aggraver la subordination pour rétablir son taux de profit." (p. 84). C'est une telle structure qui se modèlerait historiquement (elle ne peut être produite comme essentiellement historique, nda) selon les phases de l'accumulation du capital. Ce ne sont pas les évolutions d'une contradiction entre les classes qui sont définies, mais les réactions successives du prolétariat aux conditions capitalistes. Le principe de cette modulation historique réside dans la succession des "moments de la subordination" comme objets de l'attaque du capital et dans la succession de ceux qui servent d'appui à l'affirmation du prolétariat. Par exemple : le capital attaque sur le deuxième moment (procès de travail), le prolétariat réplique en s'appuyant sur le troisième moment : la reconnaissance de sa reproduction comme intégrée à la reproduction du capital. En fait, quand on passe au développement historique, HS a beaucoup de mal à tenir le modèle formel proposé : le moment de la reproduction servant d'appui, dans l'exemple, devient la gestion démocratique, ce qui n'est pas vraiment pareil.

Pour la "subordination formelle" : "l'affirmation du prolétariat repose sur la centralité du travail vivant, et la revendication portée par le soulèvement est celle de la participation à la vie sociale" (p. 89). Participation qui, si nous comprenons bien le modèle, doit être identifiée aux premier et deuxième moments de la subordination. Quant au communisme théorique, dans cette période "c'est toujours en dehors de la sphère de la production proprement dite qu'il se place d'abord pour résoudre la contradiction sociale (...) Cette dimension politique du programme prolétarien montre bien comment le communisme est projeté à partir de la réalité concrète de la subordination plus qu'à partir de l'analyse abstraite de l'exploitation." (p. 91). On serait tenté de demander à HS pourquoi ces prolétaires veulent, il est vrai, un changement politique si ce n'est pour se débarrasser de cette réalité bien concrète de l'exploitation qui leur pèse cruellement sur les épaules 14 heures par jour. La distinction d'une "activité prolétarienne" et d'un "communisme théorique" posant le projet communiste au travers de la

politique est bien délicate. Le chartisme : activité prolétarienne ou communisme théorique? De façon générale, le programmatisme : activité prolétarienne ou communisme théorique? Il y a là, à la base une vision bizarre de la théorie, distinguée / séparée de l'activité prolétarienne qui aurait mérité, pour le moins, une explication théorique.

Pour la "subordination réelle" : "Le prolétariat a gagné la citoyenneté politique" (p. 96). Il s'ensuit que dans une première phase (1890 - 1945) : "Le prolétariat s'affirme sur la base de la citoyenneté acquise dans les premier et troisième moments (un tel raccourci entre les rapports de production et la sphère politique mériterait quelques explications, nda) - quitte à la critiquer dans sa forme bourgeoise - et cherche à s'opposer à la pression capitaliste - dans le deuxième moment - visant à tayloriser / fordiser le procès de travail. (...). La forme conseil est alors la forme qui permet de contester au niveau de l'exploitation immédiate, la deuxième dépossession que le capital a commencé à mettre en place depuis le début de la période de la subordination réelle..." (p. 96-97). En ce qui concerne la deuxième phase de la "subordination réelle" (1945 - aujourd'hui), le texte se contente d'évoquer la période 45 - 70. L'analyse distingue alors la partie orientale du capitalisme mondial et sa partie occidentale. Pour la première, il semble que l'on soit encore au niveau de l'articulation entre les moments de la subordination à l'oeuvre dans la période précédente ("subordination formelle"). Pour la "partie occidentale", nous n'apprenons rien : "Située au point haut du deuxième cycle long de la subordination réelle, la crise de Mai 68 est une forme de transition entre les crises type de la période antérieure et ce qu'on peut anticiper des crises à venir." (p. 98). En ce qui concerne le "communisme théorique" dans la première phase de la subordination réelle, il est dominé par les problématiques de l'autogestion et de la critique de la politique ; dans la seconde phase il est défini par la critique de cette problématique de l'autogestion débouchant sur une critique systématique du programmatisme et du travail amenant " la formation d'une théorie communiste qui pose comme sa base de recherche le principe que la révolution n'est pas transcendance de l'affirmation du prolétariat dans la crise et a fortiori dans ses luttes quotidiennes." (p. 100).

Nous procéderons d'abord à quelques remarques et critiques internes à ce discours avant de nous poser la question de la signification de la production d'un tel arc historique. En ce qui concerne la subordination formelle, la mise en avant de la dimension politique à la fois des luttes ouvrières, des périodes insurrectionnelles, et du communisme théorique est essentielle. Mais celle-ci ne résulte pas des "formes de la subordination" opposées à "l'analyse abstraite de l'exploitation". La dimension politique est le résultat de la réalité bien concrète de l'exploitation. Les périodes insurrectionnelles sont chaque fois l'aboutissement de périodes de grèves dures, longues, sur les salaires, le tarif, la durée du travail, contre le tâcheronnage etc., dans les ateliers et les manufactures. Le bris de machines est également une action à l'intérieur du lieu de travail proprement dit où le prolétariat a la capacité de poser sa "centralité" dans le procès de travail en raison de ses caractéristiques, mais cette centralité n'est pas pour soi, elle est pour le capital et donc n'est pas en soi quelque chose sur lequel le prolétariat puisse se reposer comme un acquis. En Angleterre les Luddistes mènent de véritables assauts militaires contre les manufactures (cf. Thompson, "La formation de la classe ouvrière anglaise"), et en France entre février et juin 48 les ouvriers utilisent d'abord les Ateliers Nationaux comme un instrument de lutte (de chantage) pour obtenir des augmentations de salaire dans leur atelier ou manufacture. Ateliers qu'ils occuperont en juin. Version Hic Salta : "Il est caractéristique que les lieux de travail ne soient pas concernés, comme si toute la force de production se trouvait dans les mains des ouvriers eux-mêmes et ne prenait nullement la forme de capital constant". (p. 89).

Le "communisme théorique" qui travaille ces ouvriers parisiens a comme thème central "l'organisation du travail". Le communisme est projeté à partir de la situation de "spoliation" du travailleur dans le procès de production, c'est le point de départ vers "l'organisation du

travail". La politique est alors, comme le dit HS, le moyen de cette réorganisation, mais si elle est le "moyen" elle n'est pas "le point de départ" de cette projection. De "l'Union ouvrière" de Flora Tristan aux "ateliers sociaux" de Louis Blanc, le thème socialiste dominant c'est avant tout : comment organiser le travail sans les capitalistes. Les idées de Cabet, Saint Simon, Fourier, sont discutées dans une multitude d'associations, de fraternités ouvrières, de journaux, dans les banquets. Les loges de compagnons travaillent à leur unification pour organiser eux-mêmes les métiers. Partout le thème du travail seul créateur de la richesse est le plus petit commun dénominateur entre tous ces groupes tant de réflexion théorique que d'organisation politique. Il faut libérer le travail de la spoliation des bourgeois, il faut transformer cette centralité en soi dans l'atelier en centralité pour soi, cette centralité n'est pas une situation acquise, l'exploitation est une idée très concrète dans la tête et dans l'action de ces prolétaires. C'est pour cette transformation qu'il faut la "réforme politique". Il est vrai (cf. Alain Faure et Jacques Rancière : "La parole ouvrière 1830 - 1851", Ed. 10 / 18) que pour la plupart de ces groupes ouvriers, et comme le montrent les insurrections, cette "organisation du travail" est empêchée d'exister parce que la loi appartient aux bourgeois et qu'il est nécessaire que le peuple fasse de bonnes lois. Cependant, même s'il est loin de représenter la tendance dominante de l'époque, on ne peut résister au plaisir de citer M. Rozier, coiffeur, qui à Paris, au banquet communiste de 1840, s'adresse à ses compagnons en ces termes : "Des exploiters de révolutions s'intitulent nos défenseurs pour nous entraîner dans des réformes purement politiques. Or, isolée de la réforme sociale, la réforme politique est un odieux mensonge, car elle conserve la vieille société, et avec elle l'exploitation de l'homme par l'homme ; parce qu'elle ne guérit pas les tortures morales et les souffrances physiques du peuple ; parce que si les exploités veulent jouir de leurs droits politiques, les exploiters cruels et jaloux les jetteront dans la rue, où ils seront en proie à la misère ; par conséquent les travailleurs sacrifieront leurs droits à leur existence, ou bien, s'ils ne peuvent renoncer à toute dignité humaine, ils prendront les armes ; mais aussi la tyrannie sera d'autant plus dangereuse que c'est sur une constitution en apparence démocratique qu'on s'appuiera pour les mitrailler. Donc les révolutionnaires sans principes ont tendu un piège à l'intelligence humaine en proclamant une réforme exclusivement politique. (...) Vous vous êtes trompés, messieurs les jouisseurs, messieurs les routiniers politiques. Le peuple a enfin compris que vous n'avez pu le détourner des idées sociales qui seules doivent accomplir le bonheur de l'humanité ; ce qu'il veut, c'est la satisfaction de ses besoins physiques et moraux. Si pour arriver à ce but, nous, communistes, nous parlions pour le moment de réforme politique, nous serions des niais sans conviction, ou des explorateurs comme cette foule d'intrigants qui éternisent l'exploitation physique et morale du peuple, spéculant sur des erreurs qu'ils s'efforcent d'entretenir. Nous le répétons donc hautement : A l'égalité répartition des droits et des devoirs, c'est-à-dire à la communauté des travaux et des jouissances!" (op. cit., p. 296-297). Marx ne dira rien d'autre dans les dernières pages de son article "Le roi de Prusse et la réforme sociale" en 1844. Et si en 1848, les dix mesures énoncées dans le "Manifeste du parti communiste", comme le programme immédiat de la domination politique du prolétariat, ne contiennent, comme le fait remarquer HS, aucune remarque sur les salaires et les conditions de travail, c'est qu'en tant que mesures sociales elles vont bien plus loin que ça : elles contiennent une réorganisation du travail (mesures 5, 6, 7, 8 et 9) qui est alors le thème dominant de la lutte contre l'exploitation. Nous laisserons de côté la phénoménologie des insurrections en signalant seulement que s'il y a "enfermement du prolétariat" (p. 89) en juin 48, c'est en premier lieu parce qu'il est encerclé et non parce qu'il s'enferme lui-même (cf. la description des combats par Engels in "La Nouvelle Gazette rhénane" t.1, p. 195 à 203, Ed. Sociales - Engels oublie, ce qui renforcerait son propos, de signaler les sabotages de voie ferrées à l'extérieur de Paris (Paris-Rouen) et l'appui sur les "villages" ouvriers entre les barrières de l'octroi et les fortifications), et en rappelant que durant toute cette période quartiers ouvriers et lieux de production sont

identiques, jusqu'à la situation extrême des canuts.

S'il est globalement exact que la révolte ouvrière vise dans un premier temps la participation politique, malgré la lumineuse intervention de Rozier, celle-ci n'a de sens, n'est "projetée" qu'à partir de la situation concrète de l'exploitation. Il est exact, comme le dit HS que "la solution passe alors en premier lieu par la sphère politique" (pas évident cependant en ce qui concerne l'insurrection lyonnaise de 1831), mais elle ne fait que passer, ce n'est jamais qu'un moyen, l'objectif central et la raison d'être de ce moyen c'est "l'organisation du travail".

En ce qui concerne la "subordination réelle", il est beaucoup plus délicat de mener une critique interne des conceptions d'HS sur les luttes de classe et insurrections de cette époque dans la mesure où les rédacteurs d'HS demeurent eux-mêmes relativement discrets. Il y a bien sûr quelques considérations sur les Conseils, la révolution allemande, les comités de fabrique en Italie, une évocation de la guerre d'Espagne, mais rien par exemple sur la révolution russe qui est pourtant "l'analyste" essentiel de la période. La révolution "l'emportant" et son contenu devenant contre elle-même le procès même qui fonde la contre-révolution, celle-ci permet le plus commodément de cerner les limites de cette période.

L'analyse des conseils avancée par la revue "Hic Salta" est une des rares réflexions cherchant à rendre compte de la forme par rapport à son contenu, à concevoir cette forme comme forme d'un contenu. "Dans les crises de la période de la subordination réelle, et le plus nettement dans celles du premier cycle long, le prolétariat s'affirme sur la base de la citoyenneté acquise dans les premier et troisième moments de la subordination - quitte à la critiquer dans sa forme bourgeoise - , et cherche à s'opposer à la pression capitaliste - dans le deuxième moment - visant à tayloriser / fordiser le procès de travail. Certes, l'activité de crise (pour "Hic Salta" : activité du prolétariat dans le blocage de l'échange salarial qui entraîne son soulèvement, nda) n'est pas une défense et illustration de la participation prolétarienne à la vie démocratique. Au contraire, celle-ci subit, dans le développement des conseils ouvriers, une critique radicale. Mais c'est au niveau de la production immédiate (deuxième moment) que cette forme trouve sa vitalité. La forme conseil est alors la forme qui permet de contester, au niveau de l'exploitation immédiate, la deuxième dépossession que le capital a commencé à mettre en place depuis le début de la période de la subordination réelle - et que les syndicats et partis acceptent à présent de cogérer. En s'efforçant de prendre le contrôle des usines, le prolétariat essaie de reconquérir, en termes de gestion, ce que le travail vivant a perdu, dans l'accumulation du capital fixe, en termes de qualification et d'autonomie (c'est la deuxième dépossession, la première étant simplement la vente de la force de travail, nda). C'est au nom de cette perte, et pour l'approfondir (deuxième dépossession) que le capital cherche à renforcer la subordination du travail dans l'exploitation immédiate. Et c'est au nom de son droit, acquis par la démocratie, à dire son mot dans la gestion de la société que le prolétariat s'oppose à cette offensive capitaliste et cherche à imposer son contrôle sur la production. Ce faisant, il ne peut bien sûr que remettre en cause simultanément les formes de la démocratie bourgeoise, et ce d'autant plus qu'elles sont elles-mêmes inachevées dans les zones de faiblesse capitaliste où éclatent les crises (Allemagne, Italie, Espagne)." ("Hic Salta", p. 96-97). Dans cette perspective, les conseils ouvriers sont réellement compris dans leur forme par rapport à leur contenu : la gestion est une réponse prolétarienne à la dépossession de la qualification dans le procès de travail. Le problème c'est que tout n'est vu que d'un seul point de vue : celui du développement de l'accumulation capitaliste face à laquelle l'activité du prolétariat n'est toujours qu'une réponse dictée. Le prolétariat n'est ici qu'une page blanche où s'écrit à l'envers le développement du capital. L'activité du prolétariat n'est pas saisie à partir de ce qu'il est dans sa contradiction avec le capital. C'est le problème général d' "Hic Salta", son angle mort : pourquoi cette opposition entre le prolétariat et le capital produit-elle un dépassement, et pourquoi ce dépassement a-t-il le contenu proclamé du communisme ? Cette vision "d'un seul point de vue" élimine en fait la question, elle est déjà résolue. Les conseils,

réponse prolétarienne à la "deuxième dépossession", se fondant sur l'acquis de la démocratie, sont une volonté d'imposition de cette démocratie dans la production elle-même. La forme a été si bien "expliquée" qu'elle n'est plus un contenu. Elle n'est plus qu'une réponse et n'est pas comprise comme la libération du producteur, l'affirmation du travail. A ce moment là le problème de l'impossibilité de cette libération posée dans ses propres termes comme gestion est évacué. En fait c'est alors la compréhension des conseils comme forme de la révolution dans ce moment historique particulier, qui est laissée de côté. On peut critiquer les conseils comme gestion, les fonder par rapport à l'accumulation du capital, mais on ne les a réellement critiqués comme forme et contenu de la révolution que quand on les a posés comme tels, c'est-à-dire quand on produit cette gestion comme l'impossibilité même de la révolution par rapport à ses propres caractéristiques historiques, c'est-à-dire quand on produit la libération du travail comme gestion, donc comme son impossibilité, et non quand on pose d'entrée la gestion comme une réponse dictée par le capital, dans ce cas on a perdu l'activité spécifique du prolétariat dans sa contradiction avec le capital.

La forme conseil est en tant que telle l'affirmation de la classe des travailleurs productifs, et en tant que telle cette classe ne peut rien faire tant qu'elle considère que sa propre existence libre est immédiatement et en tant que telle le contenu du communisme, si ce n'est se figer dans sa forme : les conseils. Elle ne peut que, à partir d'elle-même, impliquer les formes sociales existantes de la représentation du prolétariat dans le mode de production capitaliste comme sa contre-révolution, parce qu'en elle-même, ayant fait du travail productif son alpha et son omega, elle n'a tragiquement, dans sa volonté de rompre son isolement d'avec les moyens de production, pas d'autre programme que la valeur et le capital. Son point de vue est toujours celui des moyens de production, un point de vue qui soumet la reproduction de l'ensemble de la société à une sphère particulière et qui ne peut exister que dans la mesure où cette sphère est séparée des autres activités humaines. Par son contenu, cette révolution des producteurs se fige dans sa forme. Elle ne peut avoir en tant que telle que le but limité d'une réorganisation de la production qui soit la domination sociale de sa propre nature de producteurs : la société comme le vaste métabolisme du travail productif, c'est-à-dire de la valeur qui ne devrait pas se développer en capital. L'affirmation du travail ne peut concevoir la séparation du travail et du capital que comme une question de propriété et non l'éloignement du produit du travail comme inhérent à la nature même du travail en ce qu'il est ce travail productif de valeur qui est l'essence même de l'affirmation des producteurs. La fin de l'isolement en terme de direction ou de propriété du travail par rapport aux moyens de production n'efface en rien leur caractère de capital, cela tant que le travail s'affirme dans ce qui est sa nature même dans le mode de production capitaliste, c'est-à-dire comme travail productif, et ce n'est qu'ainsi qu'il peut s'affirmer.

Le prolétariat ne peut se libérer sans s'abolir, or les conseils ne peuvent être que la tentative d'érection de ce qu'il est dans la société capitaliste (classe du travail productif) en pôle absolu de la société. En cherchant à libérer sa puissance sociale existante dans le capital, cette affirmation du prolétariat se retourne contre elle-même et ne peut que se constituer en tant que reproduction du capital en contre-révolution, avec laquelle elle ne se confond pas mais qu'elle implique comme sa défaite programmée. Si l'on s'affirme en tant que classe du travail productif, on affirme en même temps, même en voulant les reprendre en soi, la valeur et le capital. C'est là, pour les conseils, leur base, leur existence et leur nature, leur demander d'être l'abolition du prolétariat c'est leur demander d'être autre chose que ce qu'ils sont, c'est-à-dire les producteurs se reconnaissant et s'affirmant comme tels.

La prochaine révolution aura à abattre le conseillisme du démocratisme radical et des syndicats, non parce qu'il sera un "faux conseillisme", mais parce qu'il sera le vrai et le seul conseillisme de cette période. Cette révolution se trouvera non pas à devoir achever tout ce qui avait été commencé dans les révolutions précédentes, mais se trouvera face justement à ce

que tous les partis et les syndicats du mouvement ouvrier avaient combattu et qu'ils prendront alors en charge. Elle n'aura pas face à elle des formes politiques de la contre-révolution mais des formes sociales. Les conseils ouvriers, là où le développement actuel du capital aura laissé la possibilité d'en former, seront la justification de la contre-révolution. La classe révolutionnaire est bien le prolétariat, même au sens strict de classe des travailleurs productifs de plus-value, mais la révolution ne partira plus jamais des usines et y restera encore moins. Cette révolution sera celle de l'époque où la contradiction entre les classes se situe au niveau de leur implication réciproque et de leur reproduction. Et "le maillon le plus faible" de cette contradiction, l'exploitation qui relie les classes entre elles, se situe dans les moments de la reproduction sociale de la force de travail, là où justement, loin de s'affirmer, la définition du prolétariat comme classe du travail productif apparaît toujours (et de plus en plus dans les formes actuelles de la reproduction) comme contingente et aléatoire, non seulement pour chaque prolétaire en particulier, mais structurellement pour l'ensemble de la classe. Ce n'est qu'à partir de là que la révolution pourra investir la production pour l'abolir en tant que moment particulier des rapports entre les hommes et abolir par là-même le travail dans l'abolition du travail salarié. C'est dans ce procès de la révolution que la propre définition du prolétariat comme classe des travailleurs productifs apparaîtra réellement, en actes, comme limitée. La définition du prolétariat n'est plus une catégorie socio-économique, tout comme celle de la classe capitaliste, mais la polarisation, comme activités, des termes de la contradiction qu'est l'exploitation, ce qui est déjà pour chaque lutte le critère permettant de juger de son approfondissement et de la mise à jour de ses propres causes.

Cela nous a un peu éloignés d'Hic Salta, mais il était utile de mener une critique des conseils qui évite de les considérer comme une simple réponse dictée par le capital (HS) ou comme une erreur par rapport au "véritable" contenu de la révolution posé comme une norme (Dauvé : "Quand meurent les insurrections").

Quant à la seconde phase de la "subordination réelle", il n'y a là, dans HS, strictement rien : quelques lignes sur Mai 68 comme forme de transition et surtout le vide absolu sur la période 70 à aujourd'hui, c'est-à-dire tout de même 30 ans ! Nous n'avons droit qu'à une indication sur la crise à venir : "Les trois moments de la subordination sont également l'objet de l'offensive capitaliste." (p. 81). En outre, comme pour toutes les autres périodes, HS fait l'impasse sur le problème de la liaison entre luttes immédiates et ce qui est appelé "crises insurrectionnelles". Cet embarras d'HS sur la période 45-70, puis surtout sur la période suivante ne trahit qu'une seule chose : un découpage erroné des cycles de luttes. On peut discuter sur l'ouverture de la "subordination réelle" en 1896 ou au moment de la première guerre mondiale, la question porte à ce moment là sur l'analyse que l'on fait de la grande époque de la Social-démocratie et du Syndicalisme révolutionnaire (nous penchons pour une ouverture avec la guerre), mais ce qui n'est pas discutable c'est l'achèvement de ce premier cycle de la subordination réelle au début des années 70. Ce cycle est celui de l'identité ouvrière, de la reproduction du prolétariat à l'intérieur du mode de production capitaliste, le posant en rival de celui-ci. En effet, il est très beau de parler pour ce cycle des conseils allemands et de la révolution espagnole, mais ce cycle est aussi et peut-être surtout celui du "communisme réellement existant", du "stalinisme". C'est cette identité ouvrière confirmée à l'intérieur de la reproduction du mode de production capitaliste, qui relie conseilisme, auto-organisation, autogestion et stalinisme, malgré les contradictions, les combats farouches entre eux, qu'il ne s'agit pas de nier et que tout au contraire on comprend comme un véritable combat, comme un affrontement violent, dans la mesure même où l'on comprend simultanément ce qui les relie.

Avec ce cafouillage sur le dernier cycle de luttes, c'est le problème essentiel que pose le découpage d'HS qui apparaît : il n'y a rien au-delà du programmatisme. HS ne réalise pas une énième version d'une théorie programmatique plus ou moins décomposée, la révolution, la production du communisme, sont bel et bien abolition du capital et par là-même du

prolétariat, mais HS ne conçoit cela que comme l'envers du programmatisme devenu impossible et non comme la production du communisme à partir du dépassement produit dans un nouveau cycle de luttes par une contradiction entre le prolétariat et le capital portant le dépassement du programmatisme. Nous sommes, de façon beaucoup plus construite que dans la brochure "Catastrophe et Révolution", là aussi dans une problématique de la révolution par défaut. Et ce ne sont pas les analyses des luttes périphériques effectuées dans l'ultime texte d'HS, qui peuvent donner l'impression contraire. La problématique même de ce texte considérant l'accumulation du capital (mais y-a-t'il encore accumulation ou seulement jeu à somme nulle dans cette "péréquation duale"?) comme une "peau de chagrin" interdit de comprendre la situation actuelle autrement que comme le cours vers une situation enfin réalisée (au centre) de programmatisme enfin disparu.

Au-delà de l'incroyable cécité face aux transformations du rapport d'exploitation et des modalités de la transformation de la plus-value en capital additionnel, il y a trois erreurs dans cette analyse de la "péréquation duale". Premièrement, les auteurs considèrent les deux types de capitaux comme juxtaposés, ne faisant pas système. Si l'un "le monopoliste" "pompe" l'autre, il n'est jamais compris comme créant ce qu'il "pompe", comme simultanément le reproduisant dans cette situation. Tout se passe comme s'il existait une somme de valeurs, donnée préalablement au "pompage", diminuant jusqu'à épuisement. Le système ira vers un épuisement, pas parce qu'il aura "pompé" tout ce qui est "pompable", mais parce qu'il ne pourra plus "pomper" du fait de ses propres développements internes et reproduire le "pompé" comme "pompable". Le texte nous sert une énième idéologie de l'impérialisme où le "capitalisme central" ne se reproduirait plus qu'en pillant les périphéries, mais alors il faudrait que statistiquement les échanges entre les deux soient autrement plus important pour expliquer à eux seuls la reproduction capitaliste comme veut nous le démontrer le texte. Il peut s'agir, il est vrai, d'échanges internes aux zones développées (c'est jamais très clair dans le texte). Mais alors dans ce cas, les externalisations, si elles soumettent les "sous-traitants" à rude épreuve, créent sans cesse de nouveaux capitaux qui se reproduisent dans ce rapport. La première mesure de Renault, s'installant au Japon dans les meubles de Nissan, fut de serrer la vis à cette nébuleuse autour de l'entreprise.

Dans la perspective du texte, l'essentiel est dans le fait qu'il n'est nul besoin qu'advienne quelque chose de nouveau au "centre", tout est dans l'attente du "big crunch". En outre, les deux pôles ne sont pas posés comme deux instances de la reproduction, mais comme des zones géographiques. En considérant que ce procès est à l'oeuvre depuis maintenant 30 ans, si le mécanisme décrit était vrai tel qu'il est décrit, le mode de production capitaliste ne devrait plus régner qu'entre New-York et Chicago, autour de Los Angeles et de Tokyo.

Deuxièmement, ce modèle fonctionne sur la considération suivante : il suffit de montrer qu'un mode de valorisation et / ou de reproduction du capital est contradictoire (ce qui n'est pas bien ardu pour qui possède son Marx), c'est-à-dire finalement d'y retrouver les contradictions générales de l'accumulation capitaliste, donc de dire qu'il est condamné, pour conclure qu'il ne peut pas être une solution. Mais tout le monde sait que le capitalisme n'a pas de solution et cela depuis qu'il existe. En conclusion il n'a jamais existé : irrationnel il n'est pas réel. C'est comme si dès l'origine du fordisme, on avait écrit que le fordisme impliquant l'augmentation rapide et régulière de la composition organique du capital, ne pouvait être qu'une dégradation constante de la rentabilité du capital et donc ne pouvait être restructuration, l'extraction de plus-value sous mode relatif ne pouvant mener qu'à la catastrophe. Ce type de raisonnement a toujours raison parce qu'il peut s'appliquer à tout et n'importe quand : l'accumulation du capital est toujours contradictoire et aboutit toujours à des crises. Ce qui échappe à ce raisonnement c'est que les contradictions qui produisent les crises du capital sont les mêmes que celles qui définissent son accumulation à un autre moment. A prendre ce type de raisonnement au pied de la lettre, le capitalisme était impossible : "Tandis que les puissances

de production augmentent en raison géométrique, l'extension des marchés augmente, si l'on met les choses au mieux, en raison arithmétique. Le cycle décennal de stagnation, prospérité, surproduction et crise qui se reproduisait régulièrement de 1825 à 1867 semble, il est vrai, être révolu, mais seulement pour nous faire échouer dans le borbier sans espoir d'une dépression permanente et chronique. La période de prospérité, si ardemment souhaitée, ne viendra pas ; chaque fois qu'il nous semble apercevoir ses symptômes annonciateurs, ils s'en vont en fumée." ... (Engels, "Préface de l'édition anglaise du Capital" - 1886, in "Le Capital", t. 1, p. 37, Ed. Soc.)

En admettant même la façon dont HS caractérise la période actuelle, cette période qui n'est rien de nouveau, qui ne serait qu'une dégradation constante, dure tout de même d'après le texte depuis 30 ans. Si nous insistons sur cette durée, c'est qu'il arrive un moment où toutes les constructions théoriques, même les plus subtiles se trouvent malmenées par la massivité empirique et bêtes des faits. L'histoire ne s'est pas arrêtée en Mai 68.

Troisièmement, la définition de la période actuelle n'est qu'une affaire de rapports entre capitaux, elle n'est jamais envisagée comme rapport entre prolétariat et capital, ce dernier placé dans certaines conditions réagit. La raison qui empêche HS de considérer sa propre vision de la période actuelle comme rapport entre le prolétariat et le capital est fondamentale. La révolution c'est, on l'a dit, le programmisme disparu (plus l'énigmatique "activité de crise"), il ne peut (et il ne doit) y avoir rien de nouveau sous le soleil des rapports entre prolétariat et capital.

Tout la problématique théorique d'HS n'est que la construction méthodique de cette situation où l'impossibilité du programmisme se muerait ipso facto en abolition du capital, abolition du prolétariat, production du communisme. Cette méthode est absolument mécanique et ne répond qu'à un schéma logique : les phases du capital aboutissant à "l'exclusivisme de la plus-value relative" en partant de "l'exclusivisme de la plus-value absolue", en passant par les moyens termes dialectiques nécessaires ; les "trois moments de la subordination" se succédant comme lieu d'attaque du capital ou de résistance du prolétariat. Tout cela n'a pour raison d'être que de nous faire parvenir à ce moment de l'impossibilité du capital (crise finale) identique, comme inessentialisation achevée du travail, à l'impossibilité du programmisme. Ces deux impossibilités se conjuguent pour nous faire basculer, par défaut d'autre avenir, dans le communisme. Tout le cours du mode de production capitaliste devient le développement (comme réalisation) de quelques notions simples. Il s'agit bien, comme on nous avait prévenu, de "l'histoire globale du MPC comme logique contradictoire."

C'est d'une telle problématique que participent dans HS les thèmes du "blocage" et de "l'irréproductibilité du prolétariat" comme préalable à "l'activité de crise". Toujours cette vision schématique qui ne conçoit pas que le face à face dans la crise est encore un rapport du prolétariat au capital, c'est la révolution qui est le "blocage" et non le "blocage" qui est un préalable à la révolution. C'est le prolétariat contre le capital qui prend les mesures qui sont son irréproductibilité et non son irréproductibilité qui est le préalable des mesures de communisation de la société. Il est exact, comme le dit HS, que le prolétariat n'entamera pas la révolution en proclamant "nous allons réaliser le communisme universel", mais pour comprendre pourquoi il prendra des mesures qui rendront tout retour en arrière impossible, il faut poser un rapport contradictoire entre les classes qui ne soit pas le simple épuisement du programmisme. Un rapport contradictoire qui soit encore celui entre des classes et qui pourtant peut le dépasser, comprendre la contradiction entre des classes comme portant, produisant son dépassement dans l'activité d'une de ces classes, et non ce dépassement comme épuisement de l'ancien, "blocage", irréproductibilité préalable. Il faut montrer que ce que l'on a entrevu comme communisme est produit comme un dépassement dans la contradiction entre le prolétariat et le capital, et non seulement de la contradiction.

Dans la perspective définie par HS, pour la crise à venir, nous savons que les trois moments de la subordination sont également l'objet de l'offensive capitaliste. Il s'ensuit que "les conditions de l'affirmation du prolétariat dans la crise à venir s'en trouveront profondément modifiées. (...) A terme, le prolétariat n'a plus aucune légitimité "acquise" lui permettant d'asseoir son activité de crise sur d'autres points de la subordination (...) de sorte que l'activité du prolétariat dans la crise future ne pourra que remettre en cause, d'emblée, toutes les formes de la socialisation capitaliste - ce dont la contestation généralisée de Mai 68 était un avant-goût". (p. 98-99). Epuisement du programmatisme, épuisement du capital, révolution par défaut : le prolétariat "ne pourra que...".

Si HS se trouve bloquée dans l'épuisement du programmatisme, dans la révolution comme programmatisme disparu, c'est qu'HS a privilégié d'entrée (cf. l'éditorial), dans ce qu'elle a voulu être le dépassement du programmatisme, la problématique de la critique et du dépassement du travail. Une telle problématique demeure à l'intérieur du programmatisme parce qu'elle accepte comme lui de concevoir les relations sociales et les contradictions entre les classes à partir du travail et le cours contradictoire du capital comme celui de l'inessentialisation du travail. Vouloir dépasser le programmatisme à partir d'une problématique du travail, c'est se livrer pieds et poings liés à ce que l'on prétend dépasser, c'est reconnaître que ce dépassement n'a aucune autonomie, c'est reconnaître que ce dépassement n'est que l'impossibilité de ce qui est dépassé.

DEUXIEME PARTIE : Critiques de Théorie Communiste ...

Les critiques de Théorie Communiste qui suivent sont ordonnées chronologiquement et soulignent une évolution qui fut constamment problématique. Nous avons fait le choix de ne pas répondre directement. Tout comme notre propre production, ces critiques sont des fragments d'une production théorique constamment en cours et qui échappe constamment à ses producteurs immédiats. Nos positions se trouvent dans les textes précédents, ainsi que dans la collection des numéros de TC. C'est dans la suite de notre travail que nous serons amenés à revenir sur les points soulevés ici pour, dans leur critique, rebondir sur eux en fonction des perspectives qu'ils ouvrent. Le lecteur auquel s'adresse une revue comme TC, ne peut, que pour lui-même, entreprendre ce travail.

Au long de ces critiques, les thèmes qui sont en question sont finalement ceux qui, a posteriori, apparaissent comme constitutifs d'une théorie de la communisation:

- 1 - Restructuration et nouveau cycle de luttes
- 2 - Définition de la capacité du prolétariat à produire le communisme en dehors de toute problématique d'une nature révolutionnaire
- 3 - A quel niveau (plus-value ou profit) se définit la contradiction entre le prolétariat et le capital
- 4 - Définition du prolétariat comme classe révolutionnaire dans le mode de production capitaliste
- 5 - Autonomie des classes en lutte

Ces cinq thèmes constituent respectivement le point central des cinq critiques qui suivent.

Ce texte date du début de l'année 1980, le groupe réuni alors autour de la revue "Théorie Communiste" venait juste de connaître une importante scission à propos de la restructuration du rapport entre prolétariat et capital dans le mode de production capitaliste, de son existence

et de son interprétation. La grande majorité du groupe quitta alors TC qui continua sur la base de la théorisation de la restructuration. Ce texte synthétise les critiques contre la thèse de la restructuration.

Sur l'idée de "crise finale"

Un bon trimestre après la réunion du 8 / 12 / 79, au cours de laquelle a été entérinée la rupture au sein du groupe de Théorie Communiste, il apparaît nécessaire de faire le point de ce qui s'est passé depuis, tant au niveau théorique, qu'au niveau des décisions pratiques qui ont été prises.

Il y a d'emblée un danger primordial qui doit être évité à tout prix, c'est que le groupe informel que nous sommes ne se structure à travers une sorte de consensus occulte purement négatif, comme un rassemblement de mécontents dont le seul commun dénominateur serait une attitude critique par rapport à la thèse essentielle de TC, à savoir que la restructuration supérieure du capital, sur la base de l'automation, est la condition préalable nécessaire à l'émergence du rapport révolutionnaire.

Le corollaire positif de cette opposition ne pourrait être que l'éclectisme, c'est-à-dire prendre en chaque recherche théorique, développée par tel ou tel, ce qu'il y a de meilleur, toutes les propositions théoriques étant considérées sur un pied d'égalité avec des limites et des aspects satisfaisants que l'on butinerait en vue d'une synthèse supérieure, ce qui est pour moi une position entièrement démocratique et donc intolérable.

De ce point de vue, il est essentiel d'explicitier les raisons de l'éclatement du groupe de TC, de clarifier les points de divergences, notamment pour parvenir à une claire compréhension de l'attitude à avoir par rapport à leurs écrits actuels.

Il est en effet deux manières et deux raisons de rompre avec un groupe. La première est de considérer qu'il rencontre des limites que l'on sera mieux à même de dépasser à l'extérieur, ce qui revient à situer son travail dans la perspective d'une amélioration des solutions apportées, tout en se situant dans la même problématique. La deuxième manière est de considérer que la problématique elle-même est erronée et qu'il n'est pas possible d'en conserver tel ou tel aspect. Ce point doit être clair, car il revêt une importance essentielle. Dans le premier cas, le travail critique contre TC, la mise en évidence des limites et des erreurs, est un travail en soi suffisant, dans le second cas, celui d'une rupture de continuité entre les problématiques, il faut parvenir à une élaboration positive différente qui implique l'abandon de ce qui a toujours été pour nous des concepts de base implicites qui restent encore des éléments communs de notre langage et de notre manière de concevoir les problèmes actuels, ce qui revient à poser de fait notre position comme une modalité différente de celle de TC.

Concrètement, dans l'introduction de TC 3, nous nous faisons fortement attaquer sur le problème du caractère possible ou impossible de la restructuration sur la base de l'automation. Tout se passe comme si notre position n'avait été comprise que comme une alternative au même problème et sans doute ce n'est pas une manière complètement erronée de comprendre de leur part.

Pour faire un peu d'autocritique, le problème n'est pas de chercher, dans les faits et les tendances actuellement connus, si la crise est ou n'est pas finale. Les faits n'ont de sens qu'en fonction de la problématique dans lesquels ils sont interprétés et se jeter des chiffres à la tête n'a de sens que si l'on admet le même système d'explication théorique.

C'est en ce sens que je comprend l'assertion d'A sur l'impossibilité pour la théorie de se prononcer sur le caractère final de la crise, parce que la solution ne découle pas immédiatement des faits et des pratiques actuelles. Pour qu'une telle assertion ait une validité, il faut prendre deux précautions préalables, dire qu'il ne s'agit pas d'un éclectisme d'une part,

dire d'autre part, qu'il ne s'agit pas d'agnosticisme, c'est-à-dire d'une inaccessibilité de la "vérité" pour la théorie en raison d'une tare originelle de celle-ci, même liée au fétichisme de la lutte de classe, à la contradiction que serait le fait qu'une classe abolisse, en tant que classe, les classes.

Ce qu'il importe de bien comprendre c'est que ce n'est pas le caractère probant des modalités actuelles de la crise qui est en cause mais la manière même d'analyser les crises et, de manière sous-jacente, le rapport social capitaliste. Pour moi, le dilemme ne se situe en aucune manière entre soit concevoir la révolution comme l'extension / approfondissement des luttes actuelles, soit affirmer la nécessité d'une restructuration préalable du capital qui poserait les conditions de la révolution. Il ne s'agit pas non plus d'adopter une tierce position qui serait le télescopage (concomitance de la restructuration et du rapport révolutionnaire : la restructuration étant impossible d'emblée, dans son contenu, devient rapport révolutionnaire - note actuelle, Mai 2000, de TC pour expliciter cette vieille idée du "télescopage"). Toutes ces manières d'envisager le problème et de le résoudre sont des réponses à la problématique de TC qui assimile deux notions différentes, celle de restructuration et celle de contre-révolution.

Schématiquement, pour la préface de TC 3, on a le mouvement suivant : la restructuration du capital est reprise de l'autoprésupposition et a pour corollaire le maintien du prolétariat à l'état de moment du capital, le fixant ainsi sur des formes de la défense de la condition prolétarienne, peu ou prou le syndicalisme. Il y a là le résultat de la difficulté de TC à analyser le rapport social comme un véritable rapport social et non comme la résultante d'interactions où, à travers le thème de la consubstantialité des limites, la pratique d'un pôle "vaut" analyse de l'autre.

La pratique de chacun des pôles du rapport, considéré comme contradictoire à l'autre, a pour limites et pour force la pratique de l'autre pôle, il en résulte que nécessairement - pour des raisons architectoniques - la révolution comme pratique du prolétariat et la restructuration comme pratique du capital sont forcément inconciliables. De plus, le capital est défini comme le pôle subsumant du rapport et, de ce fait, ce qui n'est pas nécessaire, identifié à la totalité du rapport lui-même, identification qui découle des limites de la définition du mode de production capitaliste à travers le modèle du procès immédiat. Il est de ce fait parfaitement cohérent qu'une certaine manière de restructuration du capital, incluant une relation particulière entre les pôles soit le préalable de la révolution. Comme à chaque fois que le rapport réel entre les pôles et la totalité du rapport n'est pas conçue de manière correcte on a, à travers une hypostase des pôles, affaire à une variante des rapports déterminisme / conscience. Finalement, par le biais de la notion de développement de la signification historique du capital qui existe immédiatement lorsque le capital se fonde enfin sur un procès immédiat totalement adéquat à ce qu'il est, nous sommes en présence d'une forme très alambiquée de la notion de la nécessaire maturation des forces productives comme condition d'une pratique révolutionnaire du prolétariat. Les restructurations successives du capital, comme reproduction à un niveau supérieur de la contradiction prolétariat - capital, sont alors les moments obligés du mouvement de cette adéquation qui est, pour le capital, la réalisation contradictoire de son rapport au travail qui le fonde mais qu'il tend à rendre inessentiel, qui est, pour le prolétariat, à travers la décomposition du programme comme théorie et comme pratique, le mouvement dans lequel s'effectue, contre ses intérêts particuliers, son existence comme classe purement négative, au sens de n'ayant aucun intérêt propre à faire prévaloir. Ces deux mouvements culminent dans la mise en place de l'automation où chaque pôle est conforme à ce qu'il doit être, situation à atteindre qui détermine négativement toute l'analyse qui est faite de la pratique du prolétariat qui a "encore" des choses à affirmer mais toujours moins etc...

Si l'analyse des formes de la lutte de classe est importante en ce que le prolétariat n'affronte pas le capital mais celui-ci à un degré déterminé de son développement, la question est de

savoir, puisque les formes actuelles sont simultanément posées comme les plus avancées et critiquées comme devant régresser vers du syndicalisme plus ou moins modernisé, à partir de quelle base ou de quelle planète procède une revue comme TC qui est capable de critiquer les formes les plus avancées possibles de pratiques et qui serait donc, puisque critique, encore plus avancée.

Le problème de la nature et de la genèse des théories n'est pas un problème primordial mais on ne peut pas l'éviter lorsqu'il recèle de telles contradictions. Ou bien la théorie est la conscience de ces mouvements se pensant comme limitée et en symbiose totale avec ces mouvements, ou bien le rapport critique que peut entretenir TC avec ceux-ci est le résultat d'une distance qui n'est pas fondée ici sur une connaissance programmatique de l'avenir et de ce que devrait être la révolution, sur une anticipation, mais à l'inverse sur ce qu'elle ne peut pas être, étant donné ce qu'est le devenir du capital et du prolétariat tels qu'ils existent en germes dans leur définition. La révolution est, pour TC, l'aboutissement du développement de la signification historique du capital et de la décomposition et impossibilité corollaires du programme. Les limites ne sont alors que les formes d'immaturation de ce devenir qu'elles manifestent cependant, rendant possible une position critique sans symbiose, d'où l'idée de pousser la contradiction du programme et par là la participation à la réunion d'Echanges et Mouvements .

A partir de cette analyse des pratiques actuelles du prolétariat, l'alternative ne peut se situer qu'entre extension et rupture qualitative, ce qui est juste quant au fond, la révolution n'est pas "plus d'autonomie" etc..., mais problématique quant aux modalités envisagées de l'évolution de la nature de ces pratiques dans un futur proche : télescopage ou restructuration supérieure du capital. Une fois démontré le caractère limité des luttes qui ne peuvent donc pas croître et devenir révolution, le caractère révolutionnaire de la crise actuelle ne peut être compris que comme télescopage temporel d'un mouvement du prolétariat et d'un mouvement du capital. En effet, pour TC, c'est la restructuration du capital qui, une fois achevée, permet des luttes qualitativement différentes étant données la nature et l'importance de la restructuration en cours. Une fois les luttes du prolétariat analysées comme limitées, la rupture est posée comme liée à une condition réalisée au pôle antagonique, réalisée par lui. Les limites découlent de la restructuration supérieure non seulement possible mais encore nécessaire à l'abolition de ces limites. Elle ne peut donc pas provenir, comme rupture, ni d'une extension, ni d'un approfondissement de la pratique du prolétariat dans la décomposition du programme procédant d'une contradiction interne qui le pousserait en avant, d'une instabilité logique, mais de la réalisation d'une restructuration supérieure qui achevant le développement de la mission historique du capital n'en permet plus aucune autre, ayant créé concrètement ce qui n'était que ses fossoyeurs potentiels. Dans ce système d'interactions en chaîne que constitue le développement du capital, où la crise du rapport prolétariat / capital se résout dans une restructuration supérieure de ce rapport qui renvoie le prolétariat à son rôle de moment contradictoire tout en posant les conditions d'une crise supérieure, poser une crise comme "finale" avant même que toute restructuration soit devenue impossible - ce qui n'est que lorsque le concept de capital est réalisé - ne peut être conçu que comme un retrécissement temporel, un télescopage au sens strict. La notion même de télescopage, mise au point par TC pour critiquer les théories de la crise actuelle comme finale, induit implicitement que là où ils posent une succession temporelle (crise - restructuration automatisée - révolution) on pose une coïncidence des deux premiers termes ; que là où ils voient une restructuration possible donc nécessaire (puisque, si elle est possible, elle doit avoir lieu, puisque la condition nécessaire de la révolution n'est pas réalisée à savoir l'impossible restructuration par réalisation de la signification historique du capital qui ne peut déboucher que sur la révolution), on pose une restructuration produisant dans le même temps et non successivement le communisme, télescopage de deux mouvements et de deux périodes.

Le problème qui se pose n'est pas de montrer le caractère possible ou non de la restructuration sur la base de l'automation, ce qui est de la problématique de TC, mais de produire une autre théorie des crises qui rende compte de la crise actuelle comme crise révolutionnaire, à travers une définition des classes au sein du procès d'ensemble et non du seul procès immédiat, mais de procéder à partir d'une définition élargie du capital. Sans revenir sur la définition du capital comme procès d'ensemble et sur la nécessaire reconversion de la plus-value en profit, accumulation, il me paraît essentiel d'insister sur la logique des idées touchant à la crise actuelle et à l'analyse du néo-libéralisme.

Avec le passage à la domination réelle, qui est aussi la constitution du capital en une totalité exclusivement régie selon ses propres lois et produisant ses prémisses comme résultats de son propre mouvement, apparaissent les pratiques étatiques, la fictivation du capital, l'anticipation de la plus-value, ensemble de pratiques (auquel il faut rajouter le biaisage de la distinction productifs / improductifs) que nous avons appelé les autonomisations du capital. La grande question est de savoir s'il s'agit là de mesures et de pratiques que le capital a employé et qu'il pourrait abandonner au profit d'autres séries ou s'il s'agit de mécanismes consubstantiels au capital. D'une autre manière, c'est le même problème que de chercher à savoir si, étant donné que le profit n'est jamais rien d'autre que la plus-value, ce qui apparaît comme des formes de distribution sont d'une importance seconde ou si ces formes de distribution sont une condition nécessaire de la production.

La fictivation du capital n'est pas une déréalisation de celui-ci qui s'échapperait ou tenterait de s'échapper des limites que font peser sur lui la production de plus-value mais le corollaire même de la continuité de cette production qui se maintient en transgressant ses limites.

L'anticipation de la plus-value à venir ne doit pas être conçue selon les canons de l'économie classique sur le modèle de l'anticipation de la demande, des coûts / sanction par le marché, mais comme découlant de la circulation du capital fixe qui permet une anticipation qui n'est pas idéale et comptable. Du point de vue des pratiques de l'Etat, le problème se pose encore avec plus d'acuité en même temps qu'il fournit le meilleur exemple de l'alternative. On peut, au sens plein, parler de politiques économiques, en référence à tels ou tels types de pratiques dont l'ensemble constituerait le dispositif anti-cycle. C'est le modèle médecine-remède ou l'inflation comme moyen, voire comme arme, que le capital emploierait à plus ou moins bon escient, ce qui revient de fait à poser l'Etat comme un sujet agissant de l'extérieur sur l'économie, thèse idéaliste classique qui a ceci de commun avec son principal adversaire, le marxisme vulgaire qui instaure une causalité dans l'autre sens ou les derniers avatars des sciences politiques (Poulantzas ; Brunhoff) qui cherchent des relations d'articulations, que de présupposer deux sphères bien séparées : celle de l'économie et celle de la politique.

Si l'on admet le caractère fallacieux de cette distinction en donnant à l'Etat une genèse dans le capital comme totalité où il remplit des fonctions précises, la notion même de politique économique ou de pratiques étatiques perd son sens, autre que descriptif d'éléments qui ne sont pas les diverses pièces d'une panoplie d'armes pour la guerre, employées ou non en fonction d'une stratégie plus ou moins correcte. Hic Rodhus, hic salta. Ou bien ces mécanismes sont des pratiques et des mesures que le capital a employé et qu'il peut abandonner au profit d'autres (la gestion collective de la force de travail) ou bien il s'agit de pratiques qui sont le fonctionnement du capital, à travers lesquelles il est une totalité et alors le sens que l'on donne au néo-libéralisme est tout différent.

Dans le meilleur des cas, ces pratiques ne sont pas des simples armes, mais des données secondes qui se modèlent en fonction du mécanisme essentiel que serait l'organisation du procès immédiat, la gestion collective étant la forme adéquate au travail à la chaîne, de même la consommation de masse... Les modifications en cours seraient alors les mesures d'accompagnement de la mutation technologique et non les éléments mêmes de la crise. Cependant, même si l'on peut montrer que toute l'interprétation des faits, y compris leur

hiérarchisation, découle d'une hypostase réductionniste cela ne démontre en aucune manière les conclusions nécessaires d'une définition plus correcte du capital, du prolétariat et de leur rapport. De plus, aucun fait ne possède de caractère immédiatement probant du caractère final de la crise, si ce n'est la révolution elle-même comme acte final, tous les faits antérieurs renvoyant à la problématique dans lesquels ils s'interprètent.

On peut cependant faire quelques remarques sur la question de la preuve. Tout d'abord, il faut avant d'apporter ces preuves définir ce qui serait probant. Ensuite, s'entendre sur les termes : le caractère final de la crise n'est pas, je l'ai dit, revenir à une théorie de l'effondrement du capital, le prolétariat s'engouffrant dans la brèche ainsi créée. Il ne s'agit pas de la victoire d'un terme sur un autre mais de la mise en place d'un rapport spécifique dans lequel les deux se reproduisent et reproduisent l'ensemble social dans des modes spécifiques qui amènent au communisme. Pour reprendre une métaphore, il ne s'agit pas d'un match de boxe mais il ne s'agit pas non plus d'un dessin animé où, une fois les conditions requises atteintes, c'est toujours le même qui frappe et l'autre qui encaisse.

Dès lors que ce rapport est un rapport réel, et non une simple relation, il n'y a plus de télescopage, ni d'extension qui soient nécessaires. Cum grano salis, ce que TC 3 appelle la révolution c'est vraiment et seulement l'acte final, le passage précédent étant, de façon très cohérente, conçu comme la période nécessaire où aboutissent corollairement décomposition du programmatisme et signification historique qui sont les deux faces d'un même mouvement, la période où définitivement le "décor se met en place", même si les machinistes ont été le duo prolétaires - capital.

Ceci est d'une importance extrême que cette idée chez TC de l'accomplissement total du devenir. Sans sombrer dans ce narcissisme de théoriciens qui veut que tout mouvement de la théorie ait une signification dans le monde au point qu'analyser la scission reviendrait à trouver le sens de la période, il n'en reste pas moins que, une fois décrite la logique interne de TC, on ne peut pas renvoyer les prémisses de ce système à la débilité mentale. Quel est le sens de l'existence de TC, pourquoi une telle revue existe-t-elle ? mérite, à mon sens une réflexion. TC est le dernier avatar de l'affirmation du prolétariat. Situation fort paradoxale pour des gens qui ne cessent de pourfendre le programme mais pourtant... Tout le programme est analysé comme fondé sur le fait que c'est une contradiction qu'une classe abolisse les classes tant que le capital est à même de se restructurer. Le prolétariat est une classe de la société qui est, du même fait, hors de cette société (la subsumption). Tout le procès de décomposition du programme est le procès dans lequel le capital introduit, contraint et forcé par la contradiction qu'il recèle, des modifications au sein de son procès immédiat qui vont faire - avec l'automation - de cette classe une classe réellement séparée de tout.

En tant qu'élément du mode de production capitaliste, le prolétariat a une certaine positivité à faire valoir, peut se croire principe d'organisation de la société ; mais ceci est irréalisable quoiqu'il tente toujours de le faire (cf. l'échec de la révolution russe qui est une authentique révolution communiste mais impossible dès 21).

Cependant et contradictoirement, il est aussi, comme "incarnation" de la contradiction qui porte le communisme, négativité de cette société, ce qui d'ailleurs le détermine essentiellement (au sens fort, par essence) à toujours tenter, malgré l'impossibilité qu'est la restructuration supérieure qui l'enferme à nouveau dans son rôle d'élément.

Pour TC, l'erreur du programme et le fond de la critique qu'il lui porte, c'est que, dans l'être "double" du prolétariat ("double" parce qu'en apparence et non par essence), ils n'ont pas "choisi" le bon aspect. La révolution n'est pas l'affirmation du prolétariat en tant qu'élément du mode de production mais son affirmation en tant qu'être négateur de cette société. Que le prolétariat y disparaisse aussi n'est jamais que l'affirmation de son être réel (et non apparent comme dans le programme) c'est-à-dire conforme à son devenir historique qu'il contient d'emblée et toujours en lui-même. Il s'agit ici de l'affirmation d'une négativité inscrite dans la

réalisation du concept, réalisation dont le procès est la décomposition du programme. Pris en termes d'analyses théoriques, ceci n'a rien de surprenant puisqu'il s'agit toujours de l'impossibilité à rendre compte de la disparition du programme classique avec le passage à la domination réelle.

Là où beaucoup (de S o B à Invariance) ont vu la disparition du prolétariat et ont cherché d'autres sujets à la révolution, TC oppose la continuité du prolétariat comme seule classe révolutionnaire d'emblée. Là où certains posent une dégénérescence barbare ou droguée du capital au terme de laquelle ressusciterait un prolétariat bien classique (Bordiga ou Mattick), TC positive cette phase en en faisant la période où le prolétariat s'apure des limites (vue la modification qu'il "impose" au capital) qui le restreignent à l'état d'élément, pour en ressortir comme la classe qui, affirmant sa séparation totale d'avec la communauté, est producteur nécessaire du communisme. C'est dans cette insistance "prolétarienne" que se fonde les réductions logiques de TC et c'est cette insistance qui motive sa participation aux réunions parisiennes (Echanges...) comme critique radicale du programme sur sa propre base. Comme classe du travail productif, le prolétariat est défini par et dans le mouvement de l'autoprésupposition du capital, production par lui-même de ses propres conditions à une échelle élargie, à travers l'accumulation. Les conditions que le capital reproduit sont celles de son procès d'ensemble c'est-à-dire non seulement les travailleurs productifs mais aussi les travailleurs improductifs. On a là le fait que le capital dans son procès d'ensemble exige du travail nécessaire qui n'est pas pour autant productif et qu'il assure sa reproduction dans des conditions qui lui sont spécifiques, en les salariant et en soumettant la valeur de leur force de travail à la loi générale. Dans la périodisation entre deux modes de domination, s'explique les deux définitions du travail productif que l'on trouve concurremment chez Marx, travail qui se vend à un capital (par opposition à tous les autres mode de produire et de s'enrichir), travail productif de plus-value (par opposition au travail salarié qui n'en produit pas) dans le cas de la domination réelle. Mais surtout, la relation inverse que Marx établit entre les deux sortes de travaux et la valorisation du capital (Pleiade, t 3, p 1070) et qui permet d'individualiser le travail productif vaut surtout pour une accumulation extensive. Dans le passage à la domination réelle, la constitution du capital en totalité étant création d'une force de travail unique, sans parler des intrications des travaux au sein du procès immédiat avec le travailleur collectif, la définition du travailleur productif se brouille. Avec l'émergence de formes nouvelles - intervention économique de l'Etat, capital "financier" ... - qui vont de pair avec ce mouvement du travail productif, on a alors toute une problématique du devenir du prolétariat, analysée comme décomposition par TC, orthodoxe chez Bordiga, Barrot etc... ou modernisme à travers les théories de l'intégration etc... qui débouche sur une nouvelle classe ouvrière ou un nouveau sujet de la révolution. En fait, toutes ont le même point commun qui est "l'essence" du programme à mon sens : définir un être du prolétariat doté de qualités négatives ou positives, qui perdurent ou disparaissent. Parce que ce rapport est le rapport immédiat de subsumption, toujours reproduit à l'identique chez TC, cela revient à définir un être, ici purement négatif, par hypostase.

Le caractère révolutionnaire du prolétariat n'est pas, même s'il est défini à travers un rapport social contradictoire, une nature du prolétariat, une tendance qui le pousserait à faire la révolution (cf. la question fausse de savoir si le programme est révolutionnaire ou non, par ex). Face aux théories de l'intégration, il n'est pas nécessaire de dire pour affirmer que le mode de production capitaliste reste contradictoire, qu'il n'y a pas d'occultation, que le prolétariat est toujours, par essence et par définition, révolutionnaire. Le caractère révolutionnaire du prolétariat n'est pas une donnée mais se constitue, il n'est pas quelque chose qui réapparaîtrait après une phase d'occultation (intégration ou dégénérescence du capital) ni, ce qui positive la domination réelle, le résultat qui aurait toujours existé d'un procès d'apurement de sa conscience et de sa pratique.

Il n'est pas vraiment nécessaire pour faire pièce aux théories de l'occultation de poser la permanence d'un être révolutionnaire du prolétariat dont les limites seraient le produit et la cause de la restructuration supérieure du capital conçue comme contre-révolution, parce que la restructuration supérieure du capital, son accumulation, ne vient jamais contredire cette contradiction. Si l'on ne peut concevoir la reproduction du capital que comme reproduction élargie, accumulation, c'est parce que celui-ci est un rapport social contradictoire dont la contradiction spécifique est immanence de l'accumulation. Il est accumulation et restructuration supérieure parce que contradictoire et si l'accumulation est le produit nécessaire et immanent de cette contradiction elle n'est en rien son occultation.

De même, il n'est pas nécessaire de poser face aux théories de l'intégration - corollaire, du point de vue du prolétariat, des théories de l'occultation - une nature révolutionnaire qui s'exprimerait comme tendance. Que le mode de production capitaliste soit un rapport social contradictoire ne signifie pas qu'en permanence l'un des pôles, défini par ce rapport, soit de ce fait même constamment "poussé à faire la révolution".

Poser que le prolétariat est défini aussi par l'accumulation du capital et non simplement dans le procès immédiat est, dans TC, une précaution oratoire dans laquelle accumulation et condition deviennent des synonymes. Dire que l'accumulation définit le prolétariat c'est, pour moi, dire que cette accumulation ne définit le prolétariat qu'en ce qu'elle se résout toujours en restructuration supérieure (élévation de la composition organique plus extension du nombre des capitaux fonctionnant) ; cela revient à dire que ce caractère révolutionnaire du prolétariat n'est pas une donnée essentielle mais qui se constitue.

B.

Critique de TC 7 et TC 9

SUR TC 7

1) La restructuration.

Je comprends qu'en fin de compte, tu désignes par là l'achèvement de la Domination réelle. " Il s'agit du mouvement par lequel la valorisation s'empare des conditions de son propre renouvellement qu'elle parcourt (...) Il ne s'agit pas simplement que tous ces mouvements (marché du travail, famille, chômage, circulation) concourent à la valorisation, mais que la valorisation ne s'y perde pas " (p. 9). Tu fais ensuite une comparaison avec la division du travail et la science, qui ont connu la même évolution. Cessant d'être une activité indépendante et n'étant pas encore réellement soumise au capital, la science et la division du travail offraient initialement une certaine indépendance par rapport à la logique de la valorisation. La même chose arriverait maintenant au marché du travail, etc. Est-ce que cela désigne le verbe parcourir ? Mais, si c'est cela, est-ce que c'est vraiment un trait nouveau de la phase actuelle de la domination réelle, ou bien simplement l'accentuation (impulsée par la baisse du taux de profit) de caractéristiques déjà anciennes, et de ce fait impropres à caractériser le nouveau cycle ? Auquel cas se pose le double problème de la caractérisation de la phase historique particulière actuelle et de la définition "trans-historique" de la détermination communiste du prolétariat. Et que veut dire que "la valorisation ne s'y perd pas" (en particulier dans la circulation) ? Veux-tu par là dire qu'il n'y a plus de dévalorisation ? Je ne poserais pas la question si nous n'avions pas eu cette discussion sur le travail productif. En résumé, je vois mal ce qui, dans ce nouveau cycle, est vraiment au-delà de Mai 68 et cette époque.

Je comprends bien la logique du raisonnement : "En devenant contradictoire à ce niveau là (l'autoprésupposition) l'exploitation pose comment la lutte d'une classe peut contenir, être, l'abolition des classes (sa propre négation)" (p. 10). Cette logique, et c'est bien normal, cherche à comprendre le rapport entre prolétariat et communisme. Voilà ce qui m'a frappé en lisant TC 7 : tu as une telle phobie de l'autonégation (tu as peut-être remarqué que le terme est pratiquement absent de mon dernier texte) que ce que j'appelle la détermination communiste du prolétariat, c'est-à-dire ce rapport entre prolétariat et communisme, vu du point de vue de l'activité du prolétariat, tend finalement à se retrouver dans le capital, comme la difficulté, voire la crise (j'y reviendrai), de sa valorisation. Je comprends ton raisonnement selon les phases suivantes :

"la soumission du travail au capital est achevée",

"quand le travail s'oppose au capital, il n'y trouve donc (mieux, il y met) que son être" donc, l'abolition du capital est en fait son effondrement, qui entraîne avec lui un prolétariat sans cesse absorbé dans des luttes quotidiennes qui lui font poser son être dans le capital. Il me semble que cette façon de poser le problème crée d'elle-même les conditions de l'impasse, du non-dépassement du raisonnement par impossibilité qui nous turlupinait déjà à l'époque de RCR (en 1974 / 1975, en collaboration avec Négation, le groupe d'Intervention Communiste qui allait ensuite former TC avait développé, dans un très long texte jamais publié en entier, Révolution et Contre-révolution, une théorie de l'autonégation du prolétariat qui, cherchant à dépasser les formes radicales du programmatisme, n'aboutissait qu'à faire du prolétariat la forme sociale de l'impossibilité du capital à dépasser la loi de la valeur et donc le perdait comme sujet révolutionnaire, note de TC, mai 2000) . J'y reviendrai au paragraphe 3.

2) La détermination communiste du prolétariat

Le problème est que cette démarche ne suffit pas, selon moi, à rendre compte du problème entre prolétariat et communisme (ni donc a fortiori de la solution !). Car je ne vois pas que les limites sur lesquelles butent, ou buteront, les luttes du nouveau cycle comportent des éléments permettant de définir positivement la capacité du prolétariat à produire le communisme. Je te donne deux exemples qui me semblent bien résumer l'endroit où je vois le problème :

a) "Si le prolétariat peut abolir les classes durant la révolution, c'est parce qu'en lui-même il était déjà l'abolition des classes" (p.7). Idée que tu reprends dans TC 9 : "Définir le prolétariat comme dissolution des conditions existantes établit une liaison essentielle (souligné par moi) entre ce qu'est le prolétariat contre le capital et le communisme. Négation de la propriété (sujet sans objet), négation de la division du travail (travail productif de valeur), négation des classes, le prolétariat est la négation, la dissolution du MPC à l'intérieur du MPC" (TC 9, p. 8-9). Je ne suis pas très favorable à ces formulations dialectiques, précisément dans la mesure où elles définissent une négation du capital à l'intérieur du capital, et renvoient par là à l'idée de la libération de ce que le capital enserrerait dans un carcan. Je pense qu'une liaison essentielle entre prolétariat et communisme doit être plus que cela. Le communisme que produit le prolétariat doit être plus que négation de la propriété, de la division du travail et même des classes. Tu en conviens d'ailleurs en recourant à la formulation positive de l'individu social. Cependant, tu récusais l'idée qu'un approfondissement de cette notion soit une nécessité, un point de passage obligé, et cela revient finalement à renoncer à définir positivement la détermination communiste du prolétariat. En fin de compte, dans TC 7, la vision du communisme qui présuppose implicitement ta réflexion est "communisme = abolition des classes". Peut-être en conviendras-tu d'ailleurs, si j'en juge par nos discussions de ces dernières années. Auquel cas la notion d'individu social n'est dans ta démarche qu'une référence obligée, mais sans portée ni exigence théorique.

b) Tu insistes de façon répétée sur le fait que les luttes du nouveau cycle comportent des limites spécifiques, dont le dépassement produira le communisme. Il me semble que ces

limites peuvent se résumer ainsi : pendant les luttes la valorisation continue. Tu dis tout au long du texte que les luttes contre le capital définissent l'être du prolétariat comme étant dans le capital. Cela te paraît porteur de riches développements potentiels, mais j'ai de la peine à te suivre ici, si ce n'est pour admettre que dans la phase actuelle, aucun réformisme n'est possible. Mais qu'est-ce que ça donne en termes plus positifs de détermination communiste, c'est ce que je ne vois pas. D'autant que par moments, la position par les luttes de l'être du prolétariat dans le capital revient à donner au capital la possibilité de résister à ces luttes dans leur radicalité même (p. ex. p. 27). Il me semble que l'on a ici un exemple de la dialectique sans fin de l'implication réciproque. Est-ce pour répondre à ce problème que tu dis que, dans d'autres cas au contraire, cette même position "appelle le communisme" ? P. ex. p. 32 : "produire contre le capital toute son existence dans le capital (ce que je comprends mal dans ce passage, où tu analyses la violence) c'est nécessairement appeler comme dépassement des limites du cycle de luttes la remise en cause de soi-même comme classe". Outre que "remise en cause de soi-même comme classe" est encore une définition négative de la détermination communiste, tu dis toi-même que le rapport au capital "implique nécessairement sa reproduction", de sorte que l'on voit mal comment sortir de cette dialectique. Aussi est-il normal que tu poursuives : "là est la limite spécifique de ce cycle de luttes qui ne peut produire son dépassement que dans le rapport social créé par la crise de cette phase de la domination réelle". Face au contenu trop indéterminé de cet "appel au dépassement communiste", tu es renvoyé à la crise "finale" du cycle de luttes.

3) La crise

Dans la citation ci-dessus, les italiques sont de moi. Tu comprends pourquoi ; et tu comprends pourquoi je pense que tu ne devrais pas éluder ce moment fondamental de ton raisonnement. La crise est la grande absente de ce texte, alors que l'analyse de la spécificité du cycle de luttes devrait au contraire t'y amener. Ici, la crise n'est invoquée que pour échapper à ce mouvement sans fin de la dialectique prolétariat/capital dont je parlais à l'instant, mais ça s'arrête là. Selon moi, cela explique que le texte, bien qu'il annonce "qu'on ne peut pas faire l'économie du procès qui relie la révolution à la situation présente", ne débouche jamais sur le communisme que comme produit de l'impossibilité implicite de l'accumulation du capital, et donc comme solution du problème non posé du renvoi dialectique permanent de la présupposition réciproque. Il me semble également que tu es très proche de la crise dans ton commentaire sur les luttes sans revendications ou avec revendications découplées de la reproduction du capital : "le développement qu'elles appellent (ces luttes) c'est de traiter le capital comme condition d'un libre développement... (p. 29). Mais en quoi consiste cet appel ? Le fait que le prolétariat soit au coeur de la contradiction n'est pas utilisé pour montrer comment il passe de sa pratique actuelle, avec sa radicalité et ses limites, à un procès de dépassement qui est en même temps formulation concrète de cet appel, et réponse. Je sais bien que la question est immense, mais peut-on simplement l'éviter ? D'après ce que je vois dans ton texte lui-même, la réponse est non. Autant s'y colleter, alors ! Et tu sais bien que je ne prétends pas avoir les réponses... mais je continue à espérer que nous puissions poser à peu près les mêmes questions.

Le rapport entre prolétariat et communisme apparaît donc toujours soit comme dissolution des catégories du capital à l'intérieur du capital, soit comme "appel", nécessité due à l'impossibilité d'une situation sans issue. TC 9 ne dépasse pas cette limite, à mon avis. Tu comprendras que cette proximité, cet affleurement de la crise m'intéresse. D'après toi, y aura-t-il toujours "position par la lutte de l'être du prolétariat dans le capital", ou bien la crise de la phase actuelle de la domination réelle implique-t-elle une modification de cette configuration ? Il me semble que c'est à partir d'une question de ce type que TC 9 aurait dû enchaîner sur TC 7 (NB : TC 8 manque à ma collection), alors qu'au contraire, la problématique y reste a-

historique.

Si donc l'histoire du capital est importante, je pense que c'est surtout comme l'histoire de ces crises profondes qui ont vu la formulation pratique et théorique d'éléments de réponse à ce questionnement fondamental du "Hic Rhodus". Incidemment, je me souviens que tu m'as abondamment daubé sur le fait que, comme je l'avais dit moi-même, je n'avais pas besoin de l'histoire. Je voudrais juste dissiper ce qui pourrait être un malentendu : je ne faisais là allusion qu'au début de mon texte, où la production du travail et des classes se place aux origines de l'histoire. C'est de cet artifice dont je parlais, et c'est de lui que je souhaitais, mais sans avoir d'idées sur la question, me débarrasser. Je ne pense pas à avoir à défendre le fait que la fin du texte développe le thème de l'inessentialisation du travail dans un contexte historique qui n'est pas un décor, comme tu as peut-être pensé que je le pensais. Fin de digression.

Pour revenir à l'histoire et à la problématique des crises, à la projection de la "crise qui vient" (à laquelle tu t'intéresses aussi au travers des limites du cycle de luttes), ne pourrait-ce pas devenir un élément "fédérateur" dans l'éventuel projet de revue ?

SUR TC 9

Introduction

La lecture de TC 9 n'est pas un exercice facile. Il y a à cela deux groupes de raisons : les unes d'ordre pratique, ou stylistique, qui ne sont pas très importantes mais qui ont cependant une portée théorique. Je les envisagerai dans cette introduction. Les autres sont d'ordre purement théorique et je les verrai ensuite.

Ce n'est pas nouveau : Théorie Communiste est extrêmement mal écrit. C'est plus que désagréable, c'est méprisant pour le lecteur. Bien sûr, "ce qui se conçoit bien..." : une des raisons du mauvais style tient à la pensée elle-même. C'est normal. La théorie communiste n'est pas un exercice de style. Non seulement elle est confrontée à des questions abstraites et difficiles, mais de plus elle se veut totalisante et dialectique, ce qui ne facilite pas l'expression. Les théoriciens, d'autre part, ne sont pas des "écrivains", et le contenu de ce qu'ils ont à dire passe, c'est normal, avant les élégances de la forme.

Mais quand même. Sans avoir la pédanterie de relever l'une ou l'autre phrase, disons simplement qu'on est content quand on est tombé sur une longue citation de Marx parce que là c'est du billard. On se demande parfois si R. se relit. On se demande aussi et surtout si quelqu'un le lit avant que le texte ne soit imprimé. Et là, on connaît la réponse. Le style de Théorie Communiste trahit l'isolement que nous connaissons tous. Les formules reprises mot à mot d'un bout à l'autre du texte confinent à la langue de bois et montrent l'absence de ces discussions dont nous avons besoin pour faire avancer un problème, le cerner sous ses divers aspects.

Mais l'absence de discussions n'est pas arrangée quand R., plutôt que de polémiquer posément avec une position avec laquelle il est en désaccord, se sert d'elle comme d'un repoussoir avant même de l'avoir exposée. C'est non seulement injuste pour celui qui est visé, et qui ne se reconnaît que par allusions sans pouvoir établir vraiment ce qu'on a compris de ce qu'il voulait dire ni si sa position est carrément déformée (c'est mon cas chaque fois que l'idée d'une "nature révolutionnaire" du prolétariat est décriée sans avoir jamais été introduite). Mais c'est aussi complètement cryptique pour le lecteur qui ne connaît pas la position qui sert de repoussoir, et à qui on demande d'arbitrer un combat de nègres dans un tunnel. C'est mon cas notamment à propos d'un passage sur l'aliénation et l'individu (p. 7,8), auquel je n'ai rien compris. Je refuse de faire l'effort archéologique de retrouver la position implicitement

critiquée. La désinvolture dans les rapports théoriques s'ajoute aux négligences du style pour faire du lecteur le cadet des soucis de TC.

Cela dit, j'ai fait l'effort de lire TC 9 in extenso, et il me semble que la difficulté de ce texte provient surtout du fait qu'on y retrouve, dans le désordre, plusieurs strates de la théorie communiste à des stades divers de son développement. De la sorte, plusieurs points de vue, pas toujours compatibles, sont donnés sur une même question, sans qu'il soit jamais possible de dire "voilà la position de TC". Une phrase ou une page plus loin, ce qu'on croit avoir compris est remis en cause, et on pense qu'on perd pied parce qu'on n'est pas assez rodé à la dialectique sans fin de l'implication réciproque. Ce n'est qu'après avoir rassemblé sur une feuille de papier les divers passages du texte sur la définition du communisme que ce que j'avance ici m'est apparu.

Puisque l'objet de TC 9 est le rapport entre prolétariat et communisme, je grouperai mes remarques autour des trois temps de ce rapport (le communisme, la révolution, le prolétariat) plutôt que de suivre le plan de l'exposé.

1) Le communisme

Il y a trois niveaux théoriques d'appréhension du communisme dans le texte de TC 9. Ces niveaux ne sont pas cohérents entre eux dans la mesure où ils ressortent de stades différents, successifs, de la théorie communiste.

a) Il y a d'abord le niveau "programme prolétarien". Celui-ci est identifiable dans les passages où l'on voit pointer l'inversion du rapport de présupposition entre valeur d'usage et valeur d'échange comme définition du passage du capitalisme au communisme. C'est notamment le cas dans la longue citation des Grundrisse (p. 27), qui est reprise sans être nullement critiquée :

"Dans le premier cas (le capitalisme), on part de la production autonome des individus particuliers... la médiation s'effectue par l'échange des marchandises, la valeur, l'argent... Dans le second cas (le communisme), c'est la présupposition elle-même qui sert de médiation... Le travail de l'individu est de prime abord posé comme social... Le caractère social de la production est directement assuré et la participation au monde des produits et à la consommation n'a pas à passer par l'échange..." (Marx dixit).

Ici le communisme est défini comme un mode de production. Qu'est-ce à dire ? TC explique, tout en admettant que c'est "si simple qu'on a tout le mal du monde à l'appréhender. L'activité productive est "sa propre fin, sa propre présupposition". Le communisme se définit donc comme la production pour elle-même, partant d'elle-même et allant à elle-même. Cela ressemble beaucoup à la production capitaliste. On pourrait s'y attendre, car c'est bien là l'écueil de la vision programmatique du communisme. Dès qu'on veut expliciter des positions comme "une production collective, la communauté étant le fondement de la production", on tombe sur la planification, dont on sait qu'elle n'est autre chose qu'une tentative de contrôle conscient de la loi de la valeur, et dont le discours est celui de la primauté de la valeur d'usage sur la valeur d'échange.

b) Bien entendu TC ne se livre pas à une telle explicitation. Au contraire, puisqu'il faut "échapper soit à une vision planificatrice (du communisme), soit à une vision immanente et mystique de l'immédiateté sociale de l'individu" (p. 25). On a là la deuxième strate théorique (en tout cas dans la première partie de l'alternative). C'est, me semble-t-il, celle que nous avons développée ensemble et nommée "période du communisme négatif". Dans cette phase, la question de la définition du communisme et de son contenu est réglée par le rejet des solutions du programme prolétarien. C'est celle aussi qui utilise beaucoup la technique du renversement hégélien pour "passer" du capitalisme au communisme, et qui caractérise souvent les textes du jeune Marx. Ce point concerne plus exactement le moment théorique de la révolution, et nous y reviendrons donc plus loin. En ce qui concerne le communisme

proprement dit, cette "strate" théorique se caractérise par l'invocation "immanente et mystique" de la communauté, de l'immédiateté sociale, etc... Et le texte de TC 9 n'y échappe pas, malgré ses bonnes résolutions : "résurrection de l'histoire humaine dans la dissolution de l'objectivité autonomisée, en relations d'activités spécifiques dans la production de la vie humaine comme flux d'activité". Une telle définition du communisme comporte un temps négatif (le communisme n'est pas la valeur) et un temps positif qui, je m'excuse, est assez "invocatoire".

c) J'appellerai la troisième "strate" celle de "l'implication réciproque". C'est celle où TC, sans cependant en faire une démarche explicite et consciente, s'efforce de surmonter les limites rencontrées chaque fois que l'une des deux autres strates apparaît. Au niveau de la définition du communisme, ce troisième niveau n'est pas très apparent. J'y rattache toutefois l'idée du communisme "comme développement de l'humanité ne considérant rien de ce qui a été produit comme limite, comme présupposition à reproduire" (p. 42). Je rattache cette idée à la troisième "strate" dans la mesure où elle prend le contrepied de la présupposition réciproque. J'y souscris d'ailleurs, car je pense qu'elle est une bonne façon de montrer que le communisme n'est pas un mode de production, qu'il s'est débarrassé de la limite de l'économie.

Les trois strates ainsi identifiées sont constamment imbriquées les unes dans les autres, et c'est cela qui rend la lecture du texte extrêmement laborieuse. Voir par exemple, en ce qui concerne la définition du communisme, la page 42. Par ailleurs, l'imbrication est si étroite que je cours le risque de me faire reprocher des citations tendancieuses, puisque plusieurs niveaux se trouvent parfois dans une même phrase que j'ai dû découper pour les besoins de l'analyse. Toute cette explication de texte est assez pédante. On verra toutefois plus bas qu'il faut aller plus loin, et rechercher la signification théorique du syncrétisme ainsi décrit.

2) La révolution

a) La vision de TC 9 sur la révolution et l'action révolutionnaire du prolétariat se rattache surtout à la première strate. Cela se comprend dès lors que l'on observe que la question de l'articulation entre capitalisme et communisme se fait en dehors de tout examen de la crise. C'est donc la lutte de classe quotidienne du prolétariat qui mène au communisme. "C'est tout simplement (sic) ce qu'il fait dans la lutte de classe... qui le détermine comme dissolution des classes en tant que classe particulière" (p. 37). A partir de là, "Le prolétariat trouve dans ce qu'il est (non-capital) le contenu de son action révolutionnaire, le contenu des mesures communistes : abolition de la division du travail, de l'échange, de la valeur" (p. 41).

On observe que les mesures communistes ne comportent pas l'abolition du travail lui-même et ne se distinguent donc pas ici, à ce niveau, de ce qu'on peut dire de la dictature du prolétariat. L'abolition du travail lui-même étant absente des "mesures communistes", on échappe difficilement à voir en celles-ci le rejet de la forme salariée du travail, et donc la revendication de la libération du travail - pourtant décriée par ailleurs.

De façon plus générale, la vision programmatique de la révolution imprègne le texte dans la mesure où il s'étend longuement sur la nature contradictoire des catégories du capital et identifie celle-ci à leur dissolution, pour enfin passer de l'idée de dissolution à celle de négation. Ainsi, TC 9 reprend l'analyse des Fondements sur la nature formelle de l'échange en ce qui concerne la force de travail. "Telle est la valeur d'usage dont découle la plus-value et c'est l'abolition de l'échange en général" (Marx dixit) (p. 9). L'abolition de l'échange est ici identifiée à celle de sa forme, idée admissible chez Marx, mais plus aujourd'hui, et qui débouche très vite sur la notion de planification.

b) Cela ne va pas sans problème, évidemment, et l'on trouve donc d'autres formulations que je rattache à la deuxième strate, celle du "communisme négatif". Il s'agit ici, par exemple, des commentaires des Manuscrits de 44 du paragraphe II, A, 2. "L'exclusion absolue entre le travail et la propriété", la "dépossession totale" servent de base au renversement qui mène à

"l'appropriation universelle".

C'est aussi à ce niveau qu'on voit TC 9 effleurer la notion de l'abolition du travail : "le prolétariat ne libère pas le travail" (p. 26). Notion qui est également reprise dans une citation de L'Idéologie Allemande ("la révolution communiste... supprime le travail") mais exclue du commentaire qui en est fait !

C'est enfin à ce niveau qu'on voit apparaître l'individu prolétaire révolutionnaire, également amené par L'Idéologie Allemande, mais sans que cette dimension soit exploitée non plus (p. 41)

La strate de l'implication réciproque a, dans l'examen de la révolution, la même fonction que dans celle du communisme et de son contenu. Il s'agit de dépasser les limites des deux strates précédentes. Entre le niveau terre à terre du programme prolétarien et la "métaphysique" (décrite par ailleurs) du jeune Marx (et surtout de CC) (Crise Communiste n° 1, 1977, n° unique - note de TC), l'implication réciproque conserve la lutte des classes quotidienne (réalité indiscutable) et tâche de déboucher en même temps, à force de jeu de miroirs, sur une vision plus large. Ainsi TC arrive à la notion de l'auto-abolition du prolétariat, mais pour affirmer aussitôt que ce serait "une erreur importante" d'en rester là : "le prolétariat ne s'abolit pas lui-même et abolit son contraire, il s'abolit lui-même en abolissant son contraire, l'abolition de son contraire est même la seule contradiction ayant une réalité" (p. 30). Faut-il comprendre qu'on a l'autonégation du prolétariat, ou qu'on ne l'a pas vraiment, ou qu'on l'a sans qu'elle n'ait de réalité, ou qu'elle est un simple corollaire ? La strate de l'implication réciproque est-elle celle de la dialectique normande ?

Je note au passage une certaine surprise à voir TC 9 rejeter une idée parce qu'elle est une "erreur" ! Cela vous a un petit côté scientifique, qui a certes l'avantage de vous dispenser de critiquer réellement l'idée en question. Cette façon de distribuer des mauvaises notes participe de ce que j'ai dit en introduction de la désinvolture de TC dans ses rapports théoriques extérieurs. La critique théorique expose honnêtement une idée avant de la critiquer, et fait cela en expliquant son origine, ses implications, son ancrage dans le réel, etc... (Tout cela est fait dans les premières pages de TC 7, puis dans 8, note de TC, mai 2000)

3) Le prolétariat

On retrouve les trois niveaux d'analyse quand on aborde la question de la définition du prolétariat, qui n'est autre que celle de sa détermination communiste. Je désigne sous ce terme ce qui fait que le prolétariat peut (et doit, d'un point de vue humain) produire le communisme. Que l'on place cette détermination dans la définition de son être ou qu'on la déduise de son activité (les deux points de vue sont-ils d'ailleurs exclusifs ?), on ne peut échapper à cette question sans sortir du domaine de la théorie communiste (histoire, sociologie, économie...).

a) Il me semble qu'il faut rattacher à la strate du programme prolétarien toutes les phases du raisonnement où la pleine socialisation du travail est posée comme dissolution et négation des catégories du capital. Par exemple : "le prolétariat est la négation de la division du travail en ce qu'il est producteur de valeur" (p. 13). Que la pleine socialisation du travail fasse apparaître les contradictions de la division du travail de façon particulièrement claire est une chose. Que ces contradictions puissent être dépassées à partir de leur état actuel, sans doute. Mais dire que le prolétariat nie une catégorie parce qu'il révèle dans son activité sa nature contradictoire, c'est un raccourci qui n'était admissible que lorsque la révolution consistait à libérer le travail et le prolétariat de conditions sociales historiquement dépassées, et comprises à ce titre comme source de la contradiction.

b) Il y a par ailleurs d'autres passages où la détermination communiste du prolétariat est plus proche du jeune Marx et donc de la phase du "communisme négatif". Ainsi en va-t-il pour la citation de la "Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel" reproduite p. 3, ou encore pour l'allusion à la pure subjectivité p. 17 : dans l'échange de la force de travail,

l'ouvrier apparaît "en n'étant que sujet".

c) La strate de l'implication réciproque se repère à la formulation plusieurs fois répétée que "le prolétariat trouve dans le contenu même de sa contradiction avec le capital la capacité à communiser la société et le contenu de cette communisation" (p. 12 entre autres). La répétition (parfois mot à mot) de cette formule à travers tout le texte indique à quel point le problème de la théorie communiste d'aujourd'hui est de trouver cette capacité. Ce n'était pas un problème pour le programme prolétarien, qui trouvait dans l'affirmation du prolétariat la réponse à toutes les questions posées par les contradictions du MPC. C'est au contraire une interrogation qui est apparue à travers la critique du programme prolétarien par la théorisation du "communisme négatif". TC n'échappe pas à cette question, mais croit avoir trouvé dans l'"implication réciproque" une réponse qui n'est qu'en fait qu'un retour inavoué à la problématique du programme prolétarien. La strate de l'implication réciproque tend ainsi à apparaître comme un sauvetage du programme prolétarien cherchant à éviter les principales critiques du "communisme négatif".

Je rattache également à cette strate l'affirmation maintes fois répétée que le prolétariat n'a pas une "nature révolutionnaire". Cette affirmation résulte, nous dit-on, d'un "changement complet de perspective" (p. 7) dans lequel on suppose que la critique de CC a joué son rôle - mais ce n'est bien sûr pas explicité. Le dit changement de perspective nous fait passer "d'une perspective où le prolétariat trouve en lui-même face au capital sa capacité à produire le communisme à une perspective où cette capacité n'est acquise que comme mouvement interne de ce qu'elle abolit" (id.). Qu'est-ce à dire ? Ou bien le prolétariat est le sujet de la révolution, et dans ce cas il a bien une nature révolutionnaire, quelle que soit la façon dont on la définit. Car je ne vois pas comment comprendre "nature révolutionnaire" autrement que ce qui, dans la définition du prolétariat, fait qu'il peut faire cette révolution. Si donc le prolétariat n'a pas de nature révolutionnaire, c'est que cette détermination communiste est en dehors de lui. C'est ce que semble indiquer la formulation selon laquelle la capacité est acquise. Peut-être, mais "mouvement interne de ce qu'elle abolit" ne vient-il pas replacer la détermination communiste dans le prolétariat ?

Je ne comprends pas - et les présentes notes témoignent pourtant de ma bonne volonté ! A mon avis, on ne peut pas échapper à la définition d'une détermination communiste du prolétariat. A moins de faire de la révolution quelque chose de fortuit ou de parfaitement automatique (ce dernier aspect est parfois présent dans le texte, il est vrai).

En fin de compte, il me semble que la phobie manifestée par TC pour l'idée d'une nature révolutionnaire du prolétariat est le signe de la difficulté rencontrée à conclure réellement la critique de CC (c'est-à-dire à rendre cette critique réellement productive). Je retrouve en effet des échos des reproches qui nous ont été faits quand je lis qu'il faut "poser la capacité du prolétariat à produire le communisme non comme une nature mais comme un rapport et une histoire" (p. 9). La "métaphysique" supposée de la définition du prolétariat comme être contradictoire en soi, contradiction première par rapport à celle qui le lie au capital, est en effet une vieille antienne ?

Je ne veux pas refaire ici une défense et illustration de cette définition du prolétariat. Mais je répète que cette définition n'est nullement en dehors de l'histoire. Pas plus et pas moins que ne l'est celle de TC. Car après tout, où est l'histoire dans TC 9 ? Je suis frappé par le fait que tout l'exposé parle de la détermination communiste du prolétariat sans jamais se référer à l'évolution historique du MPC. En particulier sans faire appel à la distinction entre domination formelle et domination réelle. "La production du communisme... nécessite un stade particulier de développement de la contradiction entre les classes, du MPC, cf. TC 3", telle est la seule allusion du texte à une nécessaire périodisation.

Cela ne me gêne pas outre mesure, d'ailleurs. Cela signifie simplement que TC cherche à appréhender la possibilité et la nécessité de la révolution communiste à un niveau général, qui

de ce fait n'a pas encore besoin de périodisation historique. Pour moi, cela n'est rien d'autre que de chercher à définir la nature révolutionnaire du prolétariat. C'est parfaitement légitime.

Conclusion

Je ne tiens pas particulièrement à mon analyse "stratigraphique" du texte de TC. C'est la seule façon que j'ai trouvée de le lire, c'est tout. Mais dans la mesure où elle permet en effet de saisir sa nature syncrétique, cette analyse me permet de comprendre l'impression première que j'ai eue : il n'y a pas à être d'accord ou pas d'accord. Certains points m'ont intéressé (le passage sur la classe capitaliste, la définition du communisme comme liberté du présent par rapport au passé), mais le texte n'a pas de mouvement d'ensemble. Même de façon implicite, la strate de l'implication réciproque n'est pas une synthèse des deux autres qui donnerait une ligne directrice. Le propre de l'implication réciproque est d'aboutir à un "échappement" qui est toujours différent : soit qu'il aboutisse à la bonne vieille lutte de classe qui mène plus ou moins automatiquement au communisme, soit qu'il se clôture sur un raisonnement par impossibilité : "le prolétariat se trouve simultanément impliqué comme classe du capital et qualitativement incapable de le valoriser" (p. 6 - soit dit en passant, cette dernière phrase pose la question de la crise, qui est la grande absente de ce texte).

Il y a toutefois un point où le désaccord est nécessaire, et pas seulement de mon point de vue, mais aussi de celui du programme prolétarien et de celui du "communisme négatif" (mais peut-être pas de celui de l'implication réciproque?). Que penser en effet d'un texte sur "prolétariat et communisme" d'où il n'est pas possible de conclure si le communisme est ou non un mode de production, conserve ou non le travail?

Ces questions sont peut-être la façon la plus générale d'aborder le problème de la définition du communisme et de la détermination communiste du prolétariat. Or elles n'apparaissent jamais en tant que telles dans TC 9. C'est inévitable dans la mesure où le texte est toujours empêtré dans une masse de non-dits qui sont peut-être liés à l'histoire même de la notion d'implication réciproque. Cette histoire m'apparaît de la façon suivante : elle a été forgée pour former le cœur de la critique de la notion de "contradiction abstraite" qui elle-même a abouti à la définition du prolétariat comme être contradictoire qui rassemble en lui tous les éléments qui ont engendré le développement contradictoire de l'humanité des origines à nos jours, et qui peut à ce titre dépasser le travail et la société de l'économie.

En rejetant l'idée ci-dessus, la phase de l'implication réciproque n'a cependant pas tenu compte qu'elle avait été engendrée par la nécessité de rompre avec les "raisonnements par impossibilité" du communisme négatif tout en conservant une vision du communisme qui dépasse celle de la libération du travail. À défaut de critiquer la nécessité de cette rupture, TC est dangereusement ramené vers l'optique de l'affirmation du prolétariat, également inadmissible, et qu'il tempère par un recours discret au raisonnement par impossibilité. D'où les oscillations que cela entraîne dans la formulation de la définition du communisme et de la détermination communiste. D'où aussi le fait qu'il est impossible de poser les questions générales concernant le rapport entre communisme et travail, communisme et économie.

Je dis qu'on ne peut qu'être en désaccord avec le fait de ne pas poser ces questions : leur formulation, les hypothèses que nous avons faites sur les réponses possibles sont après tout la contribution essentielle que nous avons faite à la théorie communiste. Si celle-ci doit un jour renaître de ses cendres, je suis certain que ces questions seront au centre de sa réflexion.

(1991)

N.

Prolétariat, plus-value et profit

Bruxelles, le 7 janvier 1997

Cher R,

(...)

Je suis frappé à quel point nos références idéologiques et politiques sont ancrées profondément en nous, mêlant des niveaux de conscience et des attachements sentimentaux. J'ai l'intuition que soumis à l'isolement, nos positions de "résistance" nous fabriquent des défenses que seuls de grands mouvements sociaux peuvent dissiper en nous aidant à y voir clair. Je remarque que l'absent permanent à toutes les analyses historiques et à la théorie communiste est le facteur qu'en psychanalyse on appelle l'inconscient ou l'imaginaire. Comment intégrer à la théorie communiste et tenir compte dans l'analyse historique, de ce qui a poussé au delà de la raison scientifique, des masses d'individus à être révolutionnaires, d'engendrer des idées révolutionnaires et / ou de s'y rattacher avec tant de passion, de sacrifice et d'aveuglement. Il me semble encore, que ce qui est génial et non travaillé chez Marx, c'est d'avoir décrit la qualité spécifique de l'échange du M.P.C. et la richesse / appauvrissement que produisait l'abstraction de la valeur dans ses expressions les plus concrètes : les prix. Ne devons-nous pas nous dire que la lutte de classes a le prix qu'elle-même parvient à conquérir dans la compréhension / conscience de ce qui détermine son parcours? Que ce parcours se lit en négatif de la richesse du développement capitaliste, que la "mémoire" ouvrière n'est pas l'histoire des luttes passées mais l'inscription dans le procès de la valeur des rapports sociaux qu'il génère, qu'il ne s'agit plus d'une conscience de luttes, de combats immédiats, mais d'une conscience de la réalité qui est essentiellement médiée par le mode de production capitaliste comme équilibre / crise des classes?

Le point de renversement où ce rapport s'effondre ne peut donc qu'être le deuil du capital comme antagonisme / entente des classes, que le travail douloureux de l'émancipation de la richesse des rapports qu'il contient et qu'il engendre lui-même. Voici esquissé brièvement et fort intuitivement le cadre de mes critiques à ce que je comprend de tes positions et à votre démarche dans T.C.

Le "Journal d'un gréviste" m'a plu par son aspect d'immersion et de témoignage de l'impact que pouvait avoir la lutte ouvrière, comme un rappel de l'existence du conflit de classe qui "renaît constamment de ses cendres". En cela, c'est une bouffée d'air pour qui se donne la peine de le lire.

Malheureusement son contenu reste confidentiel, malgré la volonté d'autre chose. Je pense que "Théorie et marche à pied" ne se conjuguent pas vraiment. Les commentaires théoriques sont décalés de la lucidité et de la capacité d'analyse des situations. Le charme de la description et de l'analyse des événements se rompt dans l'analyse et / ou le commentaire théorique qui ne me paraît pas plus accessible que dans les revues de "Théorie". Le feu de l'action dévoile des failles, des lacunes et des contradictions. Je retrouve des affirmations faciles qui ramènent le tout à un discours idéologique qui déclenche en moi une alarme. Ai-je bien lu vos revues ? Ai-je compris la revue "Théorie Communiste" ou bien l'ai-je seulement interprétée comme je désirai la comprendre ?

Martin écrit : "La classe n'a existé que dans la lutte contre le capital. Son unité, son existence, ce ne sont pas en lui-même que le prolétariat les a trouvées, il les produit constamment contre le capital, que ce soit massivement, tous ensemble, ou de façon moléculaire dans le cours même du procès de travail, isolément ou en petites solidarités de résistance ou de coulage" (J.G.75). Ainsi, si d'une part il y a "identité entre la constitution du prolétariat comme classe et sa contradiction avec le capital" d'autre part vous précisez cette définition comme présupposition de la lutte ouvrière permanente pour concevoir la classe, et ce jusque dans la

plus petite parcelle de résistance dans le procès de travail. Je comprend qu'en partant du plus petit dénominateur "commun", vous retombez dans les antinomies et les polarisations radicalisantes. Que devient l'intérêt d'avoir souligné dans la théorie l'implication réciproque? l'identité entre l'existence comme classe du prolétariat et sa contradiction avec le capital ? Martin remplace l'identité ouvrière du cycle de luttes précédent, par la précarité de la situation de prolétaire "coeur de la conscience de classe" (p50) dans une situation où "C'est chaque parcelle de capital...qui vit de la baisse du niveau de vie" (p 82). Je comprend ces affirmations comme simplement antithétiques de celle précédente de "l'identité ouvrière" qui pouvait fleurir dans un contexte d'augmentation du niveau de vie. Je ne comprend pas en quoi la conscience de la précarité est bien différente de la conscience de la contrainte au surtravail par laquelle vous qualifiez la conscience de classe en domination formelle (T.C.12, p 15), à moins de réécrire l'histoire du capital. "Comment croire à la fable des "maîtres du monde" quand quotidiennement c'est le rapport capitaliste d'exploitation, de contrainte au travail que l'on a en face de soi." (J.G., p82) N'est-ce pas là contredire votre théorie? A mon sens, Martin place la conscience de classe là où elle ne peut pas s'exprimer, après avoir construit une universalité abusive à travers les mille et une facettes du concret du travail. Peut-être que l'on ne comprend pas le mode de production capitaliste de la même façon. Pour moi, Mode de Production Capitaliste signifie comment la division du travail dans la société (l'échange) est concomitante avec la division du travail dans le procès de valorisation (où il n'y a pas d'échange).

La réalité dans laquelle la conscience de classe peut se retrouver de façon continue et non immédiate, non forcenée en mythique résistance de coulage, c'est celle de "l'unité sociale des capitaux qui est fixée par l'échange au prix de production" (T.C.12, p16), c'est "la coalescence entre la constitution et la reproduction du prolétariat comme classe d'une part et sa contradiction avec le capital" (T.C.12, p9) à travers la péréquation du taux de profit.

Reconnaître et exprimer cette réalité de manière non abstraite résume la difficulté à laquelle la conscience de classe est en butte. C'est bien plus de Bruxelles qu'il s'agit que de l'entreprise X ou Y, même si Bruxelles n'est qu'un ersatz de la dynamique capitaliste. C'est la mondialisation dont Bruxelles est une des institutions récentes qu'il s'agit de théoriquement résoudre et politiquement réduire, afin de conjuguer cette conscience de classe aux multiples facettes et réalités du capitalisme et de ne pas se laisser illusionner par l'éclosion des luttes.

Revoilà mes anciens démons qui reprennent le dessus et interpellent mon esprit critique, jusqu'à revenir sur vos plus beaux fleurons : "il faut une bonne fois pour toutes reconnaître que la classe ouvrière ou le prolétariat est une classe du mode de production capitaliste, qu'elle est dans un rapport conflictuel d'implication réciproque avec le capital. Ce rapport, l'exploitation, est la dynamique même de la reproduction du mode de production, de l'accumulation du capital...Le syndicalisme exprime ce procès, il exprime l'activité de la classe en ce qu'elle implique conflictuellement le capital et présuppose son rapport à lui." (J.G.17)

Martin voudrait bien n'avoir qu'un capital face à la classe ouvrière et pouvoir identifier la classe ouvrière à partir de ce qu'il veut pour elle : le communisme. C'est pourquoi il insiste tant sur le rapport d'exploitation comme dynamique de l'accumulation du capital. Mais ce qu'il énonce comme principe général à l'intérieur de chaque parcelle de capital, de chaque procès de valorisation, n'est plus valable pour la reproduction d'ensemble du rapport capitaliste, pour le capital comme universalité. Là, le moteur c'est "l'autovalorisation" comprise comme la resituation des rapports particuliers dans le mouvement d'ensemble où la production de survaleur devient le profit, où la survaleur n'est pas seulement produite, mais réalisée. "La survaleur ainsi mesurée à la valeur du capital présupposé, le capital ainsi posé comme capital se valorisant --c'est le profit. Considéré sub specie non pas de l'éternité, mais du capital, la survaleur est du profit." (Marx, Gr II, p 234)

"Au contraire, ce rapport au travail vivant n'apparaît que comme un moment de son mouvement d'ensemble...C'est pourquoi il ne mesure plus la valeur nouvellement produite d'après sa mesure réelle : le rapport du surtravail au travail nécessaire, mais la mesure à lui-même en tant qu'il en est la présupposition" ; "Dans cette circulation, le capital se sépare constamment de lui-même en devenant le travail objectivé afin de s'assimiler la force de travail vivante, son air vital" (Gr II, p167). La présupposition du capital et l'implication réciproque que Marx développe dans ces chapitres semble échapper à votre interprétation sur la base de l'accumulation qui en reste au niveau du capital comme généralité. Ce procès là, ni le syndicalisme, ni aucun syndicat ne pourront jamais l'exprimer ni en rendre compte. Quand le syndicalisme s'y risque, confronté à ses limites, c'est pour stigmatiser la finance, le pouvoir des banques, la spéculation, l'incompétence politique...Il ne pourrait reconnaître la richesse des rapports sociaux capitalistes sans mentir à sa fonction, à son institution de représenter le pôle du travail, sa souffrance, sa misère et par là son inféodation dans le rapport d'exploitation.

Quand Martin écrit que "le débouché politique n'est pas une nécessité dans l'implication réciproque entre prolétariat et capital, comme l'est le syndicalisme..." (J.G.82), j'ai le sentiment de vous avoir lu à l'envers.

Avec la domination réelle, l'Etat n'agit plus comme entité omnipotente, mais doit s'adapter et répondre aux aléas de la valorisation. La gestion par l'état du conflit de classe (réglementation du travail, législation sociale...) signifie que l'état délègue à travers une série de médiations auprès de chaque capital la responsabilité et l'autonomie de l'intérêt général (institutionnalisation d'une solidarité de classes exploiteuses qui dépasse les intérêts de la concurrence inter capitalistes). Les conditions de travail, le temps de travail, le niveau des salaires ne dépendent plus que marginalement de l'entrepreneur capitaliste, du "patron". Les ouvriers et plus largement les prolétaires sont confrontés à une structure étatique qui recouvre un bain social et des idéologies politiques autour desquels est générée la "solidarité nationale" (là où la révolution bourgeoise a réussi à engendrer une tradition de classe dominante unifiée). Ce qui en domination réelle caractérise la lutte de défense (revendicative), c'est que le combat pour le salaire pose nécessairement le politique, le prolétariat se trouvant face à une unité capitaliste qui à partir d'une position particulière, est à même de satisfaire des besoins, d'élargir le champ des valeurs d'usage disponibles aux prolétaires (l'importance des régimes de sécurité sociale, du rôle du dialogue social, des mouvements de citoyenneté etc.). C'est plutôt le syndicalisme qui est devenu caduque, les revendications salariales pouvant s'inscrire dans une gestion étatique, les syndicats ouvriers de classe ayant à de rares exceptions tous été intégrés "naturellement" aux états bourgeois;

Je comprend que les syndicats peuvent se référer au syndicalisme comme forme historique de la lutte de classe uniquement parce qu'elle est définitivement dépassée. Quand Martin écrit que "son aspect de confrontation butée, où l'un des deux adversaires doit plier n'appartient pas au syndicalisme" (J.G.66), il confond syndicats et syndicalisme, car le syndicalisme peut très bien adopter cette radicalité (cf les coordinations, les "syndicats de classes" etc.). J'ai l'impression que Martin exprime à travers son bouquin quelque chose qu'il ne veut ou ne peut pas admettre pour lui-même : la lutte de défense, revendicative ne peut plus être syndicale, en tant qu'activité de lutte, elle embrasse d'emblée tout le champ social et politique. Mais pour Martin, la conclusion est inverse : l'activité est au départ syndicale avec comme limite que le syndicalisme "n'exprime pas la dynamique de la lutte de classe comme procès historique et plus immédiatement la dynamique des luttes...le syndicalisme est une fonction de la lutte de classe" (J.G. 48)

La lutte de défense est souvent revendicative, c'est-à-dire qu'elle adopte le terrain du syndicalisme par nécessité. Elle est d'emblée en porte-à-faux avec celui-ci, comme Martin le décrit au fil des assemblées et manifs. Attendre ou espérer qu'une lutte pose des

revendications "irréalistes" c'est rester dans une vision radicalisante de son dépassement et je crains fort que cela n'engendre qu'une succession d'activités débordantes mais sans attache réelle.

La position qui me semble juste, dans le cadre d'un constat d'imaturité d'un conflit, c'est celle qui interroge les limites dans un cadre théorique (cf le texte sur le Proche Orient, TC 11) en assumant l'état de faiblesse en tant que rapport de force déterminé dans lequel le critique est lui-même impliqué et "objectivé". Le tract sur "l'unité syndicale" reflète l'axe de votre position vis-à-vis du syndicalisme. Martin entend la lutte revendicative comme la base d'un possible dépassement au travers de la dynamique que les luttes se donnent. Mais le processus est inverse. Il n'y a pas de transcroissance ou "dépassement" hors d'un contexte général qui fournit à ces luttes la capacité de dépasser leur limite dans "l'implication réciproque". Ce contexte n'est pas une condition économique déterminée, un état indéfinissable de "crise", mais des amalgames de la société comme totalité historique, au départ très bruts et chaotiques, qui à force d'un travail préparatoire plus ou moins spontané (celle-ci n'est jamais innocente ni hasardeuse) arrive à se combiner, à s'organiser et atteignent un état de densité et d'attractivité tel que ces luttes se transforment en un mouvement identifiable et conscient de ses propres conditions en devenir, face à ce que la démocratie lui oppose.

Est-ce la lutte revendicative le point de départ ? est-ce elle qui va permettre l'élan nécessaire ? En 1917, les révolutionnaires ont pu penser cela à partir selon vous d'un schéma "programmatique". En 1936 en Espagne, cela n'était plus vrai et confirmé par la guerre entre factions de l'état bourgeois (auxquelles étaient intégrées les C.N.T., F.A.I. et P.O.U.M.). En 1996, a-t-on avancé dans cette question ? Ce que je remarque à votre désavantage, ce sont les avis à orientations variables et divergentes qui gommant ce genre de problématique. Ainsi, la période 17 / 36 est une fois appréciée comme un immense trou noir pour tout le mouvement révolutionnaire (dans le projet de texte sur la Gauche Italienne) mais une autre fois, Martin affirme que les années 30 et l'immédiat après-guerre fut une période où la classe ouvrière était extraordinairement combative et dangereusement autonome face au capital. (J.G. 68). Quand T.C.2 analyse à chaud la crise de 68-80...c'est encore dans l'optique du surgissement immédiat et spontané de "fractions communistes"...

T.C. a un problème avec la crise, d'abord vue comme impossible restructuration d'où l'optimisme des années 70-80. Actuellement, vous adoptez une attitude plus pragmatique : plus rien n'est sûr à part la restructuration actuellement en passe de se terminer. R veut se distancier des "conditions" qui amèneraient le communisme comme si le capitalisme produirait automatiquement la révolution. En 1979, il y a un immédiatisme de la révolution ; en 1996, la révolution peut survenir sans qu'on l'attende. En 1979, il fallait marquer le coup par rapport à Invariance ; en 1996, sortir de la confidentialité...atteindre les milieux libertaires peu sectaires, passer de T.C. à T.C.Editeur...quelle nouvelle aventure !

Vous semblez prêt à repartir à l'aventure parce que dans votre salutaire défense et résistance de ces 20 dernières années, vous vous êtes attachés à l'exploitation, à l'extorsion de survaleur comme à la réalité du capital, comme si la réalité se trouvait dans la démystification du capital, comme si la survaleur était plus réelle que le profit. Or selon moi, c'est le contraire et il n'y a pas 2 réalités selon le point de vue qu'on adopte ou qu'on voudrait voir adopter ("Il faut une bonne fois pour toute reconnaître que la classe ouvrière ou le prolétariat, est une classe du mode de production capitaliste..."). Il n'y a pas plus une réalité ouvrière comme conscience de l'exploitation (lui qui la vit dans sa chair et son sang quotidiennement) à côté d'une réalité bourgeoise comme confirmation de l'identité de l'exploitateur.

Je comprend mieux l'importance de la baisse du taux de profit dans votre conception. Vous l'utilisez pour montrer la caducité de l'exploitation, mais en passant, vous oubliez le développement qu'il implique.

"Le prolétariat est en contradiction avec l'existence sociale nécessaire de son travail, comme

capital, valeur autonomisée face à lui et ne le demeurant qu'en se valorisant : la baisse du taux de profit est une contradiction entre les classes" (T.C.8, p9)

La contradiction existe entre le travail vivant et la valeur autonomisée, le capital qui est devenu surcapital. Le prolétariat exprime le pôle du travail vivant, nécessaire, le capital, le travail objectivé. La contradiction est celle du capital comme unité contradictoire et non pas celle du prolétariat face au capital ; ce serait définir le capital sans le travail salarié ou donner au prolétariat une définition extérieure, justement une nature. C'est pourquoi dire que la baisse du taux de profit est une contradiction entre les classes me paraît être une redondance, parce qu'elle n'est qu'une conséquence de ce que le capital tend à la péréquation du profit, que le profit engendre le profit moyen comme existence et équilibre du capital comme universalité. La survaleur, donc la contradiction entre les classes n'est rien d'autre que du profit, c'est-à-dire "la survaleur ainsi mesurée à la valeur du capital présupposé, le capital ainsi posé comme valeur se valorisant" (Gr II 234)

Que vient alors expliquer la loi de la baisse du taux de profit ? A travers ses trois variantes, que le rapport du travail nécessaire au surtravail n'est plus la mesure réelle de l'exploitation mais l'indice du développement des forces productives de la société ; que "plus l'existence déjà acquise par le capital est étendue, plus est mince le rapport de la valeur nouvellement créée à la valeur présupposée (à la valeur reproduite)" (Gr II 235) et enfin que "si le taux de profit est inversement proportionnel à la valeur du capital, la somme du profit, elle, lui sera directement proportionnelle"(Gr II 236)

Conséquence : "Du point de vue historique, c'est la loi la plus importante...On constate que les conditions les plus importantes pour la reproduction de la richesse, c'est-à-dire le riche développement de l'individu social, que le développement des forces productives suscité par le capital lui-même dans son développement historique, parvenu à un certain point, abolit l'autovalorisation du capital au lieu de la poser. Au-delà d'un certain point, le développement des forces productives devient un obstacle pour le capital ; donc le rapport capitaliste devient un obstacle au développement des forces productives du travail. " (GR II 237)

Dans le texte "Acumulation du capital et révolution" (T.C.2), vous commettez la même confusion. "Le procès de l'exploitation est l'universalisation réelle de l'homme..." (T.C.2, p17). Vous ne distinguez pas le capital comme essence de ce qu'il est, comment il apparaît. Le but et le principe, c'est la survaleur, mais celle-ci ne se réalise pas autrement que par l'égalisation en profit moyen. Les conditions historiques de l'immédiateté sociale de l'individu ne proviennent pas de la caducité du salariat, mais du mode réel d'existence du capital qui est le profit, le profit moyen. Les contradictions sociales n'apparaissent jamais aussi pures que son principe ; le capital découvre des subterfuges à sa contradiction fondamentale au travers des catégories économiques qu'il a créées. L'immédiateté sociale de l'individu est aléatoire et là se situe, je crois, le rôle des révolutionnaires.

TC a tellement insisté sur son axe de résistance, qu'il simplifie à outrance les "fondamentaux" :

" La contradiction classique entre les forces productives et les rapports de production n'existent pas (...). Il s'agit de la contradiction des rapports de production capitalistes et des classes qu'ils définissent, qui est en elle-même cette tendance et sa limite." (TC2, p 20)

Comment fait-il pour comprendre que les rapports de production ne soient pas des rapports de classes? Comment peut-il concevoir qu'ils soient en contradiction avec eux-mêmes s'ils sont les mêmes, s'ils sont la même chose?

Par forces productives, petit rappel : "Son existence (le capital) suppose donc un certain volume de population laborieuse, une population importante, qui est en soi condition de toute force productive - mais cette reproduction s'effectue partout en présupposant l'action du capital fixe, des matières premières et de la puissance scientifique, aussi bien en tant que tels qu'appropriés à la production, et même déjà réalisés en elle". (Gr II, p 252) ... "Il existe une

autre force productive de ce genre, une machinerie qui ne lui coûte rien : c'est la division et le caractère combiné du travail au sein du procès de production (...). Une autre force productive qui ne lui coûte rien est la puissance scientifique (...). La croissance de la population est également une de ces forces productives qui ne lui coûte rien. Bref, toutes les forces sociales qui se développent avec la croissance de la population et le développement historique de la société ne lui coûtent rien (...). Une utilisation qui ne coûterait rien mais que le capitaliste aurait simplement à s'approprier, posséderait le maximum de valeur pour le capital." (d°, p 254).

Quel est donc le problème à dire que ce degré de développement des forces productives entre périodiquement en contradiction avec les rapports de production? La distinction qui permet de comprendre la contradiction précise les "rapports de production" comme la division sociale du travail, l'échange et ses modalités, son langage, sa culture, ses traditions et convenances qui sont synthétisés dans l'argent. Il s'agit là de la contradiction fondamentale et spécifique du capital. Avec le passage en domination réelle, la contradiction dans l'espace s'est muée et approfondie en contradiction dans le temps. D'une contradiction interne à la marchandise (valeur d'usage / valeur d'échange), on passe à une contradiction "économique" entre la marchandise (valeur d'usage et valeur d'échange) / l'argent-capital ou la valeur d'échange autonomisée.

Il me semble évident qu'il y aura toujours un retard entre le mouvement du développement des forces productives et l'échange, le capital ne peut en effet anticiper sa propre dévalorisation que partiellement et doit faire face au contrecoup du bouleversement des forces productives qu'il engendre. Les "rapports sociaux" ne peuvent pas être réduits à un conflit de classes essentiel comme si les forces productives n'étaient pas tout aussi vivantes, sociales, historiques. A la rigueur, on pourrait polémiquer à propos de l'inexistence de la "contradiction classique", pour autant que l'on a bien ciblé l'objet de la critique, à savoir, une compréhension tronquée des forces productives (instruments de production, technologie...) et des rapports sociaux (classes existantes en soi, nature de classe...) vues de manière extérieure à leur détermination comme capital. Si c'est pour démontrer la caducité du salariat, je n'en vois pas l'intérêt.

L'antagonisme du capital se déroule au niveau et sur la base de la contradiction fondamentale exposée par Marx. Dans son affrontement au capital, le prolétariat affronte la communauté réelle de l'argent comme rapports sociaux autonomisés du capital. Cela se traduit soit en dénégation : "abolition de l'argent", soit par l'indifférenciation entre l'argent et le capital avec comme conséquence, l'illusion de s'approprier, de posséder le capital, de le gérer (entre les deux, mon coeur balance et l'on passe sans sourciller de l'un à l'autre comme le bolcheviks en 17).

Il n'y aura pas de création de nouveaux rapports sociaux dans la révolution, sans action consciente, volontaire, politique à l'égard de ce problème. Cela c'est l'enjeu de l'activité du prolétariat, pour lequel un travail préparatoire et accoucheur est nécessaire et indispensable. J'en termine ici pour l'instant. Tu auras compris que je ne partage pas les mêmes pré requis que ceux que tu exprimes dans TC et le "Journal...". (...).

Je te communiquerai des notes que j'ai prises lors de la lecture du projet de texte sur la gauche italienne (texte qui fut publié dans le cadre d'une critique générale de l'Ultra-gauche dans TC 14, note de TC), mais je dois encore les rassembler et les taper. Tu verras que je ne peux me rallier à une conception qui qualifie la contre-révolution en Russie à partir d'octobre 17 et range les bolcheviks avec les Noske et Cie.

A bientôt donc.

M. D

Le capital ne tient pas par défaut. On ne peut considérer qu'en gros la société "tourne", que malgré cahots et chaos elle avance, et qu'en plus elle serait oppressive, mauvaise, donc à changer. Depuis un siècle et demi, contre l'utopisme cherchant la solution hors des rapports sociaux, la critique communiste répond ce qui permet exploitation et oppression est aussi ce qui rend leur fin possible. Le monde peut changer puisque c'est nous qui le faisons.

Je voudrais y revenir ici à l'aide d'une relecture de Marx, en partant d'un reproche adressé par Théorie Communiste à la Banquise. Selon TC, nous aurions postulé une nature humaine irréductiblement inintégrable finissant par faire sauter le carcan capitaliste, et ainsi exposé une "compréhension humaniste du prolétariat". Au lieu de voir "dans les conditions strictement capitalistes" de la contradiction capital / prolétariat "la capacité du prolétariat à produire le communisme", nous aurions cherché une "libération de l'activité humaine sous le travail ou sous les classes" ("TC" N°13, P.6) Par glissements progressifs, l'oubli de la contradiction fondamentale aurait fini par opposer :

tendance millénaire au communisme /société de classes

mouvement social subversif / capitalisme

communauté humaine / fausse communauté

vraie communauté / démocratie

vrai / faux

pratique du dévoilement / société du spectacle... ,

ouvrant ainsi la porte aux campagnes censées démystifier le grand mensonge antifasciste (La Guerre Sociale), voire le mensonge du siècle (Pierre G.) Pour TC (qui ne dit d'ailleurs pas que notre voix se serait mêlée à celle de la GS ou de Pierre), pareille dérive n'était pas inéluctable, seulement rendue possible par le dérapage théorique.

"Libération de l'activité humaine sous le travail".

Tout dépend du sous. Si l'on conçoit le capitalisme comme une prison d'où, un soir, sortira une virtualité aujourd'hui enfermée, c'est faux. Cela supposerait un positif toujours déjà là, coincé par le capital et attendant de s'échapper.

Ce qui existe, par contre, non pas antérieur ou extérieur au capital, mais consubstantiel à son fonctionnement, c'est la portée universelle du travail vivant dont il se nourrit chaque jour.

Non pas, évidemment, au sens où le travail serait le propre de l'homme défini comme homo faber.

Plus simplement, les prolétaires ne sont pas des boeufs. On ne met pas au travail l'homme comme un animal. Le métier le plus manuel exige autre chose qu'une dépense musculaire : une saisie, une anticipation du geste, un savoir faire personnel et collectif que même le taylorisme n'élimine pas, un apprentissage que le travailleur peut ensuite transmettre. Cette faculté inclut la représentation de ce que font et sont les autres prolétaires, y compris s'ils vivent à 10 000 km, le cheval peut refuser de travailler, tuer son maître, fuir et finir ses jours libre, non entamer une autre façon de vivre qui réorganise aussi la vie de l'ancien maître. Le capital n'est capital que parce qu'il exploite non le produit du travail, mais l'humain : il en reste tributaire, et peut être mis en crise ou en révolution.

La prolétarianisation n'est pas la perte de quelque chose ayant existé avant, mais, l'exploitation d'une capacité humaine. Il n'y a pas à introduire dans l'analyse une dimension humaine, mais à voir celle qui y est : ma faculté sans cesse remise en cause et chaque fois reconstituée d'organiser mon travail avec d'autres et de les penser comme semblables (ou le cas échéant comme concurrents).

Un apport fondamental de la gauche germano-hollandaise et de ses dérivés, est de l'avoir toujours souligné.

"Si l'ouvrier est, même du point de vue économique, plus qu'une machine, c'est parce qu'il produit pour le capitaliste plus qu'il ne coûte à celui-ci, et surtout parce qu'il manifeste au cours de son travail la créativité, la capacité de produire toujours plus et mieux, que les autres

classes productives des périodes antérieures ne possédaient pas. Lorsque le capitaliste traite le prolétariat comme du bétail, il apprend vite à ses dépens que le bétail ne peut pas remplir la fonction de l'ouvrier, car la productivité des ouvriers surexploités baisse rapidement. C'est là la racine profonde des contradictions du système moderne d'exploitation et la raison historique de son échec, de son incapacité à se stabiliser" (Socialisme ou Barbarie; n°1, 1949, p.26).

Que SoB, comme le conseillisme, ait réduit le caractère générique fondant le salariat à sa dimension gestionnaire, ne peut faire oublier ce que de tels courants, reflets des luttes concrètes pour l'auto-activité et l'autonomie contre les patrons, la bureaucratie et l'Etat, ont mis en lumière : le prolétariat est ce que le capitalisme place en situation d'universalité. Non parce que les prolos fabriquent les richesses - dont d'ailleurs une bonne partie nous appauvrit tous. Mais parce qu'ils sont la marchandisation toujours plus totalisante et jamais totale de l'activité et de la vie. Le prolétaire étant la marchandise qui produit les autres, il les contient toutes, détient la clé de sa propre exploitation, et en se niant comme marchandise peut révolutionner le monde de la marchandise. Aucune classe exploitée antérieure n'a vécu pareille potentialité.

En effet, même s'ils crevaient à la tâche, l'esclave, le serf, le paysan contraint à la corvée et à l'impôt, l'artisan, l'ouvrier d'avant la révolution industrielle, n'étaient féroceusement exploités que dans une partie de leur existence, dont une large fraction restait hors du contrôle de la classe dominante. Le potager du serf n'intéressait pas le seigneur. Les prolétaires modernes produisent la totalité de leur vie matérielle, la perdent, la reçoivent sous forme de marchandise et de spectacle, et ce par une circulation mondiale des biens et du travail. C'est pour cette raison qu'il y a 150 ans le capitalisme fut théorisé comme accomplissement, son achèvement, d'une double tendance à l'universalisation de l'humanité et à son aliénation.

En 1846, une minorité perçoit la société à un point-limite : les prolétaires ne peuvent que se réapproprier la totalité des conditions de vie, "non seulement pour être capables d'affirmer leur moi, mais tout simplement pour assurer leur existence"(L'Idéologie Allemande, Oeuvres, Pléiade, III, 1120). La révolution annoncée utilisera les forces productives mais ne sera pas une révolution des producteurs. La technique ne vaut qu'en tant qu'épanouissement des individus, avec dépassement de la capacité professionnelle : "c'est maintenant la particularisation des individus eux-mêmes, la profession qui est devenue accidentelle" (1121). Par conséquent, "tandis que les serfs fugitifs voulaient seulement développer et affirmer librement leurs conditions de vie déjà existantes, et n'aboutirent, en fin de compte, qu'au travail libre, les prolétaires doivent, eux pour faire valoir leur personnalité, abolir la condition d'existence qui fut jusqu'ici la leur, et qui est en même temps celle de toute l'ancienne société : ils doivent abolir le travail. C'est pourquoi ils se trouvent en opposition directe avec l'Etat, forme sous laquelle les individus de la société se sont donnés jusqu'ici une expression collective ; et ils doivent renverser l'Etat pour affirmer leur personnalité" (Id.; 1114).

Au-delà de l'effrayante contradiction entre production croissante de richesse paupérisant ses producteurs, les plus radicaux apercevaient une ouverture historique, à travers la contradiction du travail :

"de nos jours seule forme possible, mais , nous le voyons bien, forme négative de l'affirmation personnelle (...)" (Id.; 1120).

Du choc entre artisanat et grande industrie pouvait surgir une figure du créateur-artiste comme du prolétaire-serviteur de la machine. Grâce au travail marchandisé, sans attache et indifférent à son contenu, mais collectif, l'association devenait envisageable, et la forme salariale (encore trop récente pour paraître "naturelle") dépassable.

Le "prolétariat" est alors pensé comme ce qui va composer une autre société. Il figure déjà une sorte de société, car en lui se défont les classes. Il aspire artisans, paysans, attire une partie des "intellectuels", ne forme pas bloc ou entité, mais exprime une décomposition sociale (une

recomposition espèrent les révolutionnaires). Les prolétaires vivent chômage, pauvreté, déracinement, déstructuration de la famille, des coutumes, des identités, des valeurs, et dans le même temps agissent collectivement (insurrections, chartisme, trade-unions, Union Ouvrière, luddisme aussi, dont les trade-unions ultérieurs donneront l'image faussée d'une force brute, spontanée mais bornée). Le prolétariat d'avant 1848, c'est la société marchande-industrielle en voie de dissolution : quelque chose d'assez désagrégé pour produire sa critique, mais encore assez communautaire pour vouloir lutter, et par la rupture des barrières entre travailleur/non travailleur, artisan/ouvrier, manuel/intellectuel accéder à une association libre. Le mouvement ouvrier organisé en a ensuite repris et nié l'héritage, et la visée communiste s'est figée en sociologie pour plus d'un siècle.

Sous le poids de l'époque, Marx lui-même, quoique visant "une description des caractères de la société communiste" (Bordiga), l'a de plus en plus considéré à partir du capitalisme, et à force de critiquer l'économie politique s'y est enfermé. Quel intérêt de "prouver" scientifiquement l'exploitation, au lieu d'exposer en quoi l'exploitation exploite ce qui peut produire le communisme ?

Je ne propose pas d'opter pour le "jeune" Marx contre le "vieux" mais de comprendre que le "jeune" contient beaucoup plus le "vieux" que ce dernier n'inclut le "jeune". L'involution intellectuelle faisait écho à une stabilisation historique. La perspective communiste était beaucoup moins vivante dans l'AIT ou même la Commune, que chez les révolutionnaires des années 1840 -dont l'auteur des Manuscrits de 1844 a effectué la synthèse la plus forte.

La révolution n'est pas advenue autour de 1848, et il serait absurde d'attendre de l'informatisation qu'elle rende enfin "historiquement nécessaire" en l'an 2000 ce qu'était censé accomplir avant 14 la grande industrie mécanisée ou après 1960 l'automatisation naissante.

Ce qui est vrai, c'est que toute profonde réorganisation du système productif appauvrit matériellement les travailleurs, mais aussi les dépossède d'une relative maîtrise de leur travail, et déclenche résistances et révoltes, conservatrices souvent, révolutionnaires peut-être. La remise en cause capitaliste des formes du salariat ouvre une voie de rupture avec la condition salariale. A chaque fois, rien ne garantit qu'un mouvement communiste puisse ou veuille en profiter, mais la possibilité est là, qui fait du prolétariat la "classe du renversement"(Id. 1123). Hypothèse : nous vivrions une nouvelle époque-charnière où le capitalisme peut se créer des pôles de profit, rénover les techniques et multiplier les objets de consommation, donner de l'emploi et/ou du revenu, calmer les émeutes, non unifier la société mondiale du travail généralisé au moment où celui-ci devient inessentiel. Des caves méphitiques de Lille et de Manchester aux salles de séjour des HLM où trône le magnétoscope, le problème demeure : comment mettre au travail les salariés s'ils sont rentables, qu'en faire quand ils ne le sont pas ? à un point extrême, en Chine, 100 millions de déracinés ex-ruraux que la ville capitaliste n'intègre pas. A l'autre bout de la chaîne, en Seine-Saint Denis, école jusqu'à 22 ans, stages, boulots petits ou précaires, assistance. Entre les deux, les Etats-Unis. Si les données réunies par E.Todd ("L'illusion économique") sont exactes, avec un chômage de 5% mais une productivité inférieure de 20% à celle du Japon ou de l'Allemagne, l'Amérique est plus une machine à produire de l'emploi que de la rentabilité, et "la plus grande réussite du système de production américain est antiéconomique". La question n'est pas que la situation serait sans issue pour le capital, mais qu'elle rouvre une issue au prolétariat en tant que classe non pas des travailleurs mais de la critique du travail.

La limite du capital est ne pouvoir se passer du travail, de le généraliser, de faire entrer en ce moment par exemple des centaines de millions d'êtres dans le salariat, tout en réduisant le travail à un rôle négligeable. Pour y remédier, des penseurs lucides comme A.Gorz proposent de détacher l'argent du travail, chacun ayant droit à un quantum de consommation, qu'il ait ou non participé à la production. Une telle société du revenu est impossible ; même dix fois plus automatisé, notre monde reposerait encore sur le travail. Les prolétaires resteront le mal

nécessaire du capitalisme.

Question : Peut-on passer du moment où le capital refuse beaucoup de prolétaires (en particulier des jeunes) au refus de ce monde et de son travail par les prolétaires (en particulier beaucoup de jeunes) ? Que fera cette "(...) masse humaine issue de la décomposition aigüe de la société, et plus spécialement de la décomposition rapide de la classe moyenne (...). Quand le prolétariat annonce la dissolution de l'ordre présent du monde, il ne fait qu'énoncer le secret de sa propre existence, car il est lui même la dissolution effective de cet ordre du monde. Quand le prolétariat exige la négation de la propriété privée, il ne fait qu'ériger en principe de la société ce que la société a érigé en principe pour lui ; ce qui sans même qu'il intervienne, est déjà incarné en lui comme résultat négatif de la société" " Pour une critique de la philosophie du droit de Hegel" 1844, Oeuvres, Pléiades, III, 396-7).

Précisons que Marx n'envisage pas ici seulement la naissance de l'industrie, mais toute phase grave de crise sociale. Le prolétariat en 1844 comme 154 ans plus tard, c'est l'ensemble des catégories ayant en commun de ne vivre que de la vente de leur force de travail, qu'elles soient au travail ou sans, partiellement employées, précaires ou protégées par un statut mais susceptibles (sinon un frère, ou une fille...) de tomber dans une catégorie fragile Le prolétariat existe comme dissolution des classes au sens où il est et fait cette dissolution. Il en est le produit et le processus, par "une révolution où le prolétariat se dépouille de tout ce qu'il a conservé jusqu'ici de sa position sociale" ("L'Idéologie allemande", 1121). Il ne s'agit donc pas qu'il fasse bloc comme une armée face à une autre, mais mette en oeuvre la négation qu'il est déjà, dépassant l'individualisme comme la massification.

"(...) en face de ces forces productives, se dresse la majorité des individus à qui ces forces ont été arrachées et qui, frustrés ainsi de toute substance réelle de leur vie, sont devenus des êtres abstraits, mais qui précisément pour cette raison, sont en mesure de nouer des relations entre eux en tant qu'individus" (Id., 1119-20)

"(...) le lien commun que les individus d'une classe nouaient entre eux, et que nécessitaient leurs intérêts communs face à un tiers, fut toujours une communauté à laquelle ces individus appartenaient uniquement comme individus moyens, pour autant qu'ils vivaient dans les conditions d'existence de leur classe : relation à laquelle ils participaient non en tant qu'individus, mais en tant que membres d'une classe. Au contraire, dans la communauté des prolétaires révolutionnaires qui placent sous leur maîtrise tant leurs propres conditions d'existence que celles de tous les membres de la société, c'est exactement l'inverse qui se produit : les individus y participent en tant qu'individus (naturellement dans les limites des forces productives telles qu'elles sont présentement constituées) qui soumet à son autorité les conditions du libre épanouissement et du libre mouvement des individus, conditions qui avaient été jusque-là livrées au hasard, et qui s'étaient figées en face des individus, précisément du fait de leur séparation en tant qu'individus, et de leur union nécessaire" (Id., 1114).

Selon Théorie Communiste, "Le prolétaire des "oeuvres de jeunesse" c'est l'individu personnel pour qui les déterminations sociales antérieures sont devenues une contingence, c'est en soi cette situation qui est posée comme révolutionnaire (...)" (TC n° 14, p.19).

Là où nos camarades du Sud discernent une faiblesse théorique, se lit au contraire une acuité d'analyse, car le prolétaire évoqué par Marx est plus qu'un individu, puisqu'il partage (dans sa tête et en actes) son sort avec des millions d'autres. Est-il si individuel, cet individu sur qui pèse une contrainte historique, cet être tour à tour "exclu" de la production puis ré-inclus de force, et ainsi à même, parce que sa condition ne l'enferme pas dans une usine, un métier ou un lieu, de faire ce dont le métallo CGTiste s'avère incapable : passer d'une catégorie à l'autre, ne pas se penser unilatéralement "travailleur" OU "en marge du travail", faire preuve de fluidité, de liberté...

"(...) à la place des individus provinciaux, cette évolution a fait apparaître des individus réellement universels, dont l'horizon est l'histoire mondiale. Pour nous le communisme n'est pas un état de chose qu'il convient d'établir, un idéal auquel la réalité devra se conformer. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses" (Id., 1066-67).

Il en découle que nous revendiquer d'une "classe" donne au mot un sens totalement différent de celui qui s'entend par bourgeoisie, "classe moyennes" ou "classe ouvrière", au risque de ne plus savoir de quoi on parle. En période non révolutionnaire "classe" ne recouvre qu'une réalité sociologique. Dès lors que tout vacille, la sociologie n'explique pas grand chose : en 68, Debord appartenait-il à la classe ouvrière ? Et où est l'intérêt d'une telle question ?

L'important, c'est ce qui tend à fracturer les séparations.

"Classe", "action de classe"...: pareil vocabulaire date d'un temps où le socialisme était synonyme de pouvoir ouvrier.

"(...) la situation actuelle voit la disparition progressive du prolétariat en tant que classe et (...) le problème à résoudre consiste dans la reconstruction de cette classe." (Vercesi "Bilan" avril 34)

La théorisation de la classe, comme celle du parti et de l'Etat prolétarien, signifiait alors résistance à la contre-révolution. On ne peut plus y voir que formules de confusion.

Souvent, bien sûr, parler de "lutte de classe" équivaut à s'en prendre à la paix des classes, à l'ordre établi.

Pourtant, la critique sociale consiste à affirmer non la lutte des classes mais sa fin possible par une révolution.

G.Dauvé

Critique du "Journal d'un gréviste : théorie et marche à pied" et de la problématique de TC en général.

A relire les textes depuis TC 5 jusqu'à Louis Martin ("Journal d'un Gréviste"), on voit apparaître une logique où la critique du programmatisme se double d'une mise à l'écart du travail productif et s'accompagne de l'émergence de la société comme corps productif du capital, dans une logique et avec des accents souvent très proches de ceux d'Invariance au début des années 70.

Dans TC 5, l'idée que le mouvement de la valorisation ne se distingue pas comme un moment particulier par rapport aux conditions de sa reproduction est présentée comme une tendance essentielle. Cependant elle s'accompagne encore d'une analyse du caractère productif qui conserve un statut de problème de théorie fondamentale. Dans ce texte fondateur, sont posés le caractère individuel du travail productif comme base du programmatisme, les difficultés soulevées par le travailleur collectif dans cette définition et l'existence de secteurs productifs - dont l'extension est envisagée - par opposition aux faux frais de la circulation.

Dans TC 8, les mêmes thèmes sont repris et, si la production de plus-value reste encore un moment spécifique, théoriquement et socialement, c'est avant tout pour faire la liaison avec les cycles de luttes antérieurs, avec la périodisation du capital et, accessoirement, la lettre de Marx.

Pratiquement, par le double moyen de la plasticité sur l'ensemble des moments et de l'extension à tous les secteurs, le problème posé dans TC 5 est résolu. La société toute entière est devenue le procès de valorisation et l'on ne peut plus différencier des moments dans les luttes car c'est la contre-révolution qui le fait : la notion de travail productif est non seulement caduque mais elle devient nuisible.

Chez Louis Martin cette coïncidence entre exploitation et auto-présupposition est acquise. La

plasticité et l'extension ont été les vecteurs de cette coïncidence entre procès immédiat de production de plus-value et procès de reproduction des conditions de cette production. Dilué qu'il est tout au long du procès de reproduction, le procès immédiat et avec lui l'interrogation sur le travail productif n'ont plus lieu d'être. Conséquence de cette coïncidence, c'est le troisième moment qui devient structurant et critique (nous différencions dans l'exploitation trois moments constitutifs : le face à face de la force de travail dans sa subjectivité séparée de tout objet et du capital comme capital potentiel ; la subsumption du travail sous le capital, la production de plus-value ; la transformation de la plus-value en capital additionnel, la reproduction dans des conditions différentes et élargies du face à face - cf. TC 8, p 6 -, note de TC, mai 2000).

Même si l'équivalence travailleurs salariés / prolétaires est pointée comme une imprécision théorique que le temps aurait pu dissiper, il n'en reste pas moins que, dès lors que l'on écrit que "la société est structurée par le partage salaire / profit", sans référence aucune à l'intermédiaire nécessaire qu'est la plus-value comme forme basique du profit, de la rente et de l'intérêt, on se situe directement aux niveaux des acteurs au sens de la sociologie actualiste (de Touraine en particulier dont les liens avec J P Sartre sont évidents).

Poser que cette conscience de "la société est structurée par le partage salaire / profit", est le principal acquis du mouvement de 95 est une conséquence logique de l'évolution théorique de TC.

Quand Louis Martin écrit que "c'est le troisième moment qui nous intéresse ici", il ne choisit pas simplement de choisir pour des raisons d'exposition ou d'angle particulier le moment d'un cycle comme point de départ de l'exposé. Ce moment est choisi comme point de départ parce qu'il a un statut théorique particulier.

Ce moment est décrit comme celui du face à face et de la séparation entre une force de travail purement subjective et le capital en puissance, devant s'impliquer mutuellement. Ce qui est mis en avant dans ce moment, c'est un instant où l'autoprésupposition en quelque sorte suspend son vol. Pour le capital qui a retrouvé sa forme argent, ce qu'il retrouve est sa liberté et sa contrepartie l'angoisse : il pourra ou ne pourra pas se reproduire, il prendra ou non telle ou telle forme, dans telle ou telle proportion. Pour le travailleur, le salarié, c'est le moment de la pure subjectivité sans objet et sans détermination. Ce qu'il était avant dans le procès immédiat qui le déterminait comme tel ou tel travailleur, ouvrier, prolétaire ou fonctionnaire, est momentanément suspendu. Toute détermination étant considérée comme limitation, dans cet instant, le travailleur est réellement libre, sans détermination particulière, imposée de l'extérieur. Se dessine alors un schéma des crises et de la révolution où aux métaphores spatiales de la vulgate marxo-structuraliste se substituent des métaphores temporelles.

Chez Louis Martin, la notion de durée est omniprésente (les identités se lézardent - usure du temps -, le temps manque pour clarifier les concepts, ...). En filigrane il y a l'idée que le face à face, la séparation au troisième moment introduit un instant de liberté, d'indécision, d'aléatoire, de "choix" à faire où se fonde l'autonomie des pratiques de classes - étant entendu que l'autonomie suppose un peu de liberté - et l'expression concrète de ces pratiques : la conflictualité.

Si l'autoprésupposition fonctionne "normalement", ce face à face génère une liberté qui est pour l'essentiel immédiatement reprise. C'est un moment fondateur - de l'autonomie, de l'angoisse -, ... mais c'est un instant ponctuel. Si pour des raisons qui ici ne nous intéressent pas encore, l'autoprésupposition rentre en crise, cet instant de l'indétermination s'inscrit dans la durée et fournit du champ libre pour d'autres pratiques.

La différence avec Invariance c'est qu'il ne s'agit pas ici simplement d'hommes et de femmes qui s'unissent pour lutter contre le monstre. La pure extériorité du face à face ne peut fonder qu'une liberté abstraite, trouvant en elle ses ressources ou ne les trouvant pas (la "peur" du saut chez Invariance). Chez Louis Martin, cette liberté - comme autonomie des pratiques - se

fonde dans un moment du capital (la reproduction du face à face comme reproduction des conditions de production), moment du (dans) le capital qui fonde l'autonomie de la lutte contre le capital. Cette lutte dans et contre le capital est décrite par Louis Martin à partir d'une citation de Trotski, archétype de la fusion comme processus du dépassement des conditions initiales dont viendra la communisation de la société et non simple description psychosociologique d'une action de groupe.

Toute la description de l'activité dans la grève calque parfois dans les termes mêmes la "Critique de la Raison Dialectique". Cette accession de la dynamique de groupe à un statut théorico-philosophique constitue ce qu'il est convenu d'appeler l'apport majeur de Sartre à la philosophie. En écoutant Louis Martin convoquer Trotski ("un mouvement parti de mille endroits") on entend Sartre ("c'est la joyeuse surprise que connaissent tous les manifestants..."). La collection d'individus moléculaires, atomisés, que la reproduction amène les salariés à être est ce que Sartre nomme la série, sérialité liée au "pratico-inerte" (le monde des choses, de la fatalité, du destin). La fusion ou la totalisation de cette série, de cette collection d'individus, créent quelque chose de radicalement neuf, des rapports neufs entre des individus qui se totalisent pour tisser une réponse inédite à une situation originale. Le groupe n'est pas une simple relation entre la partie et le tout, il est médié par un Tiers (le capital), dans un système de double médiation : chacun est en tant que membre du groupe et totalise la réciprocité d'autrui, est médiation entre soi et les autres. La totalisation vient, à la fois du dehors par suite des contradictions d'une situation et du dedans comme résultat d'une activité commune. La multiplicité des intérêts privés est unifiée par les nouvelles médiations qui surgissent : "je suis ma propre action dans la praxis du groupe en tant que son objectivation m'apparaît comme résultat commun". La totalisation du groupe s'oppose à la série qui totalise de l'extérieur sur le mode de la passivité, tandis que le caractère du groupe en fusion est la "brusque résurrection de la liberté". Le groupe en fusion menace toujours de se dissoudre et il lui faut demander au tiers la garantie qu'il ne se transformera jamais en autre, réciprocité médiée puisque chacun demande à l'autre le même acte par lequel il s'engage. Ce que Sartre appelle le serment (par référence au Jeu de Paume) est ce que Louis Martin appelle "le vote non gluant".

Le problème du groupe en fusion est d'être toujours instable, pure activité il menace toujours de se dissoudre. D'où le rôle du serment comme réciprocité médiée, ou chacun demande à autrui le même acte par lequel il s'engage à ne pas devenir traître. Traître, parce que ce qui menace cette activité fusionnante, c'est l'institutionnalisation, l'appel au Tiers. Peur dont le serment est l'antidote et qui va ressortir au moment d'expliquer la fin du mouvement, lorsque la déchéance du groupe en fusion renvoie chacun à la série, au collectif pratico-inerte, à sa passivité.

C'est, chez Louis Martin, le rôle du vote dans l'action, simple moment de l'activité, vérification et assurance d'être bien ensemble, au même moment de l'action. Pour survivre le groupe doit se structurer dans l'action et le serment, mais se structurant il peut aussi se fossiliser dans l'institution, retomber dans la sérialité qui s'institutionnalise. D'où la proposition sartrienne : toute situation de classe est toujours vécue selon trois modes : le groupe institutionnalisé, la réalité inerte de la situation, le groupe en fusion, trois modes toujours inséparables.

Bien sûr, chez Louis Martin, il s'agit bien de lutte des classes entre le prolétariat et le capital, et non pas, comme dans certains exemples célèbres de Sartre, de gens attendant l'autobus, ni même de la Révolution Française. Ce qui est troublant est que tout se passe comme si la coïncidence, la définition de l'autonomie dans le face à face et la liberté qu'il implique créaient les conditions pour que ce que disait Sartre abstraitement de la révolution trouve enfin les conditions réelles de sa réalisation.

Ce faisant Louis Martin réaliserait à sa manière le projet de Sartre qui disait se contenter de

décrire les conditions de toute réflexion sur l'histoire, laissant aux historiens le soin de décrire le processus concret et pourrait-on ajouter aux théoriciens le soin de leur dépassement. Si pour Sartre, l'essentiel ce n'est pas ce que l'on fait de l'homme mais ce qu'il fait de ce que l'on a fait de lui, que la lutte n'est pas le résultat mécanique d'une situation comme le pensent les économistes ni le produit d'une praxis abstraite mais remaniement du champ qu'ouvre la praxis et les conditions matérielles, c'est pour Louis Martin le fait qu' "il n'est pas imbécille de penser qu'un mouvement puisse dépasser ses conditions d'existence."

Les conditions de possibilité étant réunies, le comment passe de la description anecdotique à un statut théorique. C'est l'action qui devient le moteur et l'unification, la dynamique du conflit qui est son propre moteur en arrachant l'individu à sa sérialité. La mise en mouvement devient autosuffisante, l'unification dans le conflit, la lutte devenant sa propre cause et son propre moteur. Le refus légitime de la transcendance, la volonté de rendre au quotidien toute sa richesse amènent à poser que le quotidien doit produire de par lui-même son propre dépassement.

Dire que la révolution serait un miracle si elle n'avait rien à voir avec les luttes quotidiennes est une chose, autre chose est de proposer la fusion, le groupe en fusion comme médium de ce passage. On nous décrit le miracle comme l'explication du miracle, apparition ex-nihilo de propriétés nouvelles. La théorie du groupe en fusion ne nous explique pas cette création à partir du néant, elle se contente de constater qu'à chaque fois le miracle se reproduit.

Pour paraphraser Louis Martin, le prolétariat n'est pas une amicale de joueurs de boules, c'est une amicale de joueurs de boules sartriens.

L'implication réciproque

Dans TC, on passe d'une totalité contradictoire avec deux pôles à une contradiction entre les deux pôles de la totalité qui n'est plus que l'exigence de l'autre. Finalement, la totalité n'est plus que ce qui enferme les termes dans leur relation, les empêchant de vivre leur vie séparément, chacun pour soi. La contradiction ne recouvre, in fine, rien d'autre qu'une forme logique, générale et abstraite, à laquelle il va falloir donner un contenu concret. Ce contenu c'est l'exploitation définie comme rapport de non-équivalence des pôles, chacun ayant, de par l'exploitation, un rapport différent à la totalité, c'est le rôle de la subsumption et confirmation ou infirmation de l'existence du prolétariat.

Arrivé à ce stade, TC repart dans l'autre sens : on avait contradiction, implication, exploitation, subsumption. On revient maintenant sur deux choses : là où l'on avait particularité on a maintenant particularisation, la totalité n'existe que comme activités contradictoires du prolétariat et du capital. Pour TC, la contradiction ne serait que complémentarité si l'action (la lutte des deux pôles) ne faisait des deux termes une contradiction. On a une totalité qui n'existe pas "en soi", n'a d'existence que comme particularisée, puis comme particularisation, puisque pour le prolétariat, il ne s'agit non pas de réagir à une causalité extérieure mais de faire.

La contradiction ne fait rien, elle n'est pas autre chose que la pratique contradictoire des classes ce qui permet un dérapage imparfaitement contrôlé vers des sujets et des acteurs (la classe comme acteur collectif). La différence subtile mais réelle est que se reproduire et reproduire l'autre n'est pas reproduire une totalité. Particularisation de l'activité de chaque terme, comme activité de particularisation renvoie ce qu'est la classe à la manière dont elle se particularise. Particularisation de la totalité sous forme d'intérêts irréconciliables, la lutte est ce à travers quoi la classe se définit, s'auto-définit.

Ce qui ouvre sur deux problèmes : le dépassement du système et la notion de totalité. Une confusion s'installe entre pôle et totalité. La contradiction ne définit que la nécessaire co-présence de deux termes qui ne peuvent qu'exister ensemble, la totalité n'étant que dans

chacun l'exigence de l'autre. La totalité, ici le MPC, ne fait rien, ne dit rien. Elle ne fait que les empêcher de vivre leur vie chacun de leur côté.

Chaque terme a un rapport différent à la totalité, mais comme rapport à l'autre et à lui-même, comme exigence interne de l'autre, comme différence et comme manque. Quand bien même elle serait pratiquée portée par des intérêts conflictuels, et irrémédiablement irréconciliables, l'implication réciproque n'est pas une contradiction car elle ne porte pas en elle le contenu de son dépassement.

Le caractère conflictuel et irréconciliable peut ne renvoyer qu'à un jeu à somme nulle (ce que l'un gagne, l'autre le perd). L'implication réciproque est une image parlante mais limitée. Parlante en ce qu'elle réaffirme le lien indissoluble entre le prolétariat et le capital qui empêche la "montée en puissance", "l'affirmation" et la "sortie". Limitée car elle ne qualifie pas la relation de manière univoque. Derrière cette notion simple, beaucoup de sens sont possibles, créant des modèles réducteurs dont le type le plus achevé est l'interaction où X agit sur Y qui rétro-agit sur X ad libitum.

On peut expliquer ainsi, décrire, la succession des cycles révolution et contre-révolution mais ce système cybernétique ne contient pas en lui-même le principe de son dépassement. Dès que l'on refuse l'intervention d'un deus ex machina (l'Homme ou l'Histoire), on court le risque de tourner en rond. Il peut y avoir un changement dans le système sans que ce changement débouche sur un changement de système (chaque lancer de dés est un changement mais le système du jeu, ses règles restent toujours identiques). Pour sortir de ce cercle vicieux de l'homéostat, la solution est les vertus du mouvement lui-même. Ceci appelle quelques remarques.

La nature du mouvement, "l'activité de gréviste", va faire rentrer par la fenêtre ce que l'on avait sorti par la porte, l'histoire et la téléologie. Dans le mouvement, à travers la polémique fraternelle, le vote, la rencontre, se créent les conditions du dépassement comme germes de rapports nouveaux préfigurants l'immédiateté sociale de l'individu. Les qualités sont attribuées au mouvement lui-même, à l'activité, il est porteur en tant que mouvement, les qualités sont des attributs de l'action. De ce fait mouvement et changement deviennent équivalents, équivalence qui fait l'économie de l'analyse des prémisses et des effets.

Dans la notion de partage salaire / profit, on a outre un jeu à somme nulle, une réflexion qui démarre sur les formes réifiées de la distribution des revenus. La question est de savoir quel est l'impact de cette réification sur la pratique et la conscience de cette pratique, les limites qu'elle induit, la nature et la forme du dépassement qu'elle permet.

Louis Martin a lu les textes sacrés et il n'ignore pas que salaire et profit sont des formes transformées et immédiates du capital variable et de la plus-value (il le dit en incidente, références théoriques qui s'apparentent à un ultime hommage à Marx, puisque cela n'a aucune importance pratique). Le problème théorique sous-jacent est une vieille histoire de prise de position dans une problématique qui n'était pas vraiment notre (fin de la classe ouvrière, nouvelle classe ouvrière, nouveaux acteurs sociaux...). La question de savoir qui est productif est une chose que l'on peut renvoyer à la sociologie électorale et à la pratique politique des partis ouvriers à la recherche d'alliances de classe. C'est une position acceptable à condition d'en préciser explicitement les contours, ce que l'on rejette et pourquoi on le rejette. Dit autrement, il faut préciser que ce n'est pas la réponse mais la question telle qu'elle est formulée par la sociologie et le programme qui est rejetée. Faute de cette clarification, on court le risque de bricoler des réponses à une fausse question et surtout de jeter le bébé avec l'eau du bain.

En effet la question de savoir qui est productif n'épuise pas celle de ce qu'est le travail productif qui ressortissent de deux niveaux théoriques différents. Formellement le raisonnement pourrait se schématiser ainsi : la réalité devenant de plus en plus complexe avec

l'apparition du travailleur collectif, de l'automation, de la science appliquée etc., il devient de plus en plus impossible de donner à un individu l'attribut de productif. La question devenant indécidable, elle est rejetée comme caduque, sociologique ou politique comme on aurait dit avant "métaphysique".

Au-delà de la byzarrerie logique qui consiste à rejeter une question quand on ne peut lui trouver de solution satisfaisante, ce sur quoi on fait l'impasse, le bébé jeté, est la question de savoir si tout travail est productif de plus-value ou s'il existe un travail qui pour être nécessaire au capital n'est pas pour autant productif de plus-value. Si, dès lors qu'il est subordonné au capital (j'emploie à dessein le terme de "subordonné" comme différent de "subsumé") tout travail devient productif (au sens où dans un tout autre contexte, Marx a pu écrire qu'est productif tout salarié qui rapporte des sous à son patron), alors on va de ce point de vue vers une éternisation du capital qui ne trouve plus de limites.

Décrochée de la production de plus-value, la baisse tendancielle du taux de profit devient un dogme.

L'opposition salaire / profit a, dans les luttes immédiates, une grande importance pratique en ce qu'elle met, par le biais de la défense des intérêts immédiats, les gens en mouvement. C'est une évidence de bon sens que cette attaque contre la valeur de la force de travail, cette aggravation des conditions d'existence, sont ce qui déclanche l'action revendicative. Mais d'une part, cette action est une réaction qui se transformera peut-être en quelque chose de positif et surtout il s'agit d'une motivation immédiate. Ce n'est pas un hasard si elle se situe d'emblée au niveau de l'opposition salaire et profit, au niveau de la distribution. De là découle l'idée d'un jeu à somme nulle (les patrons peuvent payer), la révolte contre la vie qui leur est faite au quotidien, quotidien qui pour être actuel (ici et maintenant) n'en est pas moins le lieu de l'immédiateté et de la conscience réifiée.

Ce n'est pas parce que même un astrophysicien réveillé dès potron minets dira à ses collègues qu'il était debout avant que le soleil se lève que la Terre est le point fixe de l'univers. Le lien entre conscience immédiate et réalité concrète est plus que problématique, de même que leur passage de l'une à l'autre. C'est cette difficulté qui est à l'origine du glissement vers l'activité de groupe.

B

Après discussion avec l'auteur de ce texte, nous avons rédigé ensemble cette liste d'un certain nombre de ""points critiques" dans la théorisation générale de "Théorie Communiste".

Points critiques

Définition d'un point critique : aboutissement théorique mal maîtrisé permettant des interprétations contraires aux prémisses et ouvrant plusieurs possibles théoriques.

- * L'indépendance des classes dans leur activité respective autonome (le troisième moment de l'exploitation ouvrant un espace indéterminé.
- * La notion de luttes quotidiennes.
- * Le choix de telle ou telle lutte comme significative et le passage de telle lutte donc telle fraction du prolétariat au Prolétariat.
- * La réalité et son interprétation idéologique, sa mise en forme consciente.
- * Le point de départ (arbitraire) : ce mode de production porte son dépassement. Ce qui permet de donner un critère au sujet du choix de telle lutte.
- * La définition de la classe : objective ou polarisation . Synthèse : introduire la reproduction.
- * L' "espace indéterminé" laisse ouvert la compréhension de la lutte des classes comme choix,

tactiques opposées.

* Arriver à définir une "réalité" qui ne soit pas sa compréhension : la réalité ne se confond pas avec une addition de compréhensions différentes, de consciences différentes, de cette réalité.

* Le moment de la "fusion", de l'appartenance de classe comme une contrainte extérieure, apparaît comme une "dynamique de groupe". Les luttes sont toujours dans la reproduction du capital et, simultanément, mettent en opposition des intérêts inconciliables, d'où, dans ces luttes, des pratiques différentes (désaccord dans les luttes, choix différents...).

* Statut de l'objectivité des lois économiques et donc de la désobjectivation ; chaque lutte est-elle une désobjectivation? Non.

* Le prolétariat part toujours de la défense de ses intérêts immédiats : risque d'identification avec la révolution bourgeoise. Part-il vraiment toujours de ses intérêts immédiats?

* Connotation sociologique de la notion d' "identité ouvrière".

* L'axe actuel de la baisse tendancielle du taux de profit : travail productif / "general intellect".

* Conflictualité et contradiction : ce ne sont pas des termes au même niveau. On ne peut, sans médiation, passer de la conflictualité constante entre prolétariat et capital à la contradiction entre prolétariat et capital. Même problème que de passer d'une lutte particulière à "le prolétariat en lutte". La contradiction est "grille de lecture" des conflits. Le conflit est un changement dans le système, la contradiction amène au changement du système. Problème : liaison entre les deux, distinguant conflictualité et contradiction (Hegel, "Encyclopédie" § 142 et 131).

* Le point de départ arbitraire n'est pas si arbitraire que cela : les conflits (éviter le "théoricien orphelin")

Comme convenu lors de cette discussion, nous avons, de notre côté, rédigé une version plus explicite de ces "points critiques", et non des réponses aux questions soulevées. Celles-ci se trouvent pour certaines, à notre avis, déjà dans des numéros antérieurs de "T.C", même si cela doit être retravaillé, pour les autres ...

Points critiques

Nous appelons "points critiques", dans l'ensemble du corps théorique de "Théorie Communiste", un aboutissement ou une présupposition théoriques mal maîtrisés, permettant des interprétations contraires à la cohérence générale, ou des éléments non encore totalement développés ouvrant plusieurs possibles théoriques qu'il s'agit de borner.

* L'indépendance des classes dans leur activité respective autonome. En privilégiant le troisième moment de l'exploitation (la transformation de la plus-value en capital additionnel) on peut ouvrir entre celui-ci et le renouvellement du face à face de la force de travail et du capital potentiel, un "espace indéterminé". Une compréhension de la lutte de classe du prolétariat comme "choix" et affrontement de "tactiques opposés" peut devenir alors possible. Ce que nous appelons le moment de la "fusion", c'est-à-dire l'appartenance de classe devenant contrainte extérieure (TC 13 "Des luttes actuelles à la révolution"), peut être compris comme une dynamique s'effectuant purement à l'intérieur de la classe, une sorte de "dynamique de groupe". On ne peut cependant parler de "choix" et de tactiques" que dans la mesure où chaque lutte est toujours dans la reproduction du capital et simultanément mettant en opposition des intérêts inconciliables entre le prolétariat et le capital du fait même de cette reproduction. C'est de cette simultanéité que procèdent les "choix" et les "tactiques". Intérêts

inconciliables et reproduction du capital ne s'opposent pas terme à terme, chacun de ces pôles est traversé par l'autre.

* La notion de luttes quotidiennes. Le prolétariat part toujours de la défense de ses intérêts immédiats (salaires, conditions de travail...). Si cela est exact, il existe un risque d'identification de la révolution communiste avec la révolution bourgeoise. Partir de ses intérêts immédiats suppose déjà une médiation : l'exploitation. Donc la subsumption du prolétariat, la nécessité de sa reproduction comme activité de la classe capitaliste. Ce ne sont pas deux classes reposant sur deux modes de production différents qui s'affrontent.

* Le choix de telle lutte comme significative et le passage de telle lutte donc de telle fraction du prolétariat au Prolétariat. Conflictualité et contradiction ne sont pas des termes au même niveau. On ne peut, sans médiation, passer de la conflictualité constante entre le prolétariat et le capital à la contradiction entre le prolétariat et le capital, c'est un problème identique à celui du passage d'une lutte particulière à "le Prolétariat en lutte". La contradiction est "grille de lecture" des conflits. Le conflit est un changement dans le système, la contradiction amène au changement du système. Le problème est celui de la liaison entre les deux, distinguant conflictualité et contradiction. La contradiction apparaît nécessairement dans les conflits, elle n'est pas derrière les conflits ou au-delà d'eux, mais du fait que c'est la contradiction qui existe, elle est conflits. La contradiction entre le prolétariat et le capital ne peut être que son apparition dans les conflits. La lutte de classes est l'unité devenue immédiate de la contradiction et des conflits. L'existence de la contradiction est la contradiction elle-même, de telle sorte que, dans cette existence, la contradiction demeure l'essentiel et ne le demeure que pour autant qu'elle a une existence immédiate dans les conflits.

* La définition du prolétariat en tant que classe : une définition objective (le travail productif), ou une polarisation de la contradiction entre travail productif et capital à un moment particulier pouvant largement excéder les délimitations de l'action des travailleurs productifs. Les classes ne peuvent être saisies qu'au niveau de la reproduction (transformation des catégories, autonomie, représentations sociales, normes de consommation, idéologies, théories...). Les classes ne se constituent pas en partant des "besoins" de sujets indépendants, parler de classes et de lutte des classes est une critique radicale des rapports sociaux comme rapports intersubjectifs. La forme historique de "l'identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital" ne doit pas tomber dans la sociologie, friande du concept d'identité.

* Le point de départ est la contradiction (l'exploitation) : ce mode de production porte son dépassement. C'est là le critère de choix de telle lutte comme significative et l'angle d'attaque de toute analyse spécifique. Ce point de départ n'est pas arbitraire, il se justifie par les conflits (qui eux-mêmes ne sont intelligibles que comme existence nécessaire de la contradiction qui est la réalité). Ce n'est pas le "dépassement communiste" qui fonde l'analyse théorique mais la lutte de classe actuelles dans laquelle nous sommes.

* La notion de réalité. Arriver à définir une réalité qui ne soit pas sa compréhension. La réalité ne se confond pas avec une addition de compréhensions différentes, de consciences différentes, de cette réalité. L'objectivité des lois économiques est réelle, la désobjectivation est une pratique (chaque lutte n'est pas une désobjectivation).

* L'axe actuel de la baisse du taux de profit, dans le capital restructuré : travail productif / "general intellect". La contradiction interne de cette phase de la valorisation se situe entre le travail immédiatement productif et la condition même de ce travail productif : être une force de travail socialisée.